

2009

ATLAS

DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

EN FRANCE
ET DANS LES RÉGIONS

OBSERVATOIRE NATIONAL

DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



cn
cres

Conseil National
des Chambres Régionales
de l'Économie Sociale



Avec le soutien du Crédit coopératif et de la MACIF.

En se dotant en 2008 d'un Observatoire national, les acteurs régionaux de l'économie sociale et solidaire ont voulu disposer d'un outil leur permettant de valoriser les travaux des Observatoires régionaux pilotés par les CRES(S) avec l'appui notamment des Conseils régionaux, en ayant la possibilité d'agréger au plan national leurs travaux. Ils ont aussi voulu mettre à disposition des acteurs nationaux de l'économie sociale et solidaire l'ensemble de leurs productions, afin de constituer une aide à la réflexion prospective et à la décision stratégique. Après avoir validé avec l'INSEE et la DIIÉSES le périmètre de l'économie sociale et solidaire, l'Observatoire national a pu publier en décembre 2008, avec le soutien de l'ARF, de la CDC, de CHORUM, du CEGES et de la DIIÉSES, le premier "Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions" à partir des données publiées en juillet 2008 par l'INSEE et retraitées par l'Observatoire national.

Grâce à de nouveaux partenariats scientifiques et techniques et à l'accord des acteurs sur la nomenclature, l'Observatoire national peut maintenant harmoniser les statistiques sur le champ de l'économie sociale et solidaire et assurer la comparabilité des résultats entre activités de l'économie sociale et solidaire, entre régions, vis-à-vis de l'ensemble des domaines d'activités, aux plans régional, national, européen, mais aussi dans le temps.

La publication de l'ATLAS est un nouveau pas dans la connaissance et la mesure de l'économie sociale et solidaire. Elle devra être complétée par les réponses aux questionnements en cours sur l'évolution des structures et du périmètre de l'économie sociale et solidaire. Complétée aussi par des analyses qualitatives permettant non seulement de mieux connaître l'économie sociale et solidaire d'aujourd'hui, mais surtout de mesurer, dans le cadre d'une analyse prospective, la capacité de l'économie sociale et solidaire à répondre dans l'avenir aux nouveaux besoins de la population, des territoires, des collectivités territoriales et de l'Etat, tant en termes économiques que sociétaux.

C'est le sens des réflexions portées par les acteurs nationaux et territoriaux de l'économie sociale et solidaire et leurs partenaires institutionnels et scientifiques rassemblés au sein de l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire du CNCRES, lequel peut ainsi désormais assumer sa mission de lieu de convergence de l'observation et de la mesure de l'économie sociale et solidaire.

Yannick Barbançon
Président du CNCRES

En adoptant à l'automne 2008 leur manifeste pour l'économie sociale et solidaire, les Régions ont désiré mettre en lumière les multiples innovations de cette économie encore trop méconnue qui ne se cantonne pas dans une approche réparatrice. La crise économique, financière et sociale que nous vivons aujourd'hui conforte leur choix de promouvoir et renforcer le rôle indispensable joué par ces acteurs économiques majeurs, implantés dans les territoires, au service du développement durable, de la cohésion sociale et de la solidarité. L'enjeu pour les Régions est d'accompagner la sortie de l'économie sociale et solidaire de la marginalité pour l'inscrire au cœur des politiques économiques régionales innovantes et de qualité, tant sur le plan technologique que social ou organisationnel.

Au plus près des territoires et des acteurs locaux, les Régions entendent mieux faire reconnaître une autre façon d'entreprendre, fortement contributive dans l'économie régionale, attractive pour ceux qui, comme les jeunes générations, sont attachés à donner plus de sens à leur engagement professionnel et personnel. Cette stratégie ne sera gagnante que si ces objectifs communs sont partagés avec l'Etat, l'Europe, les autres collectivités territoriales et les acteurs de l'économie sociale et solidaire en régions.

Entre l'ARF et la Caisse des Dépôts, de nombreux partenariats ont été noués depuis 3 ans pour développer ensemble des politiques publiques cohérentes et porteuses de développement. C'est ainsi qu'a été créé le Centre National de Ressources sur l'économie sociale et solidaire, en partenariat avec l'AVISE, qui permet de mutualiser les expériences et les bonnes pratiques, de donner à voir la richesse des initiatives de l'économie sociale et solidaire (www.essenregion.org). Il est une étape essentielle pour donner de la visibilité à ce secteur qui souffre souvent de son éparpillement.

Parallèlement, nous avons souhaité mettre à la disposition des décideurs tous les outils d'observation statistique, sur le champ de l'économie sociale et solidaire, utiles à la décision publique. C'est le sens de la mission qui a été confiée au CNCRES, porteur de l'Observatoire National de l'ESS, dont cette production est une première illustration. Cet atlas montre bien l'apport évident de l'économie sociale et solidaire aux économies régionales.

Il s'agit d'une première synthèse, qui, nous l'espérons répondra aux attentes de tous les acteurs concernés. La prochaine étape devra permettre d'affiner l'analyse qualitative des emplois, leur pérennité, les conditions de travail, la place des femmes, le vieillissement de la pyramide des âges..., afin de disposer d'informations propres à une réflexion commune sur les leviers d'action à mettre en œuvre.

Philippe Chesneau
Président de la commission économie
sociale et solidaire de l'ARF

Jean-Marc Maury
Directeur du département développement économique
et économie sociale de la Caisse des dépôts

Introduction**Note méthodologique****Partie 1 L'économie sociale et solidaire en France** P. 7

1.1	Les principales caractéristiques de l'économie sociale et solidaire en France	P. 8
1.1.1	Des entreprises et emplois en croissance soutenue	P. 8
1.1.2	Des activités très diversifiées mais le secteur des services est privilégié	P. 10
1.1.3	L'économie sociale et solidaire dans 13 domaines d'activité	P. 12
1.1.4	Des entreprises de taille plus importante que la moyenne	P. 13
1.1.5	Près de 50 milliards d'euros de salaires bruts distribués	P. 15
1.1.6	Une féminisation élevée des emplois selon les domaines d'activité	P. 16
1.1.7	Des salariés qualifiés	P. 18
1.1.8	Des salariés plus âgés que dans d'autres secteurs	P. 19
1.1.9	Des temps complets qui varient selon les domaines d'activité	P. 20
1.2	Des coopératives en plein essor	P. 21
1.2.1	Emplois, entreprises et principales activités	P. 21
1.2.1.1	Les coopératives par tranche d'effectif	P. 23
1.2.1.2	Les salaires distribués	P. 23
1.2.1.3	La répartition des emplois par genre	P. 23
1.2.1.4	Les catégories socioprofessionnelles par genre	P. 24
1.2.1.5	Pyramide des âges	P. 24
1.2.1.6	L'emploi à temps complet	P. 25
1.2.2	Données clés par domaine d'activité	P. 25
1.2.2.1	Les coopératives d'activités financières	P. 25
1.2.2.2	Les coopératives de commerce	P. 26
1.2.2.3	Les coopératives industrielles	P. 27
1.2.2.4	Les coopératives de services aux entreprises	P. 28
1.2.2.5	Les coopératives de construction	P. 29
1.3	Des mutuelles stables	P. 30
1.3.1	Emplois, entreprises et principales activités	P. 30
1.3.1.1	Les mutuelles par tranche d'effectif	P. 32
1.3.1.2	Les salaires distribués	P. 33
1.3.1.3	La répartition des emplois par genre	P. 33
1.3.1.4	Les catégories socioprofessionnelles par genre	P. 33
1.3.1.5	Pyramide des âges	P. 34
1.3.1.6	L'emploi à temps complet	P. 34
1.3.2	Données clés par domaine d'activité	P. 35
1.3.2.1	Activités d'assurances de personnes et de biens	P. 35
1.3.2.2	Les mutuelles dans l'éducation, la santé, le social	P. 36
1.3.2.3	Les mutuelles dans le commerce	P. 37
1.4	Des associations dynamiques	P. 38
1.4.1	Emplois, entreprises et principales activités	P. 38
1.4.1.1	Les associations par tranche d'effectif	P. 40
1.4.1.2	Les salaires distribués	P. 41
1.4.1.3	La répartition des emplois par genre	P. 41
1.4.1.4	Les catégories socioprofessionnelles par genre	P. 41
1.4.1.5	Pyramide des âges	P. 42
1.4.1.6	L'emploi à temps complet	P. 42
1.4.2	Données clés par domaine d'activité	P. 43
1.4.2.1	Les associations dans le social	P. 43
1.4.2.2	Les associations dans l'éducation	P. 44
1.4.2.3	Les associations dans la santé	P. 45
1.4.2.4	Les associations dans les services aux particuliers	P. 46
1.4.2.5	Les associations dans les services aux entreprises	P. 47
1.5	Une montée en puissance des fondations	P. 48
1.5.1	Emplois, entreprises et principales activités	P. 48
1.5.1.1	Les fondations par tranche d'effectif	P. 50
1.5.1.2	Les salaires distribués	P. 50
1.5.1.3	La répartition des emplois par genre	P. 50
1.5.1.4	Les catégories socioprofessionnelles par genre	P. 51
1.5.1.5	Pyramide des âges	P. 51

1.5.1.6	L'emploi à temps complet	P. 52
1.5.2	Données clés par domaine d'activité	P. 52
1.5.2.1	Les fondations dans l'éducation, la santé, le social	P. 52
1.5.2.2	Les fondations dans les services aux entreprises	P. 53

1.6 Synthèse P. 55**Partie 2 Comparaison inter régionale** P. 57

2.1	L'implantation de l'économie sociale et solidaire dans les régions	P. 58
2.2	Les coopératives en régions	P. 60
2.2.1	En volumes et parts de l'emploi	P. 60
2.2.2	Sur les premiers domaines d'activité	P. 61
2.3	Les mutuelles en régions	P. 63
2.3.1	En volumes et parts de l'emploi	P. 63
2.3.2	Sur les premiers domaines d'activité	P. 64
2.4	Les associations en régions	P. 65
2.4.1	En volumes et parts de l'emploi	P. 65
2.4.2	Sur les premiers domaines d'activité	P. 66
2.5	Les fondations en régions	P. 68
2.5.1	En volumes et parts de l'emploi	P. 68
2.5.2	Sur les premiers domaines d'activité	P. 69
2.6	Synthèse et tableau des spécificités régionales	P. 70

Partie 3 L'économie sociale et solidaire en régions P. 71

Alsace	P. 72
Aquitaine	P. 74
Auvergne	P. 76
Basse-Normandie	P. 78
Bourgogne	P. 80
Bretagne	P. 82
Centre	P. 84
Champagne-Ardenne	P. 86
Corse	P. 88
Franche-Comté	P. 90
Guadeloupe	P. 92
Guyane	P. 94
Haute-Normandie	P. 96
Ile-de-France	P. 98
Ile-de-la-Réunion	P. 100
Languedoc-Roussillon	P. 102
Limousin	P. 104
Lorraine	P. 106
Martinique	P. 108
Midi-Pyrénées	P. 110
Nord-Pas-de-Calais	P. 112
Pays-de-la-Loire	P. 114
Picardie	P. 116
Poitou-Charentes	P. 118
Provence-Alpes-Côte-D'azur	P. 120
Rhône-Alpes	P. 122

Glossaire P. 124

Index des tableaux	P. 127
Index des figures	P. 128
Index des cartes	P. 129

Le CNCRES et l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire P. 130**Les CRES(S)** P. 131

« L'Atlas de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions » est la deuxième publication réalisée par l'Observatoire National de l'Economie Sociale et Solidaire, créé en 2008 par le Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale (CNCRES) et soutenue par l'ARF (Association des Régions de France), la Caisse des Dépôts, la DIISES (Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Economie Sociale), CHORUM, la MACIF et le Crédit Coopératif. Elle fait suite à la première publication en décembre 2008 du « Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions ».

Deux avancées marquent cette nouvelle production : une coordination nationale des apports des différents Observatoires Régionaux de l'Economie Sociale et Solidaire existants, et un enrichissement des données utilisées par de nouvelles sources.

Il s'articule en trois parties :

- la première partie présente les données nationales sur l'économie sociale et solidaire. Elle affine les caractéristiques de ses emplois et de ses employeurs, permettant de construire et d'étudier des pyramides des âges, des catégories socioprofessionnelles, mais aussi des tailles d'entreprises. Sont ensuite étudiées les spécificités de chaque famille juridique (coopérative, mutuelle, association, fondation).
- la seconde partie est un comparatif inter régional sous formes de cartes. Il présente les poids et les volumes par régions (France métropole et DOM), avec un regard par catégorie juridique et domaine d'activités.
- la troisième partie est consacrée à une analyse de l'implantation et des caractéristiques de l'économie sociale et solidaire dans chacune des 26 régions de France et DOM. Chaque Chambre Régionale de l'Economie Sociale - CRES(S), via son Observatoire régional existant ou la mission d'observation qu'elle mène, a apporté son regard et son expertise sur les données traitées par l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire.

Cette publication a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la mesure et de la connaissance de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions, d'en préciser le poids, la diversité, les spécificités. Permettant des premières comparaisons entre régions, les données présentées sur l'économie sociale et solidaire peuvent être mises en perspective avec les secteurs privés et publics, mais aussi vis-à-vis de l'ensemble des domaines d'activités, aux plans régional et national, points d'entrée d'études complémentaires.

L'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire a pour principale vocation de constituer un outil d'aide à la décision tant pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire que pour les pouvoirs publics.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Co-construction grâce aux régions

Ce travail a bénéficié de l'historique et de l'expérience acquis dans les régions et au sein du groupe de travail inter-CRES(S) sur les statistiques, l'observation et la mesure de l'économie sociale et solidaire.

Il est basé sur :

- L'utilisation du périmètre statistique de l'économie sociale et solidaire normalisé par l'INSEE¹ National (grâce à l'appui de la DIISES et en partenariat avec le CNCRES) ;
- Le respect des nomenclatures économiques afin d'assurer la compatibilité avec d'autres sources de données et études.

Pour sa rédaction, ce document a été enrichi par les apports complémentaires des Observatoires régionaux de l'économie sociale et solidaire et des missions d'observation portés par les CRES(S) en régions. Par souci de cohérence et d'harmonisation, l'ensemble des données a été traité au niveau national, les régions apportant leurs contributions sur les commentaires, analyses ou compléments d'information.

Champ observé

Le champ observé concerne les établissements sous catégories juridiques d'association, coopérative, mutuelle et fondation. L'observation des organisations ayant des activités de commerce équitable, agriculture biologique, finance solidaire, d'insertion par l'activité économique, éco-construction, etc., sous d'autres formes juridiques que celles-ci, relève d'autres travaux.

Les données traitées portent sur les seules structures ayant une fonction d'employeur..

Articulation des sources INSEE DADS et CLAP

L'analyse de l'économie sociale et solidaire est marquée en 2008 par des changements importants en termes de combinaison des sources d'informations.

Jusqu'alors, l'ensemble des études régionales et infra régionales provenait exclusivement de la source INSEE - DADS (Déclaration Annuelle des Données Sociales). L'arrivée en 2008 de données nationales et inter régionales² basées sur la source INSEE - CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) conduit à articuler ces deux sources d'informations.

CLAP³ résulte de la mise en cohérence des sources DADS, URSSAF et Fonction publique d'Etat. Elle est la source utilisée pour fournir des statistiques localisées jusqu'au niveau communal. Elle est donc devenue la référence pour les comptages par territoire, a fortiori pour les comptages régionaux, des volumes d'entreprises et d'emplois.

La base DADS³ reste cependant utile pour les analyses en termes de structures d'emplois touchant aux indicateurs absents de la source CLAP (tranches d'âge, nombre d'heures salariées, conditions d'emploi, ...) et pour les évolutions de long terme (antérieures à 2005).

Terminologies utilisées

Les structures de l'économie sociale et solidaire (associations, coopératives, mutuelles, fondations) peuvent être des entreprises (au sens de l'INSEE) qui produisent des biens et services pour le marché mais également des organisations qui produisent des biens et services hors marché. Par exemple dans les associations ou les sociétés coopératives d'intérêt collectif, une part plus ou moins grande des ressources relève du non-marchand (activités liées aux différentes formes de commandes publiques) et du non-monétaire (comme le bénévolat).

Ce document prend également en compte les autres types d'entreprises privées (les entreprises ne relevant pas de l'économie sociale et solidaire, nommées aussi entreprises traditionnelles), ainsi que les organismes publics. La terminologie retenue dans ce document pour désigner l'ensemble des sièges sociaux de ces structures est "organisations et entreprises".

Pour faciliter la lecture, le terme "entreprises" est parfois utilisé seul. L'économie sociale et solidaire fait partie du secteur privé. Ce dernier est donc découpé en « Organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire » et « Entreprises privées hors économie sociale et solidaire ». Par convention, nous utilisons également « Secteur économie sociale et solidaire » pour désigner l'économie sociale et solidaire, « Secteur privé hors ESS » pour désigner les entreprises privées hors économie sociale et solidaire ou entreprises traditionnelles, et « secteur public » pour désigner les organismes publics. Dans les tableaux et graphiques, les termes "ESS", "Privé hors ESS" et "Public" peuvent être également utilisés.

Kit « économie sociale » de l'INSEE

Certains volumes sur l'économie sociale et solidaire ont été calculés à partir du kit « économie sociale » mis en ligne depuis 2008 par l'INSEE. Les commandes spécifiques passées auprès de l'INSEE ayant permis de limiter les effets de « secret statistique », les données disponibles ont pu être complétées et certains volumes peuvent apparaître différents des valeurs produites par ce kit.

1 Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

2 Cf Observatoire National de l'Economie Sociale et Solidaire - CNCRES- www.cncres.org, en particulier « Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions ».

3 Plus d'information dans le glossaire

Domaines d'activité et nomenclature économique de synthèse (NES)

Les domaines d'activité sont présentés selon la NES 16⁴ avec un certain nombre d'aménagements :

- A) En raison de la faible part de ce domaine dans l'économie sociale et solidaire, le domaine des « Industries » regroupe les Industries agricoles et alimentaires, les Industries des biens de consommation, les Industries des biens d'équipement, les Industries des biens intermédiaires et l'Énergie.
- B) En raison du très grand nombre d'emplois de l'économie sociale et solidaire dans les domaines « Education, santé, social » et « Services aux particuliers », ceux-ci ont été détaillés dans la mesure du possible dans les deux premières parties de cette publication :
- Education, santé, social :
 - Education
 - Santé
 - Social
 - Services aux particuliers :
 - Hébergement et restauration
 - Culture et audiovisuel
 - Sport et loisirs
- C) Le domaine d'activité appelé « Agriculture, sylviculture, pêche » n'est pas présenté dans cette publication, pour des raisons de difficultés de traitement et d'intégration des données issues des bases de la MSA (Mutualité Sociale Agricole, organisme de sécurité sociale spécifique au monde agricole) par l'INSEE. Les coopératives et associations de production agricole sont donc mal couvertes par le système CLAP qui est en cours d'incorporation de ces données.
- D) Si le domaine d'activité « Administration » regroupe bien un certain nombre de services publics ou administratifs (justice, police, sécurité sociale...) notamment dans le secteur public, ce n'est pas le cas dans l'économie sociale et solidaire, et plus particulièrement dans les associations (où il représente environ 13% des emplois associatifs). Il s'agit d'associations ne disposant pas d'un code d'activité explicite. Elles sont rangées par l'INSEE dans cette ligne « Administration » au titre de « non-classées ». Pour éclaircir ce point, la ligne a été renommée dans cette publication en « Administration ou non-classés ».
- E) Enfin, précisons que le domaine des activités financières regroupe également les activités d'assurance.

⁴ Plus d'information dans le glossaire

L'ÉCONOMIE
SOCIALE ET
SOLIDAIRE

EN FRANCE

PARTIE

1

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.1 LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.1.1 DES ENTREPRISES ET EMPLOIS EN CROISSANCE SOUTENUE

Tableau 1 : Les volumes et taux de croissance des entreprises et de l'emploi en France

	Organisation et entreprises		Établissements		Effectifs au 31/12		ETP	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
ESS	155 984	+0,6	203 196	+1,6	2 144 146	+2,6	1 794 228	+3,1
Privé hors ESS	1 492 226	+0,5	1 762 100	+0,9	13 975 435	+1,1	12 659 371	+0,5
Public	76 882	+0,20	180 276	+3,8	5 836 452	+2,1	5 165 086	+2,7
Total	1 725 092	+0,5	2 145 572	+1,1	21 956 033	+1,4	19 618 685	+1,0

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

En 2006, les associations, coopératives, mutuelles et fondations qui composent l'économie sociale et solidaire comptent 156 000 organisations et entreprises employeuses et 203 000 établissements pour un effectif employé au 31 décembre de 2,15 millions d'emplois, soit 1,8 million d'équivalents temps plein.

L'économie sociale et solidaire représente plus de 9 % du total des établissements employeurs français et près de 10 % du total de l'emploi salarié.

Entre 2001 et 2006, le taux de croissance annuel moyen de l'économie sociale et solidaire est plus important que celui du secteur public en ce qui concerne le volume d'emploi (+2,6 % contre +2,1 %) et les équivalents temps plein (+3,1 % contre +2,7 %).

Rapporté au secteur privé hors économie sociale et solidaire, ce dynamisme est plus marqué : qu'il s'agisse du nombre d'établissements (+1,6 % contre +0,9 %), du nombre d'emplois (+2,6 % contre +1,1 %), ou de la conversion de l'emploi en ETP (+3,1 % contre +0,5 %), l'économie sociale et solidaire affiche sur les cinq années observées des taux de croissance sensiblement supérieurs aux entreprises traditionnelles.

Vis-à-vis du secteur privé hors économie sociale et solidaire, l'économie sociale et solidaire représente 9,5 % des entreprises et plus de 13 % des emplois. La dynamique de croissance de l'emploi en économie sociale et solidaire sur la période 2001-2006 est deux fois et demie supérieure à celle des entreprises privées hors économie sociale et solidaire.

Au 31 décembre 2006, le travail à temps partiel étant plus fréquent au sein de l'économie sociale et solidaire, il faut 120 salariés pour obtenir 100 ETP dans l'économie sociale et solidaire (voir le détail temps partiel en 1.1.9) contre 110 dans le privé hors économie sociale et solidaire et 113 dans le public.

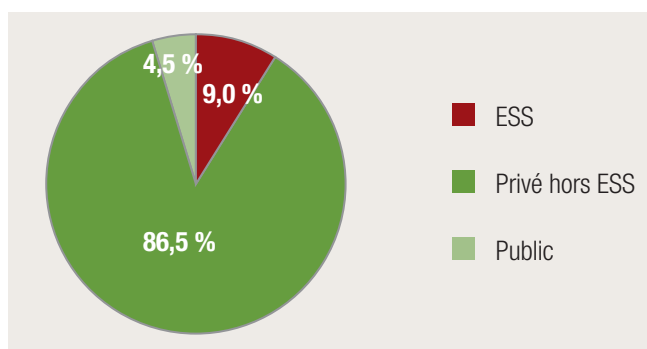
La taille moyenne d'un organisme de l'économie sociale et solidaire calculée en équivalent temps plein (11,5 ETP) est sensiblement supérieure à celle d'un employeur privé hors économie sociale et solidaire (8,5 ETP).

Les données 2007 confirment le dynamisme de l'économie sociale et solidaire. Par rapport à 2006 le nombre d'établissements progresse de 5,7 % (pour atteindre 215 000), l'effectif salarié de 4,7 % (2 246 000) et les ETP augmentent de 3,9 % (1 865 000).

Source INSEE CLAP kit « économie sociale » : http://www.INSEE.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale

Figure 1 : Répartition des organisations et entreprises en France en 2006

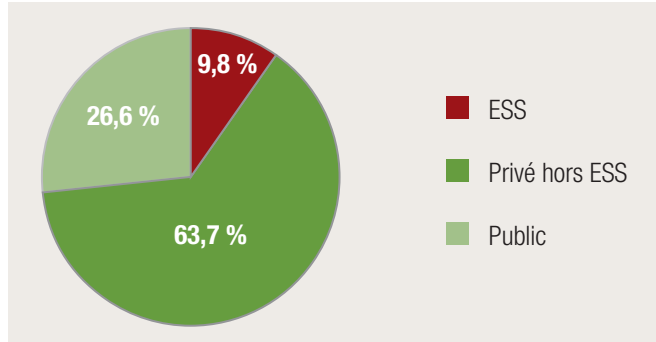
Les 156 000 organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire hors agriculture représentent 9 % des entreprises françaises.



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

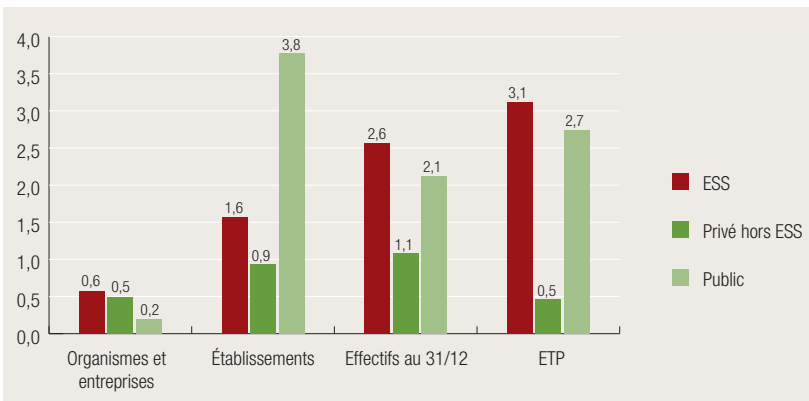
Figure 2 : Répartition de l'emploi en France en 2006

Les organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire emploient 2 145 000 salariés soit près de 10 % de l'effectif salarié au 31/12/2006.



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

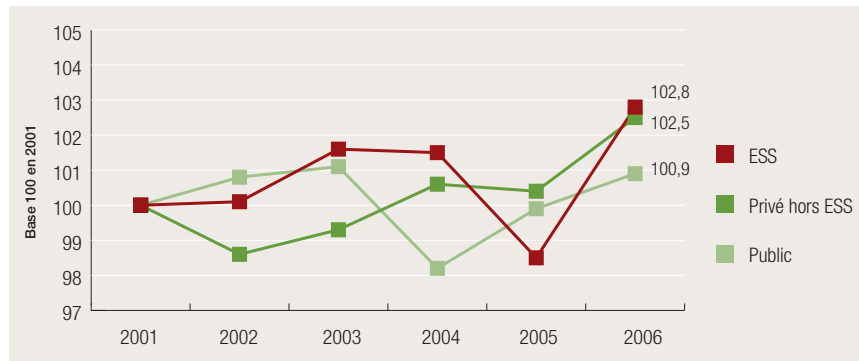
Figure 3 : Taux de croissance des entreprises, des établissements et de l'emploi en France entre 2001 et 2006



L'économie sociale et solidaire affiche sur les cinq années observées des taux de croissance moyens sensiblement supérieurs aux entreprises traditionnelles.

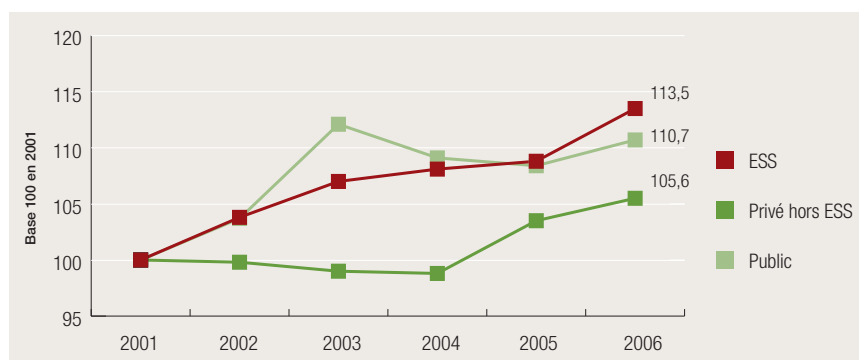
Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 4 : Evolution du nombre d'organisations et entreprises en France entre 2001 et 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

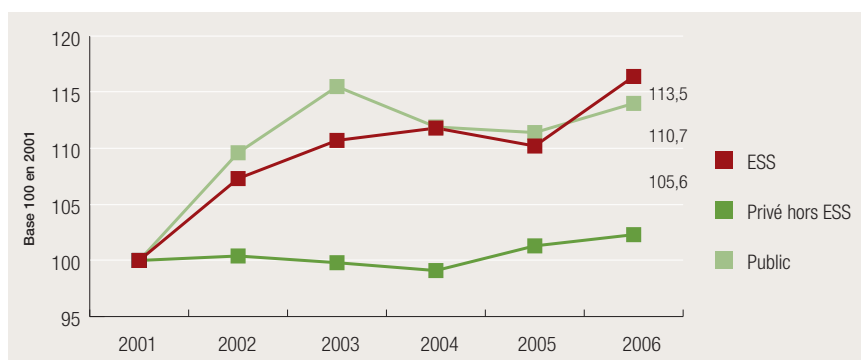
Figure 5 : Evolution du nombre de postes au 31/12 en France entre 2001 et 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 6 : Evolution du nombre d'ETP en France entre 2001 et 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Ces trois séries (base 100 en 2001) montrent l'évolution des trois secteurs entre 2001 et 2006. Les courbes de croissance de l'économie sociale et solidaire, des entreprises traditionnelles et des organisations publiques progressent de façon distincte. Les différences sensibles qui apparaissent incitent à mieux caractériser l'économie sociale et solidaire en s'intéressant à la place qu'elle occupe selon les domaines d'activité dans lesquels elle se déploie.

1.1.2 DES ACTIVITÉS TRÈS DIVERSIFIÉES MAIS LE SECTEUR DES SERVICES EST PRIVILÉGIÉ

Tableau 2 : L'emploi dans les principaux domaines d'activité en France en 2006, hors agriculture

Domaine d'activité	ESS		Privé hors ESS		Public		TOTAL
	Poids de l'activité au sein de l'ESS	Poids de l'ESS dans l'activité	Poids de l'activité au sein du Privé hors ESS	Poids du Privé hors ESS dans l'activité	Poids de l'activité au sein du Public	Poids du Public dans l'activité	
Industries	1,9 %	1,1 %	25,7 %	98,1 %	0,5 %	0,8 %	3 667 058
Construction	0,5 %	0,77 %	10,1 %	99,2 %	0,01 %	0,03 %	1 425 778
Commerce	2,9 %	2,0 %	21,5 %	97,9 %	0,03 %	0,1 %	3 068 643
Transports	0,7 %	1,4 %	6,1 %	77,1 %	4,1 %	21,5 %	1 109 930
Activités financières	11,8 %	34,6 %	3,2 %	62,4 %	0,4 %	3,0 %	727 729
Activités immobilières	0,1 %	0,5 %	2,3 %	85,4 %	0,9 %	14,1 %	373 558
Services aux entreprises	4,4 %	3,2 %	17,2 %	82,1 %	7,4 %	14,7 %	2 930 732
Education	15,8 %	19,8 %	0,6 %	4,6 %	22,1 %	75,6 %	1 708 714
Santé	7,7 %	10,5 %	2,5 %	22,4 %	18,0 %	67,1 %	1 569 279
Social	36,8 %	64,6 %	0,6 %	6,7 %	6,0 %	28,7 %	1 221 409
Hébergement et restauration	1,4 %	3,6 %	5,7 %	94,3 %	0,3 %	2,1 %	847 237
Culture et audiovisuel	2,1 %	21,4 %	0,8 %	56,1 %	0,8 %	22,5 %	208 677
Sport et loisirs	3,6 %	24,7 %	1,6 %	71,6 %	0,2 %	3,7 %	311 809
Administration ou non-classés	10,2 %	7,9 %	2,0 %	9,8 %	39,3 %	82,3 %	2 785 480
TOTAL	100,0 %		100,0 %		100,0 %		21 956 033

Source : INSEE-CLAP ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Indépendamment de l'absence des données concernant l'agriculture, le tableau 2 montre le déploiement de l'économie sociale et solidaire dans les principaux domaines d'activité de la nomenclature économique de synthèse. Il faut rappeler (voir notice méthodologique) que plus de 10 % des emplois de l'économie sociale et solidaire sont « non-classés » en raison de difficultés récurrentes à obtenir une ventilation satisfaisante des associations. Lorsque l'économie sociale et solidaire est concernée dans les commentaires qui suivent, cette catégorie des emplois « non-classés » n'est pas prise en compte.

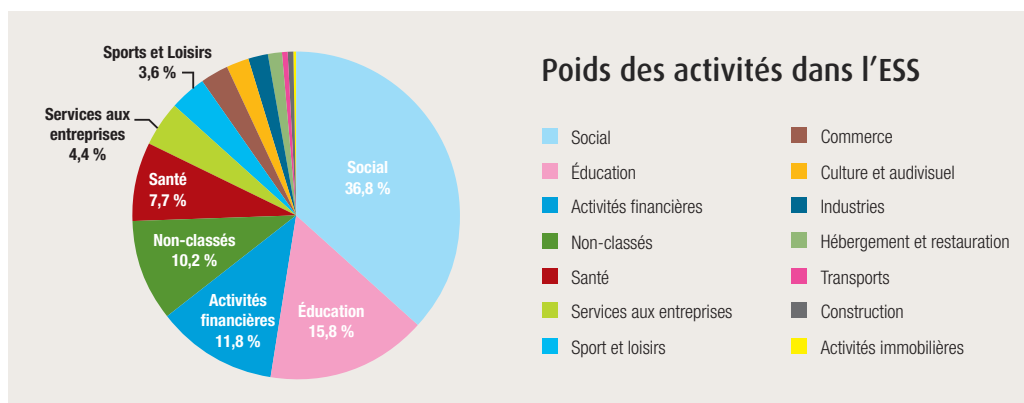
Les trois domaines d'activité qui regroupent la majorité des emplois sont sensiblement différents d'un secteur à l'autre :

- pour l'économie sociale et solidaire, les trois premiers domaines d'activité sont : le social, l'éducation et les activités financières et représentent 65 % des emplois ;
- pour le secteur privé hors économie sociale et solidaire les trois principales activités sont : l'industrie, le commerce et les services aux entreprises pour 65 % des emplois ;
- pour le secteur public ce sont : l'administration, l'éducation et la santé qui pèsent 80 % des emplois.

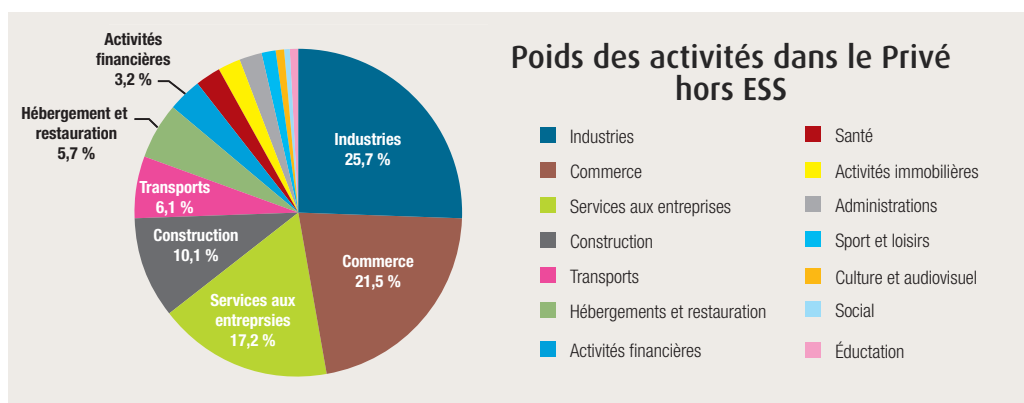
Au-delà de la forte disparité structurelle entre économie sociale et solidaire, privé hors économie sociale et solidaire et public, il faut noter que les domaines d'activité investis par l'économie sociale et solidaire relèvent essentiellement (+de 95 %) du secteur tertiaire.

Les trois graphiques qui suivent mesurent la répartition des emplois selon les principaux domaines d'activité au sein de l'économie sociale et solidaire, du privé hors économie sociale et solidaire et du public.

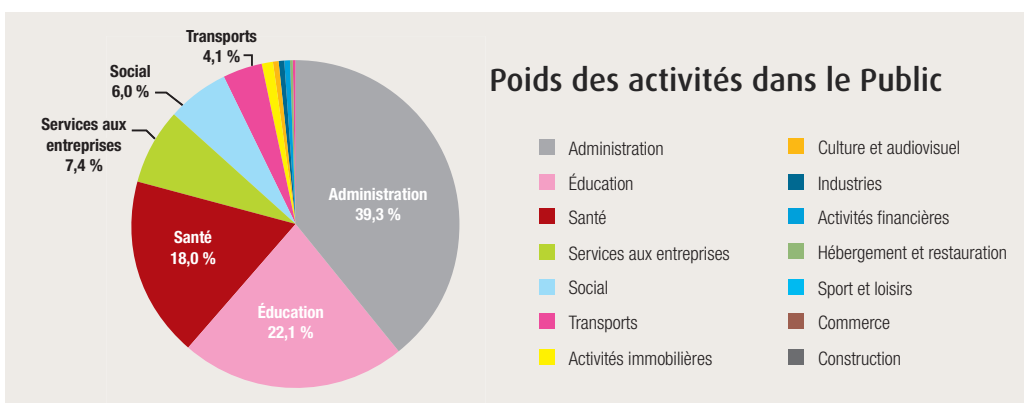
Figure 7 : Poids de l'emploi par domaines d'activité dans l'économie sociale et solidaire, le privé hors économie sociale et solidaire et le public en France en 2006



Environ 80 % des emplois de l'économie sociale et solidaire sont regroupés dans les 6 domaines suivants (par ordre décroissant) : social, éducation, activités financières, santé, services aux entreprises, sport et loisirs.



Environ 80 % des emplois du privé hors économie sociale et solidaire sont regroupés dans les 5 domaines suivants (par ordre décroissant) : industrie, commerce, services aux entreprises, construction, transports.



Environ 80 % des emplois du public sont regroupés dans les 3 domaines suivants (par ordre décroissant) : administration, éducation, santé.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.1.3 L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS 13 DOMAINES D'ACTIVITÉS

L'économie sociale et solidaire pèse de 65 % à 10 % des emplois dans 6 domaines d'activité : le social, l'éducation, les activités financières, les sport et loisirs, la culture et l'audiovisuel et la santé.

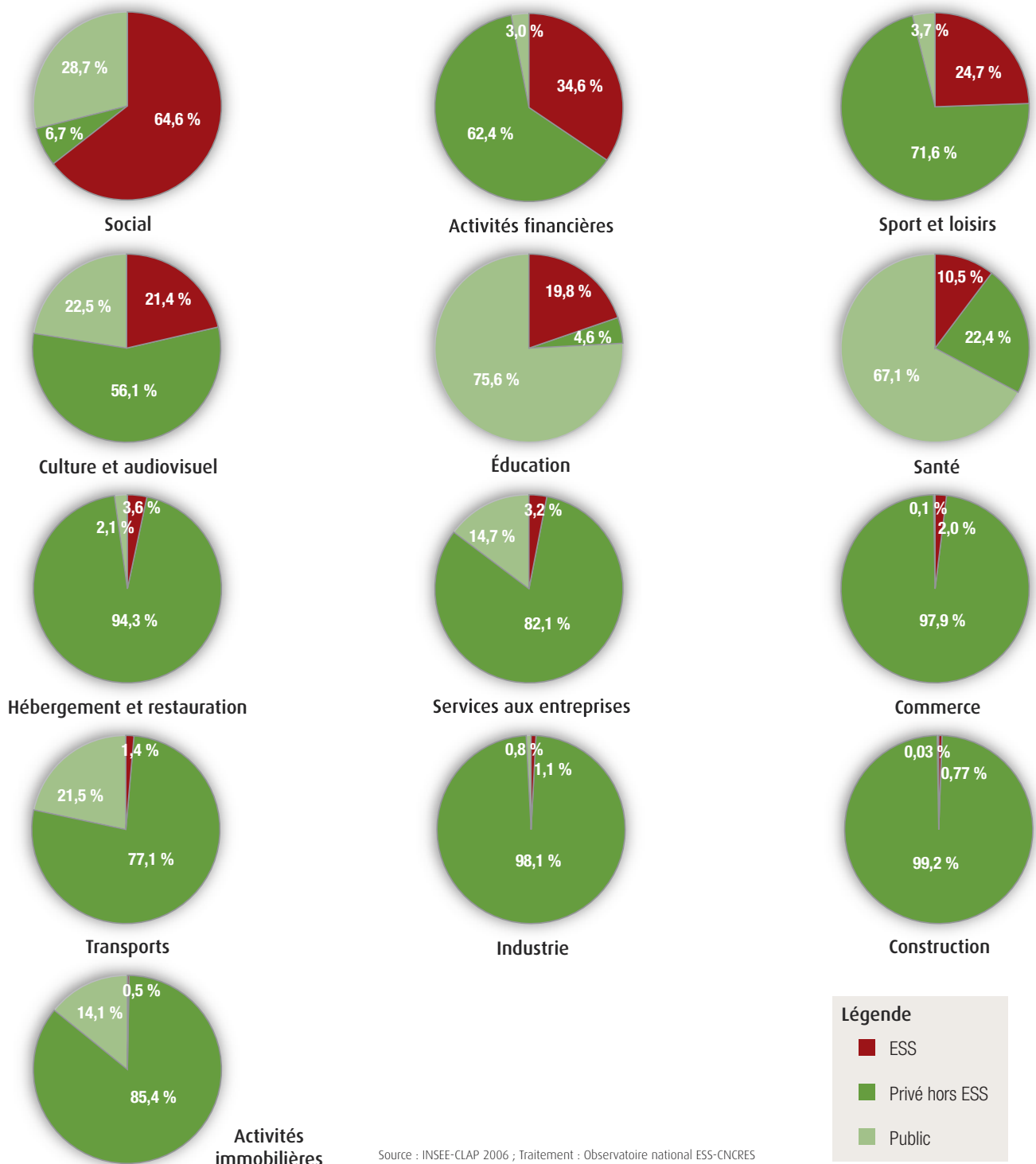
Dans le premier domaine, le social, l'économie sociale et solidaire occupe une place prépondérante et regroupe 65 % du total des emplois.

Dans les 3 domaines suivants, l'économie sociale et solidaire est le deuxième employeur derrière les entreprises traditionnelles. Elle représente 35 % de l'emploi dans les activités financières, 25 % dans les sport et loisirs et 21,5 % des emplois du secteur culture / audiovisuel.

Enfin, dans les deux derniers domaines d'activité où elle exerce une influence importante, l'économie sociale et solidaire est le deuxième employeur derrière les organisations publiques. Elle représente 20 % de l'emploi dans l'éducation et près de 11 % dans la santé.

La présentation qui suit met en évidence de façon décroissante la part de l'économie sociale et solidaire selon les 13 domaines d'activité issus de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES) tels que présentés dans le tableau 2.

Figure 8 : Répartition de l'emploi par domaines d'activité en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

1.1.4 DES ENTREPRISES DE TAILLE PLUS IMPORTANTE QUE LA MOYENNE

Tableau 3 : Répartition des organisations et entreprises par taille en postes non annexes au 31/12 de l'année 2006 en France

	Sans salarié au 31/12 de l'année ⁵		Micro-entreprises : de 1 à 4 sala.		Micro-entreprises : de 5 à 9 sala.		Très petites entreprises : de 10 à 19 sala.		Petites entreprises : de 20 à 49 sala.		Moyennes entreprises : de 50 à 249 sala.		Grandes entreprises : 250 salariés et +	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
ESS	42 216	-3,39 %	67 520	0,79 %	16 687	0,56 %	12 630	1,76 %	9 880	2,17 %	5 922	3,75 %	1 129	3,13 %
Part dans l'ESS	10,9 %		51,8 %		13,3 %		9,9 %		7,8 %		4,7 %		1,6 %	
Privé hors ESS	252 650	-2,21 %	827 986	0,66 %	218 177	1,0 %	102 359	1,32 %	60 105	0,69 %	25 454	0,03 %	5 495	-0,04 %
Part dans le Privé hors ESS	8,1 %		58,9 %		16,7 %		8,2 %		5,1 %		2,4 %		0,6 %	
Public	7 013	-15,88 %	23 719	-0,82 %	11 400	1,46 %	8 758	1,92 %	9 910	1,76 %	12 782	3,69 %	3 300	2,59 %
Part dans le Public	0,8 %		39,3 %		19,7 %		13,3 %		11,2 %		10,7 %		5,0 %	
Total	301 888	-2,54 %	919 225	0,63 %	246 264	0,99 %	123 747	1,39 %	79 895	0,91 %	44 158	0,87 %	9 924	0,89 %
	8,0 %		57,7 %		16,6 %		8,5 %		5,5 %		2,8 %		0,8 %	

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

Lecture : l'économie sociale et solidaire compte 67 520 organisations qui sont des micro-entreprises de 1 à 4 salariés, leur croissance moyenne entre 2001 et 2006 est de 0,79 % et elles représentent 51,8 % des entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Si, en 2006, les associations, coopératives, mutuelles et fondations qui sont employeurs pèsent en moyenne 9 % du total des employeurs (Tab.1), la ventilation par tranche d'effectif salarié (Tab.3) met en évidence un poids supérieur à cette moyenne dès la tranche de 10 à 19 salariés (10 %) qui s'accroît pour la tranche de 20 à 49 salariés (12 %) et celle de 50 à 249 salariés (13 %) pour fléchir légèrement dans le cas des entreprises de 250 salariés et plus (11 %).

Rapporté au seul secteur privé (Fig.9), le poids des organisations de l'économie sociale et solidaire dans les moyennes et grandes entreprises françaises est encore plus prégnant : l'économie sociale et solidaire représente 14% des employeurs de la catégorie 20 à 49 salariés, 19 % des entreprises de 50 à 249 salariés et 17 % des grandes entreprises françaises.

C'est dans la catégorie des moyennes entreprises (50 à 249 salariés) que le poids relatif de l'économie sociale et solidaire est le plus important : l'économie sociale et solidaire y représente 13 % du total des employeurs français et 19 % des entreprises privées.

Entre 2001 et 2006, le taux de croissance de l'économie sociale et solidaire est plus important que celui du secteur public, excepté dans les deux tranches d'effectifs de 5 à 19 salariés.

Le taux de croissance par tranche d'effectifs de l'économie sociale et solidaire est supérieur à celui du privé à partir de la tranche 10 à 19 salariés.

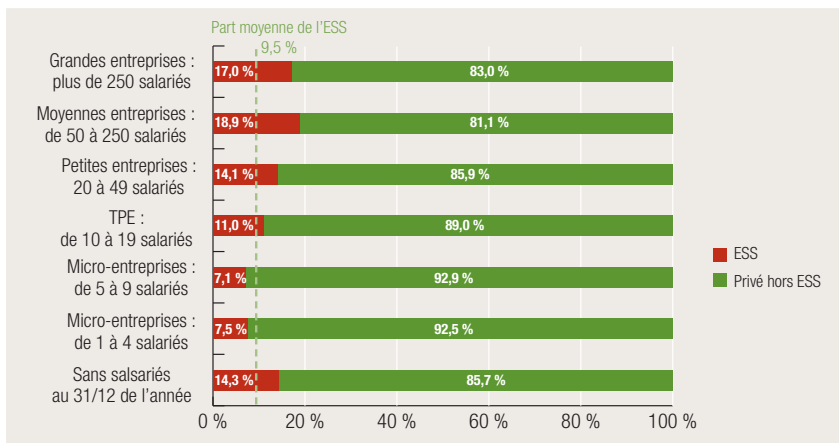
Cette distinction devient plus forte au fur et à mesure que l'on prend en compte les tranches supérieures : le taux de croissance comparé entre l'économie sociale et solidaire et le privé hors économie sociale et solidaire pour la petite entreprise (20 à 49 salariés) est de 2,2 % contre 0,7 %. Pour les deux tranches d'effectif les plus élevées (50 à 249 salariés et 250 salariés et +), le taux de croissance de l'économie sociale et solidaire est respectivement de 3,8 % et de 3,1 % alors qu'il est nul dans le privé hors économie sociale et solidaire.

Sur la période 2001-2006, le taux de croissance annuel des moyennes et grandes entreprises du privé hors économie sociale et solidaire est nul, tandis que celui de l'économie sociale et solidaire est supérieur à 3 %.

5 - Une entreprise employeur peut avoir eu un ou plusieurs salariés dans l'année (emploi saisonnier, CDD...), mais ne pas avoir d'effectif au 31 décembre de l'année.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 9 : Répartition des organisations et entreprises par taille dans le privé en France en 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

En France, une forte majorité des organisations et entreprises employeurs sont des micro-entreprises (jusqu'à 9 salariés). Cette observation vaut également pour le secteur public qui est composé pour 60 % de micro-entreprises et l'économie sociale et solidaire, avec un taux de 76 %, n'échappe pas à ce constat. Toutefois, cette proportion est moindre que celle des entreprises privées hors économie sociale et solidaire qui sont pour 84 % des micro-entreprises.

A l'inverse, l'économie sociale et solidaire regroupe ses employeurs dans les tranches d'effectif supérieures : 18 % des employeurs économie sociale et solidaire emploient entre 10 et 49 salariés contre 13 % dans le privé. Et c'est dans les tranches d'effectif supérieur à 50 salariés que l'écart est le plus significatif puisque l'économie sociale et solidaire y regroupe 6,3 % de ses employeurs alors que le privé hors économie sociale et solidaire n'en regroupe que 3 %.

11 % des organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire n'ont aucun salarié au 31 décembre, ce qui n'est le cas que pour 8 % du privé hors économie sociale et solidaire et pour moins de 1 % du public.

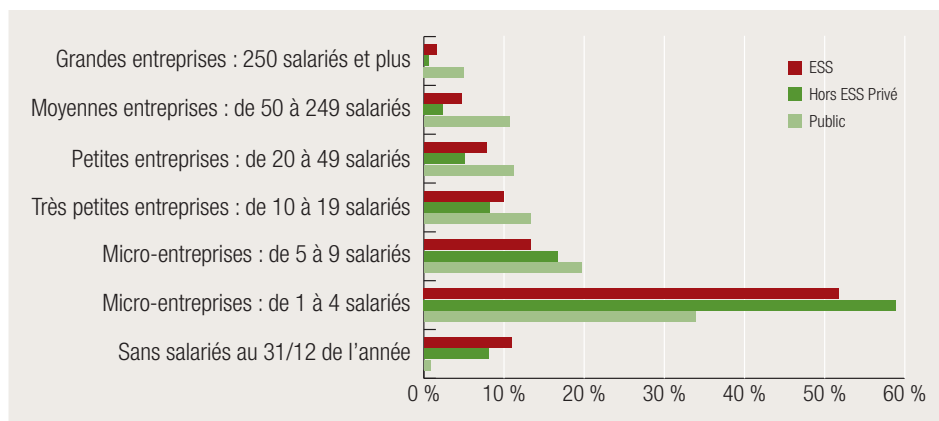
Les micro-entreprises (1 à 9 salariés) représentent 65 % des employeurs de l'économie sociale et solidaire contre 76 % du privé hors économie sociale et solidaire et 59 % du public.

Les très petites entreprises (10 à 19 salariés) regroupent 10 % des organisations de l'économie sociale et solidaire contre 8 % du privé hors économie sociale et solidaire et 13 % du public.

La part des petites entreprises (20 à 49 salariés) qui composent l'économie sociale et solidaire est de 8%, sensiblement supérieure à celle du privé hors économie sociale et solidaire (5 %).

L'écart se creuse encore avec la tranche des moyennes entreprises (50 à 249 salariés) où l'économie sociale et solidaire rassemble 4,7 % de ses employeurs contre 2,4 % au privé hors économie sociale et solidaire, et reste significatif pour la tranche des grandes entreprises (250 salariés et plus) avec respectivement une part de 1,6 % des organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire contre 0,6 % dans le privé hors économie sociale et solidaire.

Figure 10 : Répartition par taille des organisations et entreprises en postes non annexes au 31/12 de l'année 2006 en France



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

■ **Lecture :** sur 100 entreprises de l'économie sociale et solidaire, 10 ont de 10 à 19 salariés.

1.1.5 PRÈS DE 50 MILLIARDS D'EUROS DE SALAIRES BRUTS DISTRIBUÉS

Tableau 4 : Rémunérations brutes versées en France

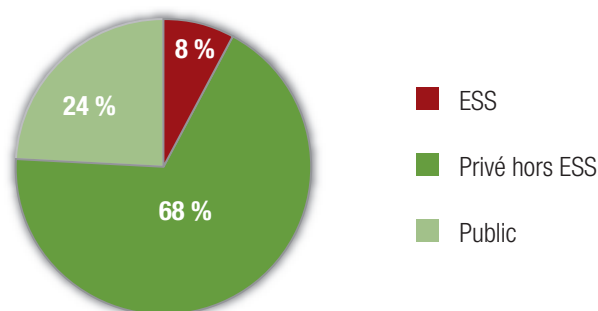
	ESS	Privé hors ESS	Public	Total
Volume 2006 en milliards d'euros	48,8	408,3	145,5	602,6
Taux de croissance*	+5,8	+3,7	+5,2	+4,1

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

Sur la période 2001-2006, la progression (hors inflation) des rémunérations brutes versées en France est plus rapide dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire (+5,8 % par an en moyenne) que dans les autres entreprises privées (+3,7 %) et le secteur public (+5,2 %). Mais cette évolution doit être modérée par la croissance soutenue de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire (+2,6 %) qui est supérieure à celle du secteur privé hors économie sociale et solidaire (+1,1 %) et du secteur public (+2,12 %).

En 2006, l'économie sociale et solidaire qui pèse près de 10 % de l'emploi en France verse 49 milliards d'euros de rémunération brute à ses salariés, ce qui représente 8 % des rémunérations brutes versées en France (Fig.11). Le volume des rémunérations versées ramenées à l'emploi de chaque secteur montre globalement une rémunération dans l'économie sociale et solidaire inférieure de 22 % à celle du privé hors économie sociale et solidaire et inférieure de 9 % à celle du secteur public. Cette approche globale cache des disparités sectorielles liées aux domaines principaux d'activités dans lesquels l'économie sociale et solidaire se déploie (Tab.5).

Figure 11 : Répartition des rémunérations brutes en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Tableau 5 : Rémunérations brutes versées pour 100 euros par domaines d'activité en France en 2006

	ESS	Privé hors ESS	Public
Industries	92	100	85
Construction	100	92	ns
Commerce	100	90	ns
Transports	77	89	100
Activités financières	75	100	ns
Activités immobilières	100	94	85
Services aux entreprises	67	100	67
Education	85	78	100
Santé	100	77	89
Social	100	89	96
Hôtellerie et restauration	100	91	87
Sport et loisirs	72	89	100
Culture et audiovisuel	58	100	64
Total général	78	100	86

Source : INSEE-CLAP ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Lecture : dans les activités industrielles lorsque le privé hors économie sociale et solidaire verse 100 euros à chaque salarié, l'économie sociale et solidaire verse 92 euros et le public 85 euros.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

En moyenne pour chaque domaine d'activité, les salariés de l'économie sociale et solidaire qui exercent leur métier dans le social, la santé, le commerce, l'hôtellerie et la restauration, la construction et les activités immobilières (soit 6 des 13 activités) reçoivent les rémunérations les plus élevées.

Vis-à-vis du secteur privé hors économie sociale et solidaire, les rémunérations versées par l'économie sociale et solidaire sont significativement inférieures dans la culture et l'audiovisuel (-42 %), les services aux entreprises (-33 %) et les activités financières (-25 %).

Vis-à-vis du secteur public, les rémunérations versées par l'économie sociale et solidaire sont inférieures dans les sport et loisirs (-28 %), les transports (-23 %), et l'éducation (-15 %).

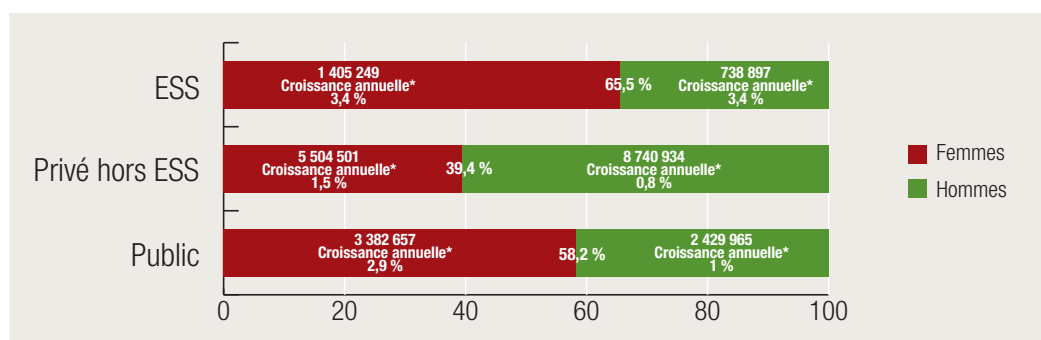
Le social qui est le premier domaine d'activité investi par l'économie sociale et solidaire et également le seul domaine d'activité où l'emploi de l'économie sociale et solidaire est majoritaire, présente l'écart le plus significatif avec une rémunération moyenne qui est supérieure de 23 % avec le privé hors ESS et supérieure de 11 % avec le public.

La situation est opposée pour les activités financières (troisième secteur investi par l'économie sociale et solidaire où elle est le deuxième employeur derrière le privé hors économie sociale et solidaire) : la rémunération moyenne y est inférieure de 25 % avec le privé hors économie sociale et solidaire.

Dans l'éducation (deuxième secteur de l'économie sociale et solidaire et deuxième employeur derrière le public) la rémunération moyenne de l'économie sociale et solidaire est inférieure de 15 % à celle du public mais sensiblement supérieure à celle du privé hors économie sociale et solidaire.

1.1.6 UNE FÉMINISATION ÉLEVÉE DES EMPLOIS SELON LES DOMAINES D'ACTIVITÉ

Figure 12 : Répartition par genre de l'effectif salarié en France en 2006



La répartition de l'emploi par genre entre l'économie sociale et solidaire, le privé hors économie sociale et solidaire et le secteur public montre de fortes distinctions entre les trois secteurs.

Dans l'économie sociale et solidaire comme dans le public, l'emploi des femmes est très majoritaire ce qui contraste avec le secteur privé où les hommes représentent plus de 60 % des emplois.

Mais l'économie sociale et solidaire se distingue également du public par sa proportion d'emplois féminins (65,5 % de femmes contre 58 % dans le public).

Entre 2001 et 2006, le taux de croissance dans les trois secteurs montre une évolution de l'emploi des femmes supérieure à celle des hommes. Cette évolution est nettement plus sensible dans l'économie sociale et solidaire (+3,4 %) que dans le secteur privé hors économie sociale et solidaire (+1,5 %) et reste supérieure au secteur public (+2,9 %).

Si les femmes travaillent plus souvent dans l'économie sociale et solidaire et dans le secteur public, alors que les hommes sont plus souvent employés dans les autres types d'entreprise privée, des disparités significatives apparaissent selon les domaines d'activité (Tab.6).

Tableau 6 : Répartition par genre de l'effectif salarié par domaines d'activité en France en 2006

	Genres	ESS	Taux de croissance* de l'ESS	Privé hors ESS	Public
Industries	Hommes	72,7 %	5,06 %	71,2 %	69,9 %
	Femmes	27,3 %	4,52 %	28,8 %	30,1 %
Construction	Hommes	91,8 %	2,11 %	90,8 %	ns**
	Femmes	8,2 %	3,62 %	9,2 %	ns
Commerce	Hommes	62,9 %	2,85 %	52,3 %	ns
	Femmes	37,1 %	2,38 %	47,7 %	ns
Transports	Hommes	47,9 %	3,40 %	76,3 %	81,0 %
	Femmes	52,1 %	0,90 %	23,7 %	19,0 %
Activités financières	Hommes	40,8 %	0,43 %	43,2 %	ns
	Femmes	59,2 %	2,07 %	56,8 %	ns
Activités immobilières	Hommes	45,0 %	2,12 %	39,5 %	50,4 %
	Femmes	55,0 %	3,35 %	60,5 %	49,6 %
Services aux entreprises	Hommes	47,8 %	4,22 %	55,6 %	75,9 %
	Femmes	52,2 %	3,86 %	44,4 %	24,1 %
Education, santé, social	Hommes	28,1 %	0,50 %	21,9 %	29,2 %
	Femmes	71,9 %	3,80 %	78,1 %	70,8 %
Services aux particuliers	Hommes	50,4 %	0,87 %	48,0 %	46,7 %
	Femmes	49,6 %	1,57 %	52,0 %	53,3 %

Source : INSEE-CLAP DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

* Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

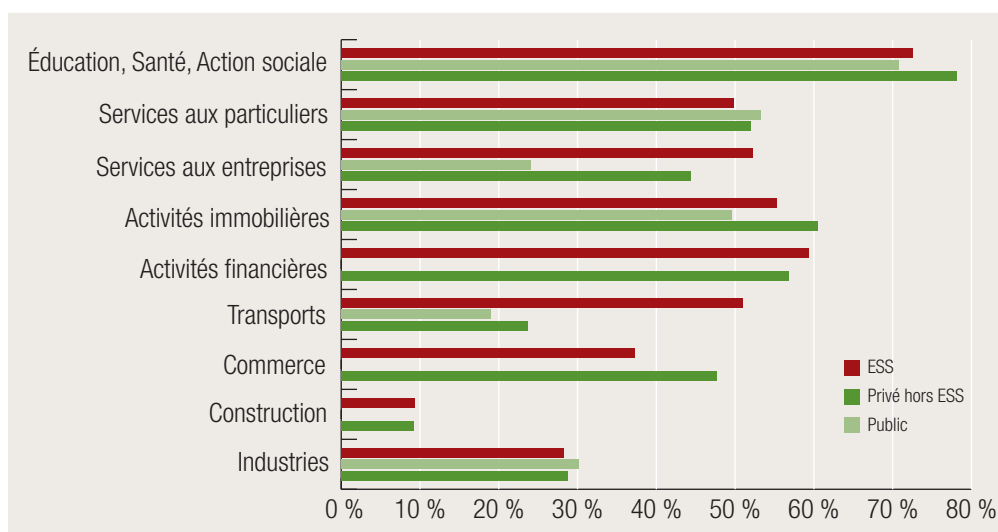
** Non significatif

Dans les 5 domaines d'activité suivants, qui représentent 77% des emplois de l'économie sociale et solidaire, l'emploi féminin est majoritaire : l'éducation-santé-action sociale (71,9 % d'emplois féminins), les activités financières (59,2 %), les activités immobilières (55 %), les services aux entreprises (52,2 %) et les transports (52,1 %).

Mais la part des emplois féminins dans l'économie sociale et solidaire est inférieure à celle du privé hors économie sociale et solidaire ou du public dans 4 domaines d'activité dont l'éducation-santé-action sociale et les services aux particuliers qui pèsent à eux deux 67 % de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire.

Le taux très élevé des emplois féminins dans l'économie sociale et solidaire n'est pas une caractéristique des organisations et entreprises mais résulte de la forte implication de l'économie sociale et solidaire dans des domaines d'activité où les emplois féminins sont traditionnellement sur-représentés par rapport aux emplois masculins. Toutefois, à l'intérieur de ces domaines d'activité les organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire sont parfois plus féminisées que les entreprises privées hors économie sociale et solidaire (exemple des activités financières des services aux entreprises ou des activités de transport) et parfois moins comme dans le commerce ou l'industrie.

Figure 13 : Part des femmes dans l'effectif salarié par domaines d'activité en France en 2006⁶



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

6 - Les données du public pour les activités commerce, activités financières et construction étant trop infimes, elles n'apparaissent pas dans le graphique.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.1.7 DES SALARIÉS QUALIFIÉS

Tableau 7 : Effectif salarié par CSP et genres en France en 2006

		ESS	Privé hors ESS	Public
Cadres, prof. intellectuelles & chefs d'entreprise	Hommes	46,2 %	71,5 %	45,9 %
	Femmes	53,8 %	28,5 %	54,1 %
	Total des cadres	17,1 %	15,6 %	26,6 %
Employés	Hommes	14,5 %	27,9 %	30,9 %
	Femmes	85,5 %	72,1 %	69,1 %
	Total des employés	36,8 %	27,7 %	39,3 %
Ouvriers	Hommes	68,4 %	82,2 %	82,6 %
	Femmes	31,6 %	17,8 %	17,4 %
	Total des ouvriers	12,9 %	35,5 %	11,1 %
Professions intermédiaires	Hommes	37,4 %	59,4 %	36,0 %
	Femmes	62,6 %	40,6 %	64,0 %
	Total des prof. intermédiaires	33,2 %	21,2 %	23,0 %

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

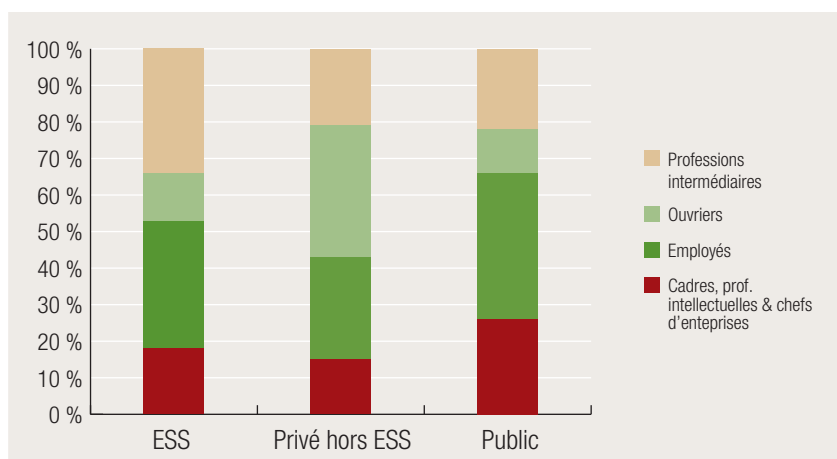
La répartition par catégorie socioprofessionnelle (CSP) montre une structure d'emplois de l'économie sociale et solidaire assez singulière avec peu d'ouvriers (en majorité masculins), une forte proportion d'employés et de professions intermédiaires et un encadrement féminin majoritaire.

Vis-à-vis du secteur public, la proportion de cadres dans l'économie sociale et solidaire (17,1 %) est très inférieure à celle du public (26,6 %), les catégories employés et ouvriers sont comparables tandis que la part des professions intermédiaires est sensiblement plus importante (33,2 % contre 23 %).

Vis-à-vis du secteur privé hors économie sociale et solidaire, on note sans étonnement la faible part des ouvriers compte tenu de l'importance du secteur tertiaire dans l'économie sociale et solidaire. La proportion de cadres est légèrement plus importante au sein de l'économie sociale et solidaire (17,1 % contre 15,6 %), et la proportion des employés et des professions intermédiaires est nettement supérieure.

La répartition par genre montre des similitudes entre l'économie sociale et solidaire et le public pour les cadres et professions intermédiaires et une proportion de femmes sensiblement plus importante que le privé hors économie sociale et solidaire et le public pour les catégories ouvriers et employés.

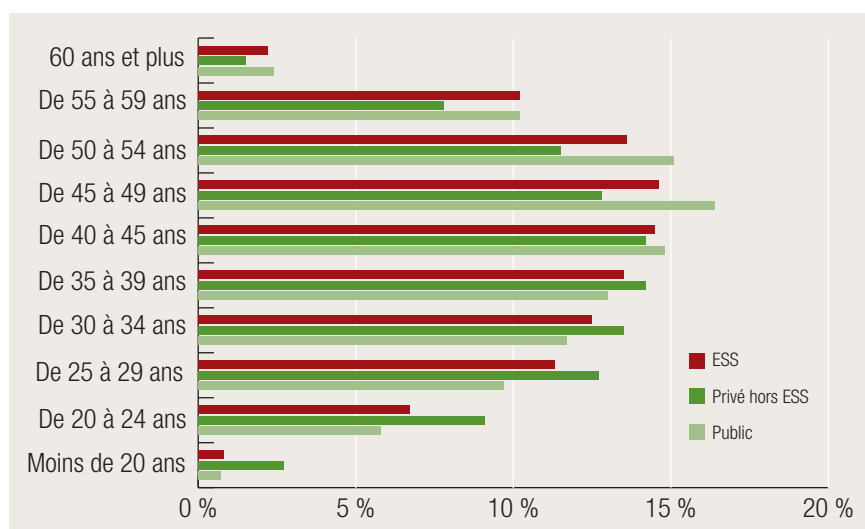
Figure 14 : Répartition par CSP de l'effectif salarié en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

1.1.8 DES SALARIÉS PLUS ÂGÉS QUE DANS LES AUTRES SECTEURS

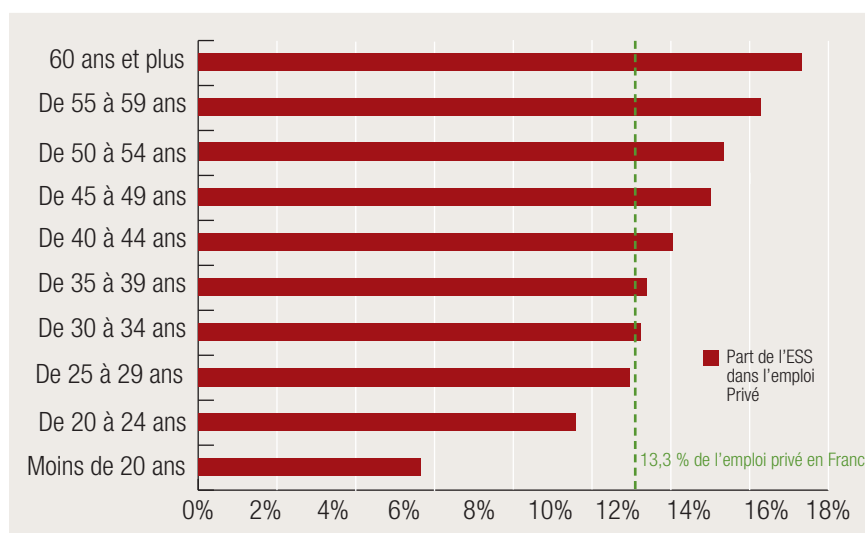
Figure 15 : Part selon chaque tranche d'âge de l'emploi total en France en 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

La répartition des salariés par tranches d'âge (fig.15) met en évidence que la proportion des salariés en deçà de 40 ans est nettement plus importante dans le secteur privé hors économie sociale et solidaire que dans l'économie sociale et solidaire, alors qu'à l'inverse, la proportion des salariés de plus de 40 ans est plus forte au sein des entreprises de l'économie sociale et solidaire par rapport au secteur privé hors économie sociale et solidaire, et proche par rapport au secteur public.

Figure 16 : Part de l'ESS dans l'emploi privé par tranche d'âge en France en 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Plus encore que dans le secteur privé, les départs à la retraite dans l'économie sociale et solidaire dans un avenir proche forment une question essentielle, car il en va du maintien des structures, coopératives ou associatives notamment, qui faute de « repreneurs » risquent de disparaître.

Les personnes âgées de 50 ans et plus en 2006 (Tab.8) auront pour la quasi totalité d'entre elles cessé définitivement leur activité d'ici 2020. Elles représentent 24,3 % des actifs de l'économie sociale et solidaire en 2006, soit plus de 520 000 salariés, dont 18,3 % de postes de cadre. D'ici 2015, ce sont 11,6 % des salariés de l'économie sociale et solidaire qui partiront à la retraite (55 ans et plus).

Pour documenter correctement cette importante question du vieillissement de la pyramide des âges de l'économie sociale et solidaire il est nécessaire d'étudier les raisons du faible attrait apparent du secteur vis-à-vis des classes d'âge les plus jeunes. Par exemple, quel est le lien entre l'offre de formation initiale aux différents métiers de l'économie sociale et l'entrée dans l'emploi ? Les salariés entrant dans l'économie sociale et solidaire ont-ils tendance à y faire carrière plus longtemps que dans le privé, à l'image du secteur public ? Ou encore les organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire embauchent-elles plus volontiers que dans le privé des quadras à la recherche d'une seconde « carrière » ?

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Tableau 8 : Nombre de salariés et de cadres de 50 ans et plus dans l'économie sociale et solidaire en France en 2006

	Nombre de postes au 31/12/06	Dont cadres au 31/12/06
De 50 à 54 ans	272 776	42 381
De 55 à 59 ans	205 133	39 584
60 ans et plus	43 296	13 420
Total des 50 ans et plus	521 205	95 385

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

1.1.9 DES TEMPS COMPLETS DONT LE TAUX VARIE SELON LES DOMAINES D'ACTIVITÉ

Tableau 9 : Emplois à temps complet en France en 2006

	Volume de temps complet 2001	Part de temps complet 2001	Volume de temps complet 2006	Part de temps complet 2006	Evolution 2001-2006 de la part de temps complet
ESS	1 070 298	53,2 %	1 228 871	54,2 %	+1
Privé hors ESS	10 255 440	76,0 %	11 351 162	77,8 %	+1,8
Public	2 939 644	73,3 %	3 133 771	72,6 %	-0,7

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Dans l'économie sociale et solidaire, environ 5 emplois sur 10 sont exercés à temps complet alors que c'est le cas pour presque 8 salariés sur 10 dans le secteur privé hors économie sociale et solidaire et pour plus de 7 salariés sur 10 dans le secteur public.

Sur la période 2001-2006, le développement des emplois à temps complet est de 1 % tandis que celui du secteur privé hors économie sociale et solidaire progresse de presque 2 % et que la part d'emplois à temps complet dans le public régresse (-0,7 %).

Tableau 10 : Part d'emplois à temps complet par domaines d'activité en France en 2006

	ESS	Privé hors ESS	Public
Education	38,8 %	42 %	33 %
Santé	62,7 %	61 %	79 %
Social	51,2 %	61 %	65 %
Services aux particuliers	34,9 %	60 %	65 %
Activités financières	82,7 %	83 %	ns*
Commerce	84,8 %	74 %	ns
Industrie	88,5 %	88 %	71 %
Services aux entreprises	61,6 %	73 %	85 %

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

*Non significatif

Cette caractéristique n'est explicable que partiellement par les domaines d'activité (Tab.10), la féminisation et les rémunérations versées. Elle devrait susciter des études qualitatives approfondies sur l'emploi en économie sociale et solidaire et au sein des associations, coopératives mutuelles et fondations pour mieux en déterminer les causes.

Dans une seule activité (le commerce), le taux de salariés à plein temps est sensiblement supérieur au secteur privé hors économie sociale et solidaire. Dans le cas de l'industrie et des activités financières, le taux des salariés à plein temps dans l'économie sociale et solidaire est sensiblement égal à celui du privé hors économie sociale et solidaire.

Dans l'éducation et la santé, le pourcentage de salariés à temps complet se situe entre le taux du secteur privé hors économie sociale et solidaire et celui du public.

Dans le social, les services aux particuliers et les services aux entreprises, le taux d'emploi à temps complet de l'économie sociale et solidaire est nettement inférieur au secteur privé hors économie sociale et solidaire et au secteur public simultanément.

1.2 DES COOPÉRATIVES EN PLEIN ESSOR

1.2.1 EMPLOIS, ENTREPRISES ET PRINCIPALES ACTIVITÉS

Tableau 11 : Volumes et taux de croissance des organisations, entreprises et de l'emploi dans les coopératives en France

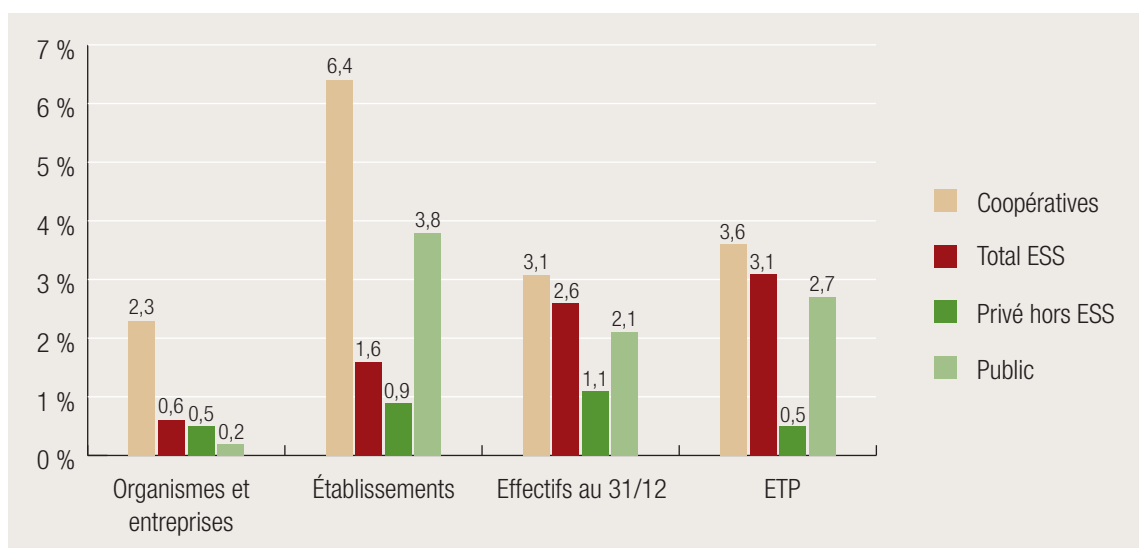
	Organisations et entreprises		Etablissements		Effectifs au 31/12		ETP	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Coopératives	5 988	+2,3	21 924	+6,4	294 939	+3,0	280 645	+3,6
Total ESS	155 984	+0,6	203 196	+1,6	2 144 146	+2,6	1 794 228	+3,1
Privé hors ESS	1 492 226	+0,5	1 762 100	+0,9	13 975 435	+1,1	12 659 371	+0,5
Public	76 882	+0,2	180 276	+3,8	5 812 622	+2,1	5 165 086	+2,7

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
 *Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Les coopératives affichent des taux de croissance moyens très positifs, à la fois en nombre d'entreprises et en emplois.

Les données de cet Atlas prennent en compte le périmètre statistique de l'économie sociale et solidaire validé par l'INSEE et les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Toutefois le Groupement national des coopératives (GNC) a souhaité compléter ces données pour l'année 2006 en incluant dans le périmètre coopératif l'ensemble des filiales (SA, SARL de statut hors périmètre de l'économie sociale et solidaire) détenues par les coopératives. Ce comptage, issu du « Rapport 2007 du Conseil Supérieur de la Coopération », affiche ainsi au total environ 21 000 entreprises coopératives, employant près de 900 000 salariés en 2006, données agricoles comprises.

Figure 17 : Taux de croissance annuel moyen des organisations, établissements et de l'emploi dans les coopératives en France entre 2001 et 2006



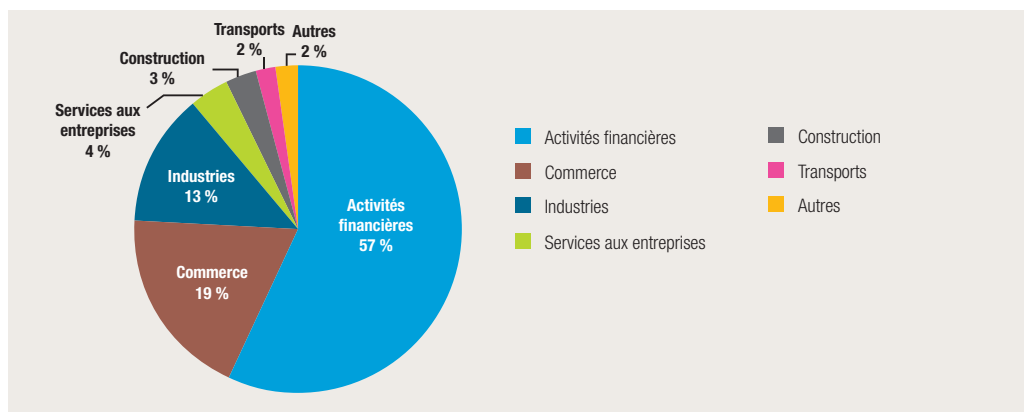
Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Les chiffres de 2007 confirment cette croissance, avec une évolution par rapport à 2006 de +1,8 % de l'effectif salarié dans les coopératives. Les ETP stagnent avec une légère hausse de 0,7 % tandis que le nombre d'établissements augmente de 8,8 %.

Source INSEE CLAP kit « économie sociale » : http://www.INSEE.fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 18 : Répartition de l'emploi par domaines d'activité dans les coopératives en 2006

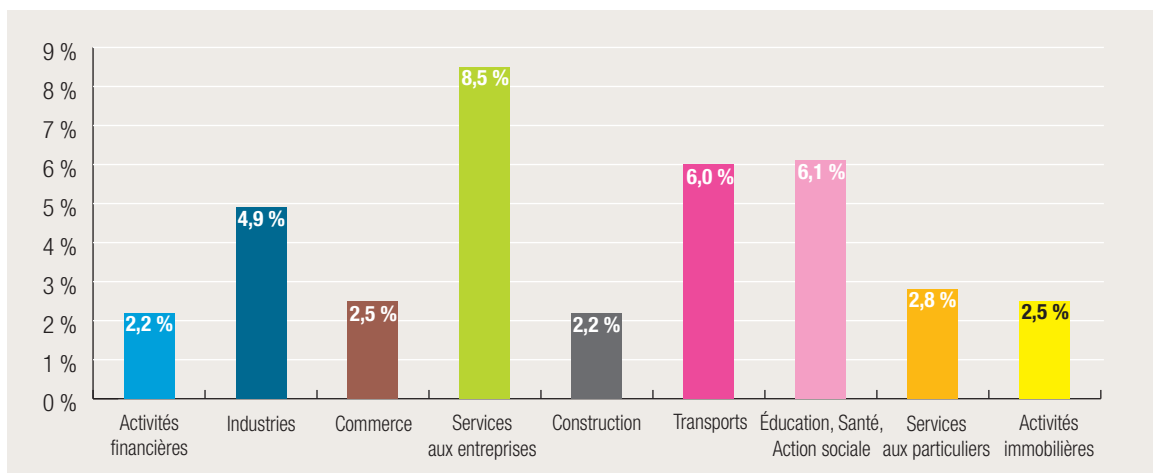


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Au sein des coopératives, l'emploi relève pour moitié des activités financières (166 800 emplois), puis des industries (38 580 emplois) et du commerce (56 050 emplois).

Les activités de l'Agriculture, sylviculture, pêche ne sont pas encore intégrées dans le dispositif CLAP qui a maintenant 2 ans d'existence. Les données de la MSA⁷, protection sociale du monde agricole, donnent en 2006 l'existence de 5 077 coopératives agricoles (établissements employeurs), soient 181 868 contrats salariés (un salarié pouvant avoir eu plusieurs contrats dans l'année).

Figure 19 : Evolution de l'emploi par domaines d'activité dans les coopératives en France de 2001 à 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
 *Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Au sein des coopératives, on note le fort développement de l'emploi dans les services aux entreprises avec 4 392 emplois supplémentaires entre 2001 et 2006 et une croissance moyenne annuelle de 8,5 % sur la période 2001/2006. Les activités financières, pourtant premier domaine d'activité des coopératives en volume et emplois, n'ont une croissance moyenne annuelle que de 2,2 % (17 450 emplois supplémentaires entre 2001 et 2006).

7 - « Chiffres utiles MSA : édition 2008 », CCMSA, 2008.

1.2.1.1 LES COOPÉRATIVES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

Tableau 12 : Répartition des coopératives par taille en France en 2006

	Sans salarié au 31/12 de l'année		Micro-entreprises : de 1 à 4 sala.		Micro-entreprises : de 5 à 9 sala.		Très petites entreprises : de 10 à 19 sala.		Petites entreprises : de 20 à 49 sala.		Moyennes entreprises : de 50 à 249 sala.		Grandes entreprises : 250 postes salariés et +	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Coopératives	818	0,8 %	1 948	3 %	1 109	1,0 %	883	2,5 %	659	1,2 %	395	4,3 %	176	3,0 %
Part dans les coopératives	5,3 %		35,2 %		20,5 %		15,8 %		11,9 %		8,0 %		3,4 %	
ESS	42 216	-3,4 %	67 520	0,8 %	16 687	0,6 %	12 630	1,8 %	9 880	2,2 %	5 922	3,7 %	1 129	3,1 %
Part dans l'ESS	10,9 %		51,8 %		13,3 %		9,9 %		7,8 %		4,7 %		1,6 %	
Privé hors ESS	252 650	-2,2 %	827 986	0,7 %	218 177	1,0 %	102 359	1,3 %	60 105	0,7 %	25 454	0,03 %	5 495	-0,04 %
Part dans le Privé hors ESS	8,1 %		58,9 %		16,7 %		8,2 %		5,1 %		2,4 %		0,6 %	
Public	7 013	-15,9 %	23 719	-0,8 %	11 400	1,5 %	8 758	1,9 %	9 910	1,8 %	12 782	3,7 %	3 300	2,6 %
Part dans le Public	0,8 %		39,3 %		19,7 %		13,3 %		11,2 %		10,7 %		5,0 %	

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

Lecture : les coopératives comptent 1 948 organisations qui sont des micro-entreprises de 1 à 4 salariés, leur croissance moyenne entre 2001 et 2006 est de 3% et elles représentent 35,2% des entreprises coopératives.

La croissance des coopératives dans toutes les tranches d'effectif est la plus significative pour les coopératives de 50 à 249 salariés (+4,3 %).

1.2.1.2 LES SALAIRES DISTRIBUÉS

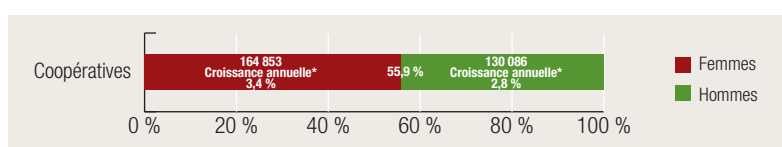
Tableau 13 : Rémunérations brutes versées par les coopératives en France en 2006

	Coopératives	Total ESS
Volume 2006 en milliards d'euros	9,5	48,8
Taux de croissance *	+7	+5,8

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

1.2.1.3 LA RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR GENRE

Figure 20 : Répartition par genre de l'effectif salarié des coopératives en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.2.1.4 LES CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES PAR GENRE

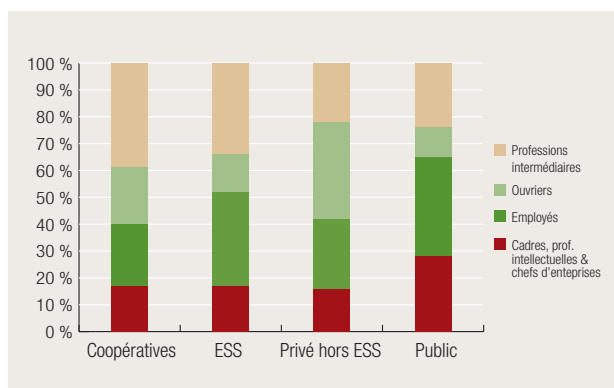
Tableau 14 : Effectifs par CSP et par genre dans les coopératives en France en 2006

	Hommes	Femmes	Total Coopératives	ESS	Privé hors ESS	Public
Cadres, prof. intellectuelles & chefs d'entreprise	75,3 %	24,7 %	17,2 %	17,1 %	15,6 %	26,6 %
Employés	26,8 %	73,2 %	22,5 %	36,8 %	27,7 %	39,3 %
Ouvriers	82,2 %	17,8 %	21,3 %	12,9 %	35,5 %	11,1 %
Professions intermédiaires	49,7 %	50,3 %	38,9 %	33,2 %	21,2 %	23,0 %

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

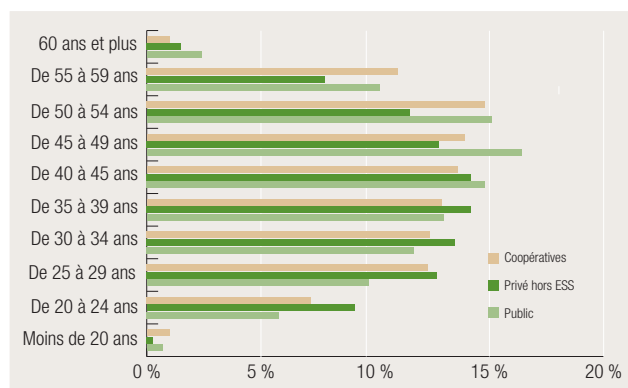
1.2.1.5 PYRAMIDE DES ÂGES

Figure 21 : Répartition des effectifs salariés par CSP dans les coopératives en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Figure 22 : Part des tranches d'âge dans l'emploi des coopératives en France en 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Tableau 15 : Nombre de salariés et cadres de 50 ans et plus dans les coopératives en France en 2006

	Nombre de postes au 31/12/06	Dont cadres au 31/12/06
De 50 à 54 ans	49 255	10 610
De 55 à 59 ans	36 679	9 428
60 ans et plus	3 259	1 237
Total des 50 ans et plus	89 193	21 275

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Les 50 ans et plus représentent 30,2 % des salariés des coopératives en France en 2006, et 24 % des 50 ans et plus dans les coopératives sont cadres.

En 2015, 13,5 % des salariés des coopératives partiront à la retraite (55 ans et plus).

1.2.1.6 L'EMPLOI À TEMPS COMPLET

Tableau 16 : Emplois à temps complet dans les coopératives en France en 2006

	Volume de temps complet 2001	Part de temps complet 2001	Volume de temps complet 2006	Part de temps complet 2006	Evolution 2001-2006 de la part de temps complet
Coopératives	220 582	82,8 %	257 967	84,9 %	+2,1
ESS	1 070 298	53,2 %	1 228 871	54,2 %	+1
Privé hors ESS	10 255 440	76,0 %	11 351 162	77,8 %	+1,8
Public	2 939 644	73,3 %	3 133 771	72,6 %	-0,7

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

L'emploi à temps complet dans les coopératives se renforce sensiblement entre 2001 et 2006 tout en étant nettement plus élevé qu'ailleurs.

1.2.2 DONNÉES CLÉS PAR DOMAINES D'ACTIVITÉ

1.2.2.1 COOPÉRATIVES DANS LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

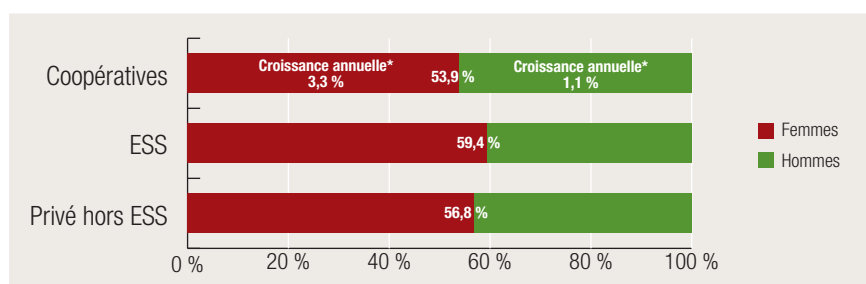
Tableau 17 : Entreprises et emplois dans les coopératives d'activités financières en France en 2006

	Coopératives	ESS	Privé hors ESS
Organisations et entreprises	989	2 222	21 199
Etablissements	13 714	19 201	39 462
Effectifs au 31/12	166 788	252 082	454 084
ETP	15 950	241 097	426 660
Entreprises de 250 salariés et plus	103	151	187
Entreprises de 1 à 9 salariés	597	1 349	1 096
Rémunération brute versée pour 100 €	77	75	100
Part d'emploi à temps complet	85 %	83 %	83 %

Source : INSEE-CLAP DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Les données relevant des organisations publiques ont été retirées car non significatives.

Figure 23 : Répartition de l'effectif salarié par genre dans le domaine des activités financières en France en 2006

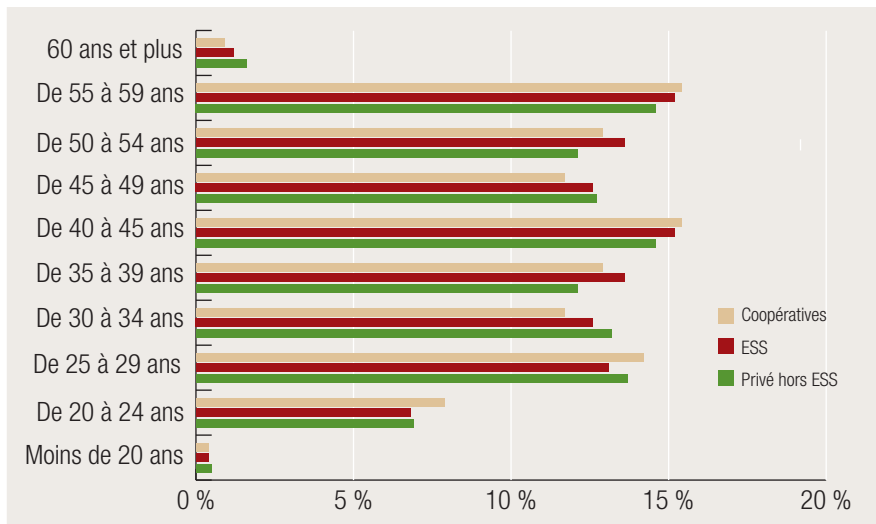


Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 24 : Pyramide des âges dans les coopératives d'activités financières en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

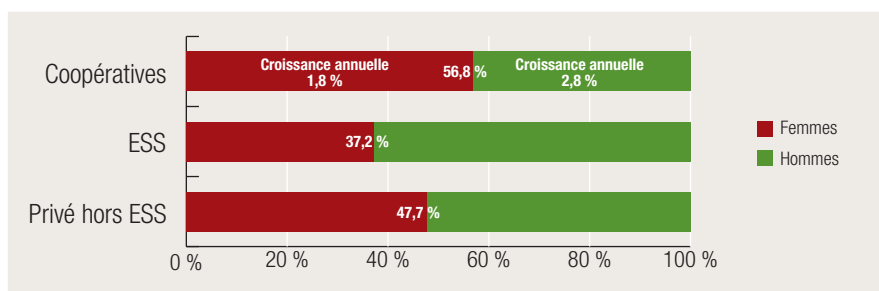
1.2.2.2 COOPÉRATIVES DE COMMERCE

Tableau 18 : Entreprises et emplois dans les coopératives de commerce en France en 2006

	Coopératives	ESS	Privé hors ESS
Organisations et entreprises	1 344	1 543	342 848
Etablissements	3 748	4 564	450 918
Effectifs au 31/12	56 050	61 549	3 005 281
ETP	53 753	58 643	2 653 585
Entreprises de 250 salariés et plus	42	44	876
Entreprises de 1 à 9 salariés	736	852	298 906
Rémunération brute versée pour 100 €	100	99	89
Part d'emploi à temps complet	86 %	85 %	74 %

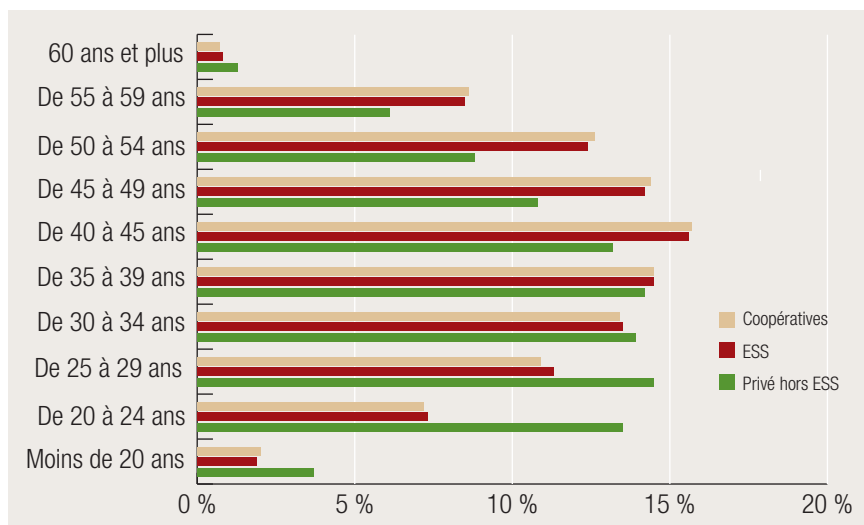
Source : INSEE-CLAP ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
 Les données relevant des organisations publiques ont été retirées car non significatives.

Figure 25 : Répartition de l'effectif salarié par genre dans le commerce en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
 *Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 26 : Pyramide des âges dans les coopératives de commerce en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

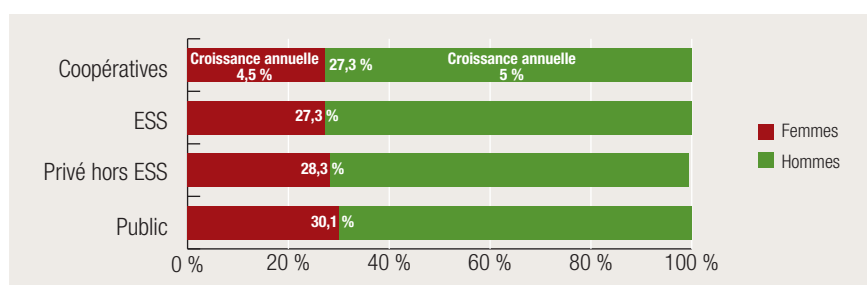
1.2.2.3 COOPÉRATIVES INDUSTRIELLES

Tableau 19 : Entreprises et emplois dans les coopératives industrielles en France en 2006

	Coopératives	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	1 486	1 925	157 763	2 774
Etablissements	1 758	2 228	187 557	3 446
Effectifs au 31/12	38 580	41 205	3 597 611	28 242
ETP	37 144	39 351	3 352 624	25 182
Entreprises de 250 salariés et plus	19	19	1 984	11
Entreprises de 1 à 9 salariés	965	1 349	115 393	2 607
Rémunération brute versée pour 100 €	94	92	100	85
Part d'emploi à temps complet	89 %	88 %	88 %	71 %

Source : INSEE-CLAP ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

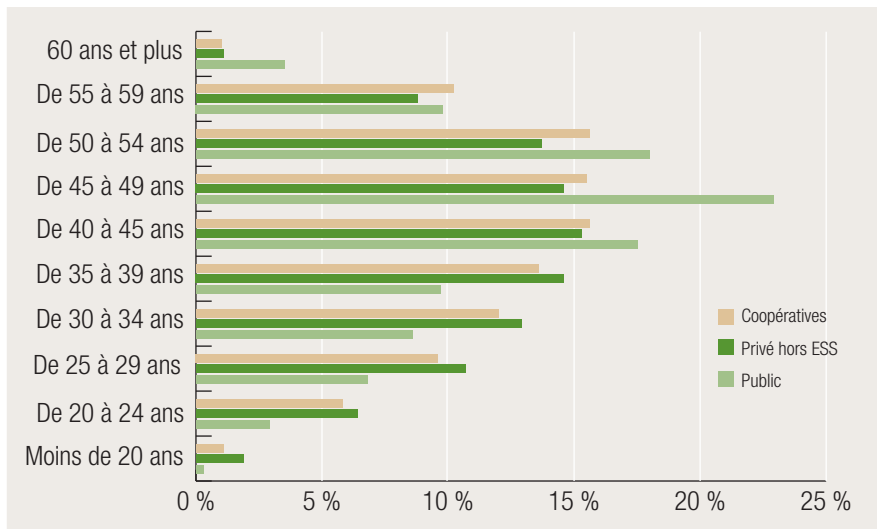
Figure 27 : Répartition de l'effectif salarié par genre dans l'industrie en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 28 : Pyramide des âges dans les coopératives dans l'industrie en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

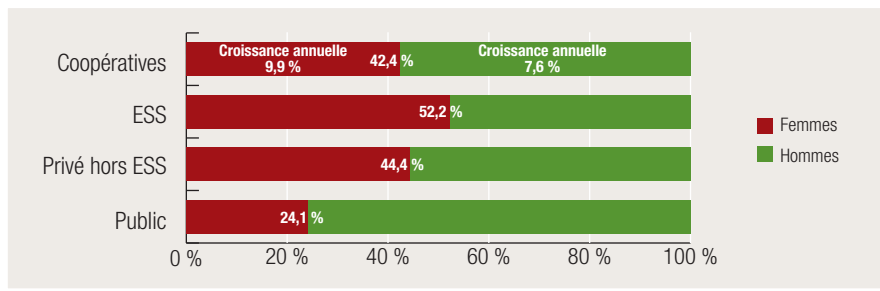
1.2.2.4 COOPÉRATIVES DE SERVICES AUX ENTREPRISES

Tableau 20 : Entreprises et emplois dans les coopératives de services aux entreprises en France en 2006

	Coopératives	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	1 014	8 418	207 861	1 318
Etablissements	1 168	10 220	250 972	17 985
Effectifs au 31/12	11 622	94 491	2 404 865	431 376
ETP	10 312	85 418	2 211 165	378 776
Entreprises de 250 salariés et plus	6	33	1032	63
Entreprises de 1 à 9 salariés	829	6 654	176 261	930
Rémunération brute versée pour 100 €	72	67	100	67
Part d'emploi à temps complet	72 %	61 %	73 %	85 %

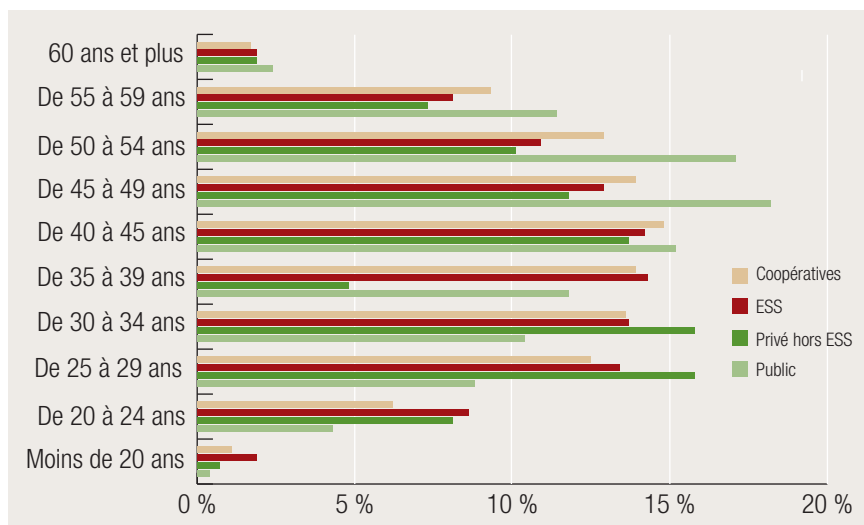
Source : INSEE-CLAP ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Figure 29 : Répartition de l'effectif salarié par genre dans les services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 30 : Pyramide des âges dans les coopératives de services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

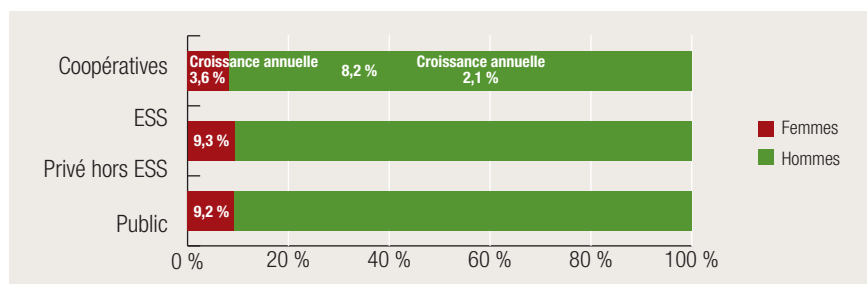
1.2.2.5 COOPÉRATIVES DE CONSTRUCTION

Tableau 21 : Entreprises et emplois dans les coopératives de construction en France en 2006

	Coopératives	ESS	Privé hors ESS
Organisations et entreprises	495	564	225 935
Etablissements	549	622	236 373
Effectifs au 31/12	10 290	11 460	1 413 864
ETP	9 230	10 221	1 274 498
Entreprises de 250 salariés et plus	1	1	302
Entreprises de 1 à 9 salariés	267	299	196 989
Rémunération brute versée pour 100 €	100	97	88
Part d'emploi à temps complet	92 %	92 %	91 %

Source : INSEE-CLAP ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
 Les données relevant des organisations publiques ont été retirées car non significatives.

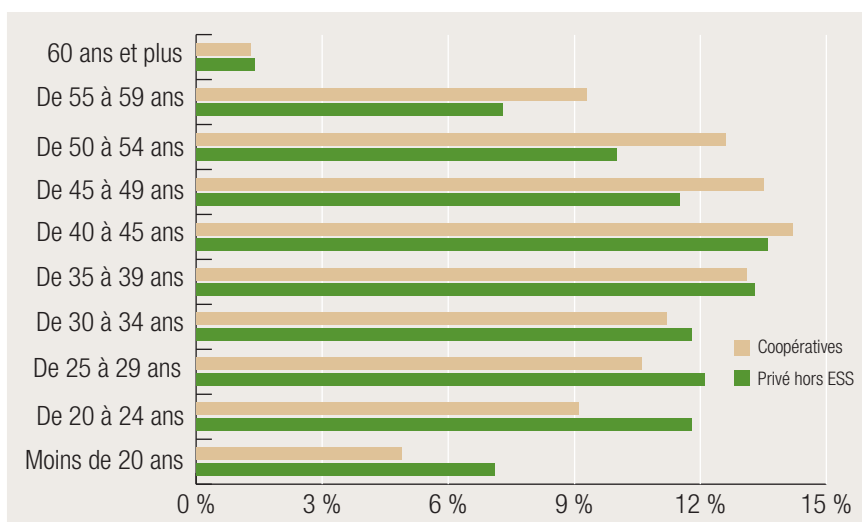
Figure 31 : Répartition de l'effectif salarié par genre dans la construction en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
 *Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 32 : Pyramide des âges dans les coopératives de services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

1.3 DES MUTUELLES STABLES

1.3.1 EMPLOIS, ENTREPRISES ET PRINCIPALES ACTIVITÉS

Tableau 22 : Volumes et taux de croissance des organisations, entreprises et de l'emploi dans les mutuelles en France

	Organisations et entreprises		Etablissements		Effectifs au 31/12		ETP	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Mutuelles⁸	1 304	-2,4	6 793	+2,6	116 342	+0,9	106 694	+1,1
Total ESS	155 984	+0,6	203 196	+1,6	2 144 146	+2,6	1 794 228	+3,1
Privé hors ESS	1 492 226	+0,5	1 762 100	+0,9	13 975 435	+1,1	12 659 371	+0,5
Public	76 882	+0,2	180 276	+3,8	5 812 622	+2,1	5 165 086	+2,7

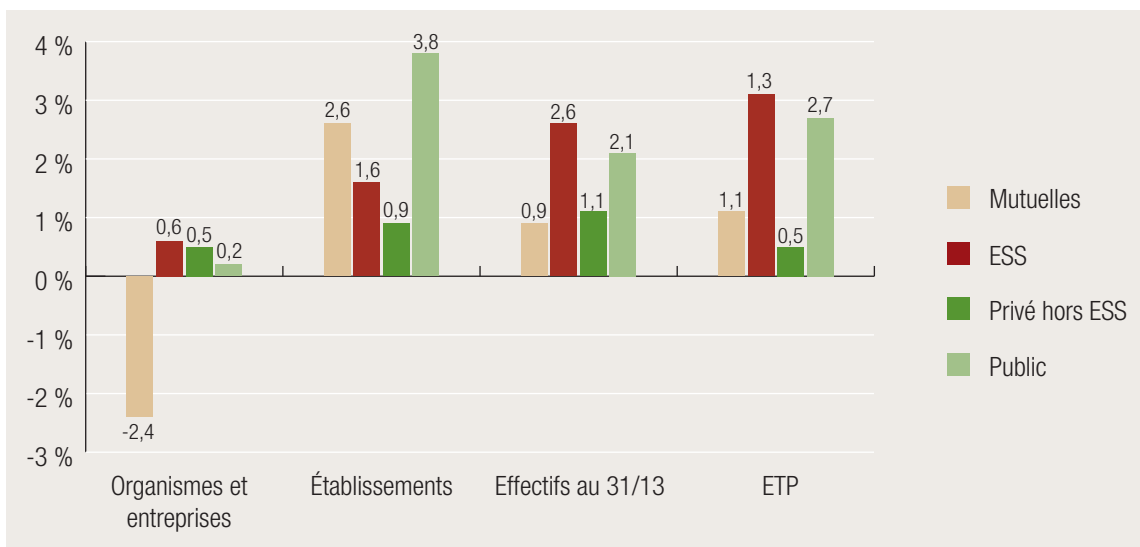
Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Compte tenu du fort mouvement de réorganisation des mutuelles, nous observons une réduction de leur nombre, associée au développement de leurs établissements et agences et à une petite croissance de l'emploi.

8 - Les mutuelles regroupent ici les Mutuelles régies par le code de la mutualité et les Mutuelles régies par le code des assurances.

Figure 33 : Taux de croissance* des organisations, établissements et de l'emploi dans les mutuelles en France entre 2001 et 2006

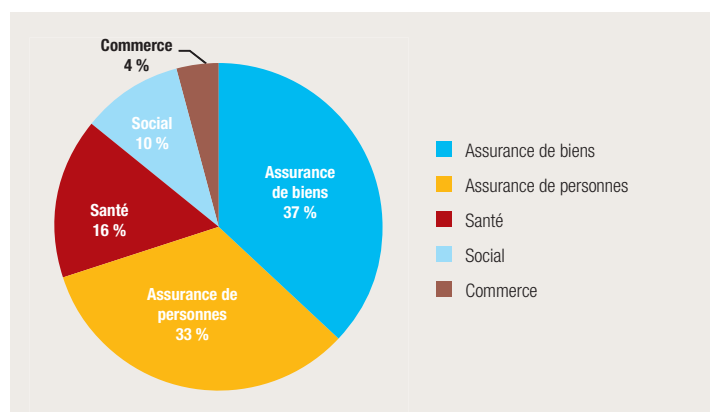


Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Les chiffres de 2007 par rapport à 2006 montrent une croissance de 2,4 % de l'effectif salarié dans les mutuelles, tandis que les ETP reculent avec une baisse de 1,2 % et que le nombre d'établissements augmente de 4,1 %.

Source INSEE CLAP kit « économie sociale » : http://www.INSEE.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale

Figure 34 : Répartition par domaines d'activité de l'emploi dans les mutuelles en 2006

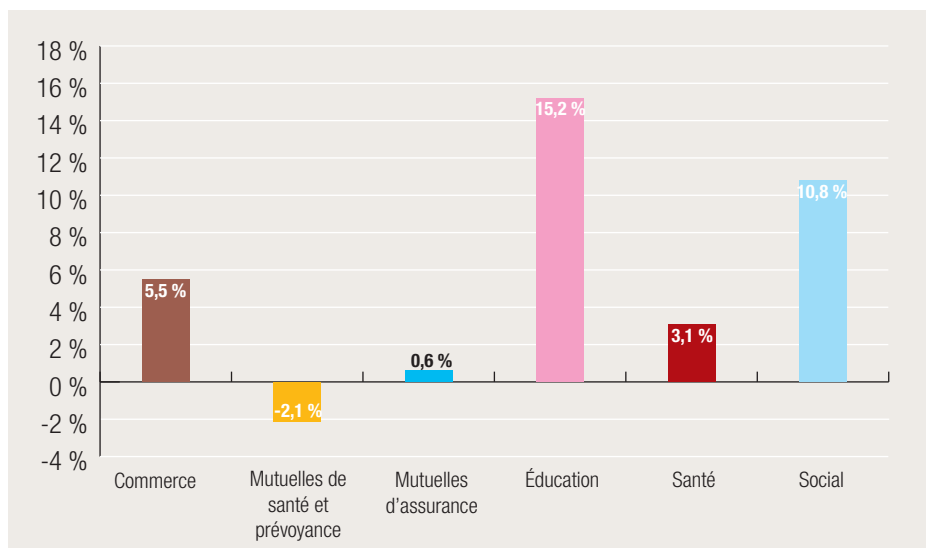


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'emploi dans les mutuelles se répartit schématiquement en trois tiers : l'assurance de biens (43 200 emplois), l'assurance de personnes (38 800 emplois) et le troisième tiers qui regroupe les services de santé, d'action sociale et le commerce de proximité (optique...).

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 35 : Evolution de l'emploi par domaines d'activité dans les mutuelles en France de 2001 à 2006



Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Les activités d'assurance (de biens et de personnes), premiers domaines d'activité des mutuelles en volume d'emplois, sont stables ou en légère régression sur la période. Ce sont l'éducation et les activités sociales (4 852 emplois supplémentaires entre 2002 et 2006) qui se développent le plus entre 2001 et 2006.

1.3.1.1 LES MUTUELLES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

Tableau 23 : Répartition des mutuelles par taille en France en 2006

	Sans salarié au 31/12 de l'année		Micro-entreprises : de 1 à 4 sala.		Micro-entreprises : de 5 à 9 sala.		Très petites entreprises : de 10 à 19 sala.		Petites entreprises : de 20 à 49 sala.		Moyennes entreprises : de 50 à 249 sala.		Grandes entreprises : 250 salariés et +	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Mutuelles	101	-16,1 %	453	-4,8 %	175	0,6 %	129	-1,1 %	162	-1,1 %	207	1,6 %	79	-1,4 %
Part dans les mutuelles	1,0 %		31,1 %		12,4 %		10,3 %		14,3 %		21,3 %		9,4 %	
ESS	42 216	-3,4 %	67 520	0,8 %	16 687	0,6 %	12 630	1,8 %	9 880	2,2 %	5 922	3,7 %	1 129	3,1 %
Part dans l'ESS	10,9 %		51,8 %		13,3 %		9,9 %		7,8 %		4,7 %		1,6 %	
Privé hors ESS	252 650	-2,2 %	827 986	0,7 %	218 177	1,0 %	102 359	1,3 %	60 105	0,7 %	25 454	0,03 %	5 495	-0,04 %
Part dans le Privé hors ESS	8,1 %		58,9 %		16,7 %		8,2 %		5,1 %		2,4 %		0,6 %	
Public	7 013	-15,9 %	23 719	-0,8 %	11 400	1,5 %	8 758	1,9 %	9 910	1,8 %	12 782	3,7 %	3 300	2,6 %
Part dans le Public	0,8 %		39,3 %		19,7 %		13,3 %		11,2 %		10,7 %		5,0 %	

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

Lecture : les mutuelles comptent 453 organisations qui sont des micro-entreprises de 1 à 4 salariés, leur croissance moyenne entre 2001 et 2006 est de -4,8 % et elles représentent 31,1 % des mutuelles.

1.3.1.2 LES SALAIRES DISTRIBUÉS

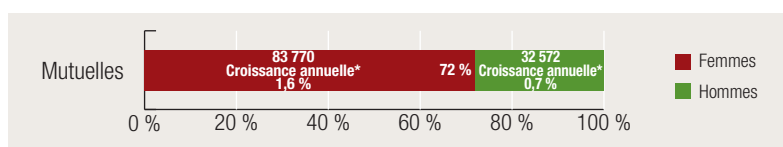
Tableau 24 : Rémunérations brutes versées par les mutuelles en France

	Mutuelles	Total ESS
Volume 2006 en milliards d'euros	3,6	48,8
Taux de croissance	+3,5	+5,8

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
 *Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

1.3.1.3 LA RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR GENRE

Figure 36 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans les mutuelles en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
 *Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

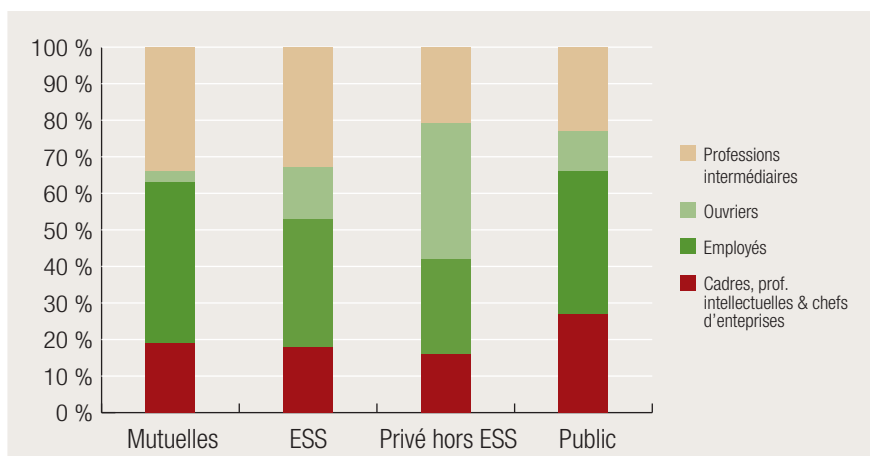
1.3.1.4 LA RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR GENRE

Tableau 25 : Effectifs par CSP et par genre dans les mutuelles en France en 2006

	Hommes	Femmes	Total Mutuelles	ESS	Privé hors ESS	Public
Cadres, prof. intellectuelles & chefs d'entreprises	38,1 %	11,2 %	18,7 %	17,1 %	15,6 %	26,6 %
Employés	23,3 %	53,0 %	44,7 %	36,8 %	27,7 %	39,3 %
Ouvriers	6,3 %	1,6 %	2,9 %	12,9 %	35,5 %	11,1 %
Professions intermédiaires	32,4 %	34,2 %	33,7 %	33,2 %	21,2 %	23,0 %

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Figure 37 : Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les mutuelles en France en 2006

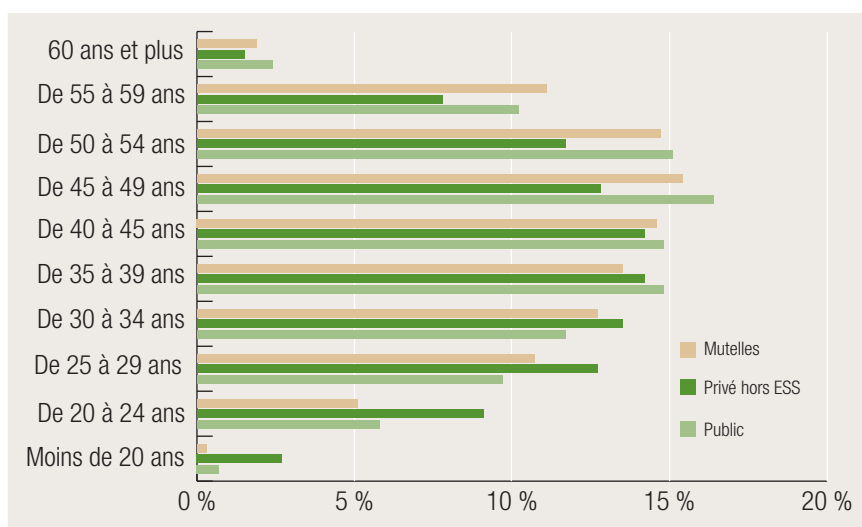


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.3.1.5 PYRAMIDE DES ÂGES

Figure 38 : Part des tranches d'âge dans l'emploi des mutuelles en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRÉS

Tableau 26 : Nombre de salariés et de cadres de plus de 50 ans dans les mutuelles en France en 2006

	Nombre de postes au 31/12/06	Dont cadres au 31/12/06
De 50 à 54 ans	16 960	3 679
De 55 à 59 ans	12 808	3 441
60 ans et plus	2 199	1 063
Total des 50 ans et plus	31 967	8 183

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRÉS

Les 50 ans et plus représentent 27,5 % des salariés des mutuelles en France en 2006, et 25,6 % sont cadres. D'ici 2015, 12,9 % des salariés des mutuelles partiront à la retraite (55 ans et plus).

1.3.1.6 L'EMPLOI À TEMPS COMPLET

Tableau 27 : Emplois à temps complet dans les mutuelles en France

	Volume de temps complet 2001	Part de temps complet 2001	Volume de temps complet 2006	Part de temps complet 2006	Evolution 2001-2006 de la part de temps complet
Mutuelles	78 499	69,4 %	85 1497	1,8 %	+2,4
ESS	1 070 298	53,2 %	1 228 871	54,2 %	+1
Privé hors ESS	10 255 440	76,0 %	11 351 162	77,8 %	+1,8
Public	2 939 644	73,3 %	3 133 7717	2,6 %	-0,7

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRÉS

Tout en restant inférieure au secteur privé hors économie sociale et solidaire, la part des emplois à temps complet au sein des mutuelles progresse pour se rapprocher de celle du secteur public.

1.3.2 DONNÉES CLÉS PAR DOMAINES D'ACTIVITÉ

1.3.2.1 ACTIVITÉS D'ASSURANCES DE PERSONNES ET DE BIENS

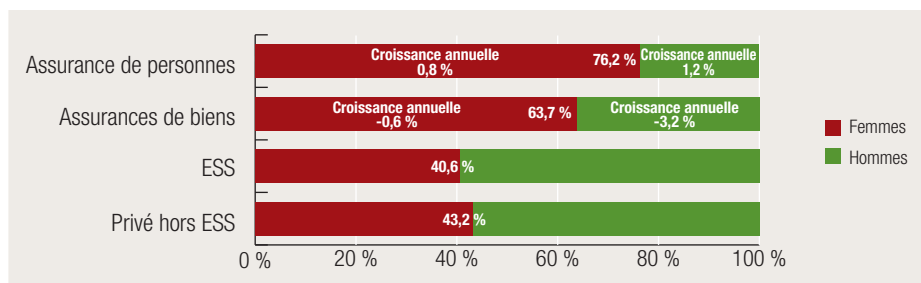
Les activités financières présentées ici regroupent les assurances de santé et prévoyance (appelées aussi assurances de personnes), ainsi que les assurances de biens. Nous ne ferons une distinction dans cette partie que lorsque cela a été rendu possible par l'absence de secret statistique.

Tableau 28 : Entreprises et emplois dans les mutuelles d'assurances de personnes et de biens en France en 2006

	Mutuelles		ESS	Privé hors ESS
	Assurance de personnes	Assurance de biens		
Organisations et entreprises	973	136	2 222	21 199
Etablissements	2 844	2418	19 201	39 462
Effectifs au 31/12	38 832	43 237	252 082	454 084
ETP	35 083	43 534	241 097	426 660
Entreprises de 250 salariés et plus	47		151	187
Entreprises de 1 à 9 salariés	685		1349	19096
Rémunération brute versée pour 100 euros	71		75	100
Part d'emploi à temps complet	78 %		83 %	83 %

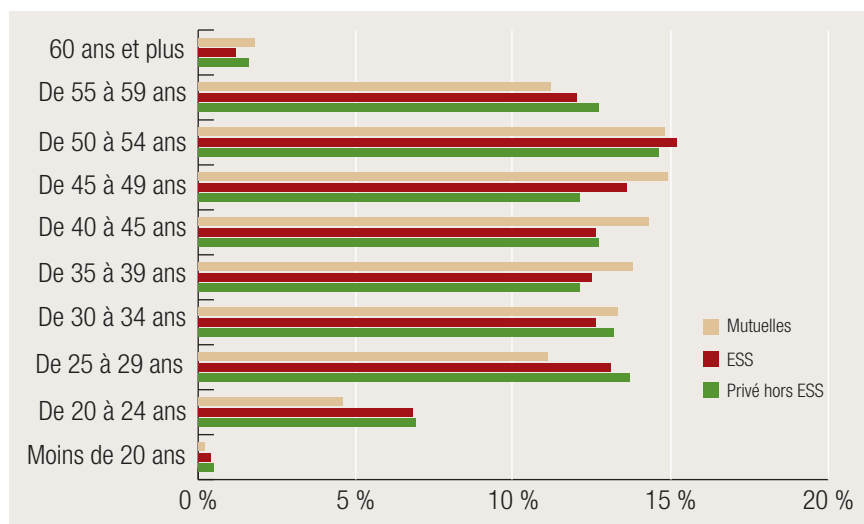
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
Les données relevant des organisations publiques ont été retirées car non significatives.

Figure 39 : Répartition de l'emploi par genre dans les mutuelles d'assurances de personnes et de biens en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 40 : Pyramide des âges dans les mutuelles d'assurances de personnes et de biens en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

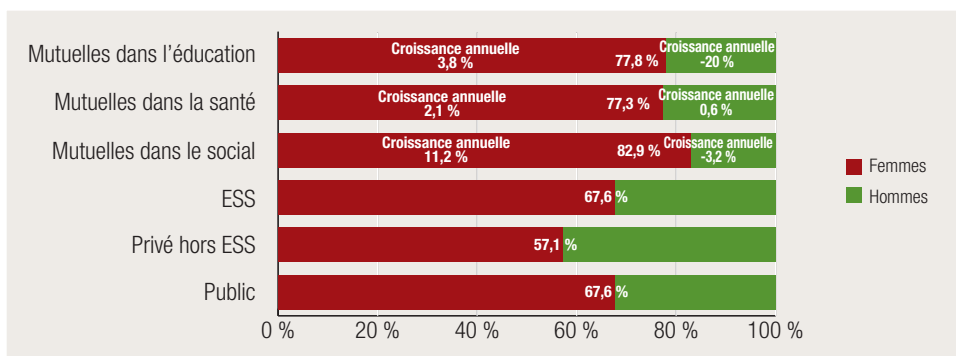
1.3.2.2 MUTUELLES DANS L'ÉDUCATION, SANTÉ, SOCIAL

Tableau 29 : Entreprises et emplois dans les mutuelles d'éducation, santé, social en France en 2006

	Mutuelles			ESS	Privé hors ESS	Public
	Education	Santé	Social			
Organisations et entreprises	1	69	74	35 902	94 352	16 384
Etablissements	5	524	396	54 581	100 793	78 912
Effectifs au 31/12	36	18 037	12 117	1 292 403	511 380	2 692 933
ETP	27	14 993	9 338	1 041 178	424 295	2 438 382
Entreprises de 250 salariés et plus		30		796	192	1076
Entreprises de 1 à 9 salariés		38		18 413	86 077	3072
Rémunération brute versée pour 100 euros		97		80	83	100
Part d'emploi à temps complet		54 %		50 %	58 %	74 %

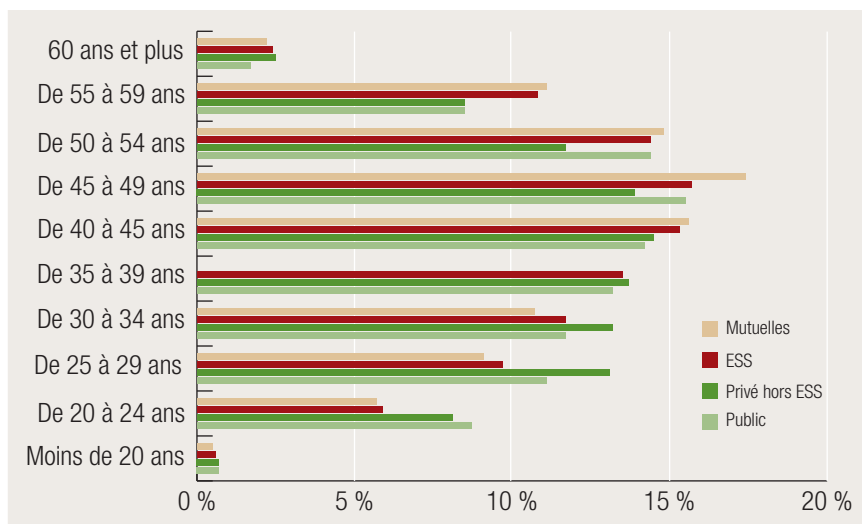
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Figure 41 : Répartition de l'emploi par genre dans l'éducation, santé, social en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 42 : Pyramide des âges dans les mutuelles du domaine de l'éducation, santé, social en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

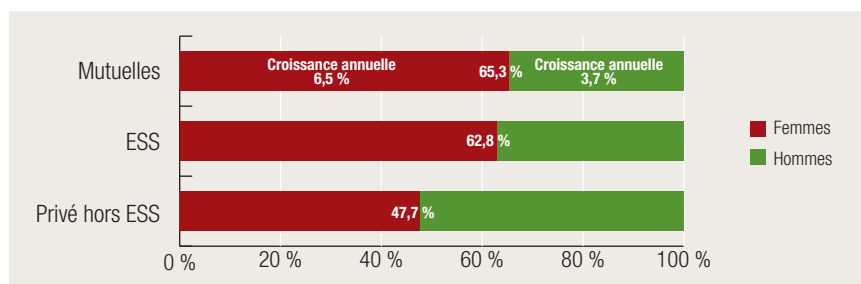
1.3.2.3 MUTUELLES DANS LE COMMERCE

Tableau 30 : Entreprises et emplois dans les mutuelles de commerce en France en 2006

	Mutuelles	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	51	1 543	342 848	ns*
Établissements	606	4 564	450 918	ns
Effectifs au 31/12	4085	61 549	3 005 281	ns
ETP	3719	58 643	2 653 585	ns
Entreprises de 250 salariés et plus	2	44	876	ns
Entreprises de 1 à 9 salariés	6	852	298 906	ns
Rémunération brute versée pour 100 euros	100	100	89	ns
Part d'emploi à temps complet	80 %	85 %	74 %	ns

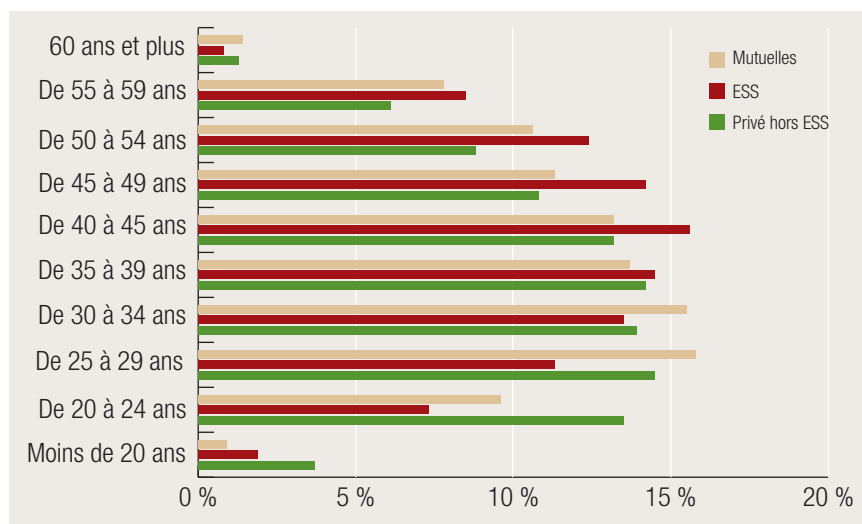
Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Non significatif

Figure 43 : Répartition de l'emploi par genre dans le commerce en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 44 : Pyramide des âges dans les mutuelles de commerce en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.4 DES ASSOCIATIONS DYNAMIQUES

1.4.1 EMPLOIS, ENTREPRISES ET PRINCIPALES ACTIVITÉS

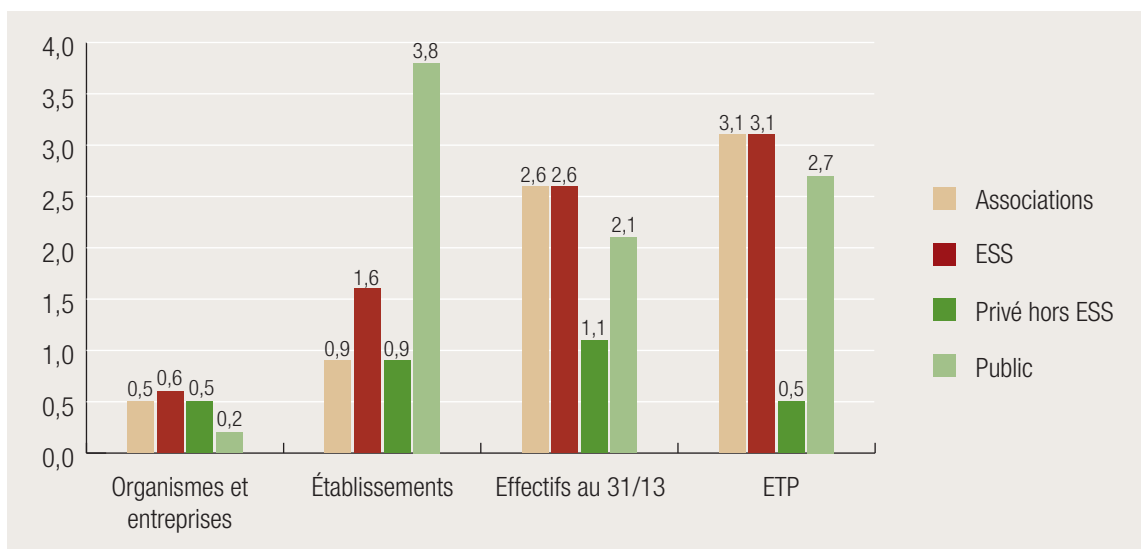
Tableau 31 : Volumes et taux de croissance des entreprises, établissements et de l'emploi dans les associations en France

	Organisations et entreprises		Etablissements		Effectifs au 31/12		ETP	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Associations	148 365	+0,5	173 533	+0,9	1 675 180	+2,6	1 358 304	+3,1
Total ESS	155 984	+0,6	203 196	+1,6	2 144 146	+2,6	1 794 228	+3,1
Privé hors ESS	1 492 226	+0,5	1 762 100	+0,9	13 975 435	+1,1	12 659 371	+0,5
Public	76 882	+0,2	180 276	+3,8	5 812 622	+2,1	5 165 086	+2,7

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Avec 85 % du nombre d'organisations employeuses et 80 % du volume d'emploi, les associations sont le poids lourd de l'économie sociale et solidaire. Sur la période 2001-2006, les associations progressent fortement en effectifs et en ETP, d'une façon sensiblement supérieure à celle du privé hors économie sociale et solidaire et du public.

Figure 45 : Taux de croissance* des organisations, établissements et de l'emploi dans les associations en France entre 2001 et 2006

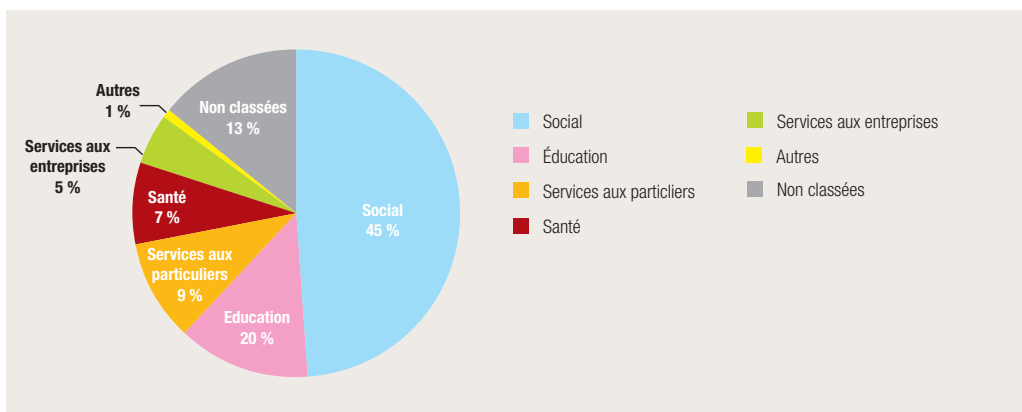


Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES
* Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Les chiffres de 2007 par rapport à 2006 montrent une forte évolution : +5,2 % de l'effectif salarié, +4,8 % en ETP et une variation du nombre d'établissements de +5,4 %.

Source INSEE CLAP kit « économie sociale » : http://www.INSEE.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale

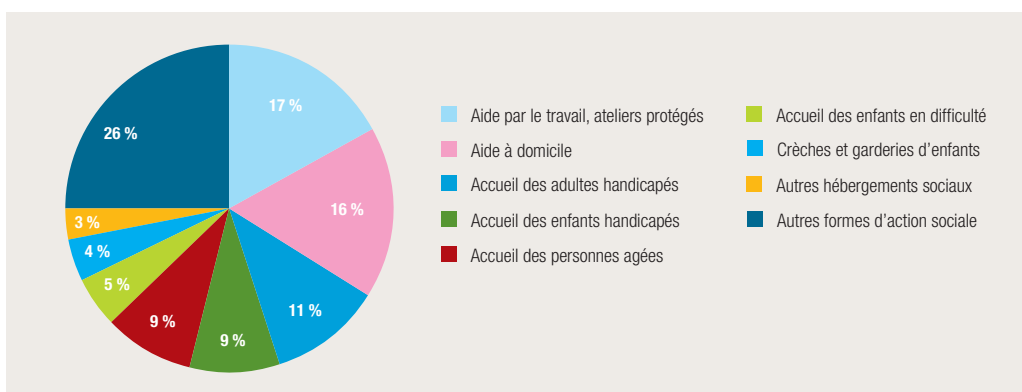
Figure 46 : Répartition par domaines d'activité de l'emploi dans les associations en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

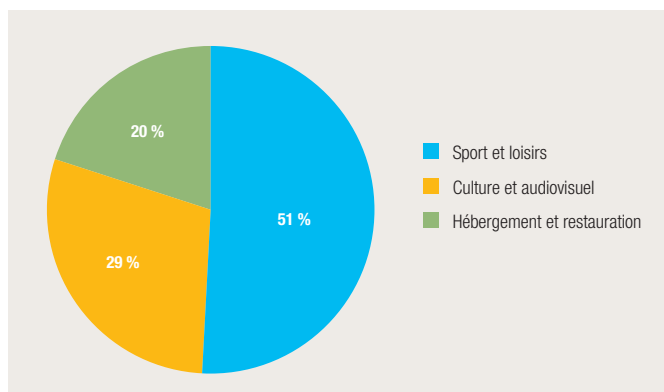
L'emploi dans les associations en France relève pour près de la moitié (752 000 emplois) de l'action sociale. En dehors des associations mal référencées (218 100 emplois), l'emploi associatif est important dans les domaines de l'éducation (334 100 emplois), des services aux particuliers (sport, culture, hébergement & restauration pour 151 700 emplois) et de la santé (123 200 emplois).

Figure 47 : L'emploi dans le domaine du social pour les associations en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

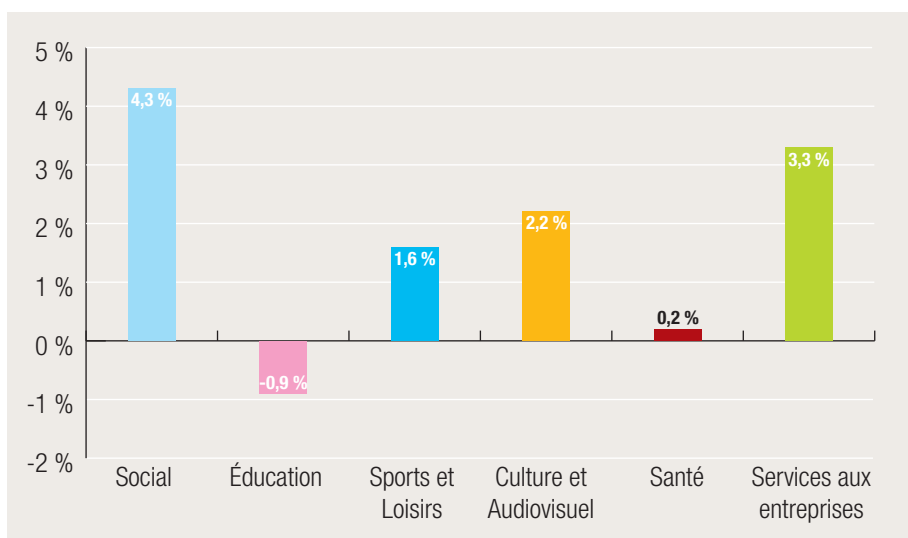
Figure 48 : L'emploi dans le domaine des services aux particuliers pour les associations en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 49 : Evolution de l'emploi par domaines d'activité dans les associations en France de 2001 à 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

C'est dans les domaines du social (140 000 emplois supplémentaires entre 2001 et 2006) et des services aux entreprises (11 500 emplois supplémentaires entre 2001 et 2006) que l'emploi progresse le plus rapidement entre 2001 et 2006. Si l'action sociale est le premier domaine d'activité des associations en volume d'emplois, les services aux entreprises qui sont en plein essor ne rassemblent que 78 261 emplois, soit 5 % de l'emploi associatif.

1.4.1.1 LES ASSOCIATIONS PAR TRANCHE D'EFFECTIF

Tableau 32 : Répartition des associations par taille en France en 2006

	Sans salarié au 31/12 de l'année		Micro-entreprises : de 1 à 4 sala.		Micro-entreprises : de 5 à 9 sala.		Très petites entreprises : de 10 à 19 sala.		Petites entreprises : de 20 à 49 sala.		Moyennes entreprises : de 50 à 249 sala.		Grandes entreprises : 250 salariés et +	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Associations	41 296	-3,4 %	65 030	0,8 %	15 357	0,5 %	11 584	1,7 %	9 019	2,4 %	5 252	3,9 %	827	3,5 %
Part dans le Privé hors ESS	8,1 %		58,9 %		16,7 %		8,2 %		5,1 %		2,4 %		0,6 %	
ESS	42 216	-3,4 %	67 520	0,8 %	16 687	0,6 %	12 630	1,8 %	9 880	2,2 %	5 922	3,7 %	1 129	3,1 %
Part dans l'ESS	10,9 %		51,8 %		13,3 %		9,9 %		7,8 %		4,7 %		1,6 %	
Privé hors ESS	252 650	-2,2 %	827 986	0,7 %	218 177	1,0 %	102 359	1,3 %	60 105	0,7 %	25 454	0,03 %	5 495	-0,04 %
Part dans le Privé hors ESS	8,1 %		58,9 %		16,7 %		8,2 %		5,1 %		2,4 %		0,6 %	
Public	7 013	-15,9 %	23 719	-0,8 %	11 400	1,5 %	8 758	1,9 %	9 910	1,8 %	12 782	3,7 %	3 300	2,6 %
Part dans le Public	0,8 %		39,3 %		19,7 %		13,3 %		11,2 %		10,7 %		5,0 %	

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

Lecture : les associations comptent 65 030 organisations qui sont des micro-entreprises de 1 à 4 salariés, leur croissance moyenne entre 2001 et 2006 est de 0,8 % et elles représentent 58,9 % des associations.

1.4.1.2 LES SALAIRES DISTRIBUÉS

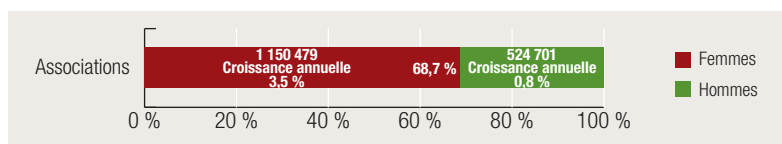
Tableau 33 : Rémunérations brutes versées par les associations en France en 2006

	Associations	Total ESS
Volume 2006 en milliards d'euros	34,2	48,8
Taux de croissance*	+5,7	+5,8

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

1.4.1.3 LA RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR GENRE

Figure 50 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans les associations en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

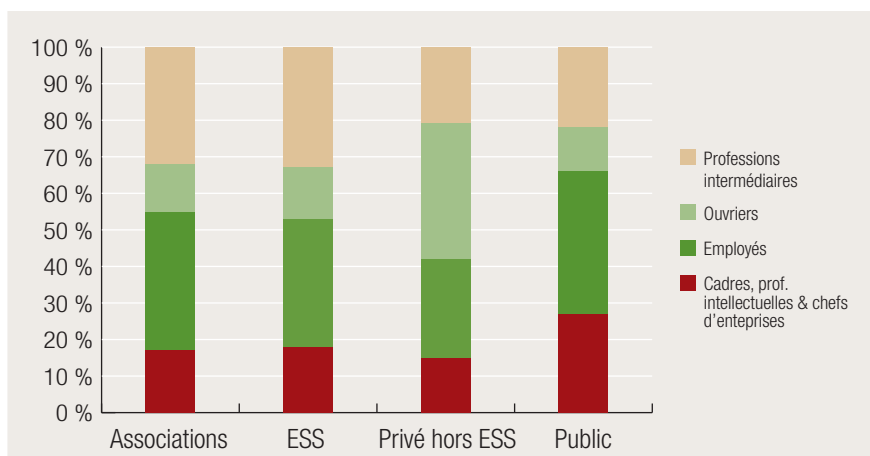
1.4.1.4 LES CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES PAR GENRE

Tableau 34 : Effectifs par CSP et par genre dans les associations en France en 2006

	Hommes	Femmes	Total Associations	ESS	Privé hors ESS	Public
Cadres, prof. intellectuelles & chefs d'entreprises	21,9 %	14,9 %	17,1 %	17,1 %	15,6 %	26,6 %
Employés	16,2 %	48,9 %	38,7 %	36,8 %	27,7 %	39,3 %
Ouvriers	25,2 %	6,4 %	12,3 %	12,9 %	35,5 %	11,1 %
Professions intermédiaires	36,7 %	29,9 %	32,0 %	33,2 %	21,2 %	23,0 %

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Figure 51 : Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les associations en France en 2006

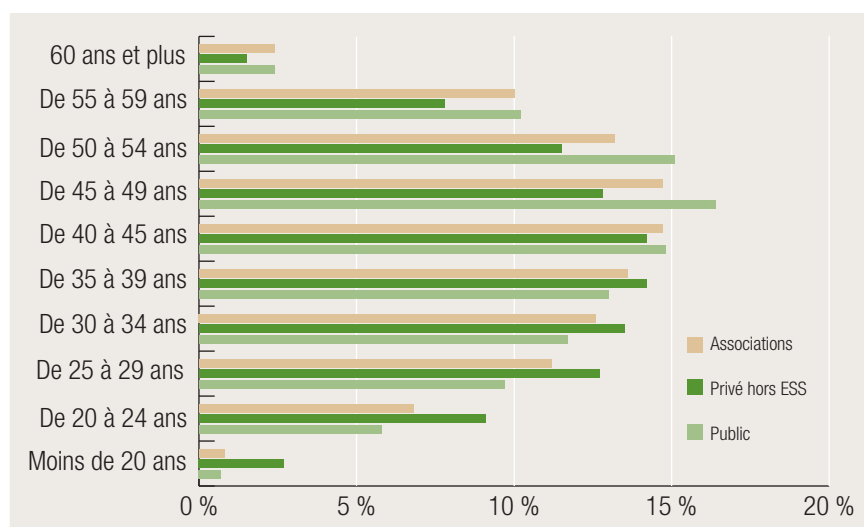


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.4.1.5 PYRAMIDE DES ÂGES

Figure 52 : Part des tranches d'âge dans l'emploi des associations en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES

Tableau 35 : Nombre de salariés et cadres de 50 ans et plus dans les associations en France en 2006

	Nombre de postes au 31/12/06	Dont cadres au 31/12/06
De 50 à 54 ans	198 793	26 881
De 55 à 59 ans	149 628	25 548
60 ans et plus	363 93	10 516
Total des 50 ans et plus	3 848 14	62 945

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES

Les 50 ans et plus représentent près de 23 % des salariés associatifs en 2006 et seront majoritairement partis à la retraite d'ici 2020. 16,5 % des salariés associatifs de 50 ans et plus sont cadres.

D'ici 2015, plus de 11 % des salariés (ceux âgés de 55 ans et plus) partiront à la retraite.

1.4.1.6 L'EMPLOI À TEMPS COMPLET

Tableau 36 : Emplois à temps complet dans les associations en France

	Volume de temps complet 2001	Part de temps complet 2001	Volume de temps complet 2006	Part de temps complet 2006	Evolution 2001-2006 de la part de temps complet
Associations	738 776	47,6 %	845 858	47,4 %	-0,2
ESS	1 070 298	53,2 %	1 228 871	54,2 %	+1
Privé hors ESS	10 255 440	76,0 %	11 351 162	77,8 %	+1,8
Public	2 939 644	73,3 %	3 133 7717	2,6 %	-0,7

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES

C'est dans le champ associatif que la part d'emplois à temps complet est la plus faible, sans évolution notable sur la période 2001-2006. Au sein de l'économie sociale et solidaire, alors que l'emploi associatif représente 80 % du total, l'emploi à temps complet ne pèse que 70 %.

1.4.2 DONNÉES CLÉS PAR DOMAINES D'ACTIVITÉ

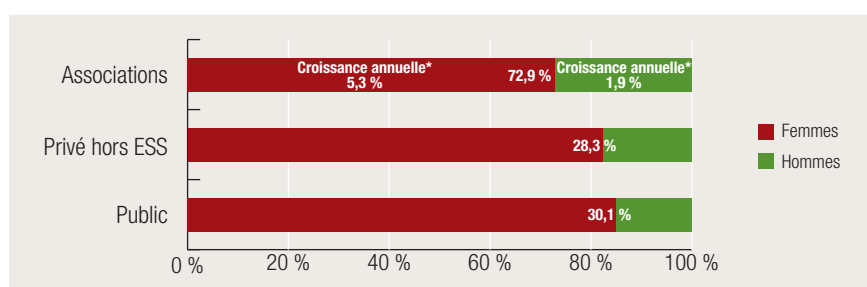
1.4.2.1 ASSOCIATIONS DANS LE SOCIAL

Tableau 37 : Entreprises et emplois dans les associations du social en France en 2006

	Associations	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	19 119	19 304	2 796	6 352
Établissements	30 299	31 176	3 511	12 434
Effectifs au 31/12	752 004	786 764	81 165	350 203
ETP	594 813	623 054	65 069	290 342
Entreprises de 250 salariés et plus	548	-	11	133
Entreprises de 1 à 9 salariés	9 249	-	1 135	2 766
Rémunération brute versée pour 100 euros	100	97	86	93
Part d'emploi à temps complet	51 %	51 %	61 %	65 %

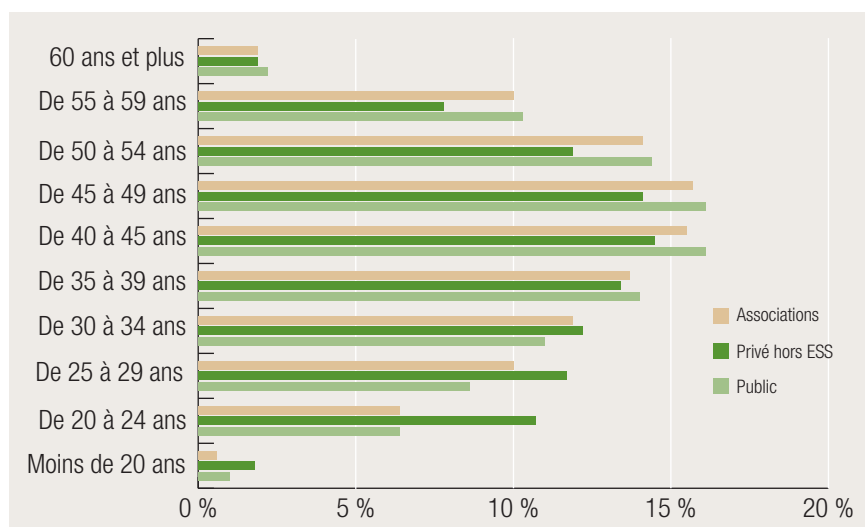
Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Figure 53 : Répartition par genre dans le social en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 54 : Pyramide des âges dans les associations du social en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

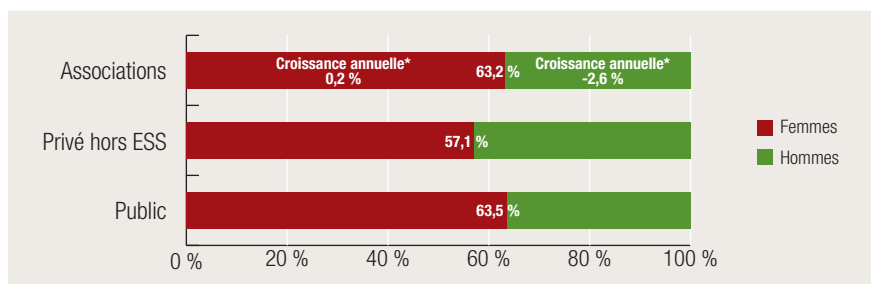
1.4.2.2 ASSOCIATIONS DANS L'ÉDUCATION

Tableau 38 : Entreprises et emplois dans les associations d'éducation en France en 2006

	Associations	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	14 535	14 717	13 038	8 982
Établissements	18 817	19 129	15 222	61 617
Effectifs au 31/12	334 107	340 215	79 379	1 290 244
ETP	274 139	278 566	57 331	1 216 426
Entreprises de 250 salariés et plus	86	160	7	352
Entreprises de 1 à 9 salariés	8 316	8 508	11 294	294
Rémunération brute versée pour 100 euros	82	82	76	100
Part d'emploi à temps complet	39 %	39 %	42 %	33 %

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

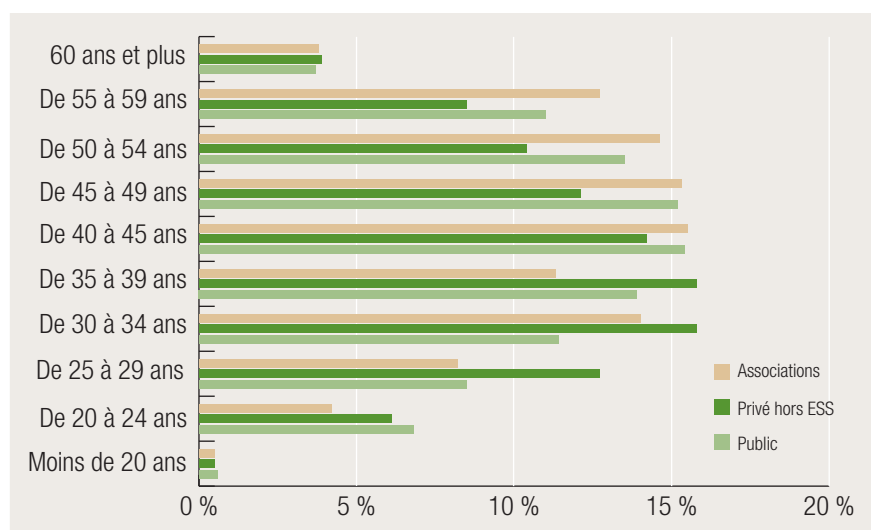
Figure 55 : Répartition par genre dans l'éducation en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 56 : Pyramide des âges dans les associations d'éducation en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

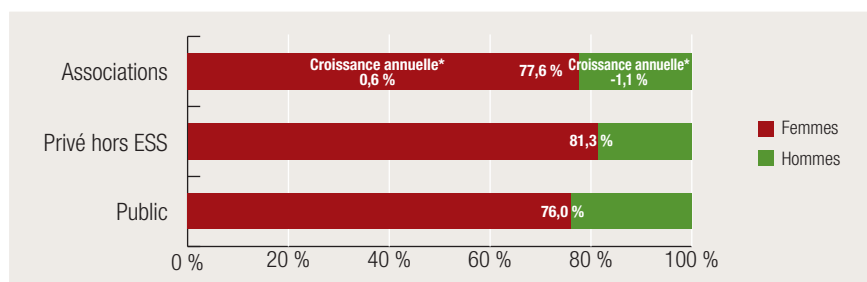
1.4.2.3 ASSOCIATIONS DANS LA SANTÉ

Tableau 39 : Entreprises et emplois dans les associations de santé en France en 2006

	Associations	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	1 772	1 881	78 518	1 050
Établissements	3 582	4 276	82 060	4 861
Effectifs au 31/12	123 209	165 424	350 836	1 052 486
ETP	103 895	139 558	301 895	931 614
Entreprises de 250 salariés et plus	88	-	174	591
Entreprises de 1 à 9 salariés	656	-	73 648	12
Rémunération brute versée pour 100 euros	99	100	77	89
Part d'emploi à temps complet	63 %	63 %	61 %	79 %

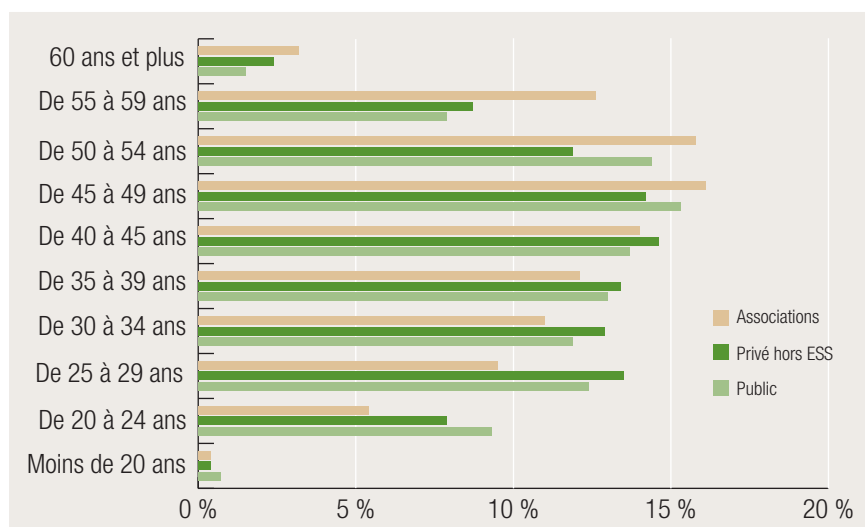
Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Figure 57 : Répartition par genre dans la santé en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 58 : Pyramide des âges dans les associations de santé en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.4.2.4 ASSOCIATIONS DANS LES SERVICES AUX PARTICULIERS

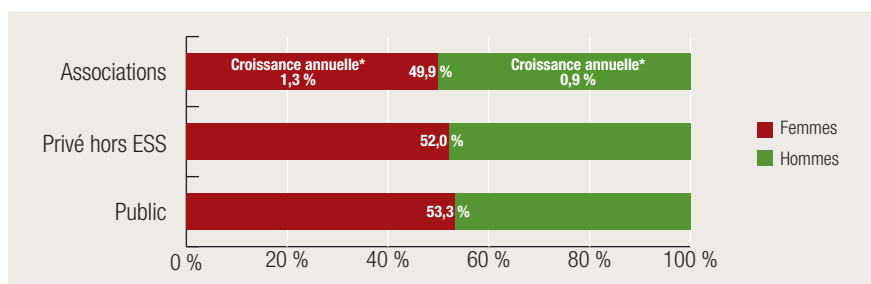
Les services aux particuliers regroupent les activités sport et loisirs, culture et audiovisuel, ainsi que hébergement et restauration. Nous ne ferons une distinction dans cette partie que lorsque cela a été rendu possible par l'absence de secret statistique.

Tableau 40 : Entreprises et emplois dans les associations de services aux particuliers en France en 2006

	Associations			ESS	Privé hors ESS	Public
	Sports et Loisirs	Culture et audiovisuel	Hébergement et restauration			
Organisations et entreprises	33 812	22 190	3 468	59 702	234 905	951
Etablissements	34 807	22 570	5 027	62 757	263 576	4 050
Effectifs au 31/12	76 809	44 551	30 396	154 701	1 139 377	76 590
ETP	57 708	40 613	27 596	128 995	1 009 106	67 687
Entreprises de 250 salariés et plus		19		21	201	47
Entreprises de 1 à 9 salariés		56 543		56 713	216 365	611
Rémunération brute versée pour 100 euros		80		81	90	100
Part d'emploi à temps complet		34 %		35 %	60 %	65 %

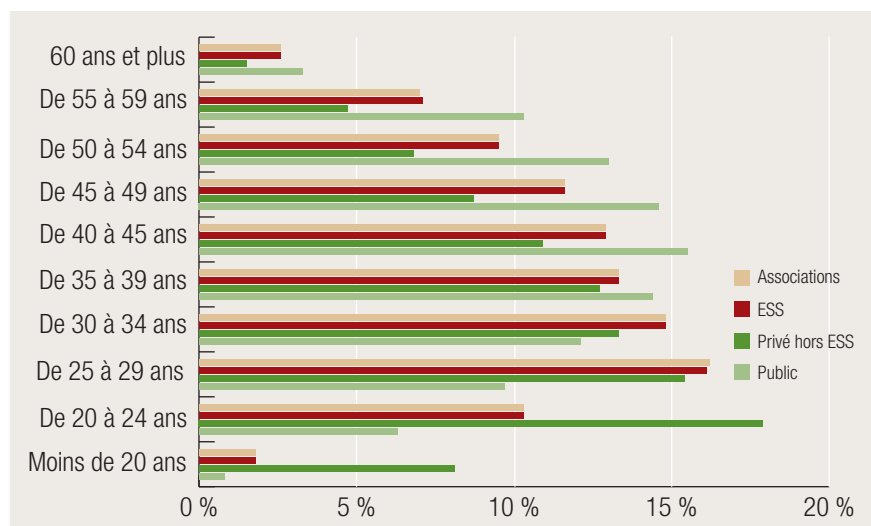
Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Figure 59 : Répartition par genre dans les services aux particuliers en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 60 : Pyramide des âges dans les associations de services aux particuliers en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

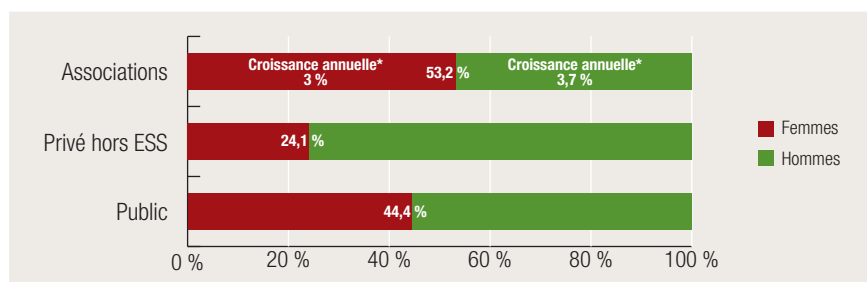
1.4.2.5 ASSOCIATIONS DANS LES SERVICES AUX ENTREPRISES

Tableau 41 : Entreprises et emplois dans les associations de services aux entreprises en France en 2006

	Associations	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	7 377	8 418	207 861	1 318
Établissements	9 017	10 220	250 972	17 985
Effectifs au 31/12	78 261	94 491	2 404 865	431 376
ETP	70 907	85 418	2 211 165	378 776
Entreprises de 250 salariés et plus	24	33	1032	63
Entreprises de 1 à 9 salariés	5 807	6 654	176 261	930
Rémunération brute versée pour 100 euros	65	67	100	67
Part d'emploi à temps complet	59 %	62 %	73 %	85 %

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

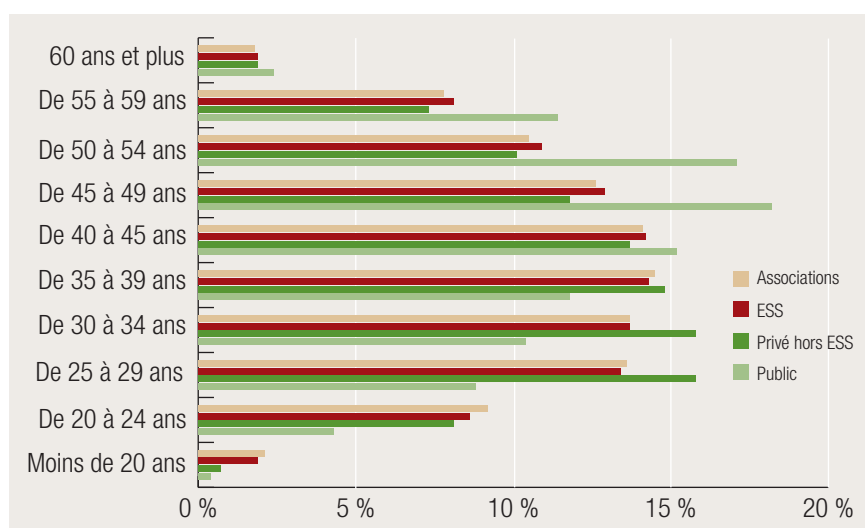
Figure 61 : Répartition de l'effectif salarié par genre dans les services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 62 : Pyramide des âges dans les associations de services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.5 DES FONDATIONS QUI MONTENT EN PUISSANCE

1.5.1 EMPLOIS, ENTREPRISES ET PRINCIPALES ACTIVITÉS

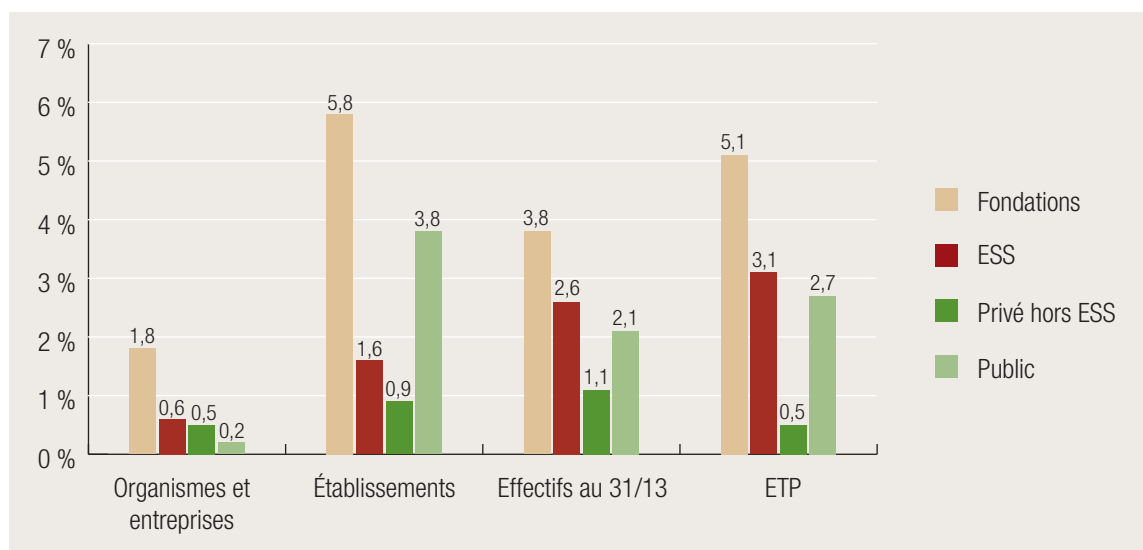
Tableau 42 : Volumes et taux de croissance des entreprises, établissements et de l'emploi dans les fondations en France

	Organisations et entreprises		Etablissements		Effectifs au 31/12		ETP	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Fondations	327	+1,8	946	+5,8	57 685	+3,8	48 585	+5,1
Total ESS	155 984	+0,6	203 196	+1,6	2 144 146	+2,6	1 794 228	+3,1
Privé hors ESS	1 492 226	+0,5	1 762 100	+0,9	13 975 435	+1,1	12 659 371	+0,5
Public	76 882	+0,2	180 276	+3,8	5 812 622	+2,1	5 165 086	+2,7

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Les fondations se développent fortement, en particulier pour l'emploi où le nombre d'équivalents temps pleins progresse en moyenne de 5 % par an entre 2001 et 2006.

Figure 63 : Taux de croissance* des organisations, établissements et de l'emploi dans les fondations en France entre 2001 et 2006

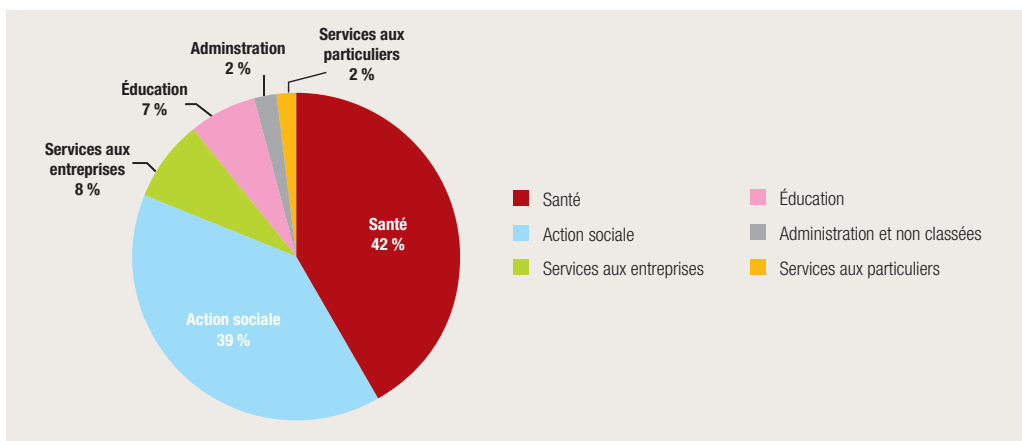


Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

Les chiffres de 2007 confirment cette montée en puissance, avec une évolution par rapport à 2006 de +7,5 % de l'effectif salarié dans les fondations. Les ETP augmentent de 7,6 % et le nombre d'établissements de 13,5 %.

Source INSEE CLAP kit « économie sociale » : http://www.INSEE.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=eco-sociale

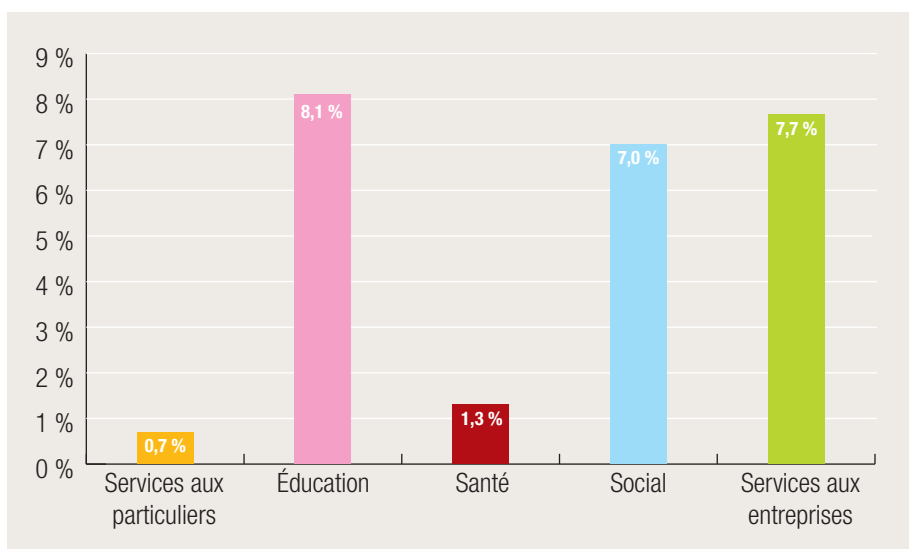
Figure 64 : Répartition par domaines d'activité de l'emploi dans les fondations en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'emploi dans les fondations relève essentiellement des domaines de la santé (24 200 emplois) et du social (22 600 emplois). Notons que les 4 600 emplois dans les services aux entreprises correspondent principalement aux activités de recherche et développement.

Figure 65 : Taux de croissance de l'emploi par domaines d'activité dans les fondations en France de 2001 à 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

L'éducation (540 emplois supplémentaires entre 2001 et 2006) et le social (6 220 emplois supplémentaires entre 2001 et 2006) sont les deux domaines d'activité les plus dynamiques des fondations. La santé, bien que premier domaine d'activité des fondations, ne gagne que 1 480 emplois entre 2001 et 2006.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

1.5.1.1 LES FONDATIONS PAR TRANCHE D'EFFECTIF

Tableau 43 : Répartition des fondations par taille en France en 2006

	Sans salarié au 31/12 de l'année		Micro-entreprises : de 1 à 4 sala.		Micro-entreprises : de 5 à 9 sala.		Très petites entreprises : de 10 à 19 sala.		Petites entreprises : de 20 à 49 sala.		Moyennes entreprises : de 50 à 249 sala.		Grandes entreprises : 250 salariés et +	
	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*	Volume 2006	Taux de croissance*
Fondations	10	-20,0 %	89	6,1 %	46	10,3 %	34	2,2 %	40	-5,4 %	68	1,5 %	47	6,3 %
Part dans les fondations	0,0 %		26,1 %		13,4 %		10,0 %		12,2 %		21,9 %		16,4 %	
ESS	42 216	-3,4 %	67 520	0,8 %	16 687	0,6 %	12 630	1,8 %	9 880	2,2 %	5 922	3,7 %	1 129	3,1 %
Part dans l'ESS	10,9 %		51,8 %		13,3 %		9,9 %		7,8 %		4,7 %		1,6 %	
Privé hors ESS	252 650	-2,2 %	827 986	0,7 %	218 177	1,0 %	102 359	1,3 %	60 105	0,7 %	25 454	0,03 %	5 495	-0,04 %
Part dans le Privé hors ESS	8,1 %		58,9 %		16,7 %		8,2 %		5,1 %		2,4 %		0,6 %	
Public	7 013	-15,9 %	23 719	-0,8 %	11 400	1,5 %	8 758	1,9 %	9 910	1,8 %	12 782	3,7 %	3 300	2,6 %
Part dans le Public	0,8 %		39,3 %		19,7 %		13,3 %		11,2 %		10,7 %		5,0 %	

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

Lecture : les fondations comptent 68 organisations qui sont des moyennes entreprises de 50 à 249 salariés, leur croissance moyenne entre 2001 et 2006 est de 1,5% et elles représentent 21,9% des fondations.

1.5.1.2. LES SALAIRES DISTRIBUÉS

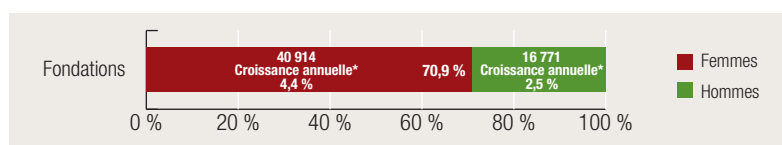
Tableau 44 : Rémunérations brutes versées par les fondations en France en 2006

	Fondations	Total ESS
Volume 2006 en milliards d'euros	1,5	48,8
Taux de croissance*	+7,2	+5,8

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Taux de croissance annuel moyen entre 2001 et 2006

1.5.1.3 LA RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR GENRE

Figure 66 : Répartition par genre de l'effectif salarié des fondations en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

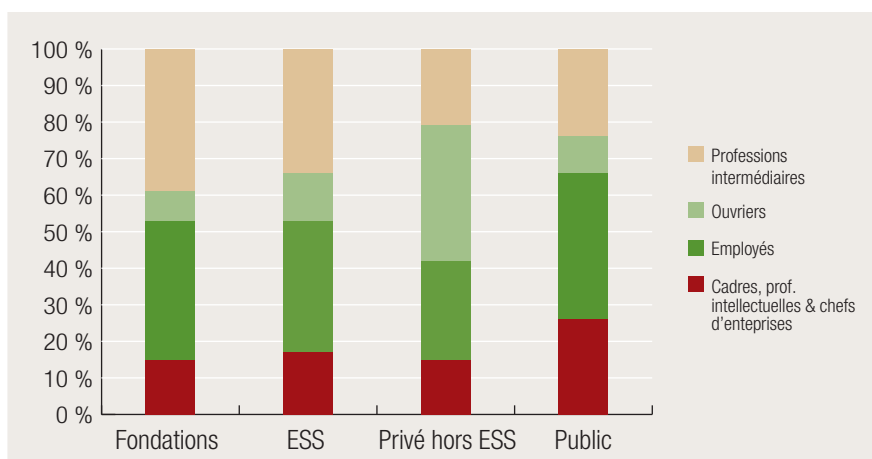
1.5.1.4 LES CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES PAR GENRE

Tableau 45 : Effectifs par CSP et par genre dans les fondations en France en 2006

	Hommes	Femmes	Total Fondations	ESS	Privé hors ESS	Public
Cadres, prof. intellectuelles & chefs d'entreprises	25,6 %	11,2 %	15,4 %	17,1 %	15,6 %	26,6 %
Employés	20,2 %	46,6 %	38,9 %	36,8 %	27,7 %	39,3 %
Ouvriers	18,6 %	3,9 %	8,2 %	12,9 %	35,5 %	11,1 %
Professions intermédiaires	36,7 %	29,9 %	32,0 %	33,2 %	21,2 %	23,0 %

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

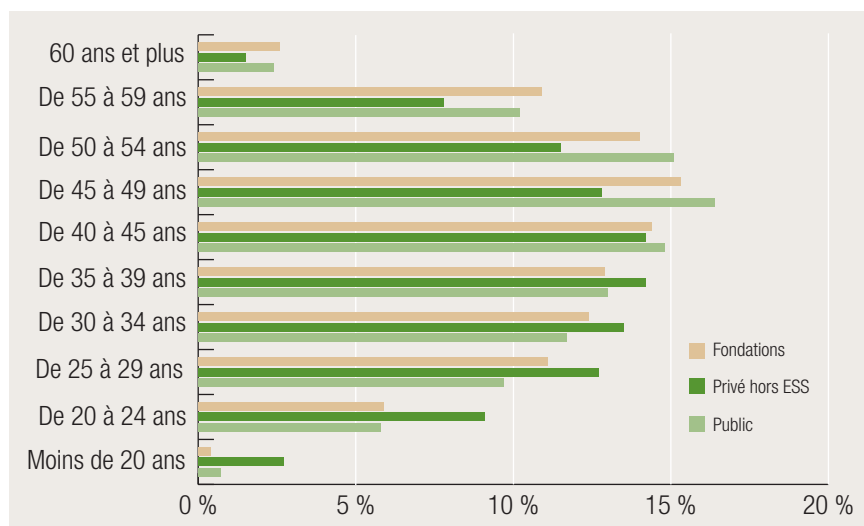
Figure 67 : Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les fondations en France en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

1.5.1.5 PYRAMIDE DES ÂGES

Figure 68 : Part des tranches d'âge dans l'emploi des fondations en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Tableau 46 : Nombre de salariés et cadres de plus de 50 ans dans les fondations en France en 2006

	Nombre de postes au 31/12/06	Dont cadres au 31/12/06
De 50 à 54 ans	7 768	1 211
De 55 à 59 ans	6 018	1 167
60 ans et plus	1 445	604
Total des 50 ans et plus	15 231	2 982

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Les 50 ans et plus représentent 26,5 % des salariés des fondations en France en 2006, dont 19,6 % sont cadres. Ramené à 2015, ce sont 13 % des salariés des fondations qui partiront à la retraite (55 ans et plus).

1.5.1.6 L'EMPLOI À TEMPS COMPLET

Tableau 47 : Emplois à temps complet dans les fondations en France

	Volume de temps complet 2001	Part de temps complet 2001	Volume de temps complet 2006	Part de temps complet 2006	Evolution 2001-2006 de la part de temps complet
Fondations	32 441	65,1 %	39 897	66,4 %	+1,3
ESS	1 070 298	53,2 %	1 228 871	54,2 %	+1,0
Privé hors ESS	10 255 440	76,0 %	11 351 162	77,8 %	+1,8
Public	2 939 644	73,3 %	3 133 7717	2,6 %	-0,7

Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Marquée par les domaines d'activité investis par les fondations, la proportion des emplois à temps complet est sensiblement inférieure au secteur privé hors économie sociale et solidaire et au secteur public.

1.5.2 DONNÉES CLÉS PAR DOMAINES D'ACTIVITÉ

1.5.2.1 FONDATIONS DANS L'ÉDUCATION, SANTÉ, SOCIAL

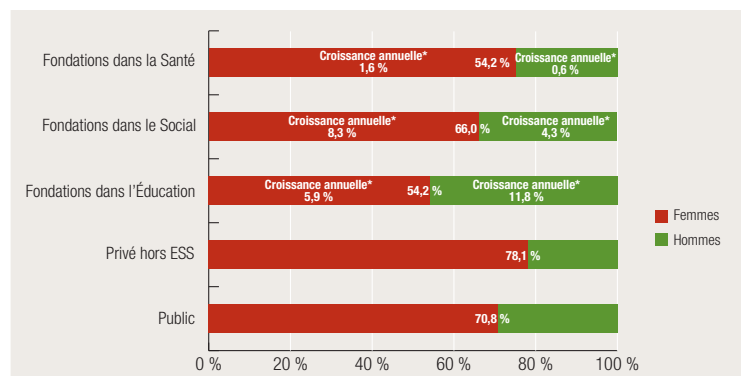
Nous ne ferons une distinction entre les activités santé, social et éducation que lorsque cela a été rendu possible par l'absence de secret statistique.

Tableau 48 : Entreprises et emplois dans les fondations d'éducation, santé, social en France en 2006

	Fondations			ESS	Privé hors ESS	Public
	Santé	Social	Education			
Organisations et entreprises	40	111	163	5 902	94 352	16 384
Etablissements	170	481	48	54 581	100 793	78 912
Effectifs au 31/12	24 178	22 645	3 944	1 292 403	511 380	2 692 933
ETP	20 670	18 903	2 678	1 041 178	424 295	2 438 382
Entreprises de 250 salariés et plus		43		796	192	1 076
Entreprises de 1 à 9 salariés		33		18 413	86 077	3 072
Rémunération brute versée pour 100 euros		98		80	83	100
Part d'emploi à temps complet		65 %		50 %	58 %	74 %

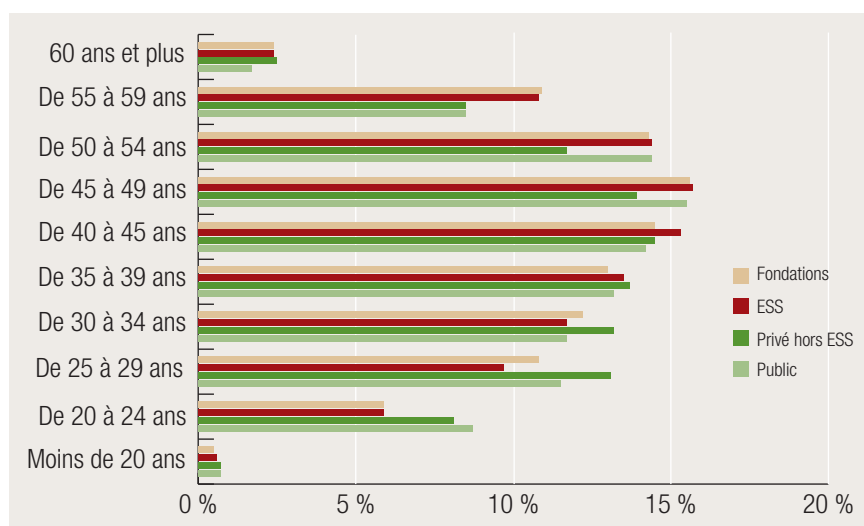
Source : INSEE-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCREs

Figure 69 : Répartition par genre dans l'éducation, santé, social en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 70 : Pyramide des âges dans les fondations de l'éducation, santé, social en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES

1.5.2.2 LES FONDATIONS DANS LES SERVICES AUX ENTREPRISES

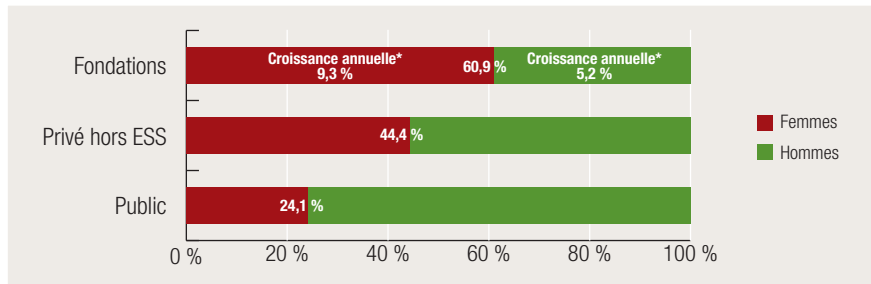
Tableau 49 : Entreprises et emplois dans les fondations de services aux entreprises en France en 2006

	Fondations	ESS	Privé hors ESS	Public
Organisations et entreprises	27	8 418	207 861	1 318
Établissements	35	10 220	250 972	17 985
Effectifs au 31/12	4 608	94 491	2 404 865	431 376
ETP	4 199	85 4182	211 165	378 776
Entreprises de 250 salariés et plus	3	33	1 032	63
Entreprises de 1 à 9 salariés	18	6 654	176 261	930
Rémunération brute versée pour 100 euros	84	67	100	67
Part d'emploi à temps complet	83 %	62 %	73 %	85 %

Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRES

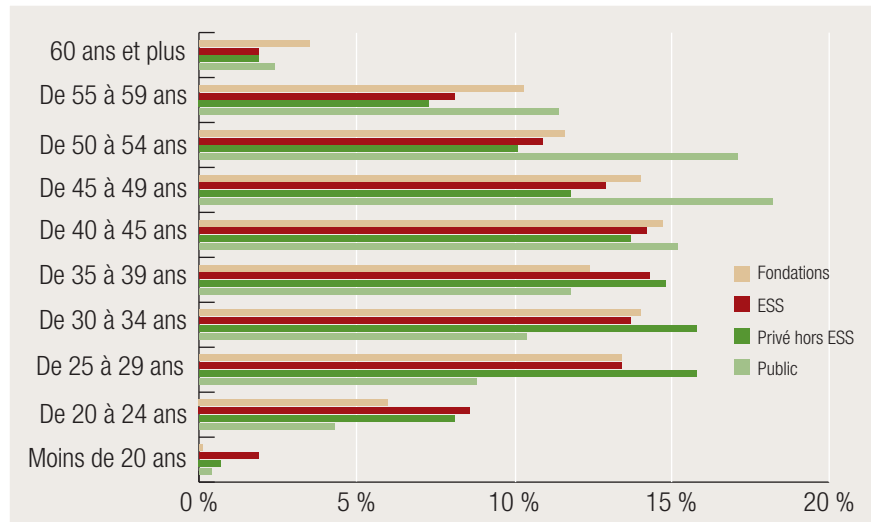
L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

Figure 71 : Répartition par genre dans les services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE-CLAP-DADS ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS
*Moyenne des taux de croissance annuels entre 2001 et 2006

Figure 72 : Pyramide des âges dans les fondations de services aux entreprises en France en 2006



Source : INSEE- DADS 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS-CNCRS

1.6 SYNTHÈSE

10 % DE L'EMPLOI FRANÇAIS ET UNE CROISSANCE SOUTENUE SUPÉRIEURE AUX ENTREPRISES TRADITIONNELLES ET AU SECTEUR PUBLIC

Fin 2007, les associations, coopératives, mutuelles et fondations qui composent l'économie sociale et solidaire comptent près de 160 000 organisations et entreprises employeuses et leurs 215 000 établissements emploient 2,25 millions de salariés, soit plus d'1,8 million d'équivalents temps plein. Ainsi l'économie sociale et solidaire représente-t-elle plus de 9 % du total des établissements employeurs français et près de 10 % du total de l'emploi salarié (en incluant l'emploi public). Ces données, encore incomplètes du fait de l'absence des statistiques issues du monde agricole, montrent une économie sociale et solidaire qui grandit de façon constante et pèse de plus en plus massivement à la fois dans l'économie moderne et dans la société d'aujourd'hui.

La croissance moyenne de l'emploi en économie sociale et solidaire sur la période 2001-2006 est deux fois et demie supérieure à celle des entreprises privées hors économie sociale et solidaire et cette forte dynamique suit une progression annuelle qui distingue sensiblement l'économie sociale et solidaire des entreprises traditionnelles et des organisations publiques.

95 % D'EMPLOIS DANS LE TERTIAIRE ET UN RÔLE MAJEUR DANS LE SOCIAL, LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES, LE SPORT ET LOISIRS, L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LA SANTÉ

95 % des emplois de l'économie sociale et solidaire relèvent du secteur tertiaire et 6 domaines d'activité regroupent environ 80 % des salariés : le social, l'éducation, les activités financières, la santé, les services aux entreprises et les sport et loisirs.

Rapportée au total des emplois dans chaque domaine d'activité, l'importance de l'économie sociale et solidaire est déterminante dans 6 domaines d'activité économique : le social (où 65 % des emplois relèvent de l'économie sociale et solidaire), les activités financières (35 %), les sports et loisirs (25 %), l'éducation (21 %), la culture et l'audiovisuel (21 %) et la santé (11 %).

19 % DU TOTAL DES EMPLOYEURS PRIVÉS DE +50 SALARIÉS ET UNE TAILLE MOYENNE D'ENTREPRISE PLUS ÉLEVÉE QUE CELLE DU PRIVÉ HORS ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

En France, une forte majorité des organisations et entreprises employeuses sont des micro-entreprises (jusqu'à 9 salariés) et l'économie sociale et solidaire, avec un taux de 76 %, n'échappe pas à ce constat. Toutefois, cette proportion est nettement moindre que celle des entreprises privées hors économie sociale et solidaire.

A l'inverse, l'économie sociale et solidaire regroupe ses employeurs dans les tranches d'effectif supérieures et c'est dans la catégorie des moyennes entreprises (50 à 249 salariés) que l'économie sociale et solidaire affiche le plus fort taux de croissance et où son poids relatif est le plus important : l'économie sociale et solidaire y représente 13 % du total des employeurs français et 19 % des entreprises privées.

Ainsi, la taille moyenne d'un employeur de l'économie sociale et solidaire est-elle sensiblement supérieure à celle d'un employeur privé hors économie sociale et solidaire (11,5 ETP contre 8,5 ETP).

8 % DES SALAIRES VERSÉS EN FRANCE AVEC DE FORTES DISPARITÉS DE RÉMUNÉRATION SELON LES ACTIVITÉS

En 2006, dans l'économie sociale et solidaire, le volume des rémunérations versées ramenées à chaque emploi montre une rémunération inférieure de 22 % à celle du privé hors économie sociale et solidaire et inférieure de 9 % à celle du secteur public.

Cette approche globale cache des disparités sectorielles selon les 13 principaux domaines d'activité dans lesquels l'économie sociale et solidaire se déploie : dans le social, la santé, le commerce, l'hôtellerie et restauration, la construction et les activités immobilières (soit 6 des 13 activités) les salariés reçoivent des rémunérations plus élevées que celles de leurs collègues du privé hors économie sociale et solidaire ou du public ; mais vis-à-vis du secteur privé hors économie sociale et solidaire, les rémunérations versées par l'économie sociale et solidaire sont significativement inférieures dans la culture et l'audiovisuel (-42 %), les services aux entreprises (-33 %) et les activités financières (-25 %) ; tandis que vis-à-vis du secteur public, les rémunérations versées par l'économie sociale et solidaire sont inférieures dans les sport et loisirs (-28 %), les transports (-23 %), et l'éducation (-15 %).

54 % DES CADRES SONT DES FEMMES ET LE TAUX D'ENCADREMENT EST SUPÉRIEUR AU PRIVÉ HORS ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La structure d'emploi de l'économie sociale et solidaire est assez singulière avec peu d'ouvriers (en majorité masculins), une forte proportion d'employés (37 %) et de professions intermédiaires (33 %), un taux d'encadrement (17 %) supérieur au privé et majoritairement féminin.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE

66 % D'EMPLOIS FÉMININS AVEC DE FORTES VARIATIONS SELON LES ACTIVITÉS

Dans l'économie sociale et solidaire comme dans le public, l'emploi des femmes est très majoritaire ce qui contraste avec le secteur privé où les hommes représentent plus de 60 % des emplois.

Le taux très élevé des emplois féminins dans l'économie sociale et solidaire résulte de la forte implication de l'économie sociale et solidaire dans des domaines d'activité où les emplois féminins sont traditionnellement surreprésentés par rapport aux emplois masculins. Toutefois, à l'intérieur de ces domaines d'activité les organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire sont parfois plus féminisées que les entreprises privées hors économie sociale et solidaire (exemple des activités financières, des services aux entreprises ou des activités de transport) et parfois moins comme dans le commerce ou l'industrie.

25 % DES ACTIFS À LA RETRAITE D'ICI 2020

Plus encore que dans le secteur privé, les départs à la retraite dans l'économie sociale et solidaire dans un avenir proche forment une question essentielle. Les personnes âgées de 50 ans et plus en 2006 représentent plus de 24 % des actifs de l'économie sociale et solidaire en 2006, soit plus de 520 000 salariés, dont 18 % de cadres. Pour documenter correctement cette importante question du vieillissement de la pyramide des âges de l'économie sociale et solidaire, il est nécessaire d'étudier les raisons du faible attrait apparent du secteur vis-à-vis des classes d'âge les plus jeunes.

55 % D'EMPLOIS À TEMPS COMPLET

Dans l'économie sociale et solidaire, à peine plus de 5 emplois sur dix sont exercés à temps complet alors que c'est le cas pour presque 8 salariés sur 10 dans le secteur privé hors économie sociale et solidaire et pour plus de 7 salariés sur 10 dans le secteur public.

Cette caractéristique n'est-elle explicable que par les domaines d'activité, la féminisation et les rémunérations versées ? Elle devrait susciter des études qualitatives approfondies sur l'emploi en économie sociale et solidaire et au sein des associations, coopératives, mutuelles et fondations pour mieux en déterminer les causes.

DES COOPÉRATIVES EN PLEIN ESSOR

Avec un taux annuel moyen de croissance des emplois de près de 4 %, les coopératives affichent une croissance importante particulièrement dans les entreprises de 50 salariés et plus. Finances, industries et commerce rassemblent 80 % des emplois coopératifs, mais c'est dans les services aux entreprises que l'emploi croît le plus rapidement (+8,5 % en moyenne annuelle). Elles ont la palme du taux d'emplois à temps complet (85 %) en devant sensiblement le privé hors économie sociale et solidaire et le public.

DES MUTUELLES STABLES QUI SE RÉORGANISENT

Le fort mouvement de regroupement des mutuelles conduit : à une diminution significative des petites mutuelles (effectif inférieur à 50 salariés) ; à un accroissement de celles de plus de 50 salariés qui représentent désormais plus de 30 % des mutuelles ; et à une petite croissance de l'emploi (+1 % en moyenne/an). Les 118 000 emplois se répartissent en trois tiers équilibrés : l'assurance des biens et l'assurance des personnes pour les deux premiers tiers et qui sont en stagnation voire en légère régression ; et le regroupement des secteurs de la santé, du social et du commerce pour le troisième tiers. C'est dans les domaines de l'éducation (+15 %), du social (+11 %) et du commerce (+5 %) que se développent le plus rapidement les emplois sur la période 2001-2006.

DES ASSOCIATIONS DYNAMIQUES

Avec 85 % du nombre d'organisations employeuses et 80 % du volume d'emploi, les associations sont le poids lourd de l'économie sociale et solidaire. Sur la période 2001-2006, les associations progressent fortement en effectifs (+2,5 % en moyenne par an) et en ETP (+3,1 %). L'emploi dans les associations en France relève pour près de la moitié (752 000 emplois) du social. En dehors des associations mal référencées (14 % soit 218 000 emplois !), l'emploi associatif est important dans les domaines de l'éducation (13 %), des services aux particuliers (10 %) et de la santé (8 %). C'est dans les domaines de l'action sociale et des services aux entreprises que l'emploi progresse le plus rapidement entre 2001 et 2006. Avec moins de 50 % d'emplois à temps complet, c'est dans le champ associatif que l'emploi à temps complet est le plus faible et sans évolution notable sur la période 2001-2006.

DES FONDATIONS QUI MONTENT EN PUISSANCE

Avec près de 58 000 salariés à la fin de l'année 2006, les fondations se développent fortement : l'emploi, calculé en ETP, progresse en moyenne de 5 % par an. Elles sont de taille importante puisque près de 40 % des fondations ont plus de 50 salariés. Les principaux domaines d'activité qu'elles ont investis sont la santé (42 %), le social (39 %) et loin derrière les services aux entreprises (8 %) et l'éducation (7 %). L'éducation et le social sont les deux domaines d'activité les plus dynamiques des fondations. Parmi les familles de l'économie sociale et solidaire, elles ont le taux d'encadrement le plus faible (15,5 %), comparable à celui du privé hors économie sociale et solidaire, et sont davantage concernées par le vieillissement de leur pyramide des âges. Par contre leur taux d'emplois à temps complet, tout en restant inférieur au privé hors économie sociale et solidaire et au public, est sensiblement supérieur à celui de l'économie sociale et solidaire et en particulier celui des associations alors que les domaines d'activité investis se recoupent fortement.

COMPARAISON INTER RÉGIONNALE

Complément méthodologique

Cette partie est consacrée à l'analyse comparative des spécificités régionales en termes d'implantation et de caractéristiques de l'emploi et des entreprises de l'économie sociale et solidaire

Poids (exprimé en pourcentage) dans le total des emplois ou établissements de la région ou du domaine d'activité dans la région :

Les calculs de « poids » sont toujours effectués relativement à l'ensemble de la région (totalité des secteurs public et privé) sur tous les domaines d'activité confondus ou sur un domaine d'activité particulier.

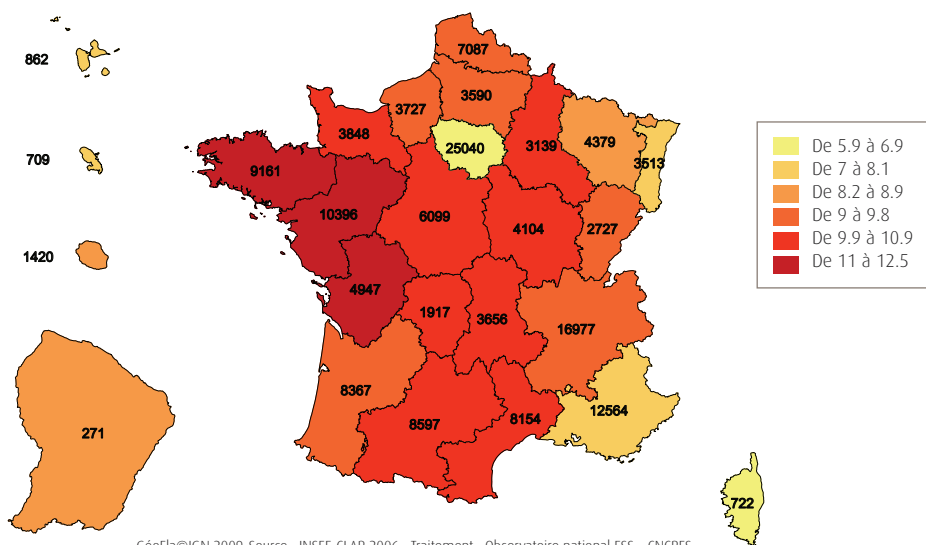
Retrouvez les tableaux détaillés correspondants sur www.cncres.org.

PARTIE

2

2.1 L'IMPLANTATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LES RÉGIONS

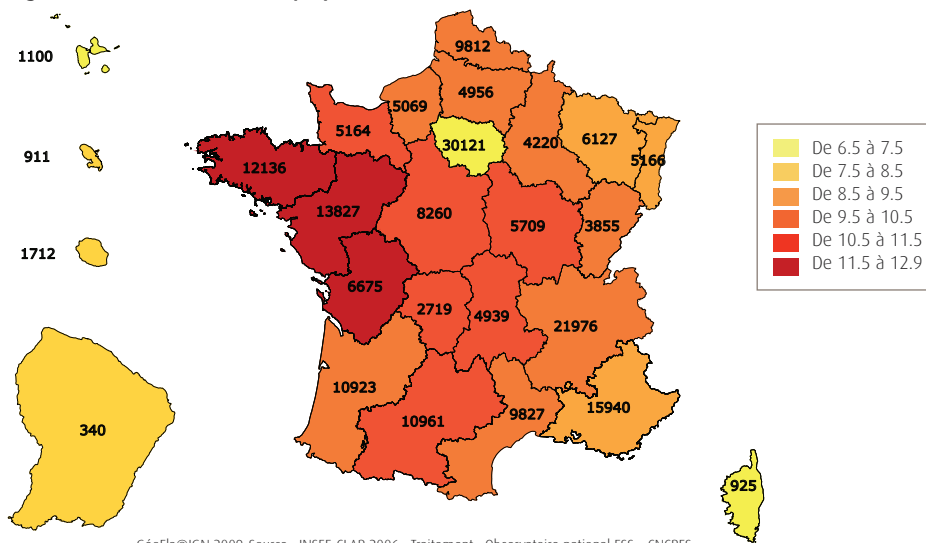
Carte 1 : Volumes et parts en régions des sièges des entreprises de l'économie sociale et solidaire en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

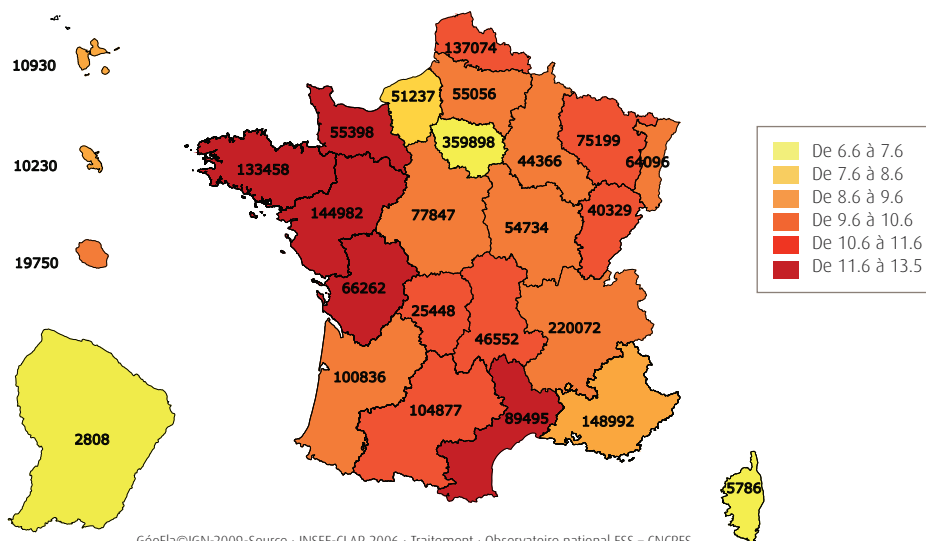
Lecture : La région Pays-de-la-Loire compte 10 396 entreprises de l'économie sociale et solidaire, ce qui représente entre 11 % et 12,5 % de l'ensemble des entreprises publiques et privées de la région.

Carte 2 : Volumes et parts en régions des établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Carte 3 : Volumes et parts en régions des emplois de l'économie sociale et solidaire en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Tableau 50 : Poids des sièges, établissements, effectifs et taille moyenne des entreprises de l'économie sociale et solidaire en régions en 2006 (classés par le poids des effectifs ESS dans la région)

Régions (classées par poids des effectifs ESS décroissants)	Poids des entreprises ESS (sièges) dans la région	Poids des établissements ESS dans la région	Poids des effectifs ES dans la région	Taille moyenne (Effectif salarié / établissement ESS)
BRETAGNE	11,6	12,2	13,4	11,0
POITOU-CHARENTES	11,1	11,7	12,4	9,9
PAYS-DE-LA-LOIRE	12,5	13,0	12,4	10,5
LANGUEDOC-ROUSSILLON	10,5	10,4	12,3	9,1
BASSE-NORMANDIE	10,1	10,7	12,1	10,7
MIDI-PYRENEES	10,7	10,8	11,4	9,6
LIMOUSIN	10,2	11,0	11,0	9,3
AUVERGNE	10,2	10,8	10,9	9,4
FRANCHE-COMTE	9,4	10,4	10,7	10,5
NORD-PAS-DE-CALAIS	9,3	9,6	10,6	14,0
LORRAINE	8,7	9,1	10,6	12,3
CHAMPAGNE-ARDENNE	9,9	10,1	10,3	10,5
BOURGOGNE	10,0	10,5	10,3	9,6
AQUITAINE	9,3	9,6	10,2	9,2
GADELOUPE	7,5	0,6	10,2	10,8
RHONE-ALPES	9,4	9,8	10,1	10,0
LA REUNION	8,6	8,7	9,9	11,5
MOYENNE France	9,0	9,5	9,8	10,6
ALSACE	7,6	8,7	9,8	12,3
PICARDIE	9,2	9,7	9,7	11,1
CENTRE	10,4	10,7	9,6	9,4
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	8,1	8,5	9,5	9,3
MARTINIQUE	8,0	8,6	9,1	11,2
HAUTE-NORMANDIE	9,5	9,8	8,5	10,1
ILE-DE-FRANCE	6,7	6,9	6,9	12,0
GUYANE	8,9	8,8	6,7	8,1
CORSE	5,9	6,5	6,6	6,2

L'implantation globale de l'économie sociale et solidaire dans les régions varie du simple au double.

L'économie sociale et solidaire représente en 2006 entre 6 % et 13 % de l'économie en région, que cela soit en termes de sièges d'entreprise (de 5,9 % à 12,5 %), d'établissements (de 6,5 % à 13 %) ou d'emplois (de 6,6 % à 13,4 %).

Ce sont les régions de l'Ouest de la France qui connaissent les meilleures implantations.

D'autre part, des différences assez nettes entre les régions apparaissent en termes d'écart entre emplois et établissements. Dans certaines régions, les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont particulièrement grandes, et dans d'autres particulièrement petites, relativement au profil type moyen des entreprises de l'économie sociale et solidaire, mais aussi au regard des autres formes d'entreprise en région.

En croisant ces 2 constats, nous pouvons dégager 4 types de situation dans les régions.

Les régions où l'économie sociale et solidaire est globalement bien implantée :

Les 6 régions les mieux dotées sont la Bretagne (première région de France en termes de poids de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire avec 13,4 % de l'emploi régional), les Pays-de-la-Loire (première région en termes de poids des entreprises et des établissements avec 12,5 % et 13 %), le Poitou-Charentes (les poids des sièges, établissements et emplois dépassent tous les 3 les 11 %), mais également Midi-Pyrénées, Limousin et Auvergne dont les taux d'implantation de sièges, établissements et emplois, sont, ensemble, nettement au dessus des moyennes françaises.

Les régions où l'économie sociale et solidaire est meilleure en part d'emploi que d'établissements :

C'est dans 7 régions que l'on mesure les avances les plus nettes du taux d'emploi par rapport au taux d'établissements de l'économie sociale et solidaire, en particulier le Languedoc-Roussillon avec près de 2 points d'écart (l'économie sociale et solidaire y représente 12,3 % de l'emploi pour 10,4 % des établissements). L'économie sociale et solidaire y est :

- soit composée d'entreprises de grande taille, même si celles-ci peuvent être plus ou moins nombreuses : Lorraine, La Réunion, Alsace, Nord-Pas-de-Calais ;
- soit représentée par des entreprises de petite taille mais dans une région où le tissu économique est essentiellement fait d'entreprises encore plus petites : Basse-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon

Les régions où l'économie sociale et solidaire est meilleure en part d'établissements que d'emploi :

Dans 4 régions, le poids de l'emploi est au moins 1 point au dessous du poids des établissements de l'économie sociale et solidaire par rapport à l'ensemble de l'économie de la région. Cela traduit ici à la fois une taille moyenne plus faible des organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire, et un tissu économique composé d'entreprises de plus grande taille : le Centre, la Haute-Normandie, la Guyane, la Corse.

Les régions dont le poids et le type d'entreprise de l'économie sociale et solidaire relèvent d'un profil moyen :

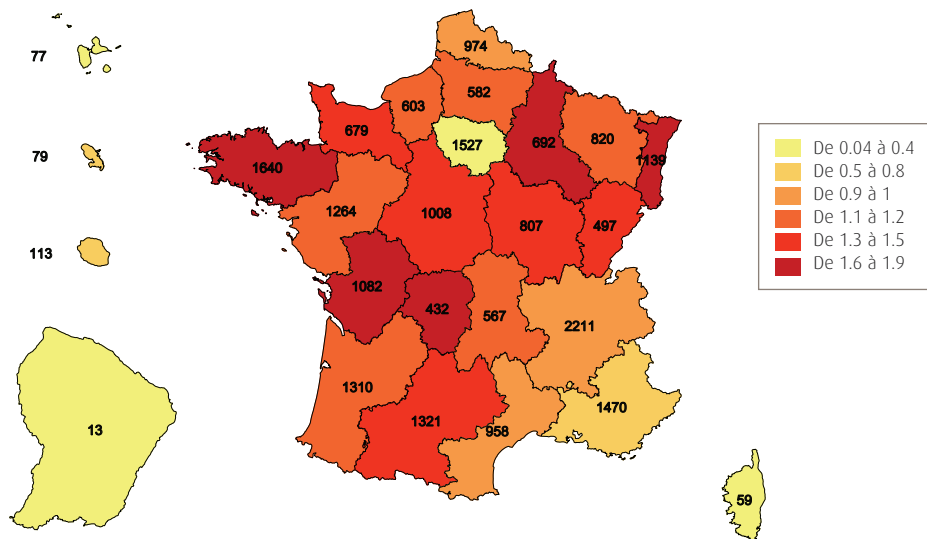
Les 9 régions restantes ont un profil d'implantation globale de l'économie sociale et solidaire conforme aux moyennes nationales, et ne se distinguent ni par des poids importants, ni par des spécificités de taille d'entreprise : Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Bourgogne, Aquitaine, Guadeloupe, Rhône-Alpes, Picardie, Martinique, Ile-de-France.

Ces constats sont effectués sur les cumuls de toutes les familles d'entreprises dans l'ensemble des domaines d'activité hors agriculture. Ils masquent des disparités au sein de chaque région. L'observation par famille permet d'affiner ces constats pour aboutir à un tableau synthétique des spécificités régionales en fin de partie.

2.2 LES COOPÉRATIVES EN RÉGIONS

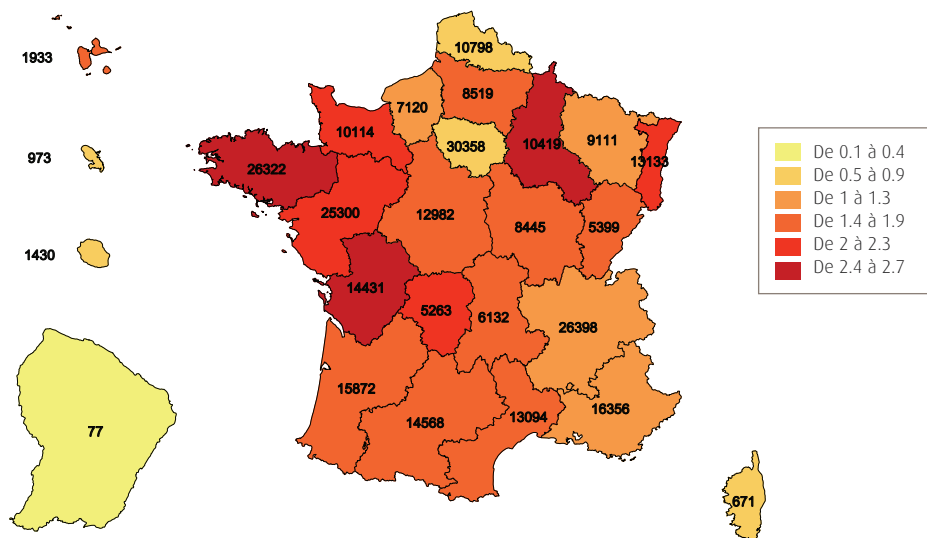
2.2.1 EN VOLUMES ET PARTS DE L'EMPLOI

Carte 4 : Volumes et parts en régions des établissements employeurs des coopératives en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Carte 5 : Volumes et parts en régions des emplois dans les coopératives en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

La Bretagne, la Champagne-Ardenne et le Poitou-Charentes - pour la part d'emploi et la part d'établissements - et l'Alsace et le Limousin - pour la part d'établissements - sont les régions les mieux dotées en termes d'implantation de coopératives, avec des taux avoisinant le double des moyennes nationales (parts moyennes des coopératives dans les régions de 1,3 % pour l'emploi et de 1 % pour les établissements).

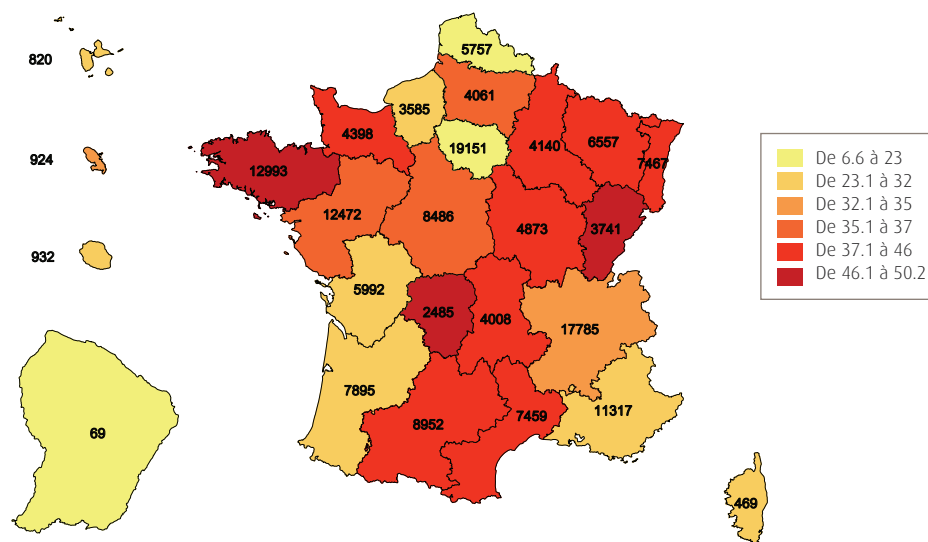
Plus largement, les 6 régions où l'économie sociale et solidaire est bien implantée ont toutes un poids coopératif meilleur que la moyenne française (sauf en Auvergne où le taux d'emploi dans les coopératives est de niveau moyen).

Les Pays-de-la-Loire (avec en moyenne 20 salariés par coopérative employeur), l'Île-de-France (19,9 salariés / coopérative employeur), puis la Bretagne (16,1 salariés / coopérative employeur) ont des organisations coopératives de taille nettement supérieure à la moyenne nationale (13,4 salariés / coopérative employeur).

A l'inverse, les coopératives présentes dans les régions Franche-Comté, Auvergne, Bourgogne, Guyane sont généralement de plus petite taille (inférieure à 11 salariés par coopérative).

2.2.2 SUR LES PREMIERS DOMAINES D'ACTIVITÉ

Carte 6 : Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine des activités financières en 2006

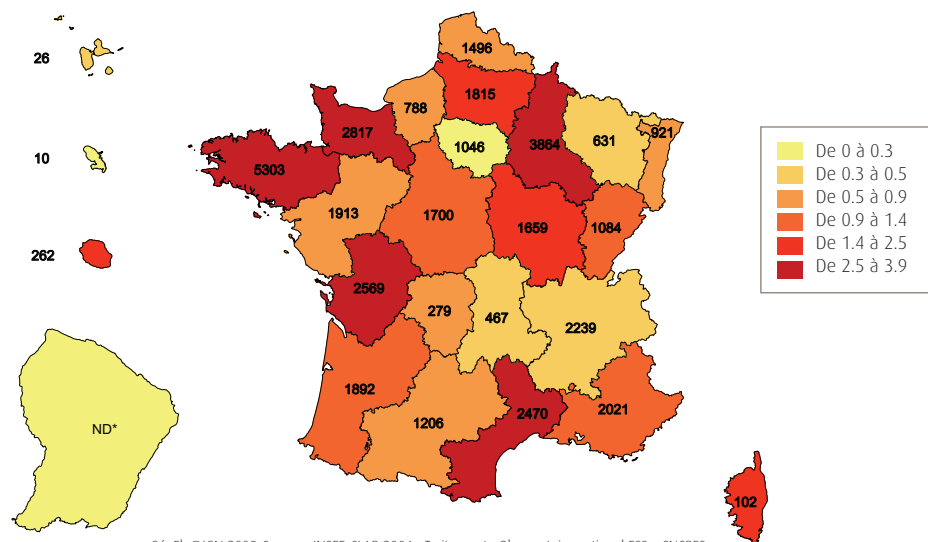


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRS

Les coopératives des régions Franche-Comté, Bretagne, Limousin et Auvergne sont très bien implantées dans l'activité financière avec respectivement 50,2 %, 47,6 %, 46,2 % et 42,4 % de l'ensemble de l'emploi dans les activités financières de la région, pour une moyenne en France de 34,6 %.

Le Nord-Pas-de-Calais, la Guyane et l'Ile-de-France ont des taux d'emploi dans les coopératives financières inférieurs à 20 %.

Carte 7 : Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine de l'industrie en 2006

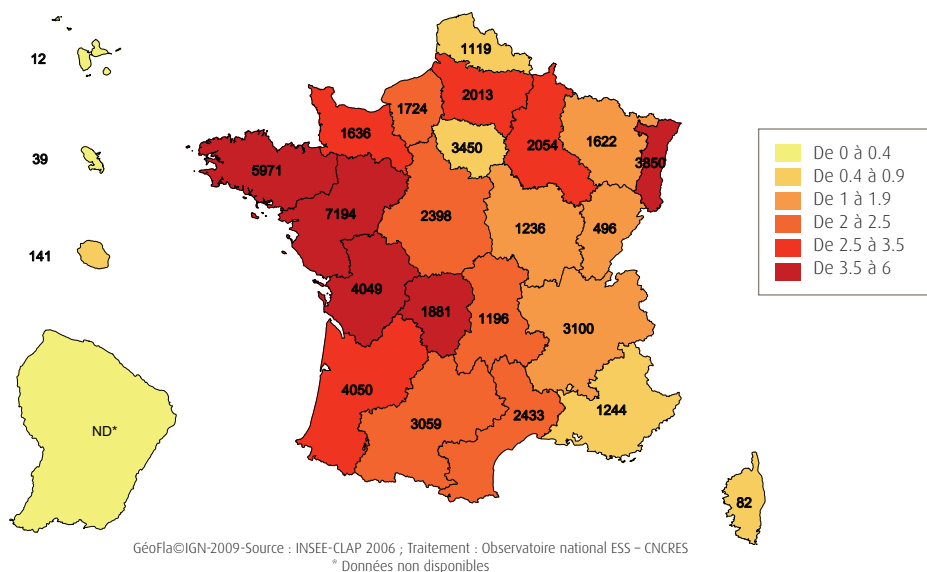


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRS
*Données non disponibles

Les coopératives des régions Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon, Basse-Normandie, Bretagne et Poitou-Charentes sont mieux implantées dans l'activité industrielle avec respectivement 3,9 %, 3,5 %, 3,0 %, 2,9 % et 2,6 % de l'ensemble de l'emploi dans les industries (industries agro-alimentaires comprises) de la région, soit un poids plus de 2 fois supérieur au niveau moyen national de 1,4 %.

La Guyane et l'Ile-de-France ont des taux d'emploi dans les coopératives industrielles proches de zéro.

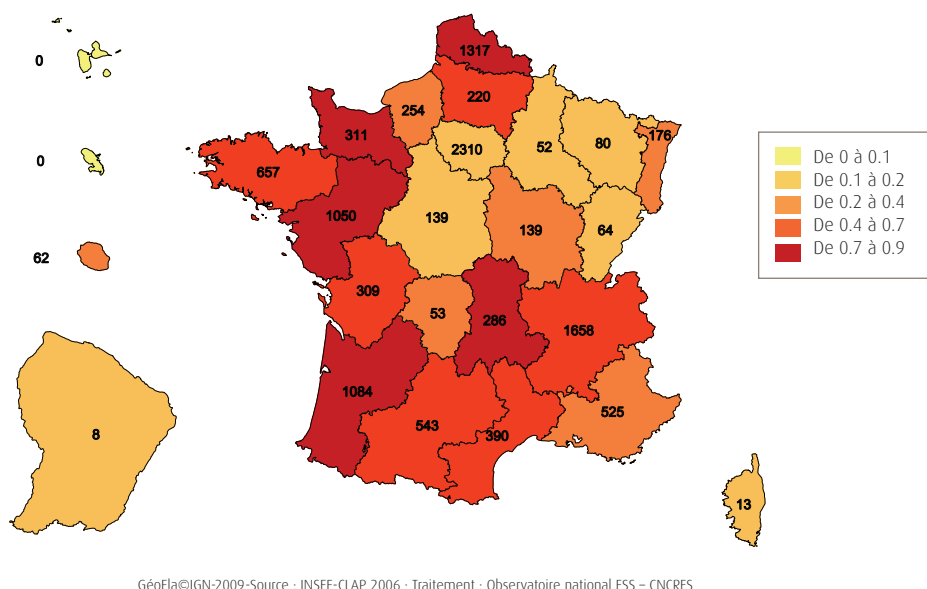
Carte 8 : Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine du commerce en 2006



Le Limousin, le Poitou-Charentes, les Pays-de-la-Loire, la Bretagne et l'Alsace sont les 5 premières régions en terme de poids des coopératives dans le domaine du commerce (avec respectivement 6,0 %, 5,2 %, 4,4 %, 4,2 % et 3,9 % de l'activité), soit une implantation plus de 2 fois supérieure à la moyenne nationale (1,8 % de l'emploi dans le commerce en France est assuré par des coopératives).

En dehors des départements d'outre-mer, la part coopérative du commerce est très faible dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Ile-de-France (0,5 % chacune).

Carte 9 : Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine des services aux entreprises en 2006

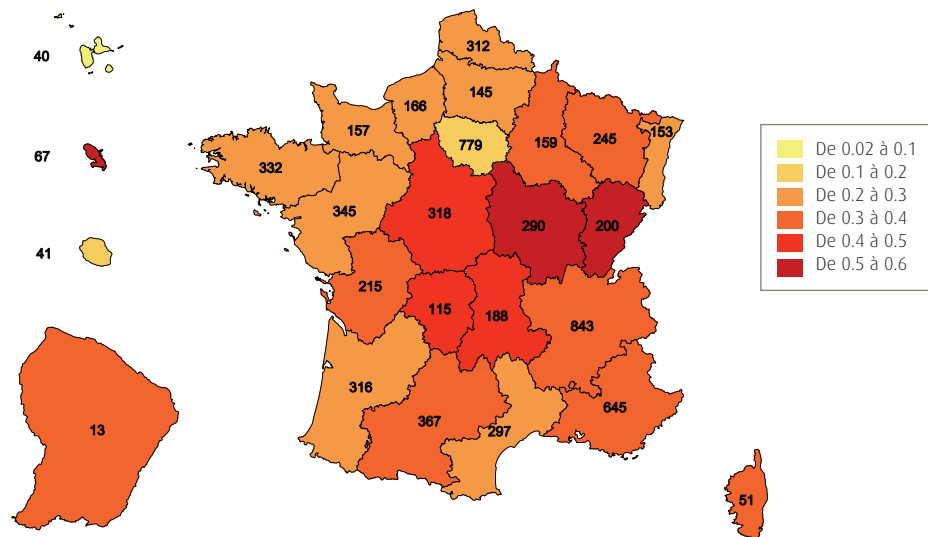


L'Aquitaine, le Nord-Pas-de-Calais et les Pays-de-la-Loire sont les 3 premières régions en terme de poids des coopératives dans le domaine des services aux entreprises (avec respectivement 0,9 %, 0,9 % et 0,8 % de l'activité), soit une implantation plus de deux fois supérieure à la moyenne nationale (0,4 % de l'emploi dans les services aux entreprises en France est assuré par des coopératives).

2.3 LES MUTUELLES EN RÉGIONS

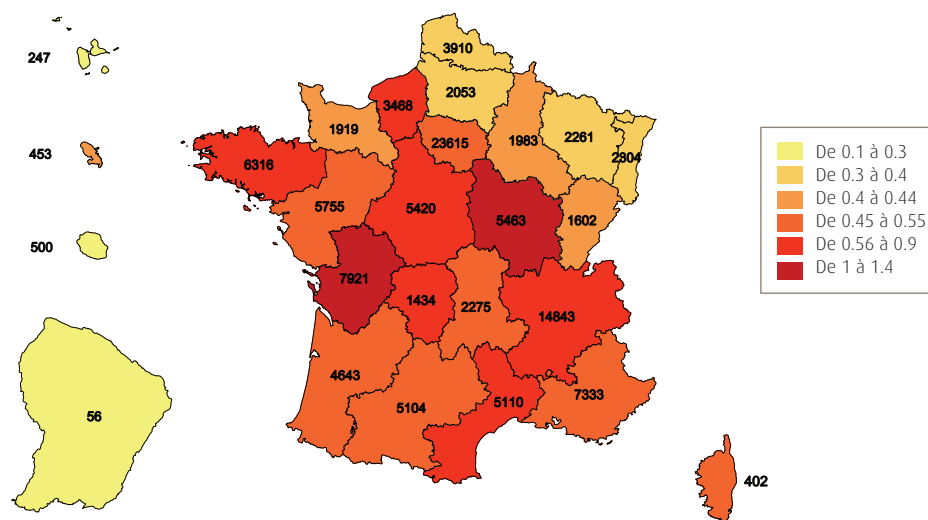
2.3.1 EN VOLUMES ET PARTS DE L'EMPLOI

Carte 10 : Volumes et parts en régions des établissements employeurs des mutuelles en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Carte 11 : Volumes et parts en régions des emplois dans les mutuelles en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

La région Poitou-Charentes connaît le plus fort taux d'emploi régional dans les mutuelles (avec 1,44 %), soit près de 3 fois plus que l'implantation moyenne en France (0,53 %).

La Bourgogne est également bien représentée avec un poids de l'emploi mutualiste (1,0 %) près de 2 fois supérieur à la moyenne, ainsi qu'un poids plus fort que la moyenne d'établissements employeurs mutualistes.

En volume, c'est la région Rhône-Alpes qui possède le plus d'établissements mutualistes avec 843 adresses, devant l'Île-de-France (779) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (645).

La Martinique et la Franche-Comté connaissent également les plus forts taux d'implantation d'établissements mutualistes en France.

Le Poitou-Charentes (avec en moyenne 36,8 salariés par employeur mutualiste), l'Île-de-France (30,3 salariés / mutuelle), puis la Haute-Normandie (20,9 salariés / mutuelle) sont les régions où les employeurs mutualistes sont les plus importants (pour une taille moyenne nationale de 17,0 salariés / mutuelle).

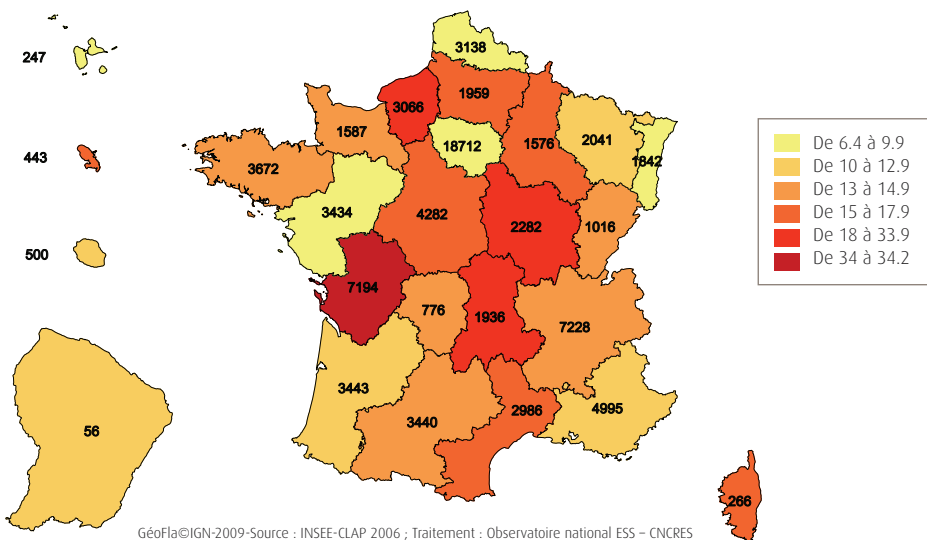
A l'inverse, les mutuelles présentes dans les régions de Lorraine, Franche-Comté, Corse, Martinique, Guadeloupe et Guyane sont de petite taille (inférieure à 10 salariés).

2.3.2 SUR LES PREMIERS DOMAINES D'ACTIVITÉ

Carte 12 : Volumes et parts en régions des emplois des mutuelles dans les activités financières et d'assurances en 2006

On retrouve la région Poitou-Charentes au premier rang français de l'importance de l'emploi mutualiste dans l'activité financière et d'assurance (de santé, prévoyance et biens) avec 34,2 % de l'emploi régional dans cette activité, suivie loin derrière par la Haute-Normandie (21,2 %), l'Auvergne (20,5 %) et la Bourgogne (18,8 %).

La moyenne nationale de la part de l'emploi mutualiste dans l'activité financière et d'assurance est de 11,3 %.

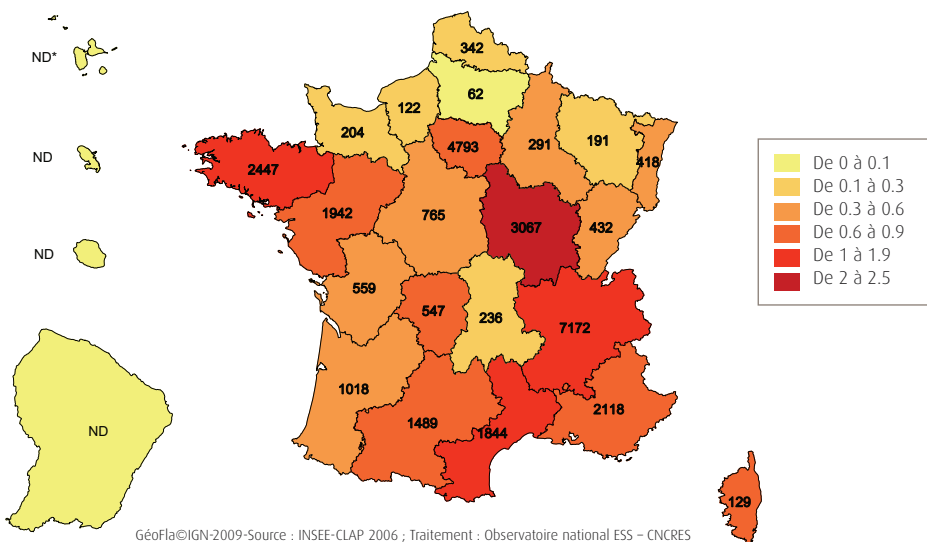


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Carte 13 : Volumes et parts en régions des emplois des mutuelles dans le domaine de l'éducation, la santé et le social en 2006

La Bourgogne est très nettement en tête des régions françaises ayant des salariés de mutuelles dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social avec 2,5 % du domaine contre 0,7 % en moyenne nationale.

La région Rhône-Alpes est en deuxième position en terme d'implantation de l'emploi mutualiste dans ce domaine (1,7 %) mais première en volume d'emploi (7 172 salariés).

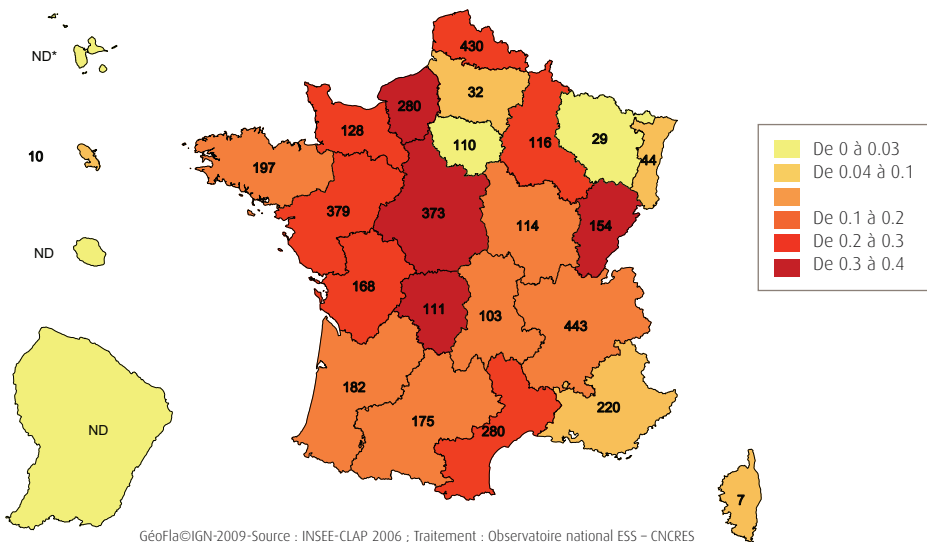


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES
* Données non disponibles

Carte 14 : Volumes et parts en régions des emplois des mutuelles dans le domaine du commerce en 2006

Les activités de commerce assurées par des mutuelles en France occupent peu de salariés. Relativement aux autres régions, la Haute-Normandie, le Limousin, le Centre et la Franche-Comté sont les mieux dotées en emploi mutualiste de ce domaine d'activité.

La région Rhône-Alpes est le premier employeur mutualiste dans le commerce avec 443 salariés.

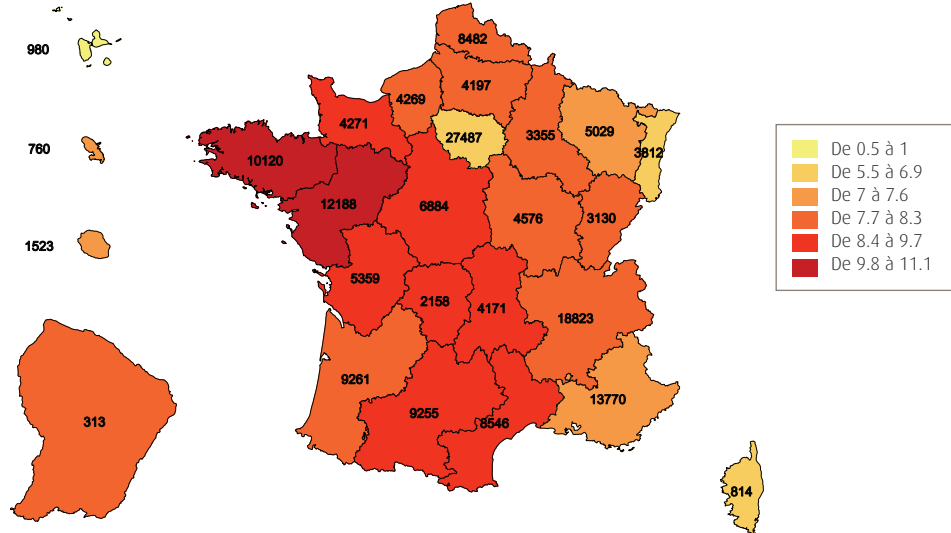


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES
* Données non disponibles

2.4 LES ASSOCIATIONS EN RÉGIONS

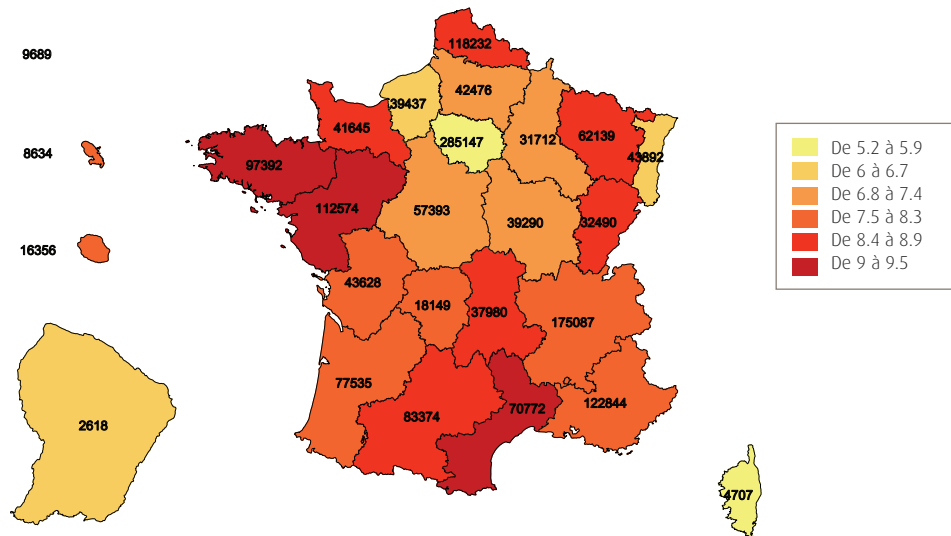
2.4.1 EN VOLUMES ET PARTS DE L'EMPLOI

Carte 15 : Volumes et parts en régions des établissements employeurs des associations en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS – CNCRS

Carte 16 : Volumes et parts en régions des emplois dans les associations en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS – CNCRS

Le Languedoc-Roussillon a le plus fort taux d'emploi régional dans les associations (avec 9,5 %).

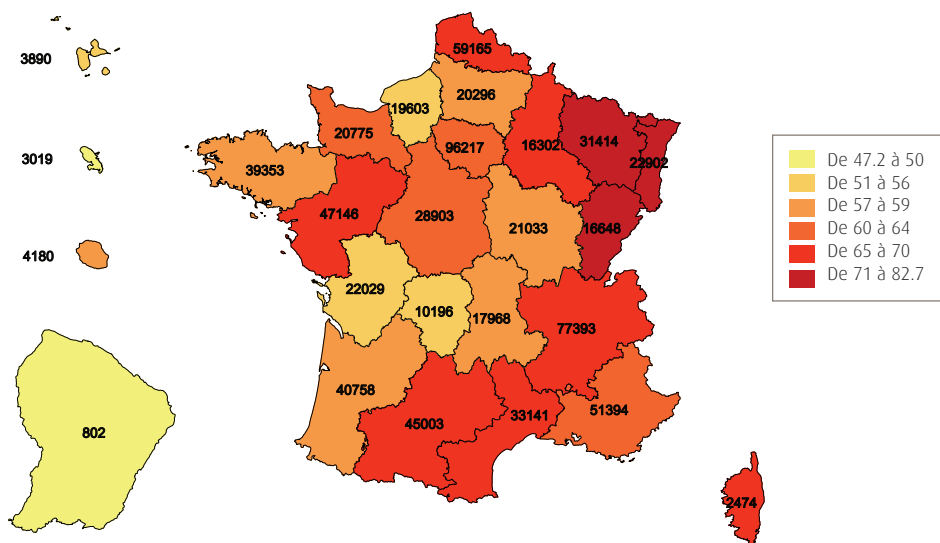
La Bretagne et les Pays-de-la-Loire connaissent ensuite les plus forts taux d'implantation d'emplois mais aussi d'établissements employeurs associatifs (les Pays-de-la-Loire ont le plus fort taux d'établissements employeurs associatifs avec 11,1 % des établissements en région). Plus largement, les 6 régions où l'économie sociale et solidaire est bien implantée ont toutes un poids associatif meilleur que la moyenne française (7,6 % de l'emploi en France est assuré par les associations).

Le Nord-Pas-de-Calais (avec en moyenne 13,9 salariés par employeur associatif), la Lorraine (12,4 salariés / association), puis l'Alsace (11,5 salariés / association) ont des organisations associatives de taille nettement supérieure à la moyenne nationale (9,7 salariés / association).

A l'inverse, les associations présentes dans les régions Centre (8,3), Languedoc-Roussillon (8,3), Poitou-Charentes (8,1) et Corse (5,8 salariés en moyenne par association) sont généralement de petite taille.

2.4.2 SUR LES PREMIERS DOMAINES D'ACTIVITÉ

Carte 17 : Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine du social en 2006



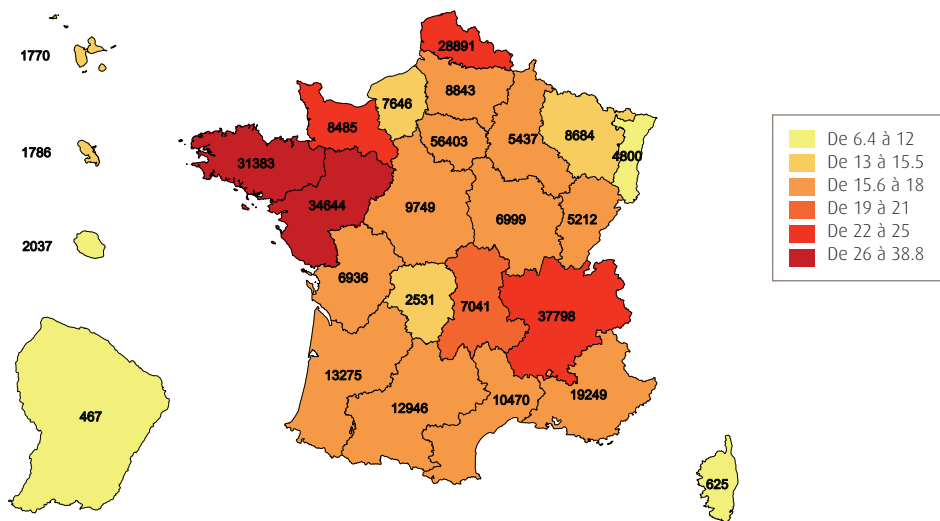
GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Les associations des régions Alsace, Franche-Comté et Lorraine sont très bien implantées dans le social avec respectivement 82,7 %, 76,6 % et 74,3 % de l'ensemble de l'emploi du social de la région, pour une moyenne en France de 63,5 %.

L'essentiel des régions (15 sur 26) se situe autour de cette moyenne avec un poids des associations dans le social situé dans une fourchette allant de 58 % à 69 %.

Partout en France (à l'exception de la Martinique et de la Guyane), les associations sont le premier employeur du social.

Carte 18 : Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine de l'éducation en 2006

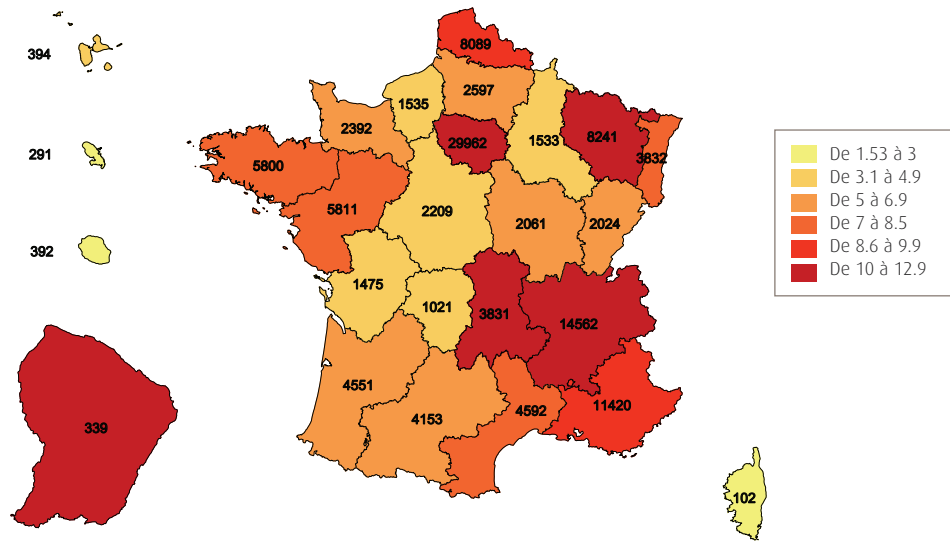


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

La Bretagne et les Pays-de-la-Loire sont les 2 premières régions en terme de poids de l'associatif dans le domaine de l'éducation (avec respectivement 38,8 % et 35,5 % de l'activité), assez loin devant la Basse-Normandie (23,9 %), le Nord-Pas-de-Calais (23,2 %), Rhône-Alpes (22,0 %) et l'Auvergne (19,7 %).

Toutes les autres régions se situent sous la barre de 19,6 % qui est le poids moyen en France des associations dans le domaine de l'éducation.

Carte 19 : Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine de la santé en 2006

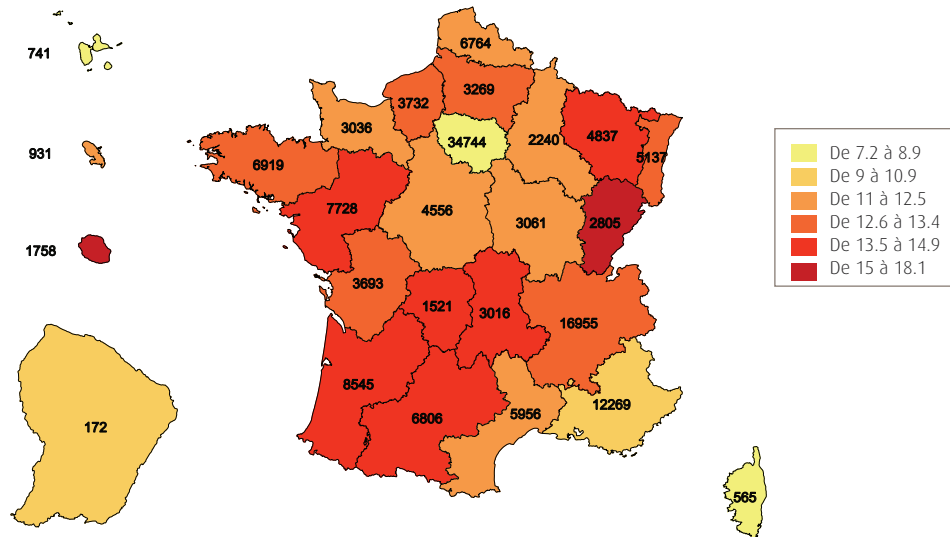


GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRS

La Lorraine (12,9 %), la Guyane (11,0 %), l'Auvergne (10,5 %), Rhône-Alpes (10,5 %), Ile-de-France (10,3 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (9,5 %) sont en tête des régions les mieux dotées en emplois associatifs dans le domaine de la santé.

L'ensemble des autres régions françaises ont une part de l'emploi associatif inférieure à 8,6 % de l'emploi régional dans la santé (pour une moyenne à 8,1 %).

Carte 20 : Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine des services aux particuliers en 2006



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRS

Le domaine des services aux particuliers regroupe à l'INSEE le sport & loisirs, la culture & audiovisuel, l'hébergement & restauration et les services personnels et domestiques.

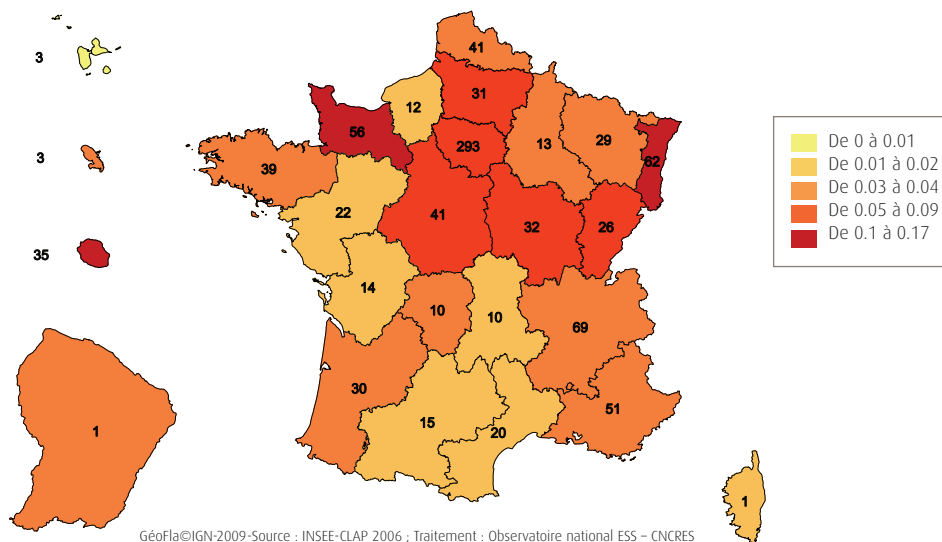
Les services aux particuliers associatifs sont les mieux implantés dans les régions de La Réunion, la Franche-Comté, les Pays-de-la-Loire, l'Aquitaine, l'Auvergne, la Lorraine, le Midi-Pyrénées, le Limousin et le Poitou-Charentes (par ordre décroissant du poids de l'emploi associatif dans le domaine d'activité au niveau régional, de 18,1 % à 13,3 %).

Seules 4 régions sont assez nettement en dessous de la moyenne nationale (11,1 %) : la Guyane, la Corse, l'Ile-de-France, la Guadeloupe.

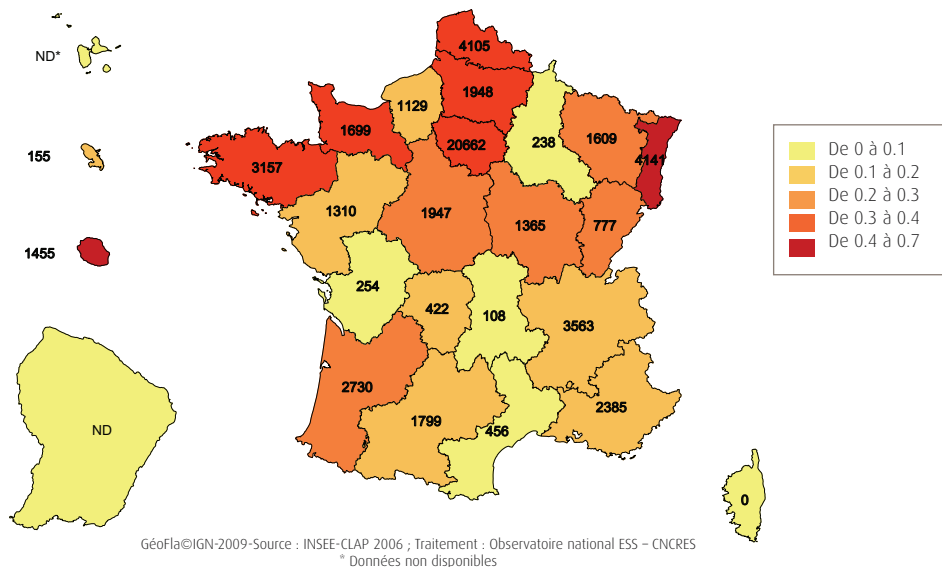
2.5 LES FONDATIONS EN RÉGIONS

2.5.1 EN VOLUMES ET PARTS DE L'EMPLOI

Carte 21 : Volumes et parts en régions des établissements employeurs des fondations en 2006



Carte 22 : Volumes et parts en régions des emplois dans les fondations en 2006



L'essentiel des volumes d'établissements et d'emplois dans les fondations se concentre en région Ile-de-France.

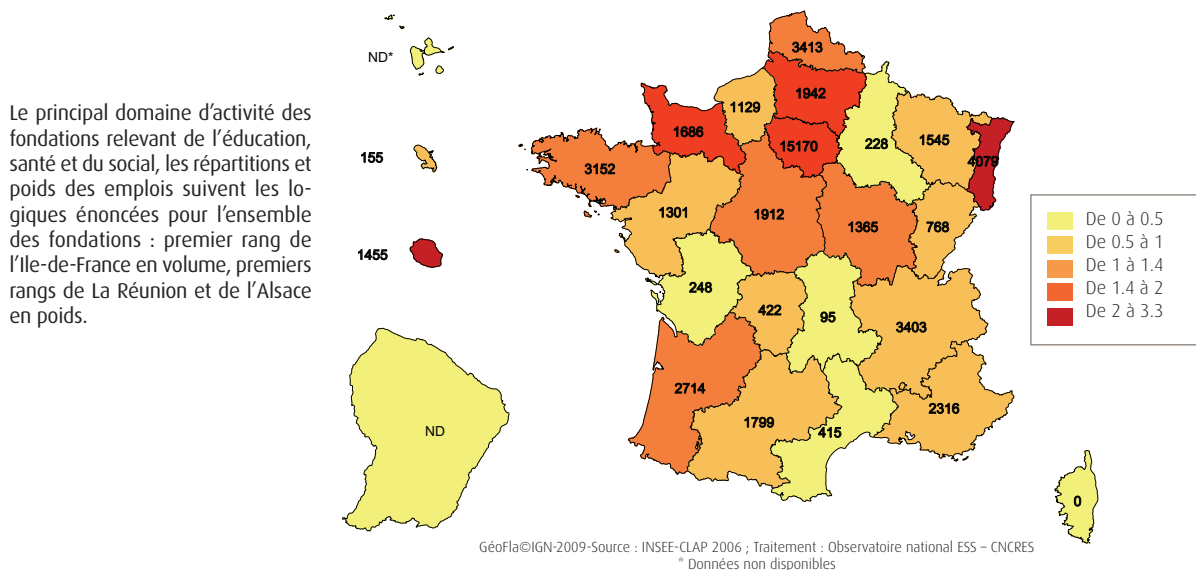
La Réunion, l'Alsace et la Basse-Normandie - pour leurs parts régionales d'emplois et d'établissements - sont les régions les mieux dotées en termes d'implantation de fondations, avec des taux supérieurs au double des moyennes nationales (part moyenne des fondations dans les régions de 0,26 % pour l'emploi et de 0,05 % pour les établissements).

Midi-Pyrénées (avec en moyenne 120 salariés par fondation employeur), le Nord-Pas-de-Calais (100 salariés / fondation), puis la Haute-Normandie (94 salariés / fondation) ont des fondations de taille nettement supérieure à la moyenne nationale (60 salariés / fondation).

A l'inverse, les fondations présentes dans les régions Champagne-Ardenne, Poitou-Charentes et Auvergne sont généralement de petite taille (inférieure à 20 salariés par fondation).

2.5.2 SUR LE PRINCIPAL DOMAINE D'ACTIVITÉ

Carte 23 : Volumes et parts en régions des emplois des fondations dans le domaine de l'éducation, santé, social en 2006



2.6 SYNTHÈSE ET TABLEAU DES SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

En reprenant le découpage en 4 modèles proposé en début de partie, nous pouvons affiner le comparatif interrégional.

LES RÉGIONS OÙ L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EST GLOBALEMENT BIEN IMPLANTÉE.

Les 6 régions les mieux dotées (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées, Limousin et Auvergne) cumulent des avances, par rapport aux moyennes nationales, répartis de manière relativement homogène sur l'ensemble des familles juridiques et des domaines d'activité. À côté d'un secteur associatif systématiquement bien implanté en particulier pour les activités sportives, récréatives et culturelles, ces régions sont pourvues d'un tissu coopératif très important, notamment dans le commerce, et d'un secteur mutualiste soit correct soit fort. On remarque cependant que les fondations y sont moins présentes qu'ailleurs, mais, du fait de volumes faibles, cela n'influe pas sur les tendances générales.

LES RÉGIONS OÙ L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EST MEILLEURE EN PART D'EMPLOIS QU'EN PART D'ÉTABLISSEMENTS.

Dans les 7 régions de ce groupe, deux cas de figure expliquent l'avance de l'emploi par rapport aux entreprises en termes de part de l'économie sociale et solidaire vis-à-vis de l'ensemble régional :

- le rôle essentiel joué par les associations (Languedoc-Roussillon, Lorraine, Basse-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais) qui fait plus que compenser l'éventuelle faiblesse relative de l'implantation de coopératives, mutuelles ou fondations (comme dans les régions Lorraine, Provence-Alpes-Côte d'Azur ou Nord-Pas-de-Calais)
- le rôle joué par une ou plusieurs autres familles que la famille associative lorsque cette dernière est moins présente (La Réunion, Alsace)

LES RÉGIONS OÙ L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EST MEILLEURE EN PART D'ÉTABLISSEMENTS QU'EN PART D'EMPLOIS.

Dans les 4 régions Centre, Haute-Normandie, Guyane et Corse, les établissements de l'économie sociale et solidaire sont plus ou moins bien implantés mais systématiquement de petite taille. Aucune famille ne vient rehausser ce différentiel par rapport aux niveaux moyens observés en France entre volumes d'établissements et volumes d'emploi. Par exemple, les établissements coopératifs et mutualistes de la région Centre sont plus nombreux qu'ailleurs mais de taille petite (pour les premiers) ou moyenne (pour les seconds).

ENFIN, LES RÉGIONS DONT LE POIDS ET LE TYPE D'ENTREPRISE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE RELÈVENT D'UN PROFIL MOYEN.

Les 9 régions restantes (Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Bourgogne, Aquitaine, Guadeloupe, Rhône-Alpes, Picardie, Martinique, Île-de-France) ont un profil comparatif entre établissements et emplois de type moyen, du fait d'une implantation associative moyenne ou faible, que ne compensent pas d'éventuels atouts qui apparaissent dans les autres familles de l'économie sociale et solidaire.

Quel que soit le profil de la région, que celle-ci soit globalement bien ou mal fournie en entreprises de l'économie sociale et solidaire, il est possible d'identifier des forces et des faiblesses comparativement aux autres régions.

COMPARAISON INTERRÉGIONALE

Tableau 51 : Tableau synthétique des spécificités régionales par famille juridique et domaine d'activité relativement aux moyennes nationales en France en 2006

Poids dans l'ensemble régional	COOPERATIVES				MUTUELLES				ASSOCIATIONS				FONDACTIONS						
	Entreprises (sièges)	Établissements	Emploi	Activités financières	Commerce	Industries	Services aux entreprises	Établissements	Emploi	Activités d'Assurance	Éducation, santé, social	Commerce	Établissements	Emploi	Santé	Services aux Particuliers	Établissements	Emploi	Éducation, santé, social
Les régions où l'économie sociale et solidaire est particulièrement bien implantée																			
Bretagne	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++
Pays-de-la-Loire	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++
Poitou-Charentes	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++	++
Midi-Pyrénées	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Limousin	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Auvergne	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Les régions où l'économie sociale et solidaire est meilleure en part d'emploi que d'établissement																			
Languedoc-Roussillon	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Lorraine	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Basse-Normandie	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
La Réunion	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
PACA	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Alsace	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Nord-Pas-de-Calais	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Les régions où l'économie sociale et solidaire est meilleure en part d'établissements que d'emploi																			
Centre	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Haute-Normandie	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Guyane	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Corse	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Les régions dont le poids et le type d'entreprise de l'économie sociale et solidaire relèvent d'un profil moyen																			
Ile-de-France	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Franche Comté	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Champagne-Ardenne	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Bourgogne	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Aquitaine	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Guadeloupe	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Rhône-Alpes	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Picardie	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Martinique	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+

Lecture : La part des effectifs au 31/12 relevant des Activités financières dans les coopératives vis-à-vis de l'ensemble des emplois en Bretagne dans les Activités financières, est de plus de 20% au-dessus de la moyenne.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

EN RÉGIONS

PARTIE

3

Complément méthodologique

L'activité « **services aux particuliers** » n'a pas pu être détaillée en plusieurs activités, mais est présentée sous l'intitulé « Hôtels et restaurants, Culture, sport et loisirs, Services personnels » pour une meilleure compréhension de son contenu.

Les parties « Réflexions régionales » sont laissées entre guillemets pour correspondre aux textes exacts proposés par chaque CRES(S).

PLUS DE 5 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS ET PLUS DE 64 000 SALARIÉS EN CROISSANCE DE 3,7 %

Avvertissement : les données présentées ci-dessous sont issues d'un travail entre le CNCRES et l'INSEE visant l'amélioration de la connaissance de l'économie sociale et solidaire. La CRES Alsace souhaite toutefois attirer l'attention sur le fait qu'elles ne sont pas directement comparables à celles diffusées dans le dossier « Économie sociale et solidaire » N°11 de juin 2006, réalisé par l'INSEE Alsace, le Sgar et la CRES Alsace, reposant sur des données de 2004. En effet, ces statistiques ne proviennent pas intégralement de mêmes sources avec notamment l'absence pour 2006 des données de l'agriculture (comptant 1 500 salariés dans les coopératives en 2004).

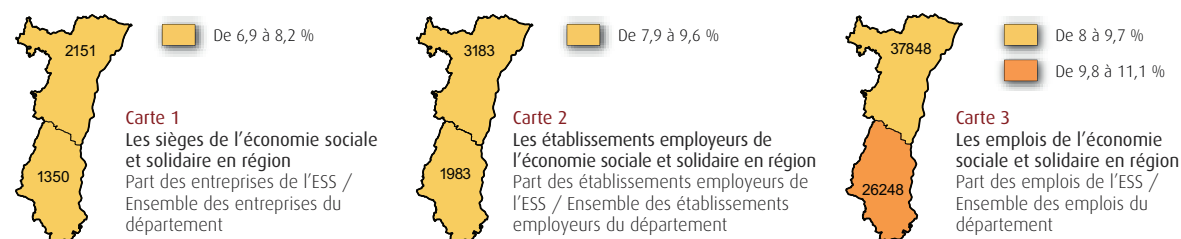
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	3 513	4,1 %	40 364	2,5 %	2 450	-0,7 %
Etablissements employeurs	5 166	0,8 %	48 567	-0,5 %	5 693	-8,6 %
Salariés au 31/12	64 096	3,7 %	435 228	1,1 %	151 799	-2,2 %
Equivalents temps plein	53 312	4,8 %	391 360	0,8 %	134 689	-2,0 %
Effectif salarié moyen /employeur	12,4	2,9 %	9,0	1,6 %	26,7	6,9 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Avec 3 513 entreprises, 5 166 établissements représentant 8,7 % des établissements alsaciens, 64 096 salariés, 200 000 bénévoles dans les associations (soit 12 % de la population alsacienne), l'économie sociale et solidaire est un acteur majeur de l'économie régionale. Entre 2005 et 2006, le développement de l'économie sociale et solidaire reste soutenu avec la création de plus de 4 % d'entreprises (contre 2,5 % dans le privé hors économie sociale et solidaire), près de 1 % de nouveaux établissements (-0,5 % pour le privé hors économie sociale et solidaire) et une croissance de près de 4 % du nombre de salariés (1,1 % pour le privé hors économie sociale et solidaire).

10 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 17^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire occupe 10 % de l'emploi en Alsace. Pour les emplois salariés, le Bas-Rhin devance le Haut-Rhin de 11 600 emplois, le poids de l'économie sociale et solidaire étant cependant supérieur dans le Haut-Rhin, compte tenu du total des emplois salariés par département. Concernant les établissements, plus nombreux dans le Bas-Rhin, les deux départements sont à l'équilibre en proportion du nombre d'établissements par département.

Les établissements de l'économie sociale et solidaire se concentrent dans les zones d'emploi à dominante urbaine avec plus d'un tiers dans la zone d'emploi de Strasbourg.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	13 663	2 304	43 974	4 155	64 096	13 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,1 %	0,4 %	6,8 %	0,6 %	9,8 %	17 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 139	153	3 812	62	5 166	14 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,9 %	0,3 %	6,4 %	0,10 %	8,7 %	20 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

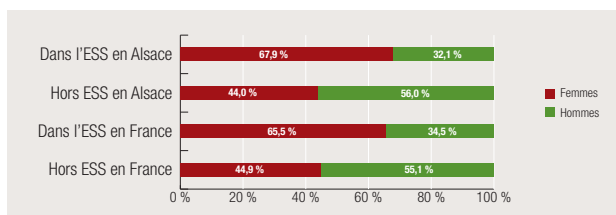
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

NB : Données non comparables à celles du dossier « Économie sociale et solidaire » N°11 de juin 2006, INSEE/SGAR/CRES Alsace.

Les coopératives pèsent plus dans l'économie sociale et solidaire alsacienne que dans le reste du pays : plusieurs explications sont possibles depuis la multiplication des coopératives viticoles jusqu'au développement de Coop Alsace (coopérative de consommateurs). Les fondations sont 2 fois plus présentes ici qu'en moyenne sur la France : le droit local a permis cette spécificité dans la gestion d'établissements non lucratifs participant au service public hospitalier.

67,9 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

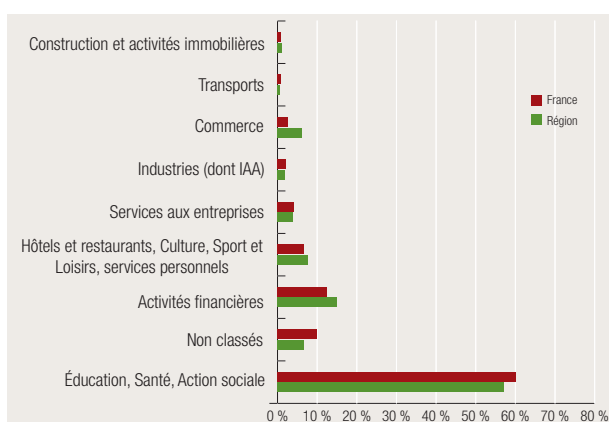


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire en Alsace se caractérise aussi par une forte proportion d'emploi de femmes : 67,9 % contre 44 % hors économie sociale et solidaire, avec 2,4 % de plus que la moyenne nationale de l'économie sociale et solidaire. Cette tendance d'emploi majoritairement féminin se vérifie au sein de toutes les structures de l'économie sociale et solidaire alsacienne, sauf les coopératives agricoles et les SCOP.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Présente sur de nombreux domaines d'activité, l'économie sociale et solidaire alsacienne est, comme au plan national, majoritairement représentée dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social ; avec toutefois une répartition plus importante sur les domaines financiers et de commerce (présence d'une importante coopérative de consommateurs).

1,4 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
BAS-RHIN	875,8
HAUT-RHIN	588,5
Alsace	1 464,4

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 8,4% des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Comme l'indiquent ces quelques données de cadrage, les entreprises de l'économie sociale et solidaire, fortement ancrées dans les territoires, participent activement au développement social et économique de l'Alsace.

Le caractère collectif de ces entreprises, dont les projets sont co-portés par des salariés, des élus, des bénévoles ou des sociétaires, en font des organisations qui, par nature, répondent aux préoccupations des habitants et des territoires, capables de réponses innovantes à des problèmes sociétaux de proximité.

Si leur utilité et leur capacité à œuvrer ensemble, en réponse aux enjeux locaux au sein de la chambre régionale, ne sont plus à démontrer, il reste encore à consolider les partenariats avec les pouvoirs publics et les collectivités locales afin d'unir les efforts de tous autour de préoccupations communes.

La crise économique et sociale, les réalités démographiques, engendrent de nombreuses problématiques auxquelles il est urgent de faire face, autant d'enjeux actuels et à venir pour lesquels l'économie sociale et solidaire a déjà ou sait apporter une partie des réponses. Citons pour exemple le développement des SCOP en réponse à la question de la transmission d'entreprises, l'innovation dans la création d'entreprises (CAE, coopératives d'activité et d'emploi), dans les Services à la personne (plate-forme mutualisée), etc.

Par ailleurs, la construction d'un Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire, rassemblant les acteurs économiques et producteurs de données, permettra par cette mutualisation des approches, une connaissance plus fine des besoins du territoire et de ses acteurs économiques, en vue d'une prospective adaptée. »

PLUS DE 100 000 SALARIÉS ET DE 10 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	8 367	5,5 %	76 771	4,0 %	4 631	-0,3 %
Etablissements employeurs	10 923	2,8 %	92 421	0,6 %	10 261	-1,4 %
Salariés au 31/12	100 836	2,9 %	608 089	3,5 %	276 674	-1,0 %
Equivalents temps plein	85 968	5,5 %	553 914	3,8 %	245 469	-3,2 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,2	0,02 %	6,6	2,9 %	27,0	0,4 %

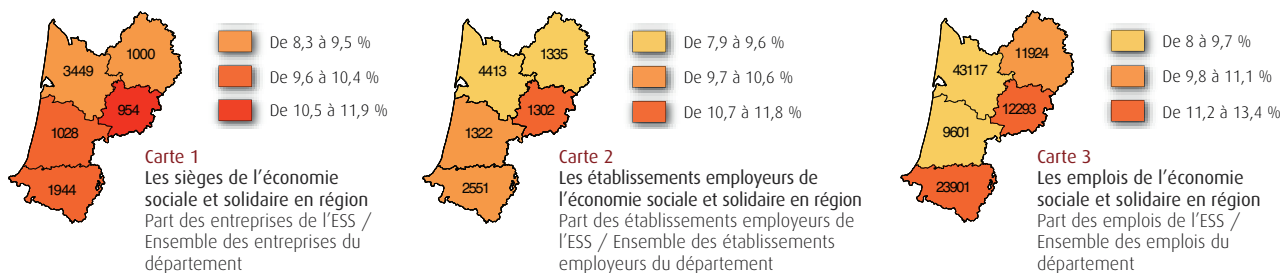
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire intervient dans la plupart des activités, à l'exception de l'industrie lourde. Elle se définit par des statuts particuliers et des valeurs de démocratie et de responsabilité sociétale. Au 31 décembre 2006, 10 923 établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire, hors agriculture, sont implantés en Aquitaine et emploient 100 800 salariés.

Le nombre d'entreprises et d'établissements employeurs, de salariés et d'ETP sont en constante augmentation dans l'économie sociale et solidaire. Cette augmentation est moins marquée dans le secteur privé hors économie sociale et solidaire, tandis que le secteur public affiche une diminution de l'emploi.

Il est important de noter que l'agriculture relevant de l'économie sociale et solidaire, en partie seulement comptabilisée ici, représente en Aquitaine près de 20 000 emplois.

10,2 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL TOTAL, 14^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

La Gironde compte près de 4 500 établissements employeurs, soit près de 40,5 % de l'ensemble des établissements de l'économie sociale et solidaire sur la région aquitaine et près de 42,8 % du total des emplois de l'économie sociale et solidaire.

Les Landes avec 12 % des établissements et 9,5 % des emplois se distinguent des autres départements par des établissements plus petits (moyenne de 7,3 comparée à une moyenne régionale de 9,23).

Il est intéressant de mettre en parallèle le poids de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire par département et le poids de la démographie départementale. Le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques semblent dynamiques. En Gironde le poids de l'économie sociale et solidaire est proche de celui de la population, tandis que dans les Landes et la Dordogne, comparé au poids démographique, le nombre d'emplois dans l'économie sociale et solidaire est plus faible.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	15 915	4 649	77 535	2 737	100 836	8 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,6 %	0,5 %	7,9 %	0,3 %	10,2 %	14 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 314	317	9 261	31	10 923	7 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,3 %	8,2 %	0,03 %	9,6 %	16 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

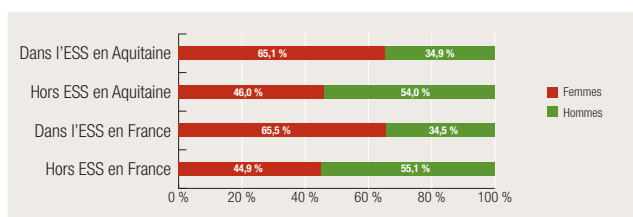
L'économie sociale et solidaire représente ainsi 10 % des établissements et de l'emploi salarié de la région, proportions semblables à celles observées au niveau national.

Avec 85 % des établissements et 77 % de l'effectif salarié, les associations constituent la principale forme statutaire de l'économie sociale et solidaire. Fin 2006, les 9 261 établissements associatifs employeurs d'Aquitaine comptent plus de 77 500 salariés. Les associations interviennent principalement dans les activités du domaine social (53 % des salariés), de l'éducation-recherche (17 %), des services aux particuliers (11 %), et de la santé (6%), source CLAP 2006 hors agriculture.

Les mutuelles exercent dans les activités d'assurance de prévoyance et de santé, les fondations dans la santé et l'action sociale. Les coopératives ont des activités plus diversifiées que les autres familles : seulement 59 % des emplois relèvent d'une activité de services, 25 % sont dans les commerces de gros, 12 % dans l'industrie et 4 % dans la construction.

65,1 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006



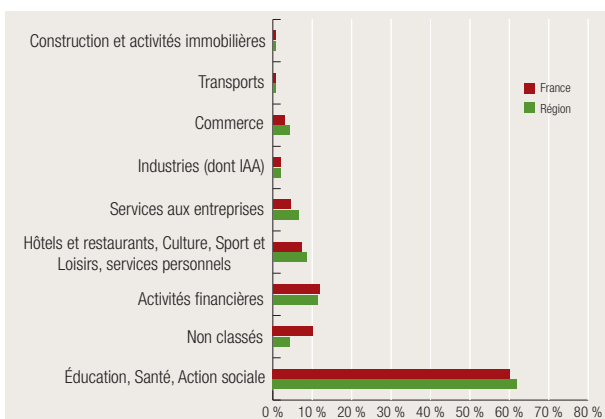
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Les femmes sont majoritaires parmi les salariés de l'économie sociale et solidaire. Sur 100 emplois, elles en occupent 65 (46 dans le reste de l'économie). La présence féminine est directement liée à la nature de l'activité exercée par les établissements. Les femmes sont en effet très présentes dans les activités de services. Les hommes sont majoritaires dans les coopératives (hors crédit), les associations d'aide par le travail et le sport. La parité est quasi respectée dans le domaine de la culture et des loisirs et dans les services aux entreprises.

Les domaines de l'éducation, la santé et l'action sociale sont massivement investis par les femmes, malgré un déficit chez les plus jeunes (moins de 30 ans).

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Les activités de l'économie sociale s'exercent dans des domaines très divers : production, commerce ou services, que ce soit à destination des entreprises ou des particuliers. Une grande majorité des salariés de l'économie sociale est cependant employée dans des activités de services : 93 % contre 58 % pour le reste de l'économie.

Il est important de souligner que moins de 4% des emplois des associations sont dans la rubrique « non classés ».

2,2 MILLIARDS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
DORDOGNE	254,4	LOT-ET-GARONNE	257,2
GIRONDE	976,9	PYRENEES-ATLANTIQUES	514,9
LANDES	222,5	Aquitaine	2 226

L'économie sociale et solidaire représente 9 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« La CRESS Aquitaine souhaite mettre en avant deux types d'enjeux qui aujourd'hui apparaissent comme prioritaires :

- pour être au plus près des acteurs, de leurs problématiques et de ce fait mieux les représenter, la CRESS souhaite développer sa présence sur les territoires infrarégionaux.

- pour faire face à toutes les contraintes extérieures auxquelles les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont confrontées, il semble important de mettre l'accent sur la formation à la gestion des dirigeants salariés mais aussi et simultanément des dirigeants bénévoles. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCREs), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire de la CRESS Aquitaine.

Pour plus d'informations : www.cncre.org / www.cressaquitaine.org

PLUS DE 46 000 SALARIÉS ET PRÈS DE 5 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	3 656	5,8 %	29 673	4,0 %	2 369	0,3 %
Etablissements employeurs	4 939	3,2 %	35 415	-0,02 %	5 267	-2,2 %
Salariés au 31/12	46 552	3,6 %	252 280	2,6 %	129 463	-1,4 %
Equivalents temps plein	39 430	5,8 %	226 511	1,9 %	113 907	-1,1 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,4	0,3 %	7,1	2,6 %	24,6	0,9 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

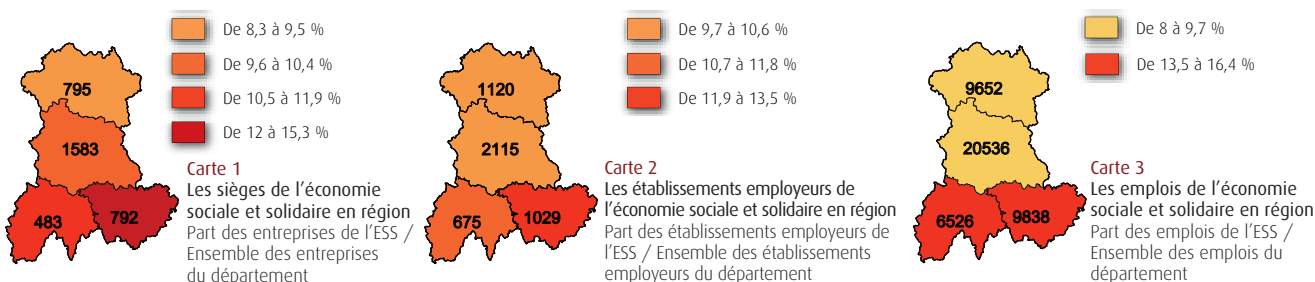
En 2006, les entreprises de l'économie sociale et solidaire en région Auvergne ont été créatrices d'emplois et d'activités poursuivant ainsi leur dynamique positive.

En effet, les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire sont les seuls à connaître une progression de leur effectif.

Une augmentation sensible est également à souligner dans le nombre d'équivalents temps plein en économie sociale et solidaire par rapport aux secteurs privé hors économie sociale et solidaire et public.

Par ailleurs, un établissement de l'économie sociale et solidaire emploie en moyenne plus de salariés que le secteur privé hors ESS.

10,9 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 8^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Le poids et la présence des entreprises de l'économie sociale et solidaire est variable selon les besoins des départements.

Ainsi, les zones rurales ont su développer des activités en matière de santé et de services aux particuliers : le poids de l'emploi en économie sociale et solidaire est de ce fait plus important dans le Cantal et la Haute-Loire qui accueillent de nombreux établissements sanitaires et sociaux comme des maisons de retraite.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	6 132	2 280	38 024	116	46 552	18 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,4 %	0,5 %	8,9 %	0,0 %	10,9 %	8 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	567	191	4 171	10	4 939	18 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,4 %	9,1 %	0,02 %	10,8 %	6 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

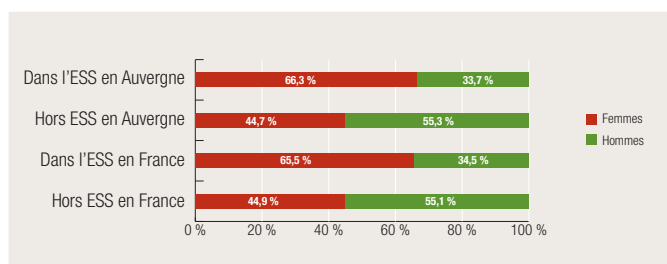
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

En Auvergne, l'économie sociale et solidaire représente 10,8 % du nombre total des établissements et emploie 10,9 % du total des salariés, soit des moyennes supérieures au niveau national.

En décomposant par famille juridique de l'économie sociale et solidaire, on constate le poids important des associations, qui enregistrent par ailleurs la plus forte croissance à la fois en termes de nombre d'établissements et de salariés.

66,3 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

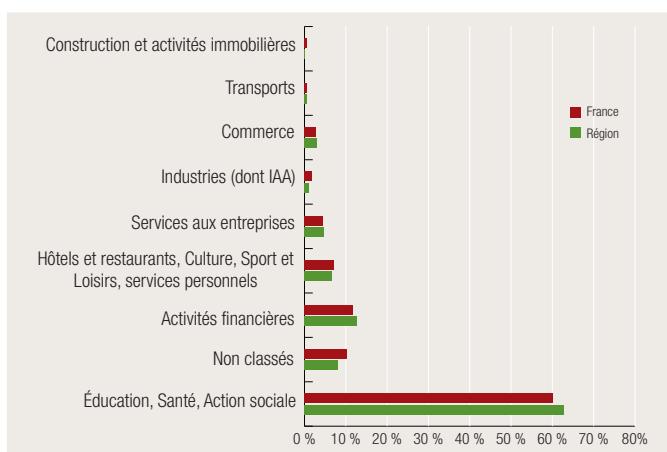


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

En région Auvergne comme en France, les femmes occupent 2/3 des emplois de l'économie sociale et solidaire. Le nombre d'emplois dans le sanitaire et social, et les services à la personne est traditionnellement féminin et porté par des établissements de l'économie sociale et solidaire : c'est ce qui explique cette tendance.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

En Auvergne comme en France, les entreprises de l'économie sociale et solidaire investissent majoritairement les champs de l'éducation, la santé et l'action sociale (principalement sous statut associatif) et dans le champ des activités financières (principalement sous statut coopératif).

1 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
ALLIER	219,1
CANTAL	131,4
HAUTE-LOIRE	200,9
PUY-DE-DOME	468
Auvergne	1 019,5

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 9,9 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« On remarque le poids croissant de l'économie sociale et solidaire en Auvergne et les opportunités que ces entreprises offrent pour la bonne santé de l'économie régionale notamment en termes d'emplois, de rémunération, et de nombre d'entreprises présentes sur le territoire. On note que les zones rurales sont particulièrement attractives pour les établissements employeurs, d'autant plus que dans les éléments ci-dessus, les données des emplois dans la coopération agricole ne sont pas recensées. Le nombre important de disparition d'entreprises dans le champ privé hors économie sociale et solidaire (47,5 % en une année) nous interpelle et démontre l'enjeu de promotion de nos modèles économiques pour sauvegarder les emplois, le maintien de la population et poursuivre le développement de notre région. »

PRÈS DE 55 400 SALARIÉS ET PLUS DE 5 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

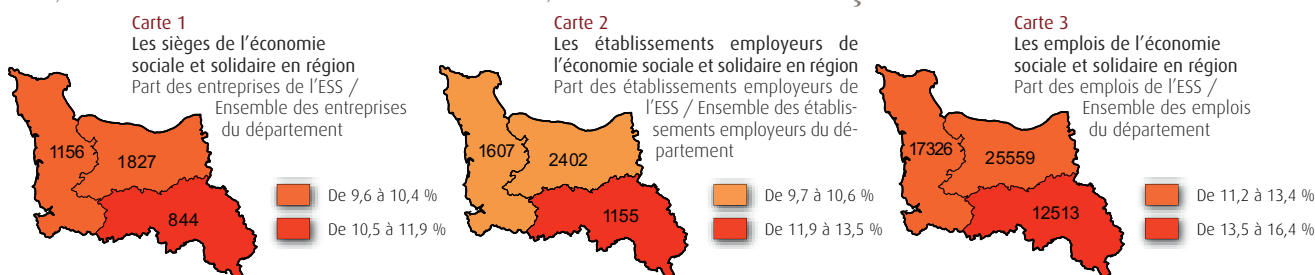
	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	3 848	4,2 %	30 970	5,0 %	3 230	-1,0 %
Etablissements employeurs	5 164	5,8 %	37 103	-0,4 %	5 936	0,6 %
Salariés au 31/12	55 398	2,2 %	278 418	2,9 %	124 988	-2,2 %
Equivalents temps plein	47 116	-0,3 %	252 947	2,4 %	110 004	-3,3 %
Effectif salarié moyen /employeur	10,7	-3,4 %	7,5	3,3 %	21,1	-2,8 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

En Basse-Normandie les entreprises de l'économie sociale et solidaire emploient près de 55 400 personnes, soit 12,1 % de l'emploi salarié de la région. Ce taux important place la Basse-Normandie au 5^{ème} rang des régions de France.

Entre 2005 et 2006, l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie affiche un fort dynamisme en termes de création d'établissements employeurs (+5,8 %) qui s'est accompagné d'une augmentation du nombre d'emplois (+2,2 %) relativement supérieure au reste de l'économie sur la même période (+1,3 %).

12,1 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 5^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

La répartition des emplois de l'économie sociale et solidaire sur le territoire bas-normand est relativement homogène à l'échelle des départements. Le Calvados concentre 45 % des habitants de la région et 46 % des emplois de l'économie sociale et solidaire. La Manche qui rassemble 33 % des habitants de la région, concentre 31 % des emplois de l'économie sociale et solidaire. L'Orne, département à forte dominante rurale, est le moins peuplé de la Région Basse-Normandie, mais les 12 513 emplois de l'économie sociale et solidaire représentent plus de 14 % de l'emploi salarié du département (hors fonction publique d'Etat) contre 11,3 % dans le Calvados et 12,1 % dans la Manche.

Les emplois de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie s'inscrivent dans l'économie présentielle. Majoritairement dans le domaine des services, ils sont le plus souvent directement liés à la présence de population sur un territoire. L'autre caractéristique importante de ces emplois est qu'ils ne sont pas délocalisables.

TROIS QUARTS DES SALARIÉS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN BASSE-NORMANDIE TRAVAILLENT DANS UNE ASSOCIATION

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

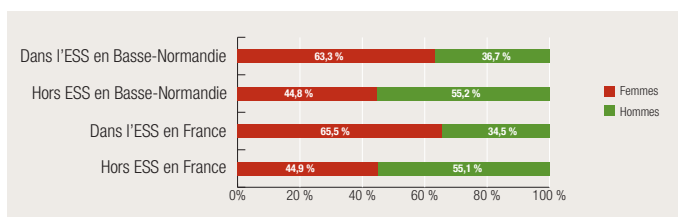
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	10 132	1 919	41 645	1 702	55 398	14 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,2 %	0,4 %	9,1 %	0,4 %	12,1 %	5 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	680	157	4 271	56	5 164	15 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,4 %	0,3 %	8,9 %	0,12 %	10,7 %	8 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

En Basse-Normandie le poids relativement important des emplois de l'économie sociale et solidaire s'explique par le dynamisme du secteur associatif employeur, et l'ancrage historique de grandes sociétés coopératives dans les domaines de la transformation et du commerce de produits agricoles (viande-lait-céréales), mais également dans l'industrie de pointe. Les principales usines de la SCOP ACOME - plus grande SCOP de France - sont implantées en Basse-Normandie et emploient plus de 1100 salariés pour la plupart sociétaires de leur entreprise.

63,3 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006



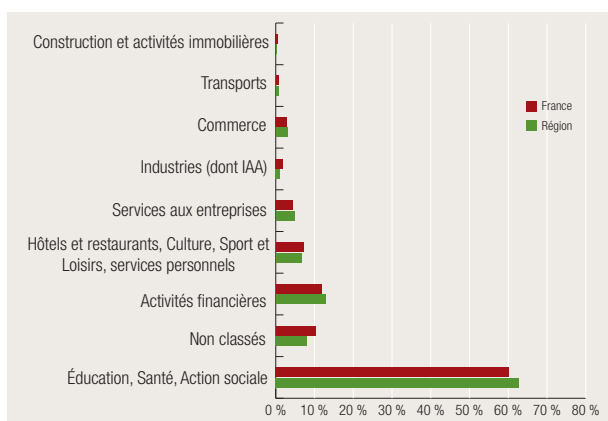
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Dans les entreprises bas-normandes de l'économie sociale et solidaire, 63,3 % des salariés sont des femmes. La part des femmes dans les effectifs de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie est légèrement inférieure au taux national qui est de 65,5 % de femmes.

Dans les associations, fondations et mutuelles de Basse-Normandie, la part des femmes dans l'effectif salarié est très importante (respectivement 68,6 %, 74,7 %, 72,5 %). Dans les coopératives bas-normandes, les femmes ne représentent que 37,7 % des effectifs, 6 points de moins que dans les coopératives de France.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, UNE PRÉSENCE DANS DE NOMBREUSES ACTIVITÉS DE L'ÉCONOMIE BAS-NORMANDE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

En Basse-Normandie, au 1^{er} janvier 2007, 41 645 personnes travaillent dans une association dont une grande majorité (55,4 %) dans le domaine de l'action sociale (aide à domicile - accueil des personnes handicapées - établissement d'éducation spécialisée - aide par le travail - crèches et garderies d'enfants...). Au-delà de l'action sociale, les associations employeurs sont également présentes dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, de la culture, du sport et également des services aux entreprises.

Les coopératives qui emploient plus de 10 000 personnes en Basse-Normandie interviennent principalement dans les domaines de l'industrie, des activités financières et du commerce. Des SCOP sont également présentes dans les transports et la construction.

71 % des établissements mutualistes implantés en Basse-Normandie interviennent dans le domaine des activités financières (assurance), 14 % dans celui du commerce et 15 % dans ceux de la santé et de l'action sociale.

Les fondations de Basse-Normandie interviennent quasi exclusivement dans la santé et l'action sociale.

1,2 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES PAR LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN BASSE-NORMANDIE EN 2006

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
CALVADOS	574,4
MANCHE	385,8
ORNE	258,4
Basse-Normandie	1 218,6

L'économie sociale et solidaire représente 11 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. Au-delà de l'utilité sociale des activités développées par les entreprises de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie, ces dernières jouent un rôle économique important. D'une part à travers la masse salariale distribuée par ces entreprises - plus d'1 milliard 200 millions d'euros en 2006 - et d'autre part à travers leur contribution forte à l'attractivité et à la cohésion des territoires bas-normands.

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« En Basse-Normandie les enjeux et défis que devront relever les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont nombreux et de plusieurs ordres.

Face à la montée du chômage, il s'agira de continuer à créer des emplois de qualité et durables dans des domaines qui se développent et dans lesquels l'économie sociale et solidaire est déjà fortement présente : aide aux personnes, action sociale. Il s'agira également d'accompagner le développement d'une « économie verte » dans les transports, la construction mais aussi l'éducation et la formation.

Face aux problématiques du vieillissement de la population bas-normande et à la dévitalisation sociale et économique de certains territoires, il s'agira de favoriser la création et le développement de nouveaux services et de nouvelles activités afin de contribuer à l'attractivité des territoires.

Enfin, les entreprises de l'économie sociale et solidaire de Basse-Normandie, comme toutes les entreprises, vont être confrontées dans les prochaines années à des départs à la retraite massifs. Il s'agira d'anticiper au mieux ces départs et leur remplacement afin de ne pas fragiliser les entreprises ni leurs activités. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCREs), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire de la CRES Basse-Normandie.

Pour plus d'informations : www.cncre.org / www.cres-bn.com - rubrique « Observatoire »

PLUS DE 54 700 SALARIÉS ET DE 5 700 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

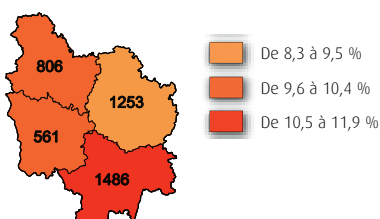
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	4 104	5,2 %	33 572	4,0 %	3 461	0,1 %
Etablissements employeurs	5 709	2,4 %	41 342	-0,7 %	7 358	-1,7 %
Salariés au 31/12	54 734	5,2 %	322 920	2,0 %	151 032	-0,8 %
Equivalents temps plein	45 584	6,5 %	291 620	1,2 %	133 512	-2,9 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,6	2,8 %	7,8	2,8 %	20,5	0,9 %

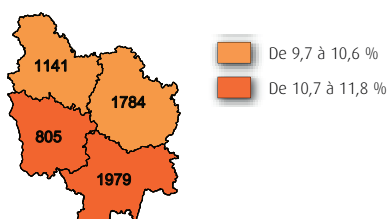
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire compte 5 709 établissements qui emploient 54 734 salariés en Bourgogne. C'est un secteur économique dynamique et créateur d'emplois : le taux de croissance du nombre de salariés est en effet nettement supérieur à celui du secteur privé hors économie sociale et solidaire (+ 5,2 % dans l'économie sociale et solidaire contre +2 % hors économie sociale et solidaire en 2006).

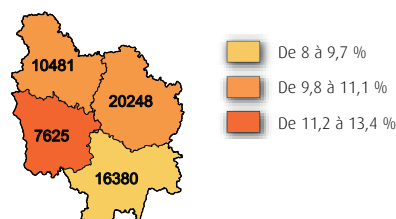
10,3 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 12^{ÈME} RANG FRANÇAIS



Carte 1
Les sièges de l'économie sociale et solidaire en région
Part des entreprises de l'ESS / Ensemble des entreprises du département



Carte 2
Les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en région
Part des établissements employeurs de l'ESS / Ensemble des établissements employeurs du département



Carte 3
Les emplois de l'économie sociale et solidaire en région
Part des emplois de l'ESS / Ensemble des emplois du département

GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Les établissements et les emplois de l'économie sociale et solidaire sont plus nombreux dans les départements de la Côte d'Or et de la Saône et Loire. Mais c'est dans la Nièvre, département le plus rural, que la part des établissements et des emplois relevant de l'économie sociale et solidaire est la plus élevée.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

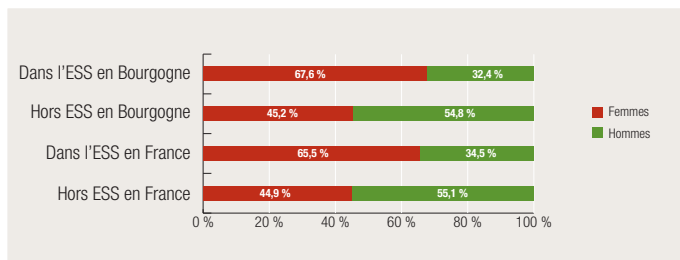
	Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France	
Salariés en 2006	Effectif salarié	8 451	5 494	39 401	1 388	54 734	16 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,6 %	1,0 %	7,4 %	0,3 %	10,3 %	12 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	809	292	4 576	32	5 709	13 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,5 %	0,5 %	8,4 %	0,06 %	10,5 %	10 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Avec 54 734 salariés, l'économie sociale et solidaire représente 10,3 % de l'emploi régional et 10,5 % des établissements employeurs, soit des proportions légèrement supérieures à la moyenne nationale. Le secteur associatif compte plus des 2/3 du nombre d'établissements et de salariés de l'économie sociale et solidaire.

67,6 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

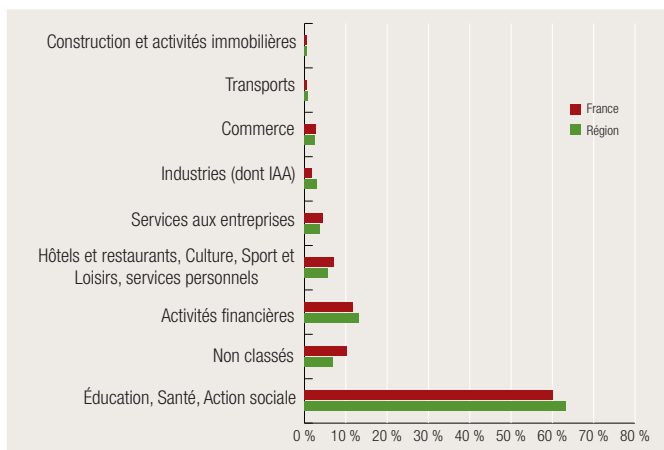


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNGRES

Caractéristique de l'économie sociale et solidaire, plus de 2 salariés sur 3 sont des femmes. Les femmes sont très nombreuses dans les associations, les mutuelles et les fondations. Par contre, les hommes prédominent dans les coopératives (57,3 %).

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNGRES

L'économie sociale et solidaire est présente dans tous les domaines d'activité. Cette présence est particulièrement marquée dans l'éducation, la santé, l'action sociale (plus de six emplois sur dix).

1,2 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
COTE-DOR	462,3	YONNE	224,8
NIEVRE	156,9	Bourgogne	1 185,3
SAONE-ET-LOIRE	341,3		

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNGRES

L'économie sociale et solidaire représente 9 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« La mise en place d'un observatoire régional de l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire constitue un secteur pourvoyeur d'emploi et de richesses qui n'est pas encore assez connu. L'Observatoire régional de l'Économie sociale et solidaire créé en juin 2009 en Bourgogne va permettre d'améliorer la connaissance de ce secteur et sera un outil d'aide à la décision pour les acteurs et les pouvoirs publics.

La professionnalisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire

La formation des acteurs de l'économie sociale et solidaire est un élément fondamental pour le développement et la professionnalisation du secteur. Outre les deux formations existantes, l'une de sensibilisation à l'économie sociale et solidaire et l'autre d'accompagnement des acteurs dans leur projet, une formation de responsable d'entreprise de l'économie sociale et solidaire est proposée par le CNAM.

Une structuration des acteurs et des réseaux

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont présents dans tous les domaines d'activité et participent activement au développement des territoires. La CRESS, à travers ses comités territoriaux, permet aux acteurs de se rencontrer, d'échanger et de se structurer sur les territoires. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNGRES), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire de la CRESS Bourgogne.

Pour plus d'informations : www.cnGRES.org / www.cressbourgogne.org

PLUS DE 133 400 SALARIÉS ET DE 12 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

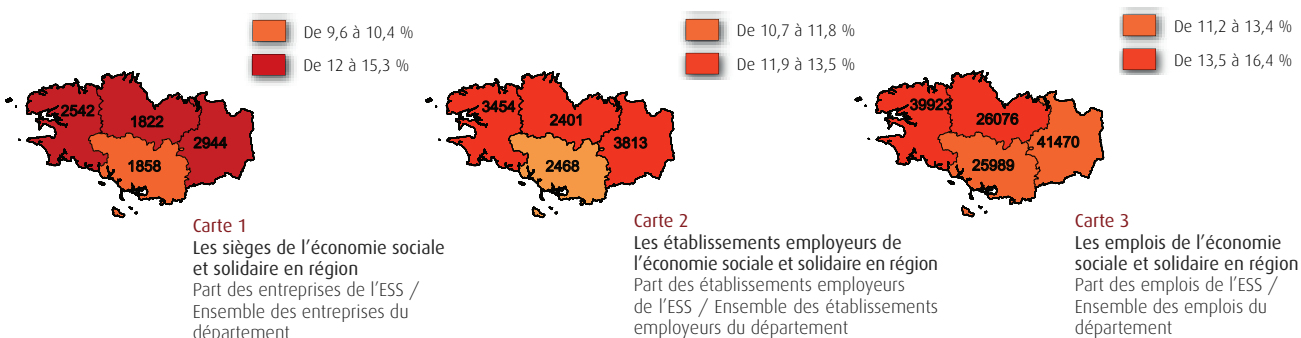
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	9 161	5,7 %	66 605	5,0 %	3 204	-1,3 %
Etablissements employeurs	12 136	3,1 %	79 737	0,9 %	7 683	-1,1 %
Salariés au 31/12	133 458	2,5 %	606 002	3,0 %	251 838	-0,1 %
Equivalents temps plein	113 017	3,5 %	550 058	3,3 %	224 004	-1,3 %
Effectif salarié moyen /employeur	11,0	-0,5 %	7,6	2,1 %	32,8	1,0 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

La Bretagne abrite 6 % des établissements de l'économie sociale et solidaire de France, alors que son économie ne pèse que 4,6 % au plan national. Ce poids, elle le doit pour partie aux coopératives (agro-alimentaires et financières) qui représentent 7,5 % des établissements de cette famille en France.

13,5 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 1^{ER} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Le poids de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire en Bretagne montre un clivage territorial assez marqué entre les départements des Côtes d'Armor et du Finistère (15 %) d'un côté, de l'Ille et Vilaine et du Morbihan de l'autre (12 %). Cette césure est en grande partie due à la répartition des coopératives sur le territoire régional, mais aussi à celle de la santé et du social ainsi qu'au poids économique de l'agglomération rennaise, le poids de l'économie sociale et solidaire étant systématiquement plus faible sur les pôles d'emploi les plus dynamiques.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	26 370	6 507	97 392	3 189	133 458	6 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,7 %	0,7 %	9,8 %	0,3 %	13,5 %	1 ^{er}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 641	335	10 120	40	12 136	5 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,6 %	0,3 %	10,2 %	0,04 %	12,2 %	2 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

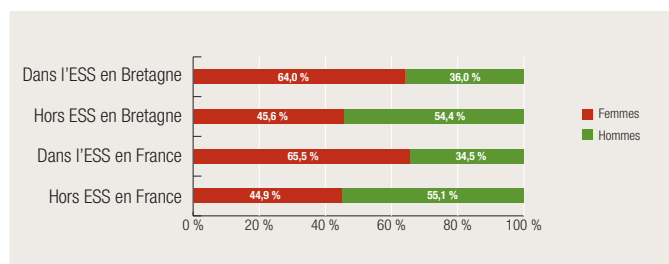
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les associations rassemblent quasiment 10 % des effectifs et établissements de l'économie bretonne : 2 points au-dessus de la moyenne nationale.

La Bretagne présente un poids de l'emploi dans les coopératives deux fois plus élevé qu'en moyenne nationale. Ce différentiel est plus faible pour le poids des établissements vu la taille importante des établissements coopératifs bretons.

64 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

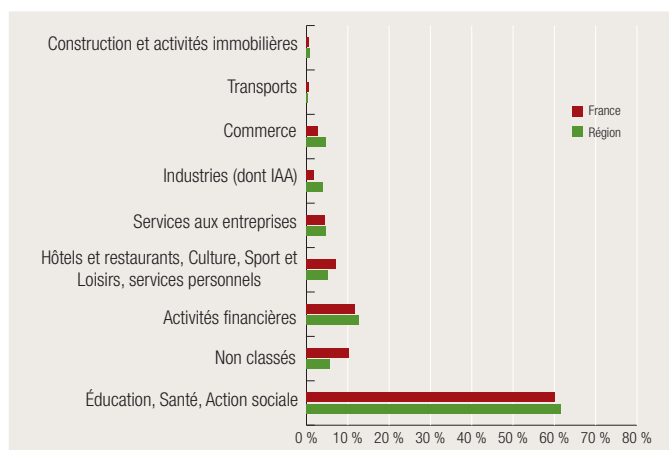


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

La part des femmes dans l'emploi de l'économie sociale et solidaire en Bretagne est sensiblement inférieure à la moyenne nationale : c'est un effet du poids des coopératives (près de 20 % de l'effectif salarié) nettement moins féminisées que les autres familles de l'économie sociale et solidaire (40 % contre 64 % en moyenne régionale pour l'économie sociale et solidaire). L'importance de l'emploi féminin est cependant essentiellement corrélée aux domaines d'activité sur lesquels se positionne l'économie sociale et solidaire. Les comparaisons sectorielles entre l'économie sociale et solidaire et le reste de l'économie montrent peu de différenciation à l'exception de certains domaines tels que le sport ou le commerce nettement moins féminisés dans l'économie sociale et solidaire.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION ET LA FORMATION, AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

En Bretagne – du fait du poids des banques coopératives – plus de la moitié des établissements financiers appartient à l'économie sociale et solidaire. La région se distingue par l'importance de l'« éducation, formation » – 24 % de l'effectif salarié – du fait du poids des établissements d'enseignement privés sous statut associatif. Enfin des activités habituellement « marginales » de l'économie sociale et solidaire tels l'industrie, la construction ou le commerce sont particulièrement représentées en Bretagne : elles totalisent respectivement 9 et 8,5 % des établissements de ces domaines en France.

RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES : 3 MILLIARDS D'EUROS

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
COTES-DARMOR	598,6	MORBIHAN	599,3
FINISTERE	943,5	Bretagne	3 080,5
ILLE-ET-VILAINE	939,1		

L'économie sociale et solidaire représente 12,5 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« La qualité de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire :

Mis en place début 2009, l'Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire Bretagne a engagé un travail spécifique sur la qualité de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire afin d'en objectiver les points forts et les faiblesses : formation, dialogue social, organisation du travail... seront abordés dans cette étude transversale aux familles de l'économie sociale et solidaire.

L'Observatoire au service des dispositifs, de la structuration de l'économie sociale et solidaire et de ses activités dans la région :

L'Observatoire viendra en appui aux dispositifs locaux d'accompagnement des activités d'utilité sociale (DLA) dans la mesure territoriale et sectorielle de leur impact, et développera une observation territoriale (par pays) en collaboration avec les pôles territoriaux de développement de l'économie sociale et solidaire soutenus par le Conseil régional et les collectivités territoriales bretonnes. »

PLUS DE 77 800 SALARIÉS ET DE 8 200 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

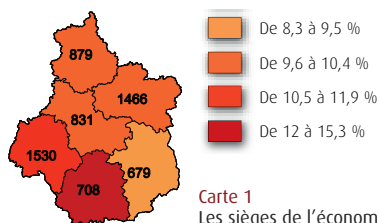
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	6 099	3,7 %	48 678	4,0 %	4 134	-0,7 %
Etablissements employeurs	8 260	1,0 %	60 023	-0,6 %	9 153	-2,9 %
Salariés au 31/12	77 847	3,5 %	518 363	2,7 %	216 517	-3,9 %
Equivalents temps plein	66 213	5,5 %	471 392	2,3 %	192 638	-5,6 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,4	2,5 %	8,6	3,3 %	23,7	-1,1 %

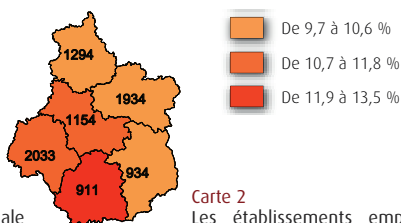
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire en région Centre compte 8 260 établissements employeurs, soit 10,7 % de l'ensemble des établissements employeurs de la région Centre. Ce secteur connaît en 2006 une croissance singulière vis-à-vis des secteurs privé et public, que ce soit en matière d'emplois, d'ETP ou d'établissements.

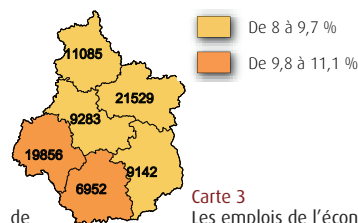
9,6 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 19^{ÈME} RANG FRANÇAIS



Carte 1
Les sièges de l'économie sociale et solidaire en région
Part des entreprises de l'ESS / Ensemble des entreprises du département



Carte 2
Les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en région
Part des établissements employeurs de l'ESS / Ensemble des établissements employeurs du département



Carte 3
Les emplois de l'économie sociale et solidaire en région
Part des emplois de l'ESS / Ensemble des emplois du département

GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

La région Centre connaît un taux d'emploi de l'économie sociale et solidaire légèrement inférieur à la moyenne nationale avec 9,6 % des emplois. La répartition de l'emploi sur le territoire est marquée par une prépondérance de l'axe ligérien autour des agglomérations de Tours et d'Orléans. En dehors des grandes villes, les deux départements dont les densités sont les plus faibles sont l'Eure-et-Loir et le Loiret qui sont les plus proches de l'Île-de-France, laquelle exerce une forte attractivité. A l'inverse le département de l'Indre connaît une forte densité d'établissements d'économie sociale et solidaire.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

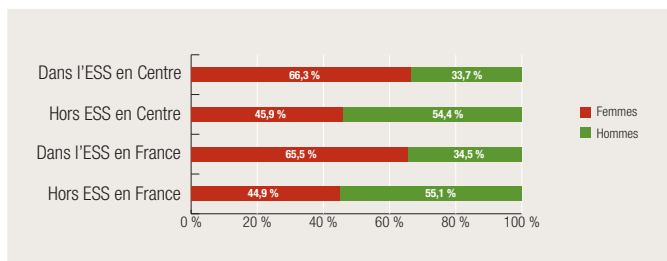
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	12 989	5 465	57 440	1 953	77 847	10 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,6 %	0,7 %	7,1 %	0,2 %	9,6 %	19 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 012	322	6 884	42	8 260	10 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,3 %	0,4 %	8,9 %	0,05 %	10,7 %	7 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire en région Centre représente 10,7 % des établissements employeurs, avec une prédominance du secteur associatif qui représente près de 7 000 établissements. Les coopératives représentent quant à elles plus de 1 000 établissements employeurs notamment dans les domaines agro industriel et financier.

66,3 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

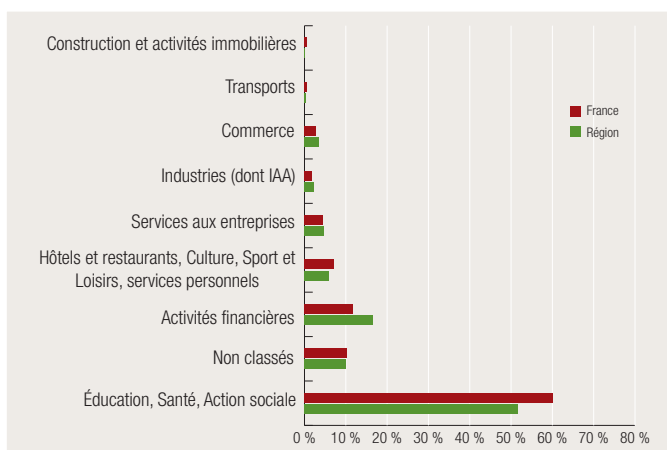


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire en région Centre suit la tendance nationale, en présentant une économie sociale et solidaire fortement féminisée avec 66,3 % de femmes contre 45,9 % dans l'économie traditionnelle. Ces chiffres sont à corréliser avec les domaines d'activité prépondérants de l'économie sociale et solidaire : l'éducation, la santé et le social.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Le secteur de l'économie sociale et solidaire investit l'ensemble des domaines d'activité et présente une grande diversité. Le domaine éducation, santé, social est certainement le plus fort vivier d'emplois, puisqu'il représente à lui seul près de 60 % des emplois. La région Centre se distingue par l'importance de ses activités financières, en regroupant plus de 15 % des salariés. Enfin les activités telles que les services aux entreprises, l'industrie, le commerce sont particulièrement bien représentées.

1,7 MILLIARD DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
CHER	195,4	INDRE-ET-LOIRE	449,2	Centre	1 737,8
EURE-ET-LOIR	243	LOIR-ET-CHER	201,9		
INDRE	142,2	LOIRET	506		

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 8,4 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« La mise en place de l'Observatoire régional Centre depuis août 2009, devrait permettre d'affiner les données de cadrage en vue d'engager et de préciser de nouvelles actions en direction des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des partenaires institutionnels et des territoires de la région Centre. L'objectif est de poursuivre les actions de sensibilisation engagées pour révéler et appuyer le potentiel de l'économie sociale et solidaire à la création d'emplois, à la distribution des revenus et au développement d'activités.

Les productions de l'Observatoire permettront d'apporter un éclairage sur les réalités et les spécificités du secteur de l'économie sociale et solidaire, afin d'apporter une aide à la décision auprès des pouvoirs publics et d'être force de propositions pour le développement du secteur de l'économie sociale et solidaire. »

PLUS DE 44 300 SALARIÉS ET DE 4 200 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

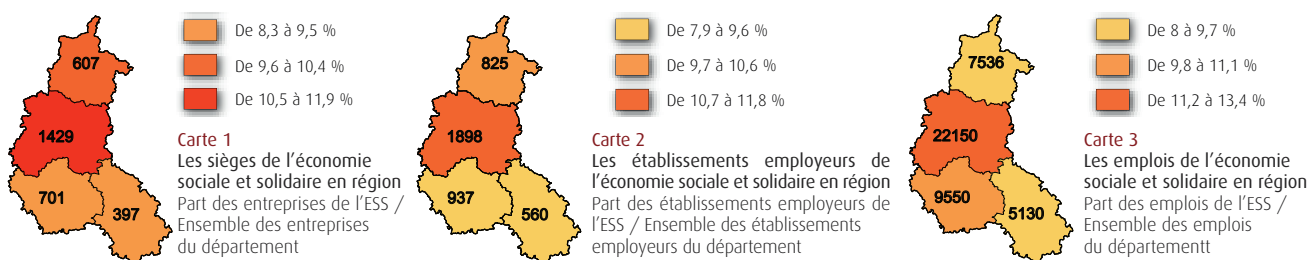
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	3 139	9,7 %	24 791	4,8 %	3 713	-0,1 %
Etablissements employeurs	4 220	3,6 %	30 830	-0,2 %	6 569	-0,5 %
Salariés au 31/12	44 366	5,2 %	263 861	3,0 %	120 526	-2,9 %
Equivalents temps plein	37 980	6,3 %	239 520	1,7 %	106 926	-3,9 %
Effectif salarié moyen /employeur	10,5	1,6 %	8,6	3,2 %	18,3	-2,4 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

Fin 2006, avec 44 500 salariés, soit 1 emploi salarié en Champagne-Ardenne sur 10, le secteur de l'économie sociale et solidaire participe de manière significative à l'économie de la région. Entre 2005 et 2006, l'effectif salarié de l'économie sociale et solidaire ont augmenté de près de 5 % (1,7 fois plus vite que dans le secteur privé à but lucratif). L'économie sociale et solidaire champardennaise montre ainsi son dynamisme et sa capacité à créer de l'emploi et des entreprises.

10,3 % DE L'EMPLOI SALARIÉ RÉGIONAL, 13^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRS

Avec 10,3 % des salariés dans l'économie sociale et solidaire, la région Champagne-Ardenne se situe au-dessus de la moyenne nationale (9,8 %). En 2006, la moitié des salariés de l'économie sociale et solidaire travaille dans la Marne. Dans ce département, le poids de l'économie sociale et solidaire est historiquement plus élevé que dans les autres départements de la région. Cette situation s'explique par la présence d'importantes coopératives de transformation agricole et de crédit. La Haute-Marne, département le plus rural de la Région, affiche un secteur de l'économie sociale et solidaire en retrait à la fois pour la part d'emploi et pour le nombre d'établissements.

Même si le nombre d'établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire reste relativement important dans les Ardennes, ce département dispose d'un effectif de salariés de l'économie sociale et solidaire en retrait par rapport aux autres départements. Ce phénomène s'explique par la surreprésentation de la part de l'emploi industriel dans le tissu économique local et de la faible présence de l'économie sociale et solidaire dans ces activités industrielles. Il est à noter que la part de l'effectif salarié des mutuelles y est plus significative que dans les autres départements. Ce qui se justifie historiquement par une forte présence de mutuelles d'entraide ouvrière.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

	Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France	
Salariés en 2006	Effectif salarié	10 421	1 983	31 722	240	44 366	19 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,4 %	0,5 %	7,4 %	0,1 %	10,3 %	13 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	693	159	3 355	13	4 220	19 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,7 %	0,4 %	8,1 %	0,03 %	10,1 %	12 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

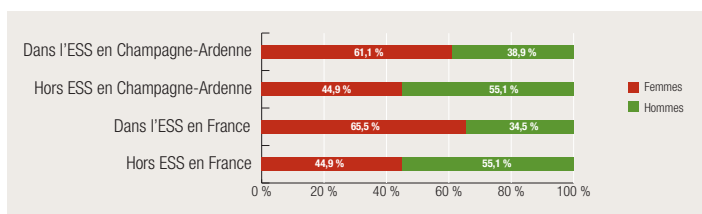
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

Les 693 coopératives champardennaises emploient 10 421 salariés (soit 2,4 % des effectifs régionaux), une part presque deux fois plus importante qu'au niveau national. Cette spécificité de la Champagne-Ardenne est liée à la présence d'importantes coopératives de transformation agricole telles que Champagne Céréale ou Cristal Union. De nombreuses coopératives de champagnisation constituent également le tissu coopératif champardennais. Ces dernières se sont constituées entre 1920 et 1929 puis 1936 et 1939 pour transformer et conserver la récolte. Il s'agissait alors de s'unir,

de s'associer, afin de construire un rapport de force face aux négociants de vins de Champagne. Ce développement coopératif s'inscrit dans un mouvement général de regroupement des métiers de la vigne (Syndicats, mutuelles, œuvres sanitaires et sociales...) afin de constituer une force sociale et « vivre au pays de son travail et de ses produits ».

61,1 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

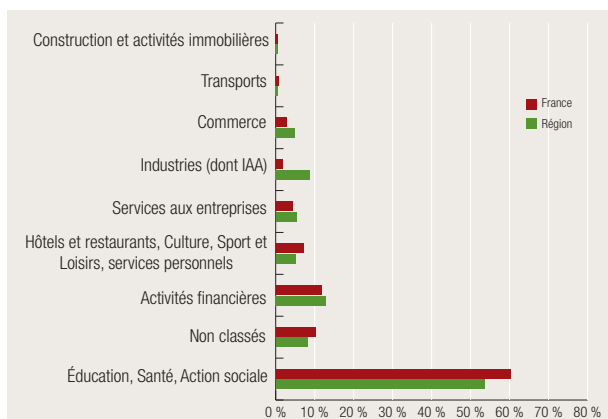


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Avec 61,2 % d'effectifs féminins, contre seulement 44,9 % dans le reste de l'économie, l'économie sociale et solidaire affiche un taux de féminisation relativement important. Les femmes sont davantage présentes dans les activités mutualistes ainsi que dans chacune des sous-familles associatives (aide à domicile, éducation,...). Rien d'étonnant puisque l'économie sociale et solidaire se retrouve surtout dans le domaine des services, domaine fortement féminisé. Cependant, l'emploi salarié champardennais dans l'économie sociale et solidaire est moins féminisé qu'au niveau national (65,5 %). Cette différence résulte de la forte part des emplois dans les coopératives agroalimentaires et de la sous représentation féminine dans leurs effectifs.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Si en Champagne-Ardenne, l'économie sociale et solidaire est présente dans tous les domaines d'activité, on remarque cependant une nette concentration dans les services, notamment dans l'éducation, la santé, l'action sociale. Toutefois, l'organisation de l'économie sociale et solidaire régionale se distingue du niveau national par la présence de nombreuses coopératives de transformation de produits agricoles classées dans les activités industrielles (Industries agroalimentaires).

1 MILLIARD DE RÉMUNÉRATION BRUTE VERSÉE

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
ARDENNES	179,3	HAUTE-MARNE	91,6
AUBE	214,1	Champagne-Ardenne	1 052,1
MARNE	567,1		

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Les différences de rémunérations brutes versées dans l'économie sociale et solidaire reflètent les disparités de richesse entre les différents départements de la région. Le poids des rémunérations dans l'économie sociale et solidaire est plus important dans la Marne en raison de sa spécialisation économique (agroalimentaire, grandes productions agricoles...) ainsi que de son caractère urbain avec la présence de la métropole rémoise. Au total, l'économie sociale et solidaire représente 9,8 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« La Champagne-Ardenne se distingue des autres régions par la présence importante des entreprises coopératives. Ces structures pionnières dans l'économie sociale ont forgé leurs succès sur la base d'une logique alliant intérêt collectif et efficacité économique. Il est aujourd'hui essentiel qu'elles ne s'éloignent pas de leurs valeurs d'origine. Elles doivent ainsi dans une logique de solidarité être les moteurs de la création de nouvelles activités d'économie sociale sur le territoire champardennais. La création récente de SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) et CAE (coopérative d'activités et d'emplois) confirme non seulement que la tradition coopérative est bien ancrée dans le territoire mais aussi qu'elle est capable d'intégrer de nouvelles formes de coopération. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser a priori, le secteur de l'économie sociale employeur n'est pas plus présent (en terme d'effectifs) dans les territoires où les secteurs public et privé à but lucratif sont moins représentés, il est une composante à part entière du système productif territorial aux côtés des deux autres. Ainsi, c'est bien la reconnaissance de ces trois grands secteurs économiques et leur articulation qu'il convient d'envisager pour penser et définir une stratégie de développement économique durable sur le territoire champardennais. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCREs), en partenariat avec la CRES Champagne-Ardenne.

Pour plus d'informations : www.cncre.org / www.cresca.fr

PLUS DE 5 300 SALARIÉS ET DE 900 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

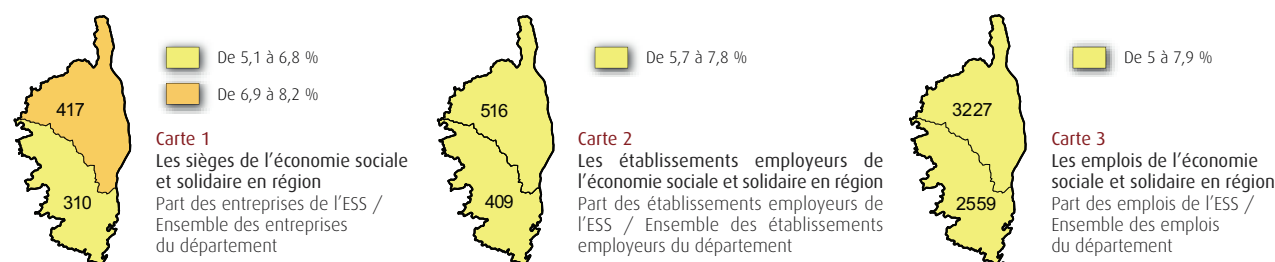
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	722	2,7 %	10 950	3,0 %	577	-1,5 %
Etablissements employeurs	925	0,7 %	12 044	0,7 %	1 292	-6,2 %
Salariés au 31/12	5 784	7,2 %	52 140	3,8 %	30 292	-0,9 %
Equivalents temps plein	4 901	-1,0 %	48 683	4,8 %	28 173	-1,5 %
Effectif salarié moyen /employeur	6,3	6,5 %	4,3	3,1 %	23,4	5,7 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les établissements de l'économie sociale et solidaire en Corse contribuent fortement à la création d'emploi (+7,2 %). Toutefois, l'évolution de l'ETP (-1,0 %) souligne le statut souvent précaire des salariés de l'économie sociale et solidaire.

6,6 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 26^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

La Corse est le territoire français où l'économie sociale et solidaire est la moins représentée avec seulement 6,6 % de l'emploi régional alors qu'en Bretagne, l'emploi de l'économie sociale et solidaire représente 13,5 % de l'emploi régional. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont par ailleurs plus fortement représentées en Haute-Corse qui concentre une bonne partie de l'activité insulaire.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

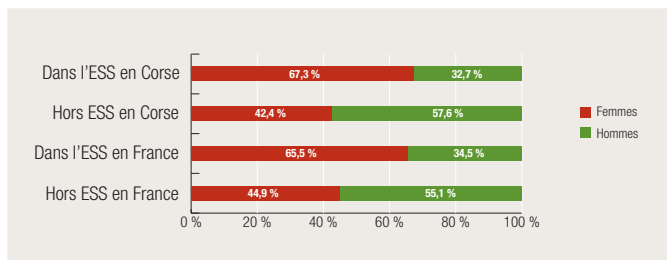
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	672	402	4 710	0	5 784	25 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,8 %	7,0 %	5,4 %	0,0 %	6,6 %	26 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	59	51	814	1	925	24 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,4 %	0,4 %	5,7 %	0,01 %	6,5 %	26 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Comparativement aux autres territoires français, les entreprises mutualistes sont fortement pourvoyeuses d'emplois en Corse. En revanche, les coopératives et associations sont sous-représentées.

67,3 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

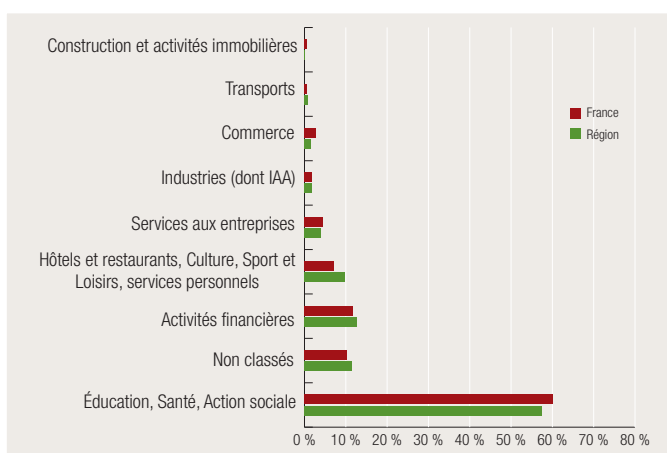


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les femmes représentent plus de deux tiers des salariés de l'économie sociale et solidaire, légèrement plus qu'au niveau national. Une majorité des structures de l'économie sociale et solidaire intervient dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, dont le salariat est fortement féminisé.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Si les entreprises de l'économie sociale et solidaire interviennent dans quasiment tous les domaines d'activité de l'économie, les activités d'éducation, de santé et d'action sociale restent largement prédominantes. Le poids des activités de tourisme, culture et sport est plus important qu'au niveau national du fait du fort développement des activités touristiques, d'hébergement et de loisirs sur l'île. Le poids relativement important des activités financières est à noter.

123 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
CORSE-DU-SUD	56,4
HAUTE-CORSE	67,4
Corse	123,8

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 5,8 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« En comparaison des autres régions françaises, la Corse est le territoire où l'emploi dans l'économie sociale et solidaire est le plus faible. Pourtant, les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont fortement créatrices d'emplois en Corse mais génèrent beaucoup d'emplois précaires.

Ces données permettent donc de souligner les besoins réels de développement et de pérennisation des structures de l'économie sociale et solidaire en Corse. Ces entreprises constituent un véritable vivier d'emplois et sont susceptibles de contribuer largement à la création de richesse dans l'économie insulaire. »

PLUS DE 40 300 SALARIÉS ET PRÈS DE 4 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

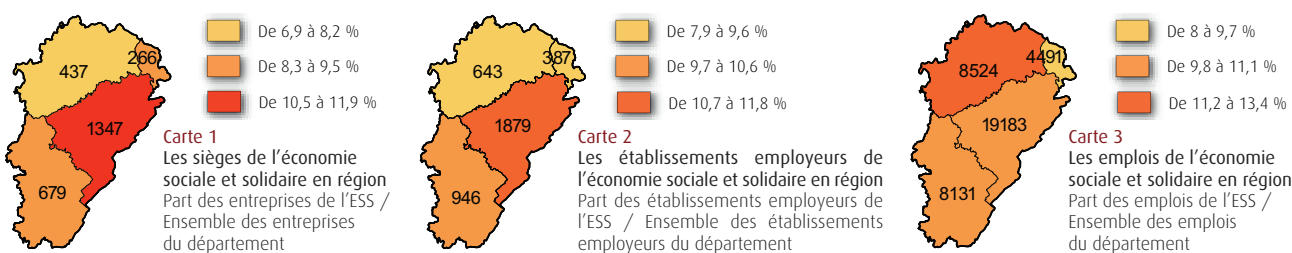
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	2 727	9,5 %	23 145	2,5 %	3 021	-0,1 %
Etablissements employeurs	3 855	2,9 %	27 809	-1,4 %	5 529	-0,4 %
Salariés au 31/12	40 329	5,4 %	233 328	1,8 %	100 998	-0,6 %
Equivalents temps plein	33 214	5,9 %	213 369	0,3 %	88 169	-0,8 %
Effectif salarié moyen /employeur	10,5	2,4 %	8,4	3,2 %	18,3	-0,2 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Le fait marquant est la dynamique de l'économie sociale et solidaire en Franche-Comté au regard du secteur privé en général. En premier lieu, il faut remarquer l'augmentation forte entre 2005 et 2006 du nombre d'entreprises (+9,5 %), des salariés (+5,4 %), accompagnée d'une augmentation des ETP de 5,9 %, ce qui traduit une consolidation des postes dans leur temps de travail moyen. Dans le même temps, l'emploi privé hors économie sociale et solidaire augmentait de 1,8 % et les ETP de 0,3 %, augmentation nettement plus faible, accompagnée d'une fragilisation des ETP. Cette tendance est nationale, mais amplifiée en Franche-Comté par la plus forte évolution de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire.

10,8 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 9^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

La proportion de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire sur l'emploi régional est plus importante en Franche-Comté que la moyenne française, et elle apparaît variable suivant les départements. A une échelle plus fine, on voit que les différences apparaissent à l'échelon des pays ou zones d'emploi. La nature et l'ampleur du développement de l'économie sociale et solidaire sont liées aux caractéristiques socio-économiques des territoires. L'économie sociale et solidaire a souvent un poids relatif plus important en zones rurales, où ses établissements sont fréquemment parmi les plus importants employeurs privés en nombre de salariés. Par ailleurs, les villes préfectorales de département et de région concentrent l'emploi des sièges, fédérations et groupements.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

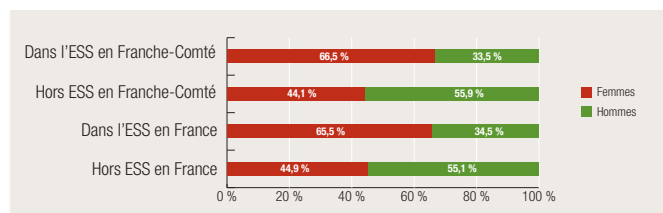
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	5 422	1 602	32 505	800	40 329	20 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,4 %	0,4 %	8,7 %	0,2 %	10,8 %	9 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	498	201	3 130	26	3 855	20 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,3 %	0,5 %	8,4 %	0,07 %	10,4 %	11 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

La dynamique économie sociale et solidaire en Franche-Comté est issue des associations, qui représentent 80,5 % des salariés de l'économie sociale et solidaire et 81 % des établissements. Les mutuelles ont un réseau d'établissements plus important qu'à l'échelon national, cohérent avec l'importance régionale de leurs adhérents dans la population totale. Mais en raison des sièges administratifs externes à la région, le poids en termes d'emploi est plus faible. Les coopératives en Franche-Comté relèvent en plus forte proportion qu'en France du domaine agricole (les racines coopératives sont anciennes et issues de l'agriculture de notre région).

66,5 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

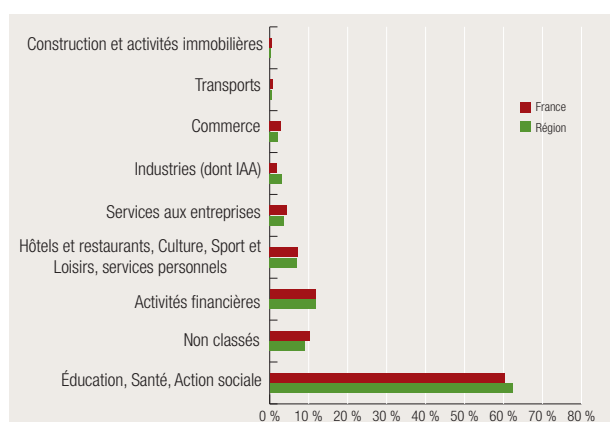


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

66,5 % des salariés de l'économie sociale et solidaire en Franche-Comté sont des femmes. C'est une proportion un peu plus forte que la moyenne française. Cela est lié à la nature des domaines d'activité où se concentrent l'activité associative, et notamment l'action sociale, le médico-social, le sanitaire, les services à la personne.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire est présente dans tous les champs d'activités, mais avant tout dans les activités de service. A ce titre, la Franche-Comté a un poids relatif, en terme d'emploi et au regard des moyennes nationale, nettement plus fort dans le domaine hôtels et restaurants, culture, sport et loisirs, services personnels, et dans le social. Mais c'est aussi le cas dans l'industrie en raison de l'agro-alimentaire.

847 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
DOUBS	424,6	TERRITOIRE-DE-BELFORT	94,1
JURA	158,4	Franche-Comté	847,2
HAUTE-SAONE	170,1		

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire représente 9 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. Le poids relatif des rémunérations moyennes dans l'économie sociale et solidaire est différent suivant les départements, en cohérence avec le poids relatif de l'emploi. La tendance est plutôt orientée vers une moyenne un peu supérieure aux rémunérations des autres salariés. Cela s'explique par la nature de certains domaines d'activité où l'économie sociale et solidaire est fortement présente, en raison des rémunérations moyennes de ces activités, ou d'une qualification des salariés plus fortes (IAA, activités financières, médical, éducation-formation notamment), en cohérence avec une part beaucoup plus importante de la catégorie socioprofessionnelle des professions intermédiaires dans l'économie sociale et solidaire.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« L'économie sociale et solidaire apporte une contribution importante à l'équilibre économique et social en Franche-Comté, région fortement touchée par les mutations industrielles et la crise. Améliorer cette contribution nécessite une organisation collective dans l'économie sociale et solidaire plus importante entre les différents secteurs, pour mieux être un des moteurs de l'économie, mais aussi dans une logique de maintien d'un cadre de vie et de la cohésion sociale. L'enjeu est particulièrement important dans les services, point fort de l'économie sociale et solidaire, alors que ce domaine est moins développé en Franche-Comté que dans les autres régions.

A cet effet, il faut soutenir le développement de l'activité et de l'emploi à partir d'un potentiel associatif encore important au regard du nombre d'établissements non employeurs et de l'implication bénévole des Franc-Comtois.

Enfin, la coopération agricole constitue un enjeu spécifique, liée à un modèle de production alimentaire de qualité (AOC anciennes). Ce sujet prend une dimension environnementale et sociétale très forte, avec des enjeux de développement des filières courtes de distribution, et de l'agriculture raisonnée ou biologique, associée à une dynamique associative garante du développement rural. »

PLUS DE 10 500 SALARIÉS ET 1 100 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

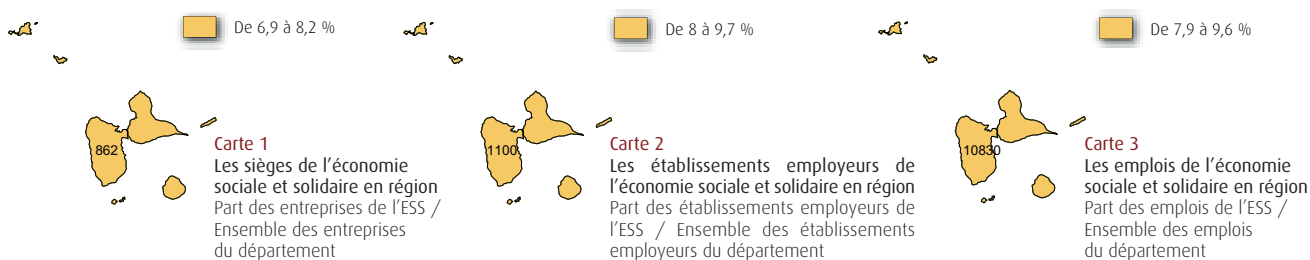
	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	862	-8,5 %	10 457	-8,4 %	237	0 %
Etablissements employeurs	1 100	-7,6 %	174 193		772	-2,9 %
Salariés au 31/12	10 830	4,2 %	64 637	2,1 %	40 416	-2,3 %
Equivalents temps plein	8 705	-2,0 %	55 123	0,7 %	37 571	-1,1 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,8	12,9 %	0,4	-92,4 %	52,4	0,6 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les conflits sociaux ont été importants en 2005 et marquent encore l'économie guadeloupéenne, même si la tendance sur l'emploi privé commence à s'améliorer en 2006. L'économie sociale et solidaire s'en tire plutôt bien avec une hausse des emplois entre 2005 et 2006 de 4,2 %, permettant de maintenir et créant des emplois même si les nombres d'entreprises et d'établissements sont en baisse.

On observe également que les entreprises créées sont dans le privé hors ESS et le public de très petites unités (beaucoup d'entreprises créées l'ont été comme solution au chômage et ne comptent qu'un salarié), alors que les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont de plus grande taille avec une moyenne de 9,8 salariés par établissement employeur.

9,4 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 21^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire en Guadeloupe rassemble 9,4 % de l'emploi régional, la plaçant au 21^{ème} rang des régions de France. C'est la zone de Pointe-à-Pitre qui reste la plus attractive pour l'ensemble de l'économie, même si l'île de Saint-Martin affiche un certain dynamisme. La structuration de l'économie sociale et solidaire guadeloupéenne reste encore à consolider pour appuyer et accompagner la création et la pérennisation des entreprises et emplois, face à une économie en difficulté et à un taux de chômage de plus de 27 % en 2006.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

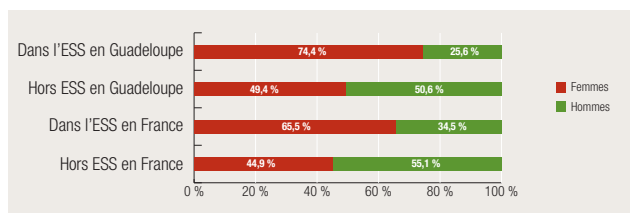
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	886	247	9 697	0	10 830	23 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,8 %	2,3 %	8,4 %	0,0 %	9,4 %	21 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	77	40	980	3	1 100	23 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,6 %	0,3 %	7,2 %	0,02 %	8,0 %	24 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les associations et les mutuelles sont fortement implantées en Guadeloupe, rassemblant respectivement 8,4 % et 2,3 % des salariés. Les associations représentent 89,5 % des emplois de l'économie sociale et solidaire, ce qui est largement supérieur à la moyenne nationale.

74,4 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

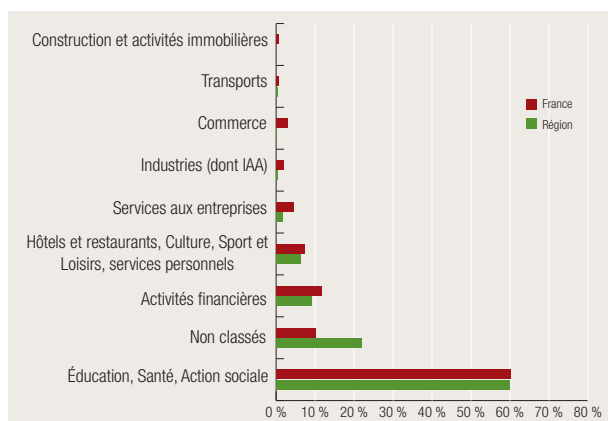


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

La présence des femmes dans l'économie sociale et solidaire en Guadeloupe est très importante, y représentant 74,4 % des effectifs. Ce chiffre s'explique notamment par la forte présence des femmes dans les activités de services, d'éducation et du social.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

Comme au niveau national et dans les autres régions, l'économie sociale et solidaire en Guadeloupe est fortement présente dans le domaine de l'éducation, santé, social, d'autant que le secteur tertiaire regroupe plus des trois-quarts des entreprises guadeloupéennes. Les services aux entreprises et services aux particuliers sont quant à eux en baisse d'activités par rapport à 2005, d'autant que l'hôtellerie et la restauration ont des problèmes de développement et d'attractivité. Les domaines du Commerce, de l'Industrie et des technologies de l'information restent les plus dynamiques sur l'île. Il faut par ailleurs relever une part considérable de structures, plus précisément d'associations, non-classées, dont l'activité principale n'a pas été identifiée ou déclarée.

223 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
Guadeloupe	223,6

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

L'économie sociale et solidaire représente 7,3 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRS).

Pour plus d'informations : www.cnres.org

PLUS DE 2 750 SALARIÉS ET 340 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

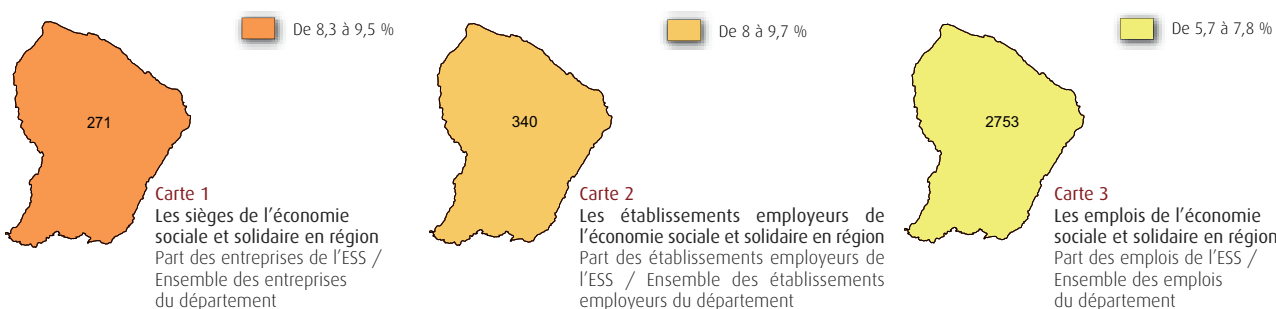
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	271	-14,5 %	2 659	-6,5 %	125	1,6 %
Etablissements employeurs	340	-15,0 %	3 154	-4,90 %	383	-3,0 %
Salariés au 31/12	2 753	-7,30 %	18 368	5,9 %	20 005	0,5 %
Equivalents temps plein	2 385	-13,00 %	16 039	4,50 %	18 628	1,3 %
Effectif salarié moyen /employeur	8,1	9,00 %	5,8	11,30 %	52,2	3,7 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Pour l'année 2006 l'économie sociale et solidaire en Guyane représente 2 750 salariés pour 340 établissements employeurs face à un secteur privé hors économie sociale et solidaire très actif dans le département qui emploie un peu plus de 18 300 salariés pour 3150 établissements. Il est fort probable que le non-fonctionnement de la CRESS de 1999 jusqu'à sa reprise d'activité fin 2008, a accentué le recul des chiffres de l'économie sociale et solidaire en Guyane. Force est de constater cependant que l'effectif salarié moyen par employeur est plus élevé que dans les entreprises privées classiques.

6,7 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 25^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

L'emploi dans l'économie sociale ne représente que 6,7 % des emplois en Guyane, ce qui reste faible par rapport aux autres régions françaises qui affichent un poids de l'économie sociale entre 10 et 14 %. Des efforts particuliers avec le soutien de la CRESS permettront de développer les emplois, grâce au contexte géographique de la Guyane et à sa possibilité de progression (population jeune).

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

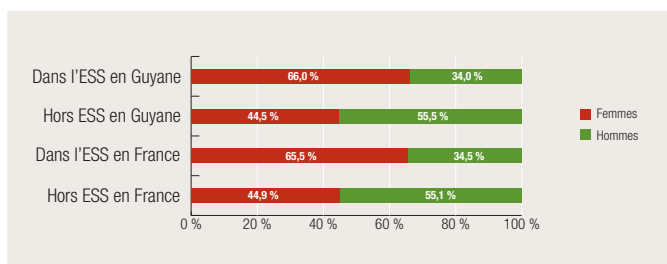
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	79	56	2 618	0	2 753	26 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,2 %	2,0 %	6,4 %	0,0 %	6,7 %	25 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	13	13	313	1	340	26 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,3 %	0,3 %	8,1 %	0,03 %	8,8 %	19 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Par rapport au poids moyen de l'économie sociale et solidaire en France, que ce soit au niveau des salariés ou des employeurs, le classement de la Guyane n'est pas à la hauteur de ses espérances. La marge de progression de l'économie sociale et solidaire en Guyane reste importante avec une politique adaptée au contexte de la Guyane : par des créations d'emploi dans l'environnement, le tourisme Vert (Parc Amazonien), ou les services à la personne face à une démographie exponentielle.

66 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

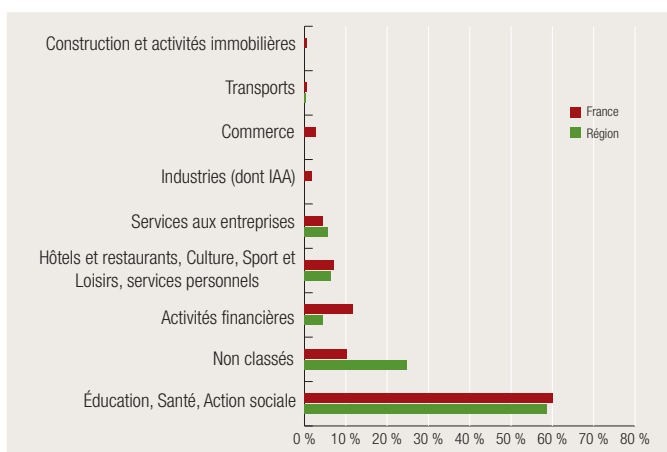


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Malgré la faible part de l'économie sociale et solidaire en Guyane, les femmes y restent très présentes. Les domaines de l'éducation, de la santé et du social relèvent en effet majoritairement de l'économie sociale et solidaire et sont très féminisés.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'éducation, santé, action sociale est incontestablement un précieux gisement d'emplois car il représente à lui seul près de 60 % de l'effectif salarié de l'économie sociale et solidaire. On notera également que les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont quasi inexistantes dans certaines activités, notamment dans les domaines du commerce, de l'industrie, de la construction et des activités immobilières. Par ailleurs, on constate une proportion importante de structures non-classées : plus de 20 %.

56,6 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
Guyane	56,6

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 4,8 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« L'enjeu régional est important, il est indispensable de relancer et de sensibiliser les acteurs politiques et associatifs à l'économie sociale et solidaire.

Le potentiel de développement économique et social des territoires permettra d'attirer des salariés issus de la masse de jeunes en attente d'un emploi.

La mise en service d'un Observatoire de l'Économie sociale et solidaire en Guyane favorisera la prise de conscience de l'État et des Élus sur l'intérêt de favoriser la mise en place d'une politique dynamique en matière d'économie sociale et solidaire et sera une aide précieuse à la décision.

La CRESS Guyane devra contribuer à mettre tout en œuvre afin de permettre d'accompagner le plus grand nombre de projets possible et faire de cette région un département pilote en matière d'économie sociale sur le continent sud américain. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec la CRESS Guyane.

Pour plus d'informations : www.cncres.org

PLUS DE 51 200 SALARIÉS ET DE 5 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

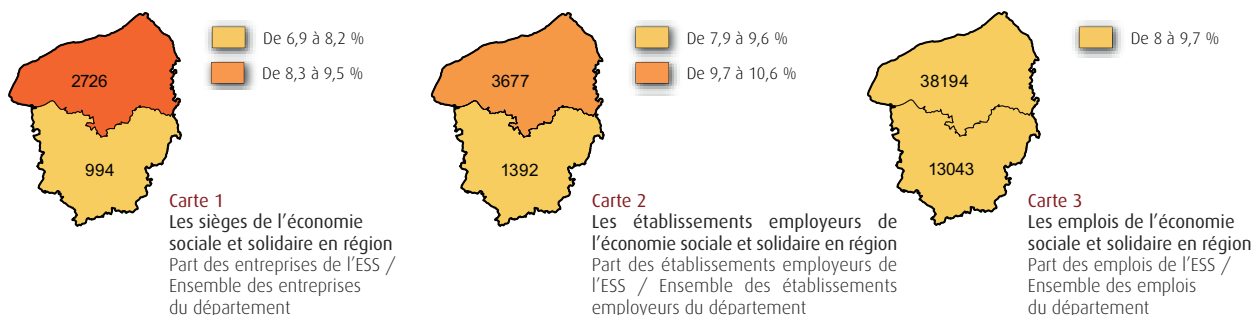
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	3727	4,4 %	32 570	3,1 %	2 752	-0,5 %
Etablissements employeurs	5 069	1,9 %	40 509	-1,1 %	6 228	-0,4 %
Salariés au 31/12	51 237	3,6 %	390 845	2,3 %	162 918	-1,3 %
Equivalents temps plein	42 299	4,2 %	354 947	2,5 %	143 201	-1,7 %
Effectif salarié moyen /employeur	10,1	1,7 %	9,6	3,5 %	26,2	-0,9 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

On remarque une forte dynamique de l'économie sociale et solidaire en Haute-Normandie : les structures de l'économie sociale et solidaire se développent plus que celles du privé hors économie sociale et solidaire. Il faut souligner que les emplois créés dans l'économie sociale et solidaire correspondent à des besoins exprimés dans les territoires et sont donc moins assujettis aux effets des marchés que les organisations à but lucratif.

8,5 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 23^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Ces chiffres reflètent la réelle disparité entre les deux départements haut-normands et la concentration des activités en Seine-Maritime. On remarque pourtant que le poids des deux départements est assez proche, ce qui montre le maillage du territoire régional par l'économie sociale et solidaire.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

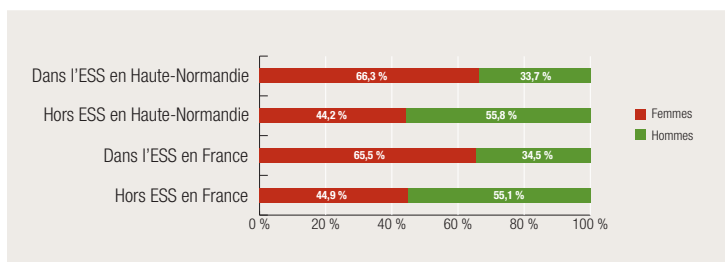
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	7 120	3 486	39 499	1 132	51 237	17 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,6 %	6,5 %	0,2 %	8,5 %	23 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	603	184	4 269	13	5 069	16 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,4 %	8,2 %	0,03 %	9,8 %	14 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Le poids des salariés de l'économie sociale et solidaire en Haute-Normandie est très sensiblement inférieur à la moyenne française, sauf pour les mutuelles, ce que l'on peut expliquer par la présence de deux sièges nationaux : la Matmut et la MAE.

66,3 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

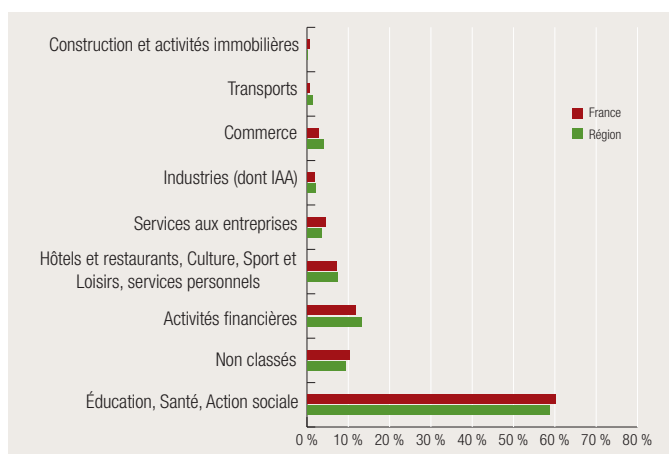


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

La répartition par genre en Haute-Normandie suit le même schéma qu'en France, elle s'explique par le poids du secteur associatif dans l'économie sociale et solidaire, principalement l'éducation, la santé et l'action sociale, des domaines fortement féminisés.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Sur les domaines d'activité, les différences avec le national sont peu significatives. On peut toutefois souligner la présence active des activités bancaires et du commerce, avec le siège d'une coopérative de consommateurs : les Coopérateurs Normandie-Picardie.

1,1 MILLIARD DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
EURE	277
SEINE-MARITIME	843,7
Haute-Normandie	1 120,7

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 7,1 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région, et on retrouve ici des différences entre les deux départements comparables à celles des chiffres de l'emploi.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« L'un des enjeux forts pour la région est de renforcer la mise en réseau des structures de l'économie sociale entre elles, mais également avec les collectivités territoriales et l'économie traditionnelle.

En effet, la Haute-Normandie voit son tissu industriel se réduire avec de nombreuses fermetures d'entreprises, accélérées dans la période de crise actuelle. Des réflexions sur des passerelles entre l'économie sociale et solidaire et l'économie classique pourraient apporter des réponses pérennes. »

PRÈS DE 360 000 SALARIÉS ET PLUS DE 30 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	25 040	3,8 %	344 382	0,5 %	5 254	-0,7 %
Etablissements employeurs	30 121	0,9 %	390 873	-0,3 %	17 198	-7,8 %
Salariés au 31/12	359 898	0,9 %	3 625 220	2,5 %	1 264 264	-2,7 %
Equivalents temps plein	297 875	1,8 %	3 287 137	2,1 %	1 134 305	-1,6 %
Effectif salarié moyen /employeur	11,9	-0,1 %	9,3	2,8 %	73,5	5,5 %

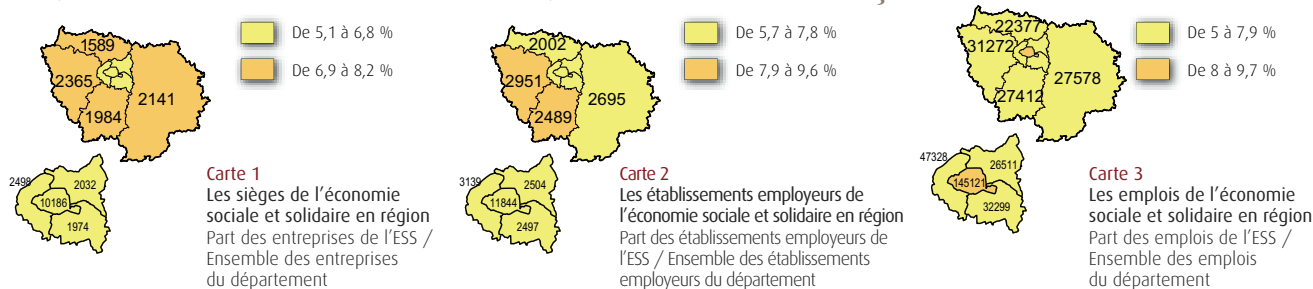
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

On constate en Ile-de-France une augmentation significative du nombre d'organisations de l'économie sociale et solidaire par rapport à 2005. Une conséquence certaine des politiques de développement de l'économie sociale et solidaire mises en œuvre par le Conseil Régional en partenariat avec la CRESS d'Ile-de-France, menant notamment à la création du Centre de Ressources régional de l'Économie sociale et solidaire : L'Atelier.

Dans une région capitale où le développement de l'emploi est déterminant pour la croissance du pays, le nombre d'emplois relevant de l'économie sociale et solidaire est en progression relative. Le dispositif emplois-tremplins exclusivement réservé au monde associatif et financé par le Conseil régional contribue certainement à ce résultat.

Si l'Ile-de-France est loin devant les autres régions en valeurs absolues, le poids des entreprises et le nombre d'emplois de l'économie sociale et solidaire apparaît cependant faible quand on le compare avec l'ensemble des emplois de la région (6,8 %), ce qui place l'Ile-de-France au 24^{ème} rang français.

6,8 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 24^{ÈME} RANG FRANÇAIS



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

On constate un développement de l'économie sociale et solidaire plus marqué dans les départements franciliens de la grande couronne (77, 78, 91, 95), dû à la nécessité de s'appuyer sur les principes de l'économie sociale et solidaire pour apporter des réponses efficaces aux besoins des populations rurales, ou urbaines, relativement importantes dans ces départements.

La forte densité démographique accentue la concurrence entre les différentes formes d'économie. Les principes concurrentiels ne favorisent pas le développement de l'économie sociale et solidaire, ce qui explique la relative faiblesse des chiffres constatés dans les départements les plus fortement urbanisés de la petite couronne.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

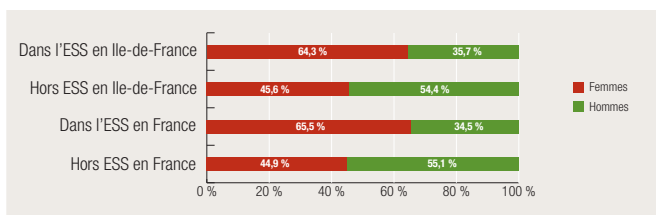
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	30 377	23 667	285 147	20 707	359 898	1 ^{er}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,6 %	0,4 %	5,4 %	0,4 %	6,8 %	24 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 529	800	27 487	305	30 121	1 ^{er}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,3 %	0,2 %	6,3 %	0,07 %	6,9 %	25 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Le nombre d'entreprises et d'emplois recensés est beaucoup plus important parmi les associations que dans les autres formes juridiques d'entreprises de l'économie sociale et solidaire. En effet, les associations représentent plus de 90 % des établissements employeurs et près de 80 % des emplois de l'économie sociale et solidaire en Ile-de-France. La souplesse de la réglementation encadrant la création d'une association, la présence importante et l'action efficace des sièges et fédérations d'associations sur le territoire francilien et la relative cohérence des politiques publiques menées par les collectivités locales et l'Etat en matière de développement de la vie associative, expliquent notamment ce résultat.

64,3 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

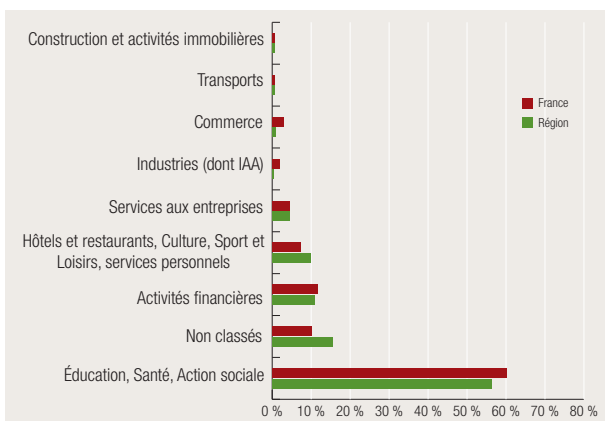


Source : INSEE CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les différentes branches professionnelles constituant l'économie sociale et solidaire sont historiquement et culturellement fortement féminisées. L'Ile-de-France affiche cependant une proportion de femmes actives moins importante que la moyenne nationale (-1,2). Ce décalage est la conséquence d'une proportion plus importante d'hommes actifs en Ile-de-France, due notamment à la jeunesse de la population francilienne comparée aux autres territoires.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Indubitablement, les activités contribuant au développement social, physique et culturel des habitants (ce que certains économistes appellent l'économie quaternaire) représentent près de 70 % de l'activité de l'économie sociale et solidaire en Ile-de-France. L'innovation et l'expérimentation qui caractérisent l'économie sociale et solidaire sont particulièrement développées dans la dynamique économique francilienne générale et expliquent une présence plus importante de l'économie sociale et solidaire par rapport à la moyenne nationale dans les secteurs : culture, loisirs et services à la personne.

9,3 MILLIARDS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
PARIS	4 241,6	ESSONNE	630,1	VAL-DE-MARNE	778
SEINE-ET-MARNE	641,4	HAUTS-DE-SEINE	1 266,9	VAL-DOISE	495,4
YVELINES	698,6	SEINE-SAINT-DENIS	642,2	Ile-de-France	9 394,3

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 5,3% des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Durant ces cinq dernières années, le Conseil régional d'Ile-de-France, la CRESS et l'Etat ont mis en œuvre des politiques partenariales relativement efficaces pour accompagner le développement de l'économie sociale et solidaire en Ile-de-France. Néanmoins, le travail nécessaire à la définition de cette forme d'économie, à la sensibilisation du grand public aux principes caractéristiques de l'économie sociale et solidaire et à la formation continue des acteurs, reste très important. Les statistiques comparées avec les autres formes d'économie ne permettent pas de constater la réelle évolution de l'économie sociale et solidaire, qui, fidèle à ses principes humanistes fondateurs, nécessite une évaluation essentiellement qualitative.

La précision de ce qui définit l'économie sociale et solidaire est primordiale car elle permettra d'en cerner les limites et de clarifier l'appartenance ou non des différentes formes d'entreprise à cette famille. Dans le même ordre d'idée, il s'agit de se doter de critères d'évaluation qualitative pour améliorer les arguments de l'économie sociale et solidaire qui doivent être constamment exposés aux dirigeants des collectivités locales de la région Ile-de-France afin qu'ils apportent des réponses alternatives aux problèmes économiques et sociaux que génèrent aujourd'hui les autres formes d'économie. Dans ce domaine, le partenariat entre le Conseil régional et la CRESS-IDF, concrétisé notamment par la création de L'Atelier, est un levier efficace qui devrait nous permettre de nous rapprocher de ces objectifs. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec la CRESS Ile-de-France.

Pour plus d'informations : www.cncres.org

PLUS DE 19 750 SALARIÉS ET 1 700 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

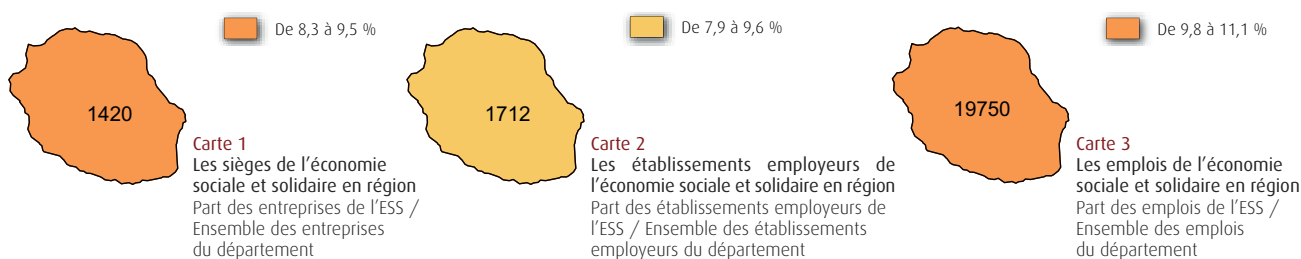
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	1 420	-1,7 %	14 763	0,5 %	236	1,3 %
Etablissements employeurs	1 712	-1,2 %	16 970	-0,2 %	1 077	-5,4 %
Salariés au 31/12	19 750	12,7 %	104 370	5,7 %	75 913	1,9 %
Equivalents temps plein	16 112	-3,5 %	91 210	4,5 %	64 470	-5,6 %
Effectif salarié moyen /employeur	11,5	14,1 %	6,2	5,9 %	70,5	7,8 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

A la Réunion, l'économie sociale et solidaire a augmenté ses effectifs salariés de 12,4 % au cours de l'année 2006, pour atteindre 19 750 salariés et 16 100 équivalents temps plein. Parallèlement, le nombre d'établissements employeurs a diminué de 1,2 % par rapport à l'année précédente. Les structures de l'économie sociale et solidaire sont dans une logique de renforcement de leurs effectifs.

10 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 16^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Les emplois de l'économie sociale et solidaire représentent 10 % de l'économie globale de la Région. Le Nord de l'île centralise la plupart des établissements de l'économie sociale et solidaire, mais aussi une grande partie des salariés (plus de 40 %). Les régions Est et Sud recensent moins d'établissements et de salariés, mais le poids de l'emploi salarié des communes est plus fort dans ces régions, cela en raison du nombre peu important d'établissements employeurs du secteur privé.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	1 433	500	16 362	1 455	19 750	22 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,7 %	2,5 %	8,3 %	7,4 %	10,0 %	16 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	113	41	1 523	35	1 712	22 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,6 %	0,2 %	7,7 %	0,18 %	8,7 %	21 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

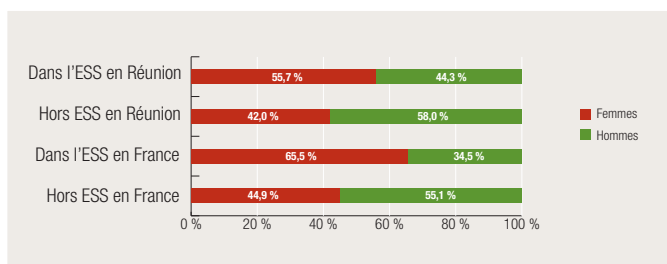
La Réunion connaît un poids de salariés dans l'économie sociale et solidaire conforme à la moyenne française (10 % contre 9 %), et se place au 16^{ème} rang des régions de France entière.

Pendant, la tendance est inversée pour les établissements employeurs, le poids de ces derniers étant moins important dans la région en comparaison avec la France entière.

La place des associations est prépondérante dans l'économie sociale et solidaire à La Réunion, elles forment plus de 80 % de l'effectif salarié de l'économie sociale. Les coopératives comptent 126 établissements et environ 1 430 salariés en 2008, soit 7 % de l'effectif de l'économie sociale et solidaire. Les établissements mutualistes, au nombre de 41, emploient 500 salariés, soit 2,5 % des effectifs de l'économie sociale et solidaire. Les fondations comptent 35 établissements mais presque 1500 salariés, soit 7 % du total de l'économie sociale. La proportion d'emplois dans les fondations est bien plus importante que dans les autres régions françaises.

55,7 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

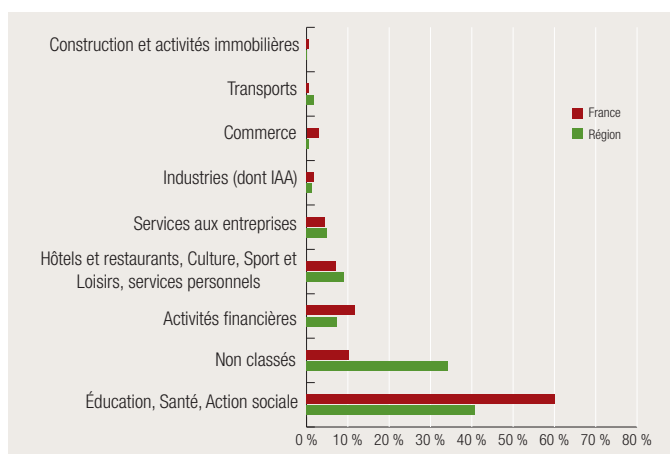


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

A La Réunion, les femmes restent majoritaires en occupant 55,7 % des emplois de l'économie sociale et solidaire, alors qu'elles ne représentent que 42 % des emplois du privé. Ce taux reste inférieur à la moyenne nationale, où il représente plus de 65 % des emplois de l'économie sociale et solidaire.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Les activités de l'économie sociale et solidaire sur l'île concernent tous les domaines. Mais alors qu'une grande part des activités sont « non classées » (les activités étant très diversifiées), en France une grande majorité des activités est rassemblée dans l'éducation, la santé et l'action sociale.

L'éducation, la santé et l'action sociale représentent plus de 40 % de l'activité de l'économie sociale et solidaire à La Réunion. Les activités de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture et du sport représentent moins de 10 % de l'économie sociale et solidaire.

436 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
La Réunion	436,3

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire représente 8,5 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« L'économie sociale et solidaire dans la région suit la même tendance que la France entière, mais les spécificités du contexte régional veulent que les chiffres soient inférieurs en moyenne par rapport à la moyenne nationale.

Il s'avère cependant que les emplois dans l'économie sociale et solidaire à La Réunion sont en augmentation, alors que ceux dans le privé augmentent plus faiblement, ce qui peut amener à penser que l'économie sociale et solidaire est un levier pour la croissance économique de l'île. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCREs), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire de la CRES de la Réunion.

Pour plus d'informations : www.cncre.org / www.cres-reunion.com

PRÈS DE 89 500 SALARIÉS ET PLUS DE 9 800 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

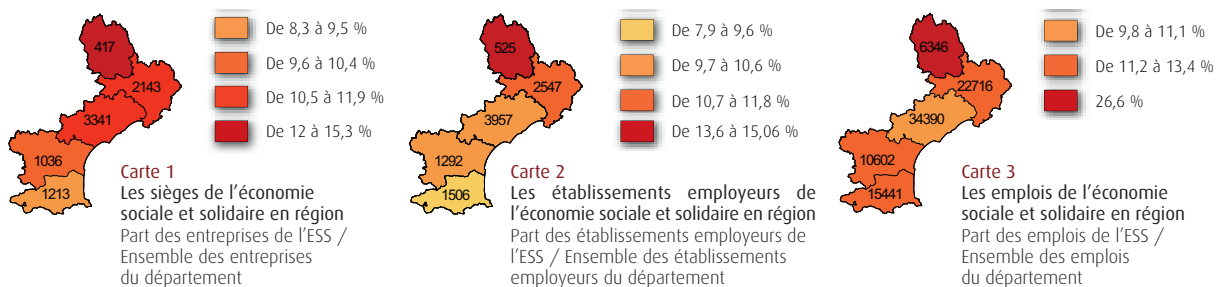
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	8 154	6,9 %	66 524	2,1 %	3 128	0,03 %
Etablissements employeurs	9 827	0,3 %	76 849	-1,4 %	7 331	-3,5 %
Salariés au 31/12	89 495	5,1 %	413 408	3,2 %	223 353	0,8 %
Equivalents temps plein	75 195	7,2 %	370 215	2,9 %	197 697	0,4 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,1	4,7 %	5,4	4,7 %	30,5	4,5 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire en Languedoc-Roussillon fait preuve d'un dynamisme assez marqué par rapport au reste de l'économie régionale, ses effectifs en ETP ayant progressé de 7,2 % entre 2005 et 2006, alors qu'ils n'ont dans le même temps augmenté respectivement que de 2,9 % et 0,4 % dans le secteur privé hors économie sociale et solidaire et dans le secteur public. Avec en moyenne 9,1 salariés par établissement employeur, la taille des établissements de l'économie sociale et solidaire apparaît sensiblement supérieure à celle des établissements du secteur privé hors économie sociale et solidaire (5,4 salariés / établissement).

12,3 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 4^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 12,3 % de l'emploi régional, ce qui situe le Languedoc-Roussillon au 4^{ème} rang des régions françaises quant à l'importance qu'occupe cette forme d'économie dans l'effectif salarié total.

La répartition par département se révèle assez homogène, sauf s'agissant de la Lozère, où les effectifs dans l'économie sociale et solidaire atteignent 26,6 % du total de l'emploi. Ce résultat renvoie à l'importance que revêt le secteur associatif sanitaire et social dans ce département, à dominante rurale et dont la population est relativement âgée.

Le poids de l'économie sociale et solidaire dans le département de l'Hérault apparaît en revanche sensiblement inférieur à la moyenne régionale. Ce constat s'explique par l'importance du tissu économique hors économie sociale et solidaire au sein de ce département, secteur privé et secteur public confondus.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

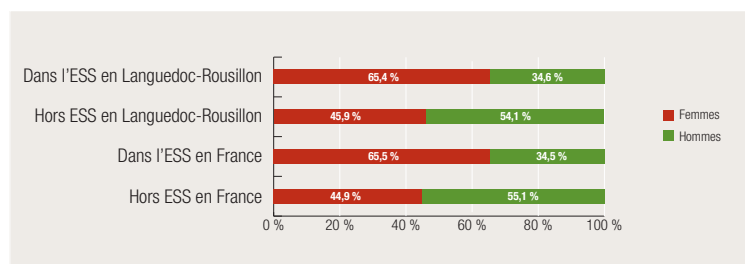
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	13 145	5 121	70 772	457	89 495	9 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,8 %	0,7 %	9,7 %	0,1 %	12,3 %	4 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	961	300	8 546	20	9 827	8 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,0 %	0,3 %	9,1 %	0,02 %	10,5 %	9 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Sauf pour les fondations, peu nombreuses en Languedoc-Roussillon, la part de chacune des trois autres composantes de l'économie sociale et solidaire est supérieure au niveau régional à ce qu'elle est, en moyenne, à l'échelle du pays dans son ensemble. Avec 2,1 points d'écart, cette surreprésentation est particulièrement nette en ce qui concerne la composante associative. Même si elle est moins affirmée, la différence est également assez sensible pour la composante coopérative, résultat s'expliquant en partie par l'importance que revêt la coopération agricole dans la région.

65,4 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

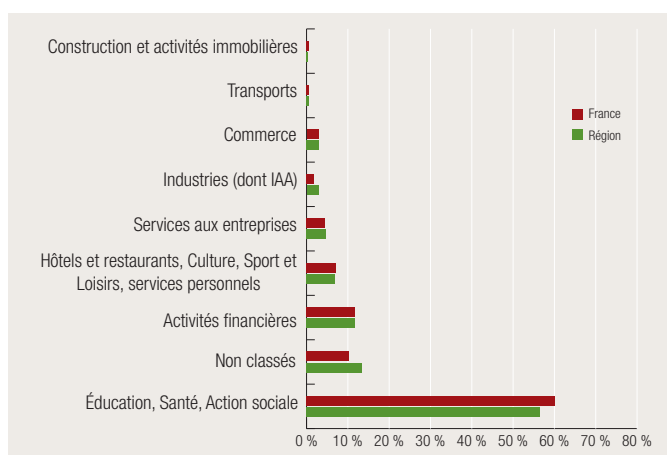


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'emploi dans l'économie sociale et solidaire s'avère fortement féminisé par rapport au reste de l'économie. Ce constat est valable aussi bien en Languedoc-Roussillon que pour la France entière, avec des ratios très proches dans les deux cas. La présence des femmes apparaît toutefois assez hétérogène selon les domaines d'activité, le personnel féminin étant particulièrement développé dans les fondations, les associations sanitaires et de santé ainsi qu'au sein des mutuelles de prévoyance (plus de 70 % des effectifs).

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les effectifs de l'économie sociale et solidaire apparaissent très concentrés dans le domaine intitulé « éducation, santé, action sociale », 60 % de ceux-ci environ relevant de ce domaine d'activités, au niveau aussi bien national que régional (ce dernier ratio étant toutefois légèrement inférieur). Les activités financières accueillent également un nombre assez élevé de salariés de l'économie sociale et solidaire (plus de 10 %). Ce chiffre est identique en Languedoc-Roussillon et à l'échelle de la France. Les « non classés », qui concernent un grand nombre d'associations, occupent aussi une fraction assez significative des effectifs de l'économie sociale et solidaire (10 % au niveau national, 12 % au niveau régional). L'importance de ces ratios constitue évidemment un obstacle à l'obtention d'une connaissance fine de la composition de ce champ.

1,9 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
AUDE	233,7	LOZERE	131,2
GARD	455,4	PYRENEES-ORIENTALES	331,5
HERAULT	759,8	Languedoc-Roussillon	1 911,7

L'économie sociale et solidaire représente 11,1 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Les femmes et les hommes faisant vivre et fonctionner les entreprises de l'économie sociale et solidaire du Languedoc-Roussillon en constituent la principale richesse. Dans ces conditions, l'ensemble des dispositifs en matière de formation ou de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) représente un enjeu majeur. C'est pourquoi la Cres Languedoc-Roussillon et ses membres ont initié la création de l'École de l'Entrepreneuriat en Économie sociale. Un des objectifs visés est de favoriser la mobilité des salariés entre les entreprises et composantes de l'économie sociale et solidaire.

Un autre enjeu essentiel consiste à renforcer la densité des échanges entre les acteurs régionaux participant de cette forme d'économie, en vue de conforter leur développement et leur sentiment d'appartenance collective. Ces considérations ont motivé la mise en place de Coventis, la Convention des entreprises de l'économie sociale. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire de la Cres Languedoc-Roussillon.

Bien que portant sur la même année 2006, les chiffres présentés dans ce document diffèrent quelque peu de ceux mentionnés dans le « Panorama de l'emploi dans l'économie sociale en Languedoc-Roussillon », publié en mai 2009 par la Cres Languedoc-Roussillon. Ces différences s'expliquent par le fait que cette dernière étude repose sur l'exploitation des seules DADS, tandis que le présent document s'appuie également sur le fichier CLAP, lequel agrège d'autres sources d'information.

Pour plus d'informations : www.cncres.org / www.creslr.org

PRÈS DE 25 500 SALARIÉS ET PLUS DE 2 700 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	1 917	7,8 %	15 423	5,3 %	1 528	-1,1 %
Etablissements employeurs	2 719	3,8 %	18 649	0,3 %	3 336	-4,8 %
Salariés au 31/12	25 448	5,8 %	125 018	3,1 %	79 830	-1,8 %
Equivalents temps plein	21 560	7,0 %	112 681	3,0 %	70 764	-1,8 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,4	2,0 %	6,7	2,8 %	23,9	3,2 %

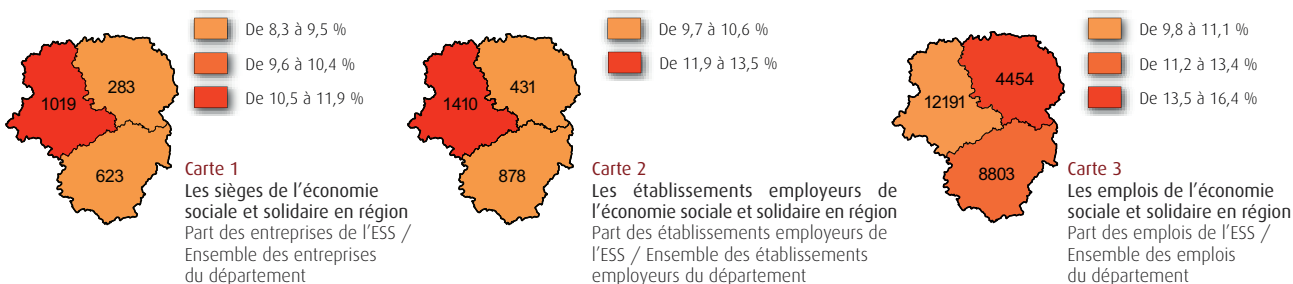
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

On note une évolution importante entre 2005 et 2006 des chiffres de l'économie sociale et solidaire par rapport aux secteurs privé hors économie sociale et solidaire et public.

L'évolution de l'effectif salarié (+6 % en 1 an) concerne principalement les services aux entreprises (+30 %), le commerce (+18,4 %) et la construction (+4,8 %). C'est la création d'emplois dans les associations (+5,7 %) et dans les coopératives (+7,6 %) qui explique l'évolution de ce chiffre.

Cette évolution est due, d'une part, à l'apparition dès la fin 2005 du dispositif d'aide à l'emploi de la région "Emplois associatifs" et, d'autre part, à la bonne santé de deux domaines d'activité (commerce et construction) où est présente de manière importante l'économie sociale dans la région Limousin : 3,2 % des salariés de la construction travaillent dans l'économie sociale (chiffre 5 fois supérieur à la moyenne nationale) et 5,7 % dans le commerce (chiffre 2 fois supérieur à la moyenne nationale).

11 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 7^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Le poids de l'emploi de l'économie sociale et solidaire est proportionnel à celui de la ruralité de chaque département. Ainsi en Creuse, l'emploi dans l'économie sociale représente 14 % de l'emploi total. Les services en zone rurale sont supportés en grande majorité par le public et les entreprises de l'économie sociale et solidaire (social, services aux entreprises, activités financières). L'économie sociale et solidaire vient donc dans ces territoires ralentir la déprise rurale.

UN SECTEUR COOPÉRATIF FORT

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	5 418	1 455	18 149	426	25 448	21 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,4 %	0,6 %	7,9 %	0,2 %	11,0 %	7 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	432	119	2 158	10	2 719	21 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,7 %	0,5 %	8,7 %	0,04 %	11,0 %	4 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

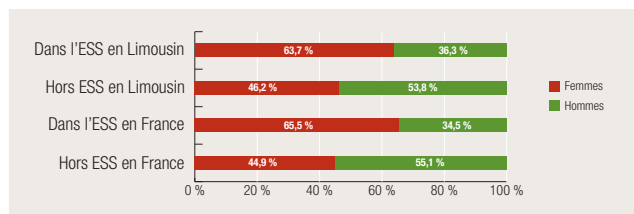
L'économie sociale limousine pèse très peu en valeur absolue au niveau national mais occupe le 7^{ème} rang français pour le poids des effectifs salariés et le 4^{ème} pour le poids des établissements employeurs.

La caractéristique principale du Limousin est la forte place occupée par le secteur coopératif. Il représente 21 % des salariés de l'économie sociale et solidaire en Limousin contre 13,7 % en France.

Les coopératives sont historiquement installées dans l'ouest de la région, dans le département de la Haute-Vienne et occupent principalement les domaines de la construction (SCOP), des IAA (coopératives fruitières), des activités financières (coopératives bancaires) et du commerce (coopératives dans le commerce dont Coop Atlantique).

63,7 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

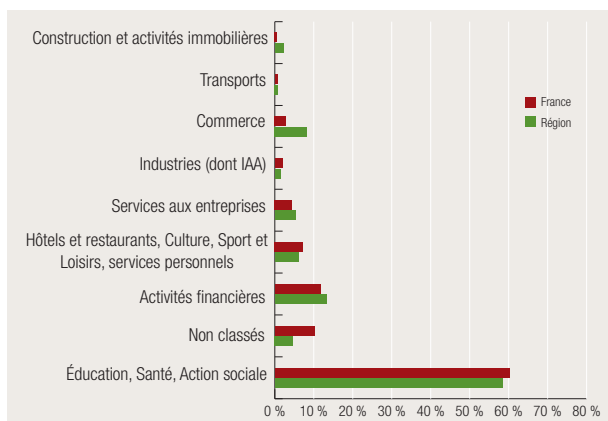


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

La forte féminisation est due au fait que l'économie sociale et solidaire se situe essentiellement dans le domaine des services (social, services aux particuliers, services aux entreprises, etc.) qui sont des métiers traditionnellement féminisés.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale est surtout présente dans les services. Ainsi, en Limousin, en incluant le commerce, 90 % des salariés de l'économie sociale travaillent dans le domaine des services contre 73 % pour l'ensemble des salariés du Limousin. L'« éducation, santé, action sociale » réunit près de 60 % des salariés de l'économie sociale en Limousin, suivie ensuite des activités financières (12,9 %) et du commerce (8,2 %).

553 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
CORREZE	184,1	HAUTE-VIENNE	276
CREUSE	93,5	Limousin	553,6

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire représente 10,1 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. Le département de la Creuse se distingue nettement du reste du Limousin. Dans ce département, l'économie sociale et solidaire est davantage présente que dans le reste du Limousin, notamment dans les domaines où l'on trouve des emplois à qualification très spécifique (activités financières et santé).

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« La libéralisation de l'économie (privatisations, réduction du nombre de fonctionnaires, désengagement de l'Etat dans les services publics, etc.) fait apparaître de gros besoins au niveau territorial (santé, lien social, éducation, loisirs, culture, prestations de services, etc.). Devant l'augmentation de la demande en services, l'économie sociale doit se renforcer pour ne pas laisser les services d'intérêt général aux seules entreprises privées lucratives.

Si les efforts de la Région sont louables en matière d'aides à l'emploi associatif, ils sont insuffisants compte tenu de l'explosion de la demande dans ce domaine. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCREs), en partenariat avec la CRES Limousin.

Pour plus d'informations : www.cncre.org / www.creslimousin.org

PRÈS DE 75 200 SALARIÉS ET PLUS DE 6 100 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

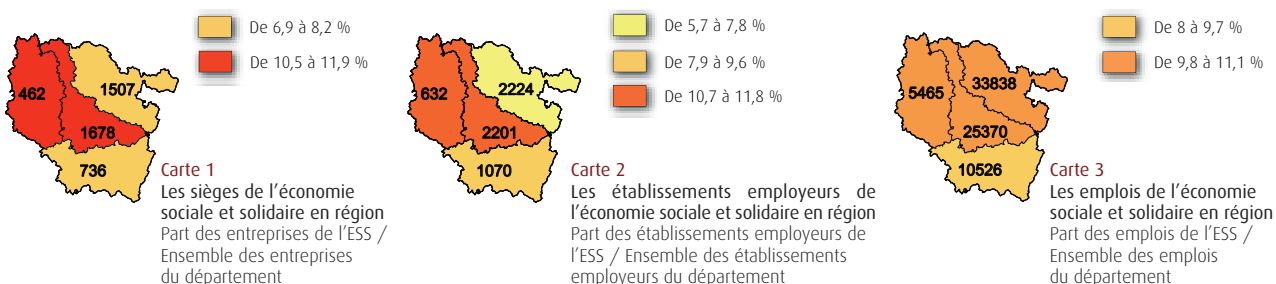
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	4 379	2,8 %	41 495	2,9 %	4 672	0,1 %
Etablissements employeurs	6 127	-0,9 %	51 430	-1,0 %	9 485	-3,1 %
Salariés au 31/12	75 199	3,4 %	435 778	2,4 %	200 918	-3,2 %
Equivalents temps plein	62 476	3,7 %	393 074	1,3 %	179 955	-2,7 %
Effectif salarié moyen /employeur	12,3	4,3%	8,5	3,5 %	21,2	-0,1 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire en Lorraine compte 6127 établissements employeurs soit une baisse de 0,9 % par rapport à 2005. Toutefois, cette baisse est minimisée par la nette progression du nombre de salariés du secteur sur la région : presque 3,5 % de progression et 3,7 % d'augmentation des ETP. Ainsi, l'économie sociale et solidaire a fourni 62 476 ETP en Lorraine en 2006 (autant que le nombre de lorrains travaillant dans les pays frontaliers de la région : Luxembourg, Belgique et Allemagne).

10,6 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 11^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Au total, l'économie sociale et solidaire représente plus d'un salarié sur dix en Lorraine (10,6 %). Les départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ont la primauté du nombre d'emplois et d'établissements de l'économie sociale et solidaire dans la région, du fait de leur poids économique global sur la région. Les départements plus « ruraux » de la Meuse et des Vosges ne sont cependant pas en reste dans le secteur de l'économie sociale et solidaire : les Vosges offrent plus de 10 000 emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire en 2006, soit une progression de 3,1 % par rapport à 2005 et la Meuse présente plus de 11 % d'établissements employeurs ESS.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

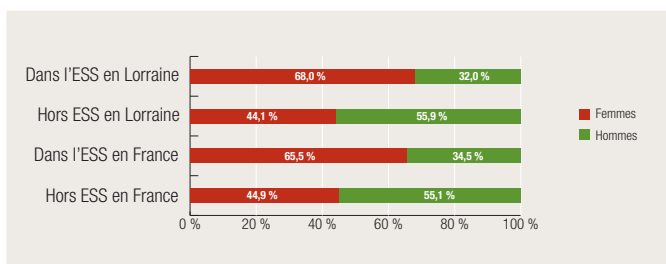
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	9 150	2 277	62 163	1 609	75 199	11 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,3 %	0,3 %	8,7 %	0,2 %	10,6 %	11 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	822	247	5 029	29	6 127	12 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,4 %	7,5 %	0,04 %	9,1 %	18 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les salariés de l'économie sociale et solidaire en Lorraine sont à près de 83 % issus d'associations, puis pour 12 % issus de coopératives, 3 % de mutuelles et 2 % de fondations. Les associations représentent une part importante des emplois de l'économie sociale et solidaire dans la région, plus que la moyenne nationale, à l'inverse des mutuelles, même si leur poids dans la région reste proche de la moyenne nationale.

68 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

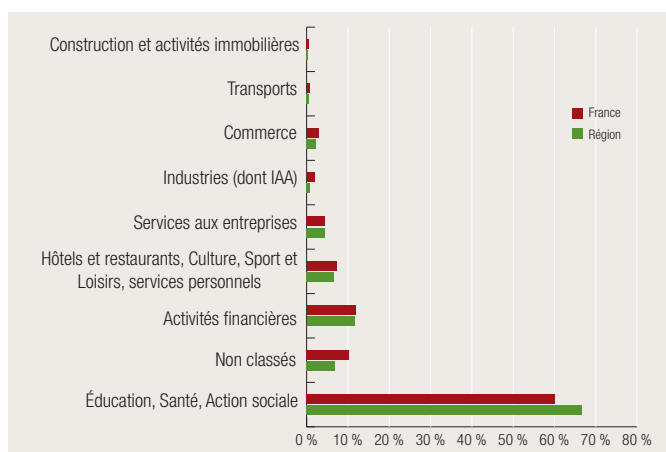


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Largement majoritaire depuis 2002, le travail féminin dans l'économie sociale et solidaire en Lorraine progresse encore en 2006 : 68 % des postes du secteur de l'économie sociale et solidaire sont occupés par des femmes en Lorraine, soit un peu plus que la moyenne nationale.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Si les activités et services relevant de l'économie sociale et solidaire en Lorraine sont sensiblement équivalents aux moyennes nationales, on peut toutefois remarquer que les activités d'éducation, de santé et d'action sociale sont largement majoritaires, dépassant de plus de 5 points la moyenne nationale. Ces domaines d'activité se présentent donc comme de véritables moteurs de l'économie lorraine.

1,6 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros		En millions d'euros	
	ESS		ESS
MEURTHE-ET-MOSELLE	568,7	VOSGES	210,6
MEUSE	111	Lorraine	1 645,5
MOSELLE	755,2		

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

En 2006, l'économie sociale aura distribué plus d'1,6 milliard d'euros en Lorraine, soit 9,1 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

PLUS DE 10 200 SALARIÉS ET PRÈS DE 900 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Avertissement : les chiffres ici présentés sont inférieurs à ceux de l'année 2004 publiés par l'INSEE et la Direction de la jeunesse et des Sports de Martinique en décembre 2006 dans « L'économie sociale et solidaire en Martinique ». Les bases de données ne sont pas les mêmes, la publication de décembre 2006 utilisant le répertoire des entreprises et établissements.

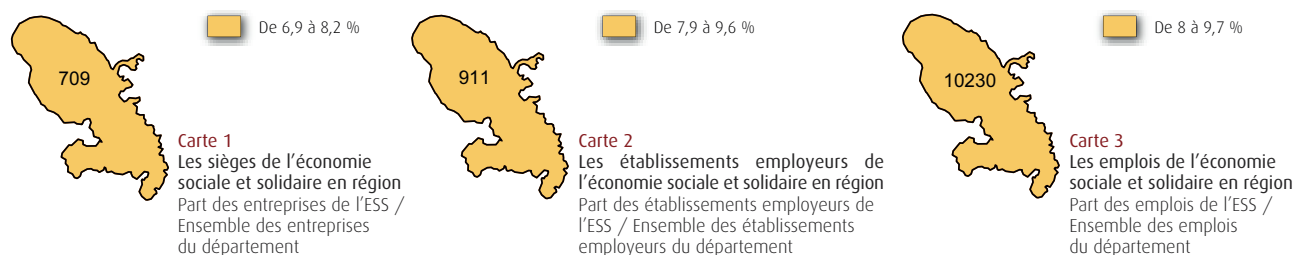
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	709	-3,1 %	7 939	1,1 %	240	0 %
Etablissements employeurs	911	-3,6 %	8 931	-0,6 %	717	-12,5 %
Salariés au 31/12	10 230	9 %	59 049	3,4 %	42 437	-2,3 %
Equivalents temps plein	8 187	-1,3 %	51 238	4,1 %	39 330	-1,8 %
Effectif salarié moyen /employeur	11,2	13,1 %	6,6	4,0 %	59,2	11,6 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire reste un secteur pourvoyeur d'emplois à la Martinique. En 2006 on assiste à une diminution du nombre d'établissements employeurs, une baisse de près de 4 % provoquée notamment par les mouvements sociaux (grève du port de Fort-de-France). Pourtant le secteur de l'économie sociale et solidaire demeure dynamique en terme de créations d'emplois salariés. Sur un an, entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006, l'effectif salarié a augmenté de 9 % pour ce secteur, contre 3,4 % pour le secteur privé hors ESS, tandis qu'il connaissait une baisse de 2,3 % pour le secteur public.

9,2 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 22^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Un secteur facteur de cohésion sociale pour l'économie : le secteur de l'économie sociale et solidaire emploie 10 230 personnes soit plus de 9 % des emplois départementaux, ce qui est loin d'être négligeable dans une région monodépartementale où en 2006, selon les chiffres de l'INSEE, le taux de chômage était de 23 %.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	980	453	8 642	155	10 230	24 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,9 %	0,4 %	7,7 %	0,1 %	9,2 %	22 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	81	67	760	3	911	25 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,8 %	0,6 %	7,2 %	0,03 %	8,6 %	22 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

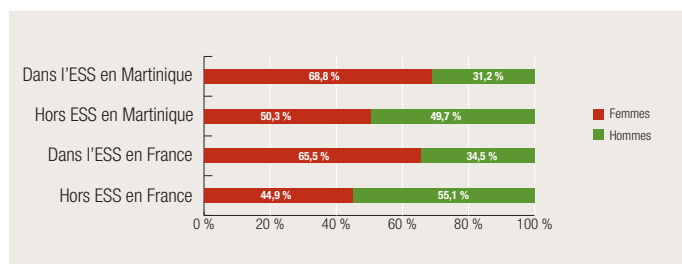
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Une forte représentation du secteur associatif par rapport aux autres familles. Plus de 84 % des salariés de l'économie sociale et solidaire travaillent dans une association, soit 8 % des emplois salariés régionaux. Les employeurs associatifs représentent d'ailleurs plus de 83 % du total des employeurs de l'économie sociale et solidaire. Les mutuelles quant à elles emploient proportionnellement moins de personnes à la Martinique alors même qu'elles ont un poids moyen proportionnellement plus important à la Martinique qu'au niveau national. Cela s'explique par le phénomène de fusion qu'a connu le secteur ces dernières années. Au contraire les coopératives, proportionnellement moins nombreuses, emploient pourtant proportionnellement plus de salariés qu'au niveau national.

Enfin tout comme au niveau national les fondations ont moins de poids que les autres familles, tant au niveau de leur nombre que de leurs effectifs salariés.

68,8 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

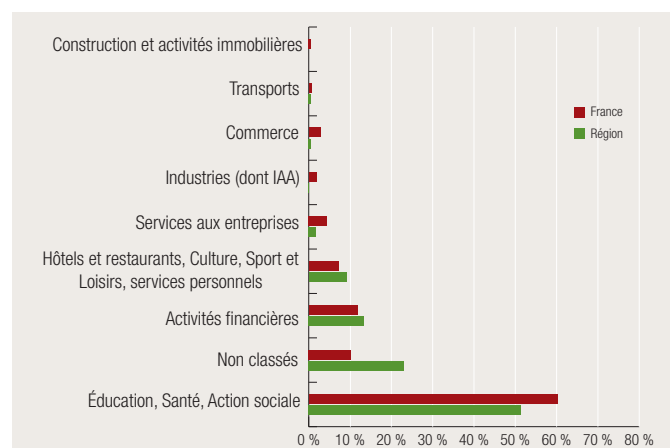


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Un salariat fortement féminisé : quels que soient les domaines d'activité, le taux d'emploi salarié féminin est plus élevé à la Martinique que dans le reste de la France. Ainsi, parmi les 10230 salariés de l'économie sociale et solidaire en 2006, près de 69 % étaient des femmes contre près de 66 % dans le reste de la France.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX PARTICULIERS

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP et DADS 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Des établissements concentrés dans le domaine éducation, santé, social : tout comme dans le reste de la France, la plupart des établissements de l'économie sociale et solidaire en Martinique sont concentrés dans l'éducation, santé, action sociale. Plus de 50 % des effectifs appartiennent à ce domaine d'activité. Cependant on peut observer une répartition plus importante des activités en Martinique comparée à la moyenne nationale.

228 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
Martinique	228,5

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Un secteur aux rémunérations brutes modestes : la rémunération annuelle brute versée par salarié dans l'économie sociale et solidaire s'élève à 22 336 euros contre 25 489 euros pour le secteur privé hors économie sociale et solidaire. Elle représente 7,5 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Compte tenu de son dynamisme en termes de création d'emplois, l'économie sociale et solidaire est une véritable soupape de sécurité contre les crises sociales dans une région fortement touchée par le chômage. Au sein de ce secteur au salariat fortement féminisé, les associations demeurent les structures les plus dynamiques et la proportion d'emploi dans le secteur coopératif est moins forte dans la région que par rapport à la moyenne nationale.

Les établissements de l'économie sociale et solidaire tendent à se concentrer dans les activités d'éducation, de santé et d'action sociale. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCREs), en partenariat avec la CRESS Martinique.

Pour plus d'informations : www.cncre.org / www.cress-martinique.org

PLUS DE 104 800 SALARIÉS ET DE 10 900 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

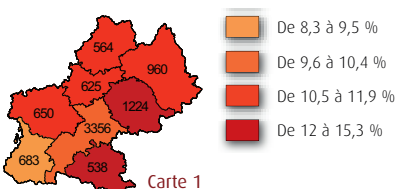
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	8 597	4,3 %	66 493	3,4 %	5 220	-0,6 %
Etablissements employeurs	10 961	0,7 %	79 733	-0,1 %	10 900	-2,0 %
Salariés au 31/12	104 877	5,6 %	555 638	3,8 %	257 566	0,4 %
Equivalents temps plein	87 521	6,1 %	497 368	3,3 %	226 393	-0,5 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,6	4,8 %	7,0	4,0 %	23,6	2,4 %

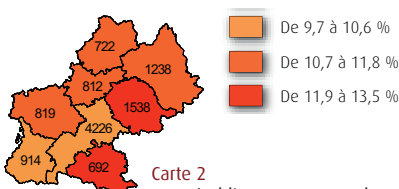
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire en Midi-Pyrénées est particulièrement dynamique en terme de créations d'emplois. Le nombre d'établissements se maintient et les nombres d'entreprises et d'emplois évoluent plus fortement que dans le privé hors économie sociale et solidaire. Notons que cette évolution de l'emploi est plus forte en Midi-Pyrénées qu'au national (5,8 % contre 3,1 %).

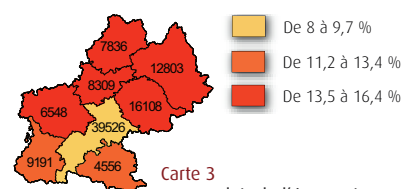
11,4 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 6^{ÈME} RANG FRANÇAIS



Carte 1
Les sièges de l'économie sociale et solidaire en région
Part des entreprises de l'ESS / Ensemble des entreprises du département



Carte 2
Les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en région
Part des établissements employeurs de l'ESS / Ensemble des établissements employeurs du département



Carte 3
Les emplois de l'économie sociale et solidaire en région
Part des emplois de l'ESS / Ensemble des emplois du département

GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

Le poids des emplois de l'économie sociale et solidaire est le plus important dans le nord et l'est de la région : respectivement 16,41 % des emplois dans le Lot, 15,89 % dans le Tarn et 15,66 % dans l'Aveyron.

La Haute-Garonne concentre plus du tiers des sièges, des établissements et des emplois de l'économie sociale et solidaire de la région. Cependant, le poids des emplois de l'économie sociale et solidaire y est le plus faible (8,42 %). Ce taux est à mettre en corrélation avec la répartition des salariés hors économie sociale et solidaire de la région. Près de la moitié d'entre eux travaillent en Haute-Garonne. Le poids des établissements dans les départements varie peu d'un département à l'autre (écart de 2,75 points).

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

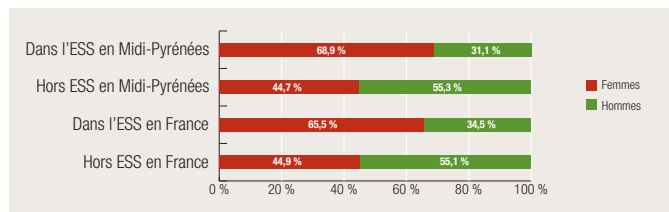
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	14 570	5 111	83 374	1 822	104 877	7 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,6 %	0,6 %	9,1 %	0,2 %	11,4 %	6 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 322	369	9 255	15	10 961	6 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,3 %	0,4 %	9,1 %	0,01 %	10,8 %	5 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Les associations représentent plus des trois quarts des établissements employeurs (84,4 %) et de l'effectif salarié (79,5 %) de l'économie sociale et solidaire en Midi-Pyrénées.

68,9 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

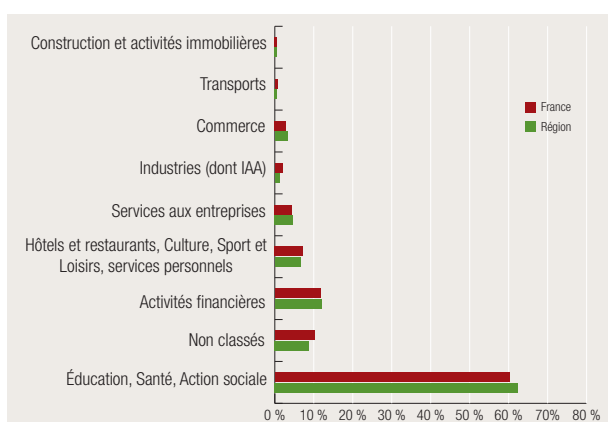


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

La part de l'emploi des femmes est nettement supérieure dans l'économie sociale et solidaire par rapport au champ « hors ESS », rassemblant le privé hors économie sociale et solidaire et le public. Cela s'explique notamment par leur forte présence dans les métiers du social, de l'éducation et de la santé.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

L'« Éducation, Santé, Action sociale » représente les deux tiers des effectifs salariés de l'Économie sociale et solidaire dont près de 70 % dans l'action sociale.

Toutefois, l'Économie sociale et solidaire est présente dans l'ensemble des domaines d'activité.

Enfin, l'Économie sociale et solidaire en Midi-Pyrénées pèse pour plus des 2/3 des emplois de l'action sociale et pour la moitié des emplois dans les activités financières et les activités récréatives, culturelles et sportives.

2,2 MILLIARDS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
ARIEGE	90,8	GERS	141,9	TARN	336,6
AVEYRON	280	LOT	168,8	TARN-ET-GARONNE	169,1
HAUTE-GARONNE	877,5	HAUTES-PYRENEES	185,2	Midi-Pyrénées	2 249,9

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRS

Les rémunérations brutes versées en 2006 par les entreprises de l'économie sociale et solidaire représentent plus de 2 milliards d'euros, soit 9,6 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. En moyenne, les salaires sont plus élevés dans les coopératives, mutuelles et fondations que dans les autres entreprises du privé.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Trois axes retiennent toute l'attention de la CRESS :

1. Impliquer l'économie sociale et solidaire dans le développement des services nécessaires aux projets d'installation et de vie dans les territoires en sensibilisant tous nos acteurs de terrain de manière transversale. Notre objectif est de contribuer à maintenir, voire développer l'activité économique et l'emploi dans tous les départements de notre Région. Ceci passe par l'inventaire des besoins (à trois - cinq ans) en termes d'emplois dans nos entreprises et la mise en place de parcours de professionnalisation des carrières.

2. Renforcer les relations transfrontalières, l'implication dans les programmes, et auprès des instances européennes.

Les relations avec l'Espagne et le Portugal initiées en ce début d'année peuvent être poussées entre autres :

- sous forme de coopérations agricoles raisonnées ou bio (y compris avec les acteurs d'économie sociale marocains),
- par la mise en place d'observations partagées.

3. Soutenir et pousser les coopérations et les solidarités entre les CRES(S) et les acteurs régionaux notamment dans le cadre de développement sur des espaces d'intérêts partagés. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRS), en partenariat avec la CRESS Midi-Pyrénées.

Pour plus d'informations : www.cnres.org / www.cress-midipyrenees.org

UNE RICHESSE ÉCONOMIQUE ET HUMAINE : PLUS DE 137 000 SALARIÉS ET DE 9 800 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

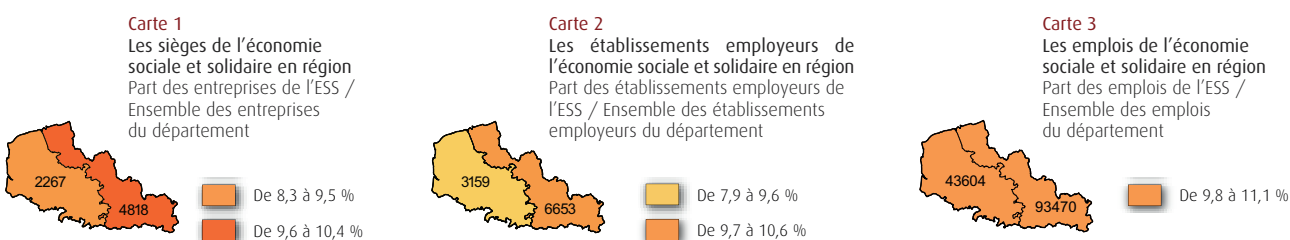
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	7 087	1,9 %	65 156	3,1 %	3 834	0 %
Etablissements employeurs	9 812	0,6 %	81 474	-1,1 %	10 650	-1,1 %
Salariés au 31/12	137 074	2,8 %	799 007	2,4 %	351 517	-2,6 %
Equivalents temps plein	112 475	3,9 %	716 336	1,8 %	309 950	-2,7 %
Effectif salarié moyen /employeur	14,0	2,3 %	9,8	3,5 %	33,0	-1,5 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les 9 812 établissements employeurs représentent 38 % des 26 000 établissements (employeurs et sans salarié) de l'économie sociale et solidaire en Nord-Pas-de-Calais. La région se place ainsi au 16^{ème} rang des régions métropolitaines. Les effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire en équivalents temps plein ont augmenté de 3,9 % entre 2005 et 2006. Environ 500 apprentis ou stagiaires sont présents dans l'économie sociale et solidaire. En représentant 0,4 % des effectifs de l'économie sociale et solidaire, ils sont proportionnellement moins nombreux que dans le reste de l'économie où ils représentent 1,6 % des effectifs. Ces apprentis et stagiaires travaillent à plus de 85 % dans le secteur associatif.

10,6 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 10^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Les 137 074 postes de travail salariés de l'économie sociale et solidaire représentent 10,6 % de l'ensemble des postes de travail salariés régionaux. Le Nord-Pas-de-Calais se place au 10^{ème} rang des régions métropolitaines. La densité moyenne régionale est de 343 postes de travail salariés pour 10 000 habitants, mais cache des disparités territoriales. La densité des emplois salariés de l'économie sociale et solidaire est plus élevée dans le département du Nord que dans celui du Pas-de-Calais avec respectivement 366 et 302 postes de travail salariés pour 10 000 habitants. Les emplois à quasi temps complet ne représentent ainsi que 38 % des emplois de l'Économie Sociale contre 62 % pour le reste de l'économie. Le taux de rotation des postes reste proche de celui du reste de l'économie. Avec un taux de rotation de 1,23 en 2006, la « stabilité » des emplois de l'économie sociale et solidaire est légèrement supérieure au reste de l'économie dont le taux de rotation s'élève à 1,28.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	10 809	3 928	118 232	4 105	137 074	5 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,8 %	0,3 %	9,2 %	0,3 %	10,6 %	10 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	975	314	8 482	41	9 812	9 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,0 %	0,3 %	8,3 %	0,04 %	9,6 %	17 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

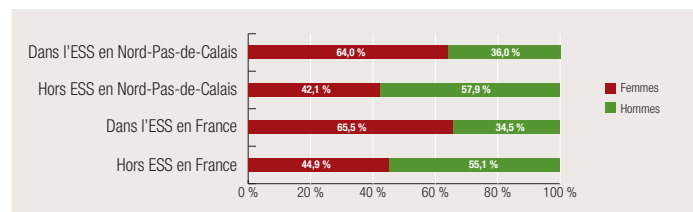
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Le profil régional est différent de la moyenne des régions avec un poids accru des associations. Dans le Nord-Pas-de-Calais, près de 92 % des établissements de l'économie sociale sont des associations, 6,5 % sont des coopératives. Les associations représentent plus de 86 % des établissements employeurs de l'économie sociale en Nord-Pas-de-Calais. Si l'on raisonne en nombre de postes de travail salariés, le profil de la région se

confirme encore davantage puisque le poids des associations est supérieur de près de 9 points dans la région, ceux des coopératives et des mutuelles inférieurs respectivement de 7 et 2 points.

64 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006



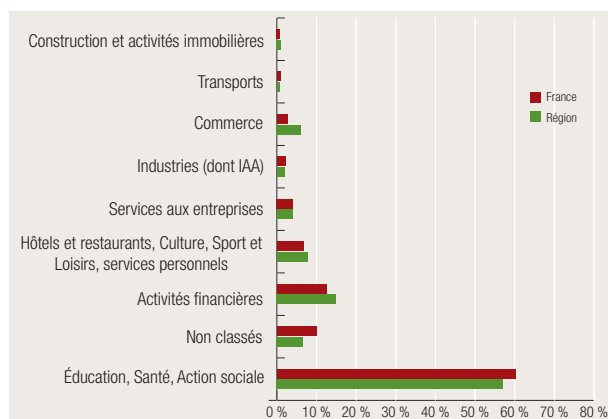
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

La répartition par genre des emplois permanents de l'économie sociale est favorable aux femmes : 61 % des emplois permanents sont occupés par des femmes alors que cette proportion s'élève à seulement 40 % dans le reste de l'économie.

Dans les associations, leur part s'élève globalement à 63 %. Cette surreprésentation s'explique notamment par le domaine social très présent dans l'économie sociale et qui emploie majoritairement des femmes : plus de 90 % des emplois sont occupés par des femmes dans le domaine de l'aide à domicile, dans les crèches et garderies ou dans celui de l'accueil des personnes âgées. Mais elles sont minoritaires dans le domaine des services aux entreprises (44 % de femmes), de l'aide par le travail (39 %) ou dans les associations sportives (37 %).

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les postes de travail salariés de l'économie sociale et solidaire se concentrent sur les domaines de l'action sociale et de l'éducation, qui regroupent 65 % de l'ensemble des postes de travail salariés de l'économie sociale. Par comparaison, ces activités pèsent 21 % dans l'ensemble de l'économie régionale. Ce résultat s'explique essentiellement par les associations pour lesquelles l'action sociale et l'éducation caractérisent les deux tiers des postes.

Les coopératives et les mutuelles se distinguent par une forte présence des activités financières (53 % des postes salariés des coopératives et 80 % de ceux des mutuelles). Quant aux fondations, 56 % des postes salariés sont dédiés aux activités relatives à la santé.

2,9 MILLIARDS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS
NORD	1 987,4
PAS-DE-CALAIS	917,8
Nord-Pas-de-Calais	2 905,2

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 8,9 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. Les associations qui signent 88 % des 219 160 contrats de travail de l'économie sociale et solidaire ne pèsent que 80 % de la masse salariale de l'économie sociale et solidaire. Inversement, la masse salariale versée dans les coopératives, les mutuelles et les fondations est proportionnellement plus importante que le nombre de contrats de travail signés, puisque pour exemple, les coopératives rassemblent 8 % des contrats pour 12 % de la masse salariale.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« De l'état des lieux à la prospective :

Au regard de cet état des lieux, l'économie sociale et solidaire confirme son poids dans l'économie régionale. Sa richesse économique et humaine en fait une composante incontournable face au vieillissement démographique et à la cause environnementale. Tout en se mobilisant sur ces deux enjeux sociétaux, la CRESS Nord-Pas-de-Calais vise la consolidation des établissements de l'économie sociale et solidaire, recherche à faire évoluer positivement les modalités salariales qui caractérisent l'emploi dans l'économie sociale et solidaire, développe des moyens pour motiver les jeunes à y faire carrière et investit dans un travail prospectif pour définir les nouveaux métiers et les nouvelles compétences de demain. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire de la CRESS Nord-Pas-de-Calais.

Pour plus d'informations : www.cncres.org / www.cresnpdc.org

PRÈS DE 145 000 SALARIÉS ET PLUS DE 13 800 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

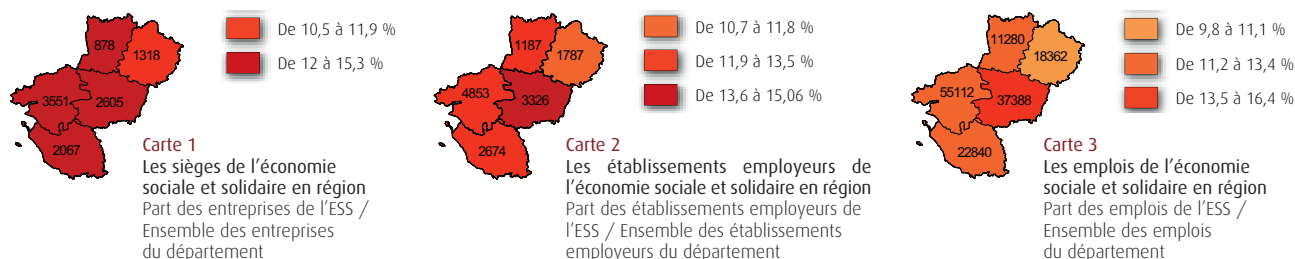
	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	10 396	3,6 %	69 322	4,2 %	3 276	0,2 %
Etablissements employeurs	13 827	-0,1 %	84 767	-1,1 %	8 014	-7,6 %
Salariés au 31/12	144 982	-0,2 %	764 831	3,4 %	262 270	-0,7 %
Equivalents temps plein	124 337	2,5 %	696 232	2,6 %	230 848	-1,3 %
Effectif salarié moyen /employeur	10,5	-0,1 %	9,0	4,5 %	32,7	7,5 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire est un enjeu économique dans la région : en 2006, près de 145 000 salariés travaillent dans près de 14 000 établissements des Pays-de-la-Loire relevant de l'économie sociale et solidaire.

Les associations, tout comme au plan national, occupent une place prédominante dans l'économie sociale et solidaire ligérienne. En effet, parmi l'ensemble des établissements employeurs des Pays-de-la-Loire, 85 % sont des associations. Au sein de la région, il convient de souligner que les coopératives se distinguent des autres familles par une proportion d'établissements et d'emplois plus importants qu'au plan national (respectivement 13 % contre 11 % et 19 % contre 14 %). En outre, un peu plus de 40 % des emplois se situent dans le régime agricole.

12,4 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 3^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

La Loire-Atlantique compte près de 5000 établissements soit 35 % de l'ensemble des établissements de la région. Elle est donc un poids lourd de l'économie sociale et solidaire en termes d'emplois avec 55 000 emplois soit 38 % de l'emploi ligérien.

La Vendée avec 19 % des établissements et 14 % des emplois se distingue des autres départements par des établissements plus petits.

C'est le Maine-et-Loire qui se distingue nettement des autres départements avec près d'1 emploi privé sur 7 dans l'économie sociale et solidaire, démontrant le rôle éminent de l'économie sociale et solidaire dans le département.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

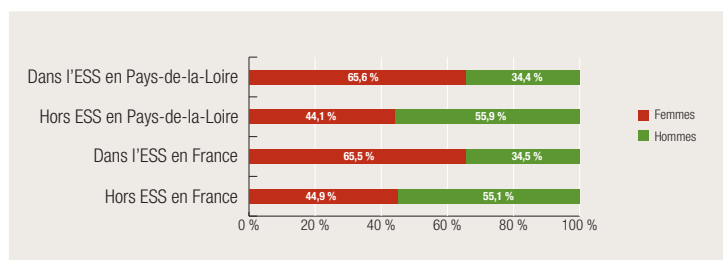
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	25 314	5 763	112 574	1 331	144 982	4 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,2 %	0,5 %	9,6 %	0,1 %	12,4 %	3 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 269	348	12 188	22	13 827	4 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,3 %	11,4 %	0,02 %	13,0 %	1 ^{er}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

Comparée à l'économie ligérienne, l'économie sociale et solidaire représente 12,4 % des établissements et 13 % de l'emploi salarié, soit une proportion nettement supérieure à la moyenne nationale. C'est dire la vitalité économique de l'économie sociale et solidaire, et l'importance qu'elle doit prendre, au sein d'une économie régionale elle-même dynamique.

65,6 % DE FEMMES : L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, DES EMPLOIS FÉMININS...

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

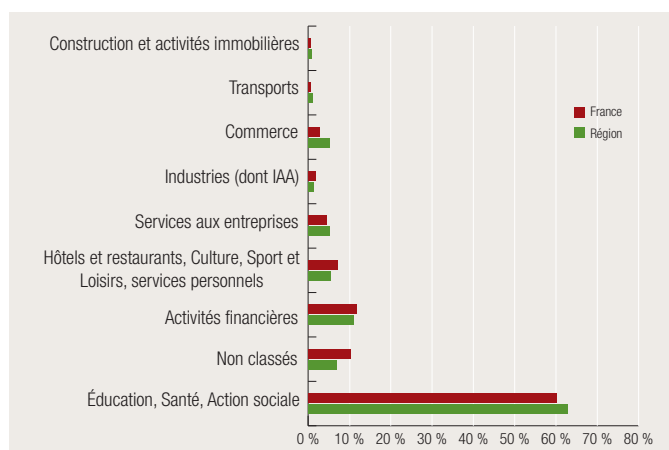


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

A la différence du champ hors Économie Sociale et Solidaire, où les hommes sont plus nombreux que les femmes (56 % contre 44 %), les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes dans l'économie sociale et solidaire : 66 % contre 34 % (à l'image du niveau national où les proportions sont très proches). Ce phénomène peut notamment s'expliquer par l'attrait des femmes pour certains domaines d'activité, comme l'éducation, la santé ou l'action sociale, où elles représentent 74 % des salariés. Néanmoins, d'une famille juridique à l'autre, des disparités apparaissent.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Dans les Pays-de-la-Loire, l'économie sociale et solidaire, toutes familles confondues, est présente dans tous les domaines d'activités économiques. L'éducation, santé, action sociale est incontestablement un précieux gisement d'emplois car il représente à lui seul plus de 60 % de l'effectif salarié de l'économie sociale et solidaire. On notera également que les activités financières représentent un peu plus de 10 % des emplois de l'économie sociale et solidaire. Enfin, bien que la proportion soit moindre qu'au plan national, il convient d'insister sur ce point : on compte 8 % de salariés dans des associations dites « non classées ailleurs ».

3,2 MILLIARDS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
LOIRE-ATLANTIQUE	1 240,8	SARTHE	451,9
MAINE-ET-LOIRE	807,6	VENDEE	488,3
MAYENNE	253	Pays-de-la-Loire	3 241,7

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 11% des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« **La place du régime agricole** : Il est important de souligner la place non négligeable qu'occupe le régime agricole dans l'économie sociale et solidaire des Pays-de-la-Loire : 9 % des établissements, 13 % des emplois et 16 % de la masse salariale relèvent de ce régime. Au plan national, les proportions sont inférieures, notamment pour les emplois (12 %) et la masse salariale (16 %).

Ces premières données de cadrage révèlent un fort dynamisme des établissements de l'économie sociale et solidaire sur la région des Pays-de-la-Loire. En effet, l'économie sociale et solidaire contribue de manière significative à la création d'emplois, à la distribution de revenus et au développement d'activités.

En outre, ces données sont éclairantes, à la fois pour les pouvoirs publics et les acteurs de l'économie sociale et solidaire, et constituent une aide précieuse à la décision. »

PLUS DE 55 000 SALARIÉS ET PRÈS DE 5000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

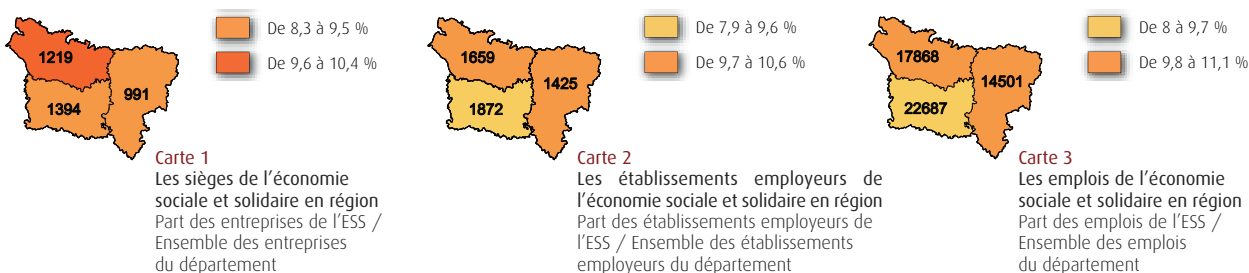
Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	3 590	4,7 %	31 299	3,0 %	3 960	-0,3 %
Etablissements employeurs	4 956	1,1 %	38 123	-1,3 %	7 985	-1,2 %
Salariés au 31/12	55 056	3,9 %	347 194	0,7 %	163 149	0,0 %
Equivalents temps plein	46 151	5 %	315 377	0,2 %	142 549	-1,3 %
Effectif salarié moyen /employeur	11,1	2,8 %	9,1	2,0 %	20,4	1,2 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Avec près de 5 000 établissements employeurs et 56 000 salariés, l'économie sociale et solidaire est une force importante du paysage économique picard. Elle représente 10 % des établissements employeurs de notre région et concerne près d'un salarié sur dix.

9,7 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 18^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

L'Oise est le premier employeur de l'économie sociale et solidaire dans la région avec 41,5 % des salariés. Il est suivi par la Somme qui regroupe un tiers des emplois puis l'Aisne qui en présente un quart. En revanche, rapporté au nombre d'habitants, l'économie sociale et solidaire génère moins d'emplois salariés dans l'Oise que dans la Somme. On relève ainsi 32 emplois dans la Somme pour 1000 habitants contre 29 dans l'Oise. L'Aisne avec 25 emplois pour 1000 habitants se situe quelque peu en retrait.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	8 553	2 053	42 476	1 974	55 056	15 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,5 %	0,4 %	7,5 %	0,3 %	9,7 %	18 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	582	145	4 197	32	4 956	17 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,1 %	0,3 %	8,2 %	0,06 %	9,7 %	15 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

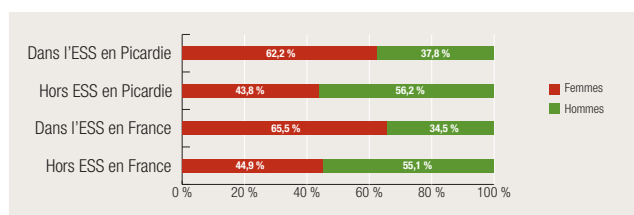
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les trois quarts de ces établissements et de ces emplois sont issus du monde associatif, par ailleurs fortement ancré dans le social et l'éducation. Au-delà des salariés, l'économie sociale et solidaire mobilise également environ 300 000 bénévoles réguliers ou occasionnels en région picarde. Quant aux coopératives et aux mutuelles, minoritaires en nombre, elles pèsent malgré tout dans le domaine des activités financières où elles regroupent près d'un emploi sur deux.

L'économie sociale et solidaire en Picardie, par rapport à la moyenne nationale, témoigne d'une forte présence dans les associations sportives (+4,4 points), dans les coopératives agricoles (+2,3 points), dans l'aide aux personnes handicapées (+1 point).

62,2 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

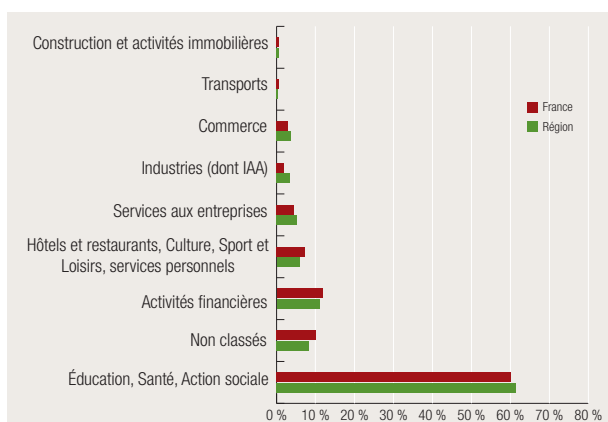


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans l'économie sociale et solidaire : elles y occupent 63 % des postes contre 48 % dans l'ensemble de l'économie régionale. Leur part dépasse même les 70 % dans les mutuelles ou les fondations ainsi que dans les associations de santé et de l'action sociale (aide à domicile, crèche et halte-garderie, accueil des personnes âgées). Dans le domaine de la santé, elles occupent également près de 8 postes sur 10. En revanche la place des femmes est bien discrète dans le secteur coopératif qui emploie une main d'œuvre essentiellement masculine : par exemple les coopératives de production ne comptent que 20 % de femmes.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire est surtout présente dans les services marchands (commerce, transports, activités immobilières et financières, services aux entreprises et aux particuliers) et dans les services administratifs (éducation, santé, action sociale et administration) : elle représente pour ces domaines d'activité près d'un établissement employeur sur deux. A contrario, l'économie sociale et solidaire est moins représentée dans l'industrie et la construction, ce qui pose la question de l'ouverture de ces domaines à de nouvelles formes d'entrepreneuriat (notamment au travers des coopératives de production).

1,2 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
AISNE	304,2	SOMME	400,8
OISE	492,2	Picardie	1 197,2

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les salaires versés par l'ensemble des établissements de l'économie sociale et solidaire dépassent le milliard d'euros, soit 8,4 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. La masse salariale des associations représente un peu plus des deux tiers des rémunérations. La contribution des coopératives avoisine les 21 % et celle des mutuelles 5 %.

L'économie sociale et solidaire offre des salaires horaires nets moins élevés que dans l'ensemble de l'économie picarde (10,8€/h contre 11,4€/h). Selon les domaines, il apparaît des disparités relativement importantes. Les associations proposent les rémunérations les plus faibles (9,9€/h). Les salariés du social, des transports, du sport, de l'hébergement et de la restauration perçoivent un salaire horaire inférieur à 10€/h. La plupart de ces associations sont constituées de petits établissements ayant des taux de féminisation et de temps partiel importants, facteurs jouant à la baisse sur les salaires. A l'opposé, les coopératives rémunèrent leurs salariés en moyenne 13€/h, en particulier les coopératives agricoles et celles de crédit (13,7€/h).

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Le secteur de l'économie sociale associe à la fois la modernité et l'innovation, tout en participant activement à l'attractivité des territoires. De grandes innovations issues de l'économie sociale font aujourd'hui partie de la vie quotidienne (aide à domicile, prise en charge des handicapés, tiers payant, prêt bancaire à taux variable, ...).

En marge du secteur privé concurrentiel et du secteur public, l'économie sociale constitue une troisième sphère de l'activité économique qui regroupe des activités très différentes. Ces structures sont singulières dans la mesure où elles partagent un ensemble de valeurs éthiques communes fortes : liberté d'adhésion, gestion démocratique ; primauté de la personne et de l'objet social sur la capital, non redistribution individuelle des profits et indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Dans un contexte régional dramatiquement témoin que le capitalisme pur et dur est de moins en moins créateur d'emplois, et de plus en plus générateur d'inégalités sociales fortes, l'économie sociale constitue un véritable potentiel. Fidèle aux valeurs qui lui sont propres, elle rejette la poursuite du profit approprié individuellement et se pose en alternative au système capitaliste en montrant de l'économie un visage plus responsable. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale de la CRÉS Picardie.

Pour plus d'informations : www.cncres.org / www.crespicardie.com

PLUS DE 66 200 SALARIÉS ET PRÈS DE 6 700 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

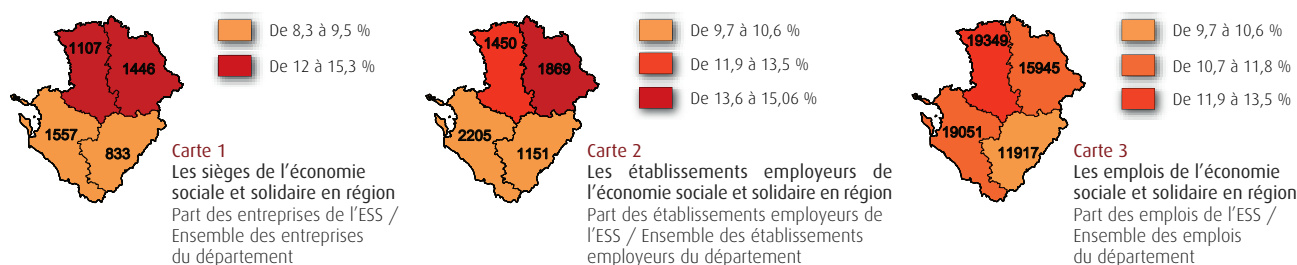
	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	4 947	7,3 %	36 822	5,6 %	2 930	-0,3 %
Etablissements employeurs	6 675	1,4 %	44 013	-0,4 %	6 523	-2,0 %
Salariés au 31/12	66 262	3,7 %	316 049	1,8 %	151 713	-0,6 %
Equivalents temps plein	57 539	5,5 %	289 259	1,5 %	134 222	-1,5 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,9	2,3 %	7,2	3,4 %	23,3	1,4 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire fait preuve d'un dynamisme de progression supérieur aux autres types d'entreprise et d'organismes. En particulier, l'effectif salarié ont un taux de progression deux fois plus élevé dans l'économie sociale et solidaire qu'ailleurs (+3,7 % contre +1,8 %) entre 2005 et 2006, et légèrement supérieur à la moyenne nationale de 3,1 %.

La progression des ETP a été plus rapide que celle de l'effectif salarié, et l'emploi dans l'économie sociale et solidaire a connu sur cette période un phénomène de consolidation.

12,4 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 2^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla©IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

La Région Poitou-Charentes est la 2^{ème} région de France pour le pourcentage des emplois en économie sociale et solidaire, par rapport à l'ensemble des emplois.

Même si les effectifs ne sont pas comparables, le Poitou-Charentes devance d'une courte tête le pourcentage des Pays-de-la-Loire parmi les quatre régions de l'Ouest Nord-Ouest : Bretagne (13,46 %), Poitou-Charentes (12,39 %), Pays-de-la-Loire (12,36 %), Basse-Normandie (12,07 %). Ces régions sont toutes au dessus de la moyenne nationale qui s'établit à 9,76 %.

Cette situation s'explique par le contexte historique et social de la région Poitou-Charentes, avec une nette spécificité concernant les mutuelles, en particulier pour l'assurance dont elle est le berceau.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	14 439	7 935	43 628	260	66 262	12 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	2,7 %	1,5 %	8,2 %	0,0 %	12,4 %	2 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 084	218	5 359	14	6 675	11 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,9 %	0,4 %	9,4 %	0,02 %	11,7 %	3 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

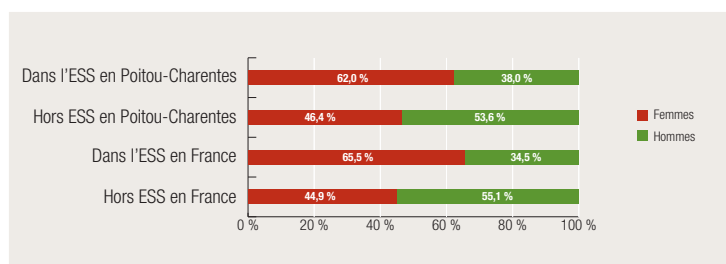
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les associations représentent quasiment les 2/3 des salariés de l'économie sociale et solidaire (65,8 %). C'est un chiffre inférieur au niveau national (78 %) mais qui est relativisé en Poitou-Charentes par le poids de coopératives et mutuelles d'assurances dommage. Les mutuelles d'assurances, avec leurs sièges à Niort, expliquent le nombre important d'emplois de ce secteur.

Dans le secteur coopératif, les banques et les coopératives agricoles sont les plus gros employeurs. Les coopératives agricoles sont importantes du fait de l'importance des deux domaines d'activité IAA et commerce de gros qui représentent la moitié des emplois dans les coopératives en Poitou-Charentes, et du fait de l'importance de la coopérative de consommateurs COOP ATLANTIQUE de Saintes.

62 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006



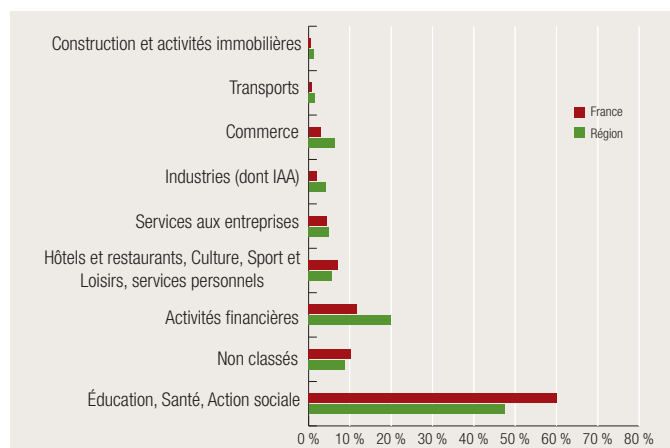
Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Les emplois dans les associations et mutuelles sont très nettement féminisés avec des taux respectifs de 68 et 66 %. Cependant, en comparant ces taux par domaines d'activité à ceux des emplois hors économie sociale et solidaire, on se retrouve dans des ordres de grandeur identiques. C'est notamment le cas du domaine éducation, santé, action sociale (72,7 contre 74 %) où l'importance des associations est grande.

Toujours pour les associations, les taux de féminisation sont plus importants dans le domaine services aux entreprises (54 contre 49 %) et beaucoup moins dans celui des services aux particuliers (48 contre 57,5 %).

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AU COMMERCE

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire est massivement présente dans le domaine des activités financières qui comprend les banques coopératives et les assurances dommage et santé (13 240 salariés, soit presque le double des emplois hors ESS de ce domaine).

Avec plus du quart des emplois, l'économie sociale et solidaire est très présente dans l'éducation, la santé, l'action sociale (31 430 salariés), où les emplois dans l'enseignement et les hôpitaux de la fonction publique sont particulièrement importants. C'est aussi le principal domaine d'activité employeur dans l'économie sociale et solidaire.

On doit regretter que près de 6 000 emplois associatifs (les non classés) ne puissent être identifiés dans un domaine d'activité donné. C'est l'une des pistes d'amélioration des années à venir que les CRES se sont données avec leurs partenaires.

1,5 MILLIARD D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
CHARENTE	246	VIENNE	355,8
CHARENTE-MARITIME	414,4	Poitou-Charentes	1 530,3
DEUX-SEVRES	514,1		

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 11,9 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec la CRES Poitou-Charentes, à partir de sa publication « Chiffres clés de l'économie sociale en Poitou-Charentes », Observatoire régional de l'économie sociale, DIRES, décembre 2008.

Pour plus d'informations : www.cncres.org / www.cres-pch.org

PRÈS DE 149 000 SALARIÉS ET 16 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	12 564	4,5 %	139 833	1,3 %	2 755	1,2 %
Etablissements employeurs	15 940	2,1 %	163 291	-0,5 %	9 113	-1,9 %
Salariés au 31/12	148 992	3,3 %	976 169	3,2 %	436 750	-2,3 %
Equivalents temps plein	124 868	4,5 %	877 108	3,0 %	395 915	-3,5 %
Effectif salarié moyen /employeur	9,3	1,2 %	6,0	3,7 %	47,9	-0,3 %

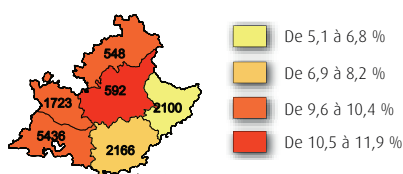
Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

9,5 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 3ÈME RANG FRANÇAIS EN TERMES DE VOLUME D'EMPLOI DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

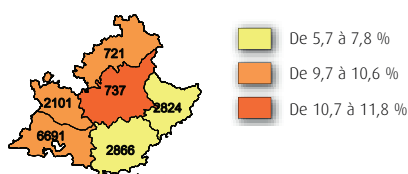
La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^{ème} de France en nombre d'emploi dans l'économie sociale et solidaire, avec près de 149 000 salariés. L'emploi associatif est légèrement mieux implanté dans la région que la moyenne nationale (78,6 contre 76,2), alors que l'emploi coopératif montre un poids de l'emploi 30 % plus faible qu'en moyenne nationale.

L'étude des types de contrats de travail signés dans l'économie sociale et solidaire, montre que les associations et les fondations comptent seulement 9,2 % d'emplois aidés (contrats des différentes politiques de l'emploi)⁹.

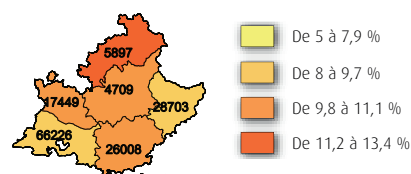
Le nombre moyen de salariés dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire est plus élevé que la moyenne dans les entreprises privées hors économie sociale et solidaire (9,3 salariés, contre 6). De plus, le nombre d'emplois et d'entreprises augmente plus vite dans l'économie sociale et solidaire que dans le hors économie sociale et solidaire privé et public, ce qui montre et confirme le dynamisme du secteur dans la région.



Carte 1
Les sièges de l'économie sociale et solidaire en région
Part des entreprises de l'ESS / Ensemble des entreprises du département



Carte 2
Les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en région
Part des établissements employeurs de l'ESS / Ensemble des établissements employeurs du département



Carte 3
Les emplois de l'économie sociale et solidaire en région
Part des emplois de l'ESS / Ensemble des emplois du département

GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCREs

L'économie sociale et solidaire représente près d'un emploi sur cinq dans le département des Hautes-Alpes (plus fort poids régional, avec 18,9 % de l'emploi du département).

Les Bouches-du-Rhône sont le 1^{er} département en termes de volume d'emplois dans l'économie sociale et solidaire, avec 60 454 salariés.

Le plus fort taux de croissance de l'emploi de l'économie sociale et solidaire est observé dans le Var, avec +6,2 % par an (entre 2002 et 2006).

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

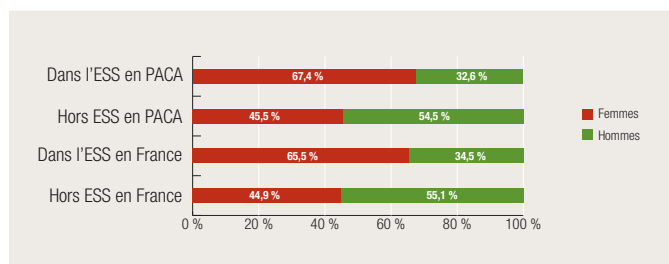
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	16 375	7 338	122 844	2 435	148 992	3 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,0 %	0,5 %	7,9 %	0,2 %	9,5 %	20 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	1 472	647	13 770	51	15 940	3 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	0,8 %	0,3 %	7,3 %	0,03 %	8,5 %	23 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCREs

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^{ème} pour son volume de salariés, mais la 20^{ème} pour le poids de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi total régional.

67,4 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

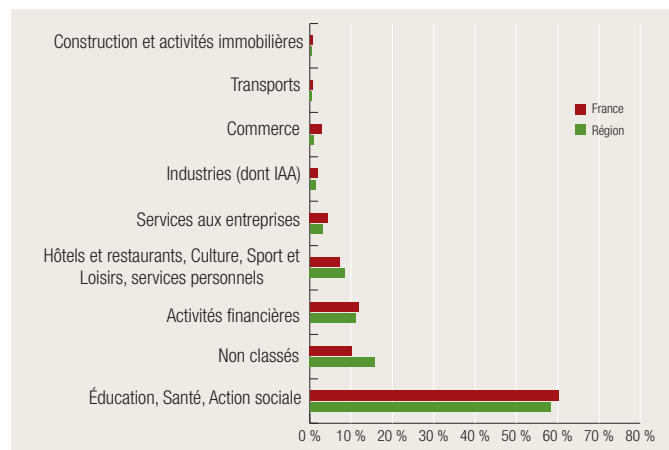


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, la parité homme-femme est systématiquement à l'avantage des femmes dans l'emploi de l'économie sociale et solidaire, relativement aux proportions observées sur l'ensemble de la région. En particulier, la proportion de femmes occupant un poste de chef d'entreprise et de cadre est de 46 % dans l'économie sociale et solidaire contre 32 % en moyenne régionale tous types d'entreprises confondus.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICE : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

La répartition des emplois par domaines d'activité montre que les salariés sont majoritairement concentrés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, même si cette proportion est moindre qu'au niveau national. La part des emplois de l'économie sociale et solidaire dans l'éducation/formation représente 61,4 % de l'emploi du secteur à l'échelle régionale, et 63,8 % pour le social.

Les activités financières occupent également une place importante dans la part de l'emploi de l'économie sociale et solidaire (principalement composée de coopératives bancaires et de mutuelles d'assurance et de santé).

Le seul domaine d'activité où la région dépasse la moyenne nationale est hôtels et restaurants, culture, sport et loisirs, services personnels, phénomène lié à l'attrait et aux spécificités touristiques du territoire.

3,3 MILLIARDS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	91,6	BOUCHES-DU-RHONE	1 457,1	VAUCLUSE	369,9
HAUTES-ALPES	124	VAR	573,4	PACA	3 305,2
ALPES-MARITIMES	689,2				

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 8,1% des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région. Au-delà des valeurs et principes dont ces entreprises sont porteuses, l'économie sociale et solidaire joue un rôle économique important.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« 62 000 salariés cesseront leur activité d'ici 2020

41,5 % des salariés de l'économie sociale et solidaire en 2006 en PACA partiront à la retraite d'ici 2020, soit près de 62 000 emplois (ensemble des salariés de plus de 45 ans en 2006).

C'est aussi un cadre sur deux qui cessera son activité, soit plus de 9 700 cadres (56,3 % des cadres).

Ce phénomène de départ à la retraite, notamment dans l'encadrement, met en relief des questions sur :

- l'anticipation de difficulté de transmission d'entreprise,
- les enjeux de formation et de qualification,
- les modèles économiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire...

Evolution de l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire (ORESS)

Face à ces constats, l'ORESS PACA, après 3 ans d'existence, projette de développer ses activités dans le champ de l'aide à la gestion et de l'intelligence économique, tout en poursuivant son travail de fond d'analyse structurelle du secteur de l'économie sociale et solidaire en région et d'appui à la coopération d'acteurs. »



Ce document a été réalisé par l'Observatoire National de l'Économie sociale et solidaire (CNCRES), en partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Économie sociale et solidaire Provence-Alpes-Côte d'Azur (Cress Paca).

Pour plus d'informations : www.cncres.org / www.cresspaca.org document : « Panorama et enjeux 2009 - L'économie sociale et solidaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

PLUS DE 220 000 SALARIÉS ET PRÈS DE 22 000 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

Tableau 1 : Organisations, entreprises et emplois dans la région en 2006

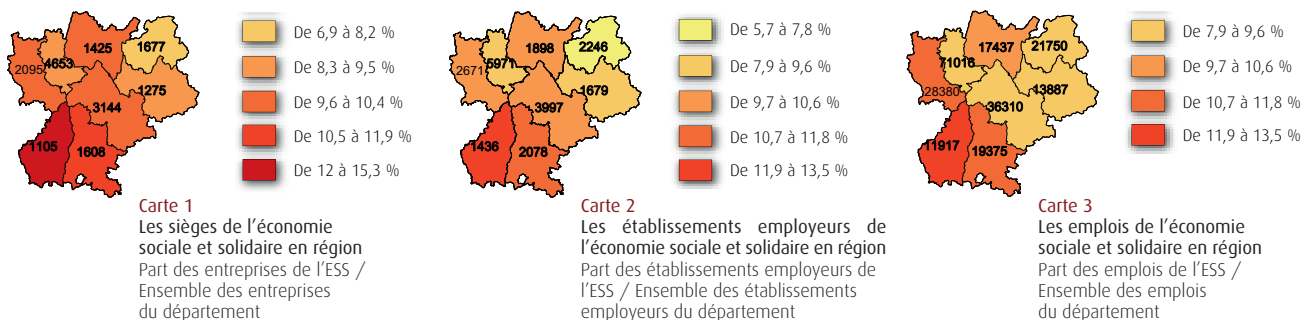
	Ensemble de l'ESS	Evolution par rapport à 2005	Privé hors ESS	Evolution par rapport à 2005	Public	Evolution par rapport à 2005
Organisations et entreprises	16 977	4,0 %	156 862	2,6 %	5 942	0,5 %
Etablissements employeurs	21 976	-0,3 %	186 214	-1,2 %	15 823	-2,8 %
Salariés au 31/12	220 072	3,8 %	1 441 677	3,7 %	525 425	-1,8 %
Equivalents temps plein	180 610	5,0 %	1 296 653	2,8 %	460 431	-2,1 %
Effectif salarié moyen /employeur	10,0	4,1 %	7,7	4,9 %	33,2	1,0 %

Source : INSEE-CLAP et DADS 2005-2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

On remarque une quasi stagnation du nombre d'établissements employeurs, alors que le nombre de salariés augmente de 3,8 % et que le nombre d'ETP dans l'ensemble de l'économie sociale et solidaire croît de manière deux fois plus importante (+5,4 %) que celui des entreprises privées hors ESS (+2,7 %).

A travers son ancrage territorial et sa réponse aux besoins de la population, l'économie sociale et solidaire conserve une forte capacité à créer des emplois et à maintenir ses entreprises sur les territoires.

10,1 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL, 15^{ÈME} RANG FRANÇAIS



GéoFla@IGN-2009-Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

Au niveau de l'emploi, les disparités de poids de l'économie sociale et solidaire entre départements sont très fortes (de 14,3 % en Ardèche à 8,9 % en Savoie). Ces différences s'accroissent entre territoires à tendance rurale (Drôme, Ardèche, Loire), où l'économie sociale et solidaire occupe une plus grande part des emplois et des activités, et les territoires à tendance plus urbaine (Rhône, Isère). De même, dans les territoires historiquement plus riches industriellement (Savoie, Haute Savoie) et les territoires dotés d'une économie fortement résidentielle (Ardèche, Drôme, Loire), l'économie sociale et solidaire présente un poids inférieur.

Tableau 2 : Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006

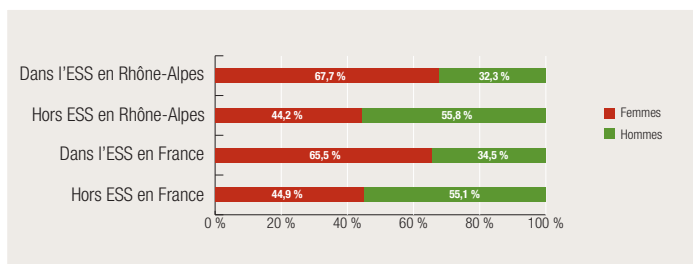
		Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Ensemble de de l'ESS	Rang de la région en France
Salariés en 2006	Effectif salarié	26 410	15 011	175 087	3 564	220 072	2 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,2 %	0,7 %	8,0 %	0,2 %	10,1 %	15 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,3 %	0,5 %	7,6 %	0,3 %	9,8 %	
Employeurs en 2006	Etablissements employeurs	2 217	866	18 823	70	21 976	2 ^{ème}
	Poids dans l'ensemble de la région	1,0 %	0,4 %	8,4 %	0,03 %	9,8 %	13 ^{ème}
	Poids moyen en France	1,0 %	0,3 %	8,1 %	0,05 %	9,5 %	

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Si en part absolue la région Rhône-Alpes se situe au deuxième rang en termes d'effectifs salariés et de nombre d'établissements, elle passe aux 13^{ème} et 15^{ème} rang pour ces mêmes items en part relative. En termes d'activités économiques, la région Rhône-Alpes pèse effectivement un poids important au niveau national (2^{ème} région de France), mais n'a pas une histoire « économie sociale et solidaire » forte, à l'instar d'autres régions françaises (sauf sur quelques territoires spécifiques infra régionaux).

67,7 % DE FEMMES

Figure 1 : Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006

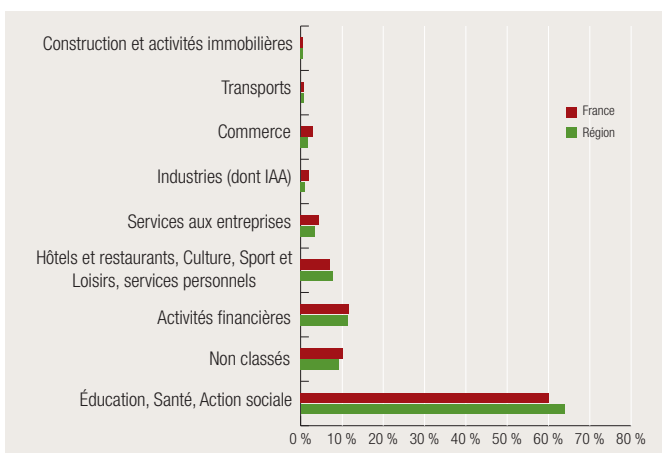


Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire rhônalpine est fortement féminisée. Cette donnée est à mettre en corrélation avec le tableau suivant : une activité prépondérante dans les domaines de l'éducation, la santé et l'action sociale, métiers dans lesquels l'emploi féminin est important.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS DE SERVICES : DE L'ÉDUCATION AUX SERVICES AUX ENTREPRISES

Figure 2 : Répartition de l'effectif salarié par domaines d'activité dans la région en 2006



Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

Un domaine d'activité prédomine : celui de l'éducation, santé, action sociale. Les domaines Culturel, sportif, de l'hôtellerie et restauration, se démarquent par un taux d'activité en région supérieur à la moyenne nationale. La région Rhône-Alpes est en effet une région fortement touristique, à développement sportif important (notamment en lien avec le tourisme) et qui présente, dans le domaine de la culture, un grand nombre d'employeurs et de salariés.

4,8 MILLIARDS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES VERSÉES

Tableau 3 : Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006

En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS	En millions d'euros	ESS
AIN	370,6	ISERE	793,7	SAVOIE	287,6
ARDECHE	250,1	LOIRE	600,6	HAUTE-SAVOIE	460,7
DROME	410,7	RHÔNE	1 642,3	Rhône-Alpes	4 816,2

Source : INSEE-CLAP 2006 ; Traitement : Observatoire National ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire représente 8,2 % des rémunérations brutes versées en 2006 dans la région.

RÉFLEXIONS RÉGIONALES :

« Un travail de sensibilisation à l'économie sociale et solidaire, à son potentiel de développement économique et social des territoires, est à réaliser afin d'attirer des salariés vers les entreprises de l'économie sociale et solidaire (en lien avec une pyramide des âges vieillissante) et de peser sur les orientations des politiques publiques (Etat et collectivités locales).

Par ailleurs, un travail de structuration de l'économie sociale et solidaire pour consolider, développer et créer des activités au moyen de cette autre forme d'entreprendre est essentiel. »

ADMINISTRATION

Si le domaine d'activité « Administration » regroupe essentiellement un certain nombre de services publics ou administratifs (justice, police, sécurité sociale, ...), au sein de l'économie sociale et solidaire, et plus particulièrement dans les associations (où il représente environ 13 % des emplois associatifs), il ne s'agit pas de mission de service public, mais d'associations ne disposant pas d'un code d'activité explicite. Elles sont rangées par l'INSEE dans cette ligne « Administration » au titre de structures « non-classées ». Pour éclaircir ce point, la ligne a été renommée dans cette publication en « Administration ou non-classés ».

ASSOCIATIONS

Le terme « associations » regroupe dans le périmètre de l'économie sociale et solidaire les formes juridiques suivantes : associations déclarées, associations intermédiaires, associations d'insertion par l'économique, associations reconnues d'utilité publique, associations de droit local (Alsace-Moselle), groupements d'employeurs.

CLAP

La source CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) est utilisée pour fournir des statistiques localisées jusqu'au niveau communal. Elle est considérée comme la référence pour les comptages par territoire, comptages nationaux ou territoriaux. Le champ couvre la quasi totalité des salariés en intégrant les données URSSAF du secteur privé et les trois fonctions publiques, en dehors des données MSA de l'agriculture, la sylviculture et la pêche. L'utilisation de CLAP permet pour la première fois de comparer l'économie sociale et solidaire au privé hors économie sociale et solidaire et au public.

COOPÉRATIVES

Le terme « coopératives » regroupe les formes SARL (Sociétés anonymes à responsabilité limitée), SA (Sociétés anonymes) et sociétés civiles coopératives de construction, de consommation, de commerçants, entre médecins, artisanales, agricoles, bancaires, de transport, de production (SCOP), d'intérêt collectif (SCIC), d'intérêt maritime, de HLM, d'intérêt collectif agricole (SICA), d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA) et sociétés de caution mutuelle. Les filiales des coopératives, constituées sous d'autres formes juridiques que coopérative, ne sont pas prises en compte ici.

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (CSP)

Variable disponible dans les sources CLAP et DADS et déclinée en 6 postes : « Agriculteurs exploitants », « Artisans, commerçants et chefs d'entreprise », « Cadres et professions intellectuelles supérieures », « Professions intermédiaires », « Employés », « Ouvriers ». Dans ce document, le premier poste « Agriculteurs exploitants » n'est pas utilisé, les données agricoles n'étant pas encore totalement prises en compte par les sources CLAP et DADS. Les deux postes suivants sont fusionnés en « Cadres, professions intellectuelles et chefs d'entreprise ».

DADS

La Déclaration Annuelle des Données Sociales est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, en application du Code de la Sécurité Sociale et du Code Général des Impôts.

C'est l'unique source annuelle statistique donnant un décompte exhaustif des établissements et de leurs effectifs salariés en France métropolitaine et dans les DOM. Elle permet l'analyse des salaires et des emplois dans l'ensemble des secteurs privé et semi-public, y compris des services de l'Etat à caractère industriel et commercial (grandes entreprises), des collectivités territoriales et des hôpitaux publics.

Sont donc exclus du champ : la fonction publique d'Etat, les services domestiques et les activités extraterritoriales.

La source DADS a été utilisée pour les analyses en terme de structure d'emploi sur les indicateurs absents de la source CLAP (tranches d'âge, conditions d'emploi...).

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Voir NES

EFFECTIFS AU 31/12 OU POSTES AU 31/12

Ce sont les postes occupés au 31 décembre de l'année. Les données de cette publication n'incluent que les postes non-annexes, c'est-à-dire les postes qui atteignent certains seuils en termes de rémunération et de volume de travail (voir poste non-annexe).

Si un même salarié travaille dans 2 établissements distincts, il est comptabilisé 2 fois, représentant ainsi 2 postes.

EMPLOI

Les termes emploi, effectifs et effectif salarié sont employés indifféremment dans ce document et correspondent aux effectifs ou postes au 31 décembre de l'année de référence.

ENTREPRISE

L'entreprise est l'entité juridique principale ou siège social. Dans ce document, ne sont comptées que les entreprises qui ont des salariés (dans l'année ou au 31 décembre). L'appellation "organisations et entreprises" a été retenue dans cette publication. Elle désigne l'ensemble des structures privées et publiques existantes en France qu'elles produisent des services marchands, non-marchands (services publics ou activités liées à une commande publique) ou non-monétaires (le bénévolat). Le terme d'entreprise seul est parfois utilisé pour simplifier la lecture.

ÉTABLISSEMENT

Un établissement est une unité de production géographiquement individualisée (une adresse postale), mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Une entreprise peut donc compter plusieurs établissements, dont l'un est le siège.

Les termes « établissement », « établissement employeur », « employeur » peuvent être utilisés indifféremment, étant donné que les sources de ce document concernent uniquement les entreprises ayant des salariés.

EMPLOYEURS

Les employeurs sont comptés en nombre d'établissements ayant des salariés, il s'agit de ceux pour lesquels une déclaration annuelle des données sociales (DADS) est remplie en fin d'année.

EQUIVALENT TEMPS PLEIN (ETP)

Il s'agit de la conversion des durées de travail de l'ensemble des postes sur l'année en équivalents temps plein.

FONDACTIONS

Le terme « fondations » correspond à tout type de fondation qui n'est pas sous égide d'une autre fondation (par exemple de la fondation de France), et en particulier les fondations d'entreprises.

MUTUELLES

Le terme « mutuelles » regroupe les mutuelles régies par le code des assurances (ou mutuelles d'assurance) et les mutuelles régies par le code de la mutualité (mutuelles de santé et prévoyance).

NES

La NES (Nomenclature Economique de Synthèse) est une nomenclature de grands domaines d'activité utilisée pour les études statistiques. Elle est en concordance avec la NAF (Nomenclature d'Activités Française). Elle se décline en 16, 36 ou 114 postes ou branches d'activités. On parle dans ce document, quel que soit le niveau utilisé, de domaines d'activité.

POIDS

Les calculs de « poids » sont toujours effectués relativement à l'ensemble des entreprises, effectifs... de la région (totalité des secteurs public et privé), tous domaines d'activité confondus ou sur un domaine d'activité particulier. Il s'agit donc de parts de volume mesurées sur l'économie sociale et solidaire ou une composante de l'économie sociale et solidaire ramenée à un ensemble prenant en compte les autres entreprises et organismes des secteurs public et privé.

POSTE NON-ANNEXE

Un poste est considéré dans DADS comme non-annexe s'il atteint certains seuils en termes de rémunération et de volume de travail : si la rémunération annuelle est supérieure à 3 SMIC mensuels ou si la durée d'emploi sur l'année dépasse 30 jours et 120 heures et 1,5 h/jour. Sinon le poste est considéré comme annexe.

PRIVÉ (CHAMP OU SECTEUR)

Le champ ou secteur privé regroupe l'ensemble des établissements dont les statuts juridiques ne relèvent pas du secteur public (voir définition). Dans cet ensemble, certains établissements relèvent de statuts d'associations, coopératives, mutuelles et fondations et constituent le champ de l'économie sociale et solidaire. Les autres relèvent du champ dénommé « Privé hors économie sociale et solidaire ».

PUBLIC (CHAMP OU SECTEUR)

La définition du secteur public est basée sur le statut juridique de l'établissement (employeur ou non) : les personnes morales et organismes soumis au droit administratif (Ministères, régions, départements, collectivités territoriales et autres établissements publics administratifs) et les personnes morales de droit public soumises au droit commercial (FranceAgriMer, ADEME, CEA, ONF, ...). Les données comptabilisent ainsi l'ensemble des personnels employés par ce type d'organismes quels que soient leur statut ou type de contrat (agent de la fonction publique, contractuels...).

RÉMUNÉRATION BRUTE (OU SALAIRES BRUTS)

L'INSEE fournit des données sur les salaires versés sous la terminologie « Masse salariale » ou « Rémunération ».

Les rémunérations sont le cumul des rémunérations brutes des salariés de l'établissement, versées au cours de l'année d'exercice. Les rémunérations regroupent les salaires et les primes des salariés, avant toute déduction de cotisations sociales salariales obligatoires. Elles correspondent à la masse des rémunérations sur laquelle est calculée la CSG. Elles ne comptabilisent pas les charges patronales.

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL

Le terme « Taux de croissance annuel » peut avoir deux significations :

- « Taux de croissance annuel moyen » entre 2 dates, c'est-à-dire la valeur finale moins la valeur initiale divisée par le nombre d'années séparant ces 2 dates ;
- « Moyenne des taux de croissance annuels » entre 2 dates, c'est-à-dire la moyenne de chaque taux de croissance calculé d'une année sur l'autre entre ces 2 dates.

Le mode de calcul est précisé sous chaque tableau.

TEMPS COMPLET/TEMPS NON-COMPLET

La mesure des temps complets et des temps non-complets est effectuée à partir de l'indicateur INSEE « Conditions d'emploi » (7 modalités).

Le terme « temps complet » agrège les « salariés à temps complet » et les « postes à condition d'emploi mixte à dominante temps complet ». Le terme « temps non-complet » regroupe toutes les autres modalités (« temps partiel », « faible temps partiel », « dominante à temps non complet »).

Tableau 1	Les volumes et taux de croissance des entreprises et de l'emploi en France en 2006	page 8
Tableau 2	L'emploi dans les principaux domaines d'activité en France en 2006, hors agriculture	page 10
Tableau 3	Répartition des organisations et entreprises par taille en postes non annexes au 31/12 de l'année 2006 en France	page 13
Tableau 4	Rémunérations brutes versées en France	page 15
Tableau 5	Rémunérations brutes versées pour 100 euros par domaine d'activité en France en 2006	
Tableau 6	Répartition par genre de l'effectif salarié par domaine d'activité en France en 2006	page 17
Tableau 7	L'effectif salarié par CSP et genre en France en 2006	page 18
Tableau 8	Nombre de salariés et de cadres de 50 ans et plus dans l'économie sociale et solidaire en France en 2006	page 20
Tableau 9	Emplois à temps complet en France en 2006	
Tableau 10	Part d'emplois à temps complet par domaine d'activité en France en 2006	
Tableau 11	Volumes et taux de croissance des entreprises, établissements et de l'emploi dans les coopératives en France	page 21
Tableau 12	Répartition des coopératives par taille en France en 2006	page 23
Tableau 13	Rémunérations brutes versées par les coopératives en France en 2006	
Tableau 14	Effectifs par CSP et par genre dans les coopératives en France en 2006	page 24
Tableau 15	Nombre de salariés et de cadres de 50 ans et plus dans les coopératives en France en 2006	
Tableau 16	Emplois à temps complet dans les coopératives en France en 2006	page 25
Tableau 17	Entreprises et emplois dans les coopératives d'activités financières en France en 2006	
Tableau 18	Entreprises et emplois dans les coopératives de commerce en France en 2006	page 26
Tableau 19	Entreprises et emplois dans les coopératives industrielles en France en 2006	page 27
Tableau 20	Entreprises et emplois dans les coopératives de services aux entreprises en France en 2006	page 28
Tableau 21	Entreprises et emplois dans les coopératives de construction en France en 2006	page 29
Tableau 22	Volumes et taux de croissance des entreprises, établissements et de l'emploi dans les mutuelles en France	page 30
Tableau 23	Répartition des mutuelles par taille en France en 2006	page 32
Tableau 24	Rémunérations brutes versées par les mutuelles en France	page 33
Tableau 25	Effectifs par CSP et par genre dans les mutuelles en France en 2006	
Tableau 26	Nombre de salariés et de cadres de 50 ans et plus dans les mutuelles en France en 2006	page 34
Tableau 27	Emplois à temps complet dans les mutuelles en France	
Tableau 28	Entreprises et emplois dans les mutuelles d'assurances de personnes et de biens en France en 2006	page 35
Tableau 29	Entreprises et emplois dans les mutuelles d'éducation, santé, social en France en 2006	page 36
Tableau 30	Entreprises et emplois dans les mutuelles de commerce en France en 2006	page 37
Tableau 31	Volumes et taux de croissance des entreprises, établissements et de l'emploi dans les associations en France	page 38
Tableau 32	Répartition des associations par taille en France en 2006	page 40
Tableau 33	Rémunérations brutes versées par les associations en France en 2006	page 41
Tableau 34	Effectifs par CSP et par genre dans les associations en France en 2006	
Tableau 35	Nombre de salariés et de cadres de 50 ans et plus dans les associations en France en 2006	page 42
Tableau 36	Emplois à temps complet dans les associations en France	
Tableau 37	Entreprises et emplois dans les associations du social en France en 2006	page 43
Tableau 38	Entreprises et emplois dans les associations d'éducation en France en 2006	page 44
Tableau 39	Entreprises et emplois dans les associations de santé en France en 2006	page 45
Tableau 40	Entreprises et emplois dans les associations de services aux particuliers en France en 2006	page 46
Tableau 41	Entreprises et emplois dans les associations de services aux entreprises en France en 2006	page 47
Tableau 42	Volumes et taux de croissance des entreprises, établissements et de l'emploi dans les fondations en France	page 48
Tableau 43	Répartition des fondations par taille en France en 2006	page 50
Tableau 44	Rémunérations brutes versées par les fondations en France en 2006	
Tableau 45	Effectifs par CSP et par genres dans les fondations en France en 2006	page 51
Tableau 46	Nombre de salariés et de cadres de 50 ans et plus dans les fondations en France en 2006	page 52
Tableau 47	Emplois à temps complet dans les fondations en France	
Tableau 48	Entreprises et emplois dans les fondations d'éducation, santé, social en France en 2006	
Tableau 49	Entreprises et emplois dans les fondations de services aux entreprises en France en 2006	page 53
Tableau 50	Poids des sièges, établissements, effectifs et taille moyenne des entreprises de l'économie sociale et solidaire en régions en 2006 (classés par le poids des effectifs ESS dans la région)	page 59
Tableau 51	Tableau synthétique des spécificités régionales par famille juridique et domaine d'activité relativement aux moyennes nationales en France en 2006	page 70

Tableaux de la Partie 3 (modèle pour chaque fiche régionale) :

Tableau 1	Organisations et entreprises, établissements et emplois dans la région en 2006	pages 73 à 123
Tableau 2	Poids de l'emploi et des établissements de l'économie sociale et solidaire par forme juridique dans la région en 2006	
Tableau 3	Rémunérations brutes versées en euros dans la région en 2006	

Figure 1	Répartition des organisations et entreprises en France en 2006	<i>page 8</i>
Figure 2	Répartition de l'emploi en France en 2006	<i>page 9</i>
Figure 3	Taux de croissance des entreprises, des établissements et de l'emploi en France entre 2001 et 2006	
Figure 4	Evolution du nombre d'organisations et entreprises en France entre 2001 et 2006	
Figure 5	Evolution du nombre de postes au 31/12 en France entre 2001 et 2006	
Figure 6	Evolution du nombre d'ETP en France entre 2001 et 2006	<i>page 10</i>
Figure 7	Poids de l'emploi par domaine d'activité dans l'économie sociale et solidaire, le privé hors économie sociale et solidaire et le public en France en 2006	<i>page 11</i>
Figure 8	Répartition de l'emploi par domaine d'activité en France en 2006	<i>page 12</i>
Figure 9	Répartition des organisations et entreprises par taille dans le privé en France en 2006	<i>page 14</i>
Figure 10	Répartition par taille des organisations et entreprises en postes non annexes au 31/12 de l'année 2006 en France	
Figure 11	Répartition des rémunérations brutes en France en 2006	<i>page 15</i>
Figure 12	Répartition par genre de l'effectif salarié en France en 2006	<i>page 16</i>
Figure 13	Part des femmes dans les effectifs salariés par domaine d'activité en France en 2006	<i>page 17</i>
Figure 14	Répartition par CSP de l'effectif salarié en France en 2006	<i>page 18</i>
Figure 15	Part selon chaque tranche d'âge de l'emploi total en France en 2006	<i>page 19</i>
Figure 16	Part de l'ESS dans l'emploi privé par tranche d'âge en France en 2006	
Figure 17	Taux de croissance annuel moyen des organisations, établissements et de l'emploi dans les coopératives en France entre 2001 et 2006	<i>page 21</i>
Figure 18	Répartition de l'emploi par domaine d'activité dans les coopératives en 2006	<i>page 22</i>
Figure 19	Taux de croissance de l'emploi par domaine d'activité dans les coopératives en France de 2001 à 2006	
Figure 20	Répartition par genre de l'effectif salarié des coopératives en France en 2006	<i>page 23</i>
Figure 21	Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les coopératives en France en 2006	<i>page 24</i>
Figure 22	Part des tranches d'âge dans l'emploi des coopératives en France en 2006	
Figure 23	Répartition de l'effectif salarié par genre dans le domaine des activités financières en France en 2006	<i>page 25</i>
Figure 24	Pyramide des âges dans les coopératives d'activités financières en France en 2006	<i>page 26</i>
Figure 25	Répartition de l'effectif salarié par genre dans le Commerce en France en 2006	
Figure 26	Pyramide des âges dans les coopératives de Commerce en France en 2006	<i>page 27</i>
Figure 27	Répartition de l'effectif salarié par genre dans l'Industrie en France en 2006	
Figure 28	Pyramide des âges dans les coopératives d'Industrie en France en 2006	<i>page 28</i>
Figure 29	Répartition de l'effectif salarié par genre dans les Services aux entreprises en France en 2006	
Figure 30	Pyramide des âges dans les coopératives de Services aux entreprises en France en 2006	<i>page 29</i>
Figure 31	Répartition de l'effectif salarié par genre dans la Construction en France en 2006	
Figure 32	Pyramide des âges dans les coopératives de Construction en France en 2006	<i>page 30</i>
Figure 33	aux de croissance des organisations, établissements et de l'emploi dans les mutuelles en France entre 2001 et 2006	<i>page 31</i>
Figure 34	Répartition par domaine d'activité de l'emploi dans les mutuelles en 2006	
Figure 35	Taux de croissance de l'emploi par domaine d'activité dans les mutuelles en France de 2001 à 2006	<i>page 32</i>
Figure 36	Répartition par genre de l'effectif salarié dans les mutuelles en France en 2006	<i>page 33</i>
Figure 37	Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les mutuelles en France en 2006	
Figure 38	Part des tranches d'âge dans l'emploi des mutuelles en France en 2006	<i>page 34</i>
Figure 39	Répartition de l'emploi par genres dans les mutuelles d'assurances de personnes et de biens en France en 2006	<i>page 35</i>
Figure 40	Pyramide des âges dans les mutuelles d'assurances de personnes et de biens en France en 2006	
Figure 41	Répartition de l'emploi par genre dans l'éducation, santé, social en France en 2006	<i>page 36</i>
Figure 42	Pyramide des âges dans les mutuelles du domaine de l'éducation, santé, social en France en 2006	
Figure 43	Répartition de l'emploi par genre dans le commerce en France en 2006	<i>page 37</i>
Figure 44	Pyramide des âges dans les mutuelles de commerce en France en 2006	
Figure 45	Taux de croissance des organisations, établissements et de l'emploi dans les associations en France entre 2001 et 2006	<i>page 38</i>
Figure 46	Répartition par domaine d'activité de l'emploi dans les associations en 2006	<i>page 39</i>
Figure 47	L'emploi dans le domaine du social pour les associations en France en 2006	
Figure 48	L'emploi dans le domaine des services aux particuliers pour les associations en France en 2006	
Figure 49	Taux de croissance de l'emploi par domaine d'activité dans les associations en France de 2001 à 2006	<i>page 40</i>
Figure 50	Répartition par genre de l'effectif salarié dans les associations en France en 2006	<i>page 41</i>
Figure 51	Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les associations en France en 2006	
Figure 52	Part des tranches d'âge dans l'emploi des associations en France en 2006	<i>page 42</i>
Figure 53	Répartition par genre dans le social en France en 2006	<i>page 43</i>
Figure 54	Pyramide des âges dans les associations du social en France en 2006	
Figure 55	Répartition par genre dans l'éducation en France en 2006	<i>page 44</i>
Figure 56	Pyramide des âges dans les associations d'éducation en France en 2006	
Figure 57	Répartition par genre dans la santé en France en 2006	<i>page 45</i>

Figure 58	Pyramide des âges dans les associations de santé en France en 2006	page 45
Figure 59	Répartition par genre dans les services aux particuliers en France en 2006	page 46
Figure 60	Pyramide des âges dans les associations de services aux particuliers en France en 2006	
Figure 61	Répartition de l'effectif salarié par genre dans les services aux entreprises en France en 2006	page 47
Figure 62	Pyramide des âges dans les associations de services aux entreprises en France en 2006	
Figure 63	Taux de croissance des organisations, établissements et de l'emploi dans les fondations en France entre 2001 et 2006	page 48
Figure 64	Répartition par domaine d'activité de l'emploi dans les fondations en 2006	page 49
Figure 65	Taux de croissance de l'emploi par domaine d'activité dans les fondations en France de 2001 à 2006	
Figure 66	Répartition par genre de l'effectif salarié des fondations en France en 2006	page 50
Figure 67	Répartition de l'effectif salarié par CSP dans les fondations en France en 2006	page 51
Figure 68	Part des tranches d'âge dans l'emploi des fondations en France en 2006	
Figure 69	Répartition par genre dans l'éducation, santé, social en France en 2006	page 53
Figure 70	Pyramide des âges dans les fondations de l'éducation, santé, social en France en 2006	
Figure 71	Répartition par genre dans les services aux entreprises en France en 2006	page 54
Figure 72	Pyramide des âges dans les fondations de services aux entreprises en France en 2006	

Figures de la Partie 3 (modèle pour chaque fiche régionale) :

Figure 1	Répartition par genre de l'effectif salarié dans la région en 2006	pages 73 à 123
Figure 2	Répartition de l'effectif salarié par domaine d'activité dans la région en 2006	

INDEX DES CARTES

Carte 1	Volumes et parts en régions des sièges des entreprises de l'économie sociale et solidaire en 2006	page 58
Carte 2	Volumes et parts en régions des établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en 2006	
Carte 3	Volumes et parts en régions des emplois de l'économie sociale et solidaire en 2006	
Carte 4	Volumes et parts en régions des établissements employeurs des coopératives en 2006	page 60
Carte 5	Volumes et parts en régions des emplois dans les coopératives en 2006	
Carte 6	Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine des activités financières en 2006	page 61
Carte 7	Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine de l'industrie en 2006	
Carte 8	Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine du commerce en 2006	page 62
Carte 9	Volumes et parts en régions des emplois des coopératives dans le domaine des services aux entreprises en 2006	
Carte 10	Volumes et parts en régions des établissements employeurs des mutuelles en 2006	page 63
Carte 11	Volumes et parts en régions des emplois dans les mutuelles en 2006	
Carte 12	Volumes et parts en régions des emplois des mutuelles dans les activités financières et d'assurances en 2006	page 64
Carte 13	Volumes et parts en régions des emplois des mutuelles dans le domaine de l'éducation, la santé et le social en 2006	
Carte 14	Volumes et parts en régions des emplois des mutuelles dans le domaine du commerce en 2006	
Carte 15	Volumes et parts en régions des établissements employeurs des associations en 2006	page 65
Carte 16	Volumes et parts en régions des emplois dans les associations en 2006	
Carte 17	Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine du social en 2006	page 66
Carte 18	Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine de l'éducation en 2006	
Carte 19	Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine de la santé en 2006	page 67
Carte 20	Volumes et parts en régions des emplois dans les associations dans le domaine des services aux particuliers en 2006	
Carte 21	Volumes et parts en régions des établissements employeurs des fondations en 2006	page 68
Carte 22	Volumes et parts en régions des emplois dans les fondations en 2006	
Carte 23	Volumes et parts en régions des emplois des fondations dans le domaine de l'éducation, santé, social en 2006	page 69

Cartes de la Partie 3 (modèle pour chaque fiche régionale) :

Carte 1	Les sièges de l'économie sociale et solidaire en région	pages 73 à 123
Carte 2	Les établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en région	
Carte 3	Les emplois de l'économie sociale et solidaire en région	

De manière informelle tout d'abord, puis sous la forme juridique associative à partir de 2004, les Chambres Régionales de l'Economie Sociale - CRES(S) - se sont regroupées pour former la Conférence nationale des CRES(S). Dans la suite de leur convention nationale de décembre 2005, les CRES(S) ont souhaité disposer d'un véritable organisme représentatif au plan national : la Conférence s'est donc transformée en Conseil National des CRES(S) (CNCRES) en 2007.

Le CNCRES a pour but d'animer, promouvoir, défendre et représenter les CRES(S), notamment au sein du CEGES et du CSES. Dans le respect du principe de subsidiarité, il apporte aux CRES(S) son soutien et il renforce leur action d'appui à l'économie sociale et solidaire de terrain en élaborant des positions et des propositions communes et en développant des partenariats nationaux. Les actions du CNCRES se déclinent autour de 5 axes :

- consolider la représentation, au niveau national, des CRES(S) ;
- contribuer à la structuration de l'économie sociale et solidaire ;
- soutenir la structuration des CRES(S), favoriser l'unicité et la mutualisation inter CRES(S) ;
- connaître, faire connaître et reconnaître l'économie sociale et solidaire ;
- favoriser le développement de l'action de l'économie sociale et solidaire au service de l'innovation sociale.

Dans ce cadre le CNCRES a créé en 2008 l'Observatoire National de l'Économie Sociale et Solidaire en lien avec les observatoires régionaux portés par les CRES(S), et développé le "Mois de l'Économie Sociale et Solidaire" auquel participent les CRES(S), sous la coordination du CNCRES, de nombreux grands organismes nationaux et acteurs territoriaux de l'économie sociale et solidaire.

En regroupant la totalité des 26 CRES(S) métropolitaines et d'outre-mer, le CNCRES est véritablement reconnu comme leur interface nationale afin de faire bénéficier les pouvoirs publics de tous niveaux ainsi que les acteurs nationaux de l'économie sociale et solidaire, de l'expérience des acteurs territoriaux de l'économie sociale et solidaire, de leur créativité et de leur capacité à participer au développement solidaire et durable des territoires, validant ainsi la potentialité d'alternative économique et sociétale de l'économie sociale et solidaire.

L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La mise en œuvre de la fonction d'observation de l'économie sociale et solidaire est liée à la conjonction de trois phénomènes :

- la montée en puissance des organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire mesurée par son dynamisme atypique en matière de création d'établissements et d'emplois ;
- la faible visibilité de cette réalité due à la méconnaissance générale de son périmètre et de ses caractéristiques ;
- la nécessité de disposer de données fiables et pertinentes permettant d'orienter les choix stratégiques des entreprises et organisations du secteur ainsi que l'action publique en faveur du développement économique et social.

Le Conseil National des Chambres Régionales de l'Économie Sociale a mis en place avec les CRES(S) et dans une démarche partenariale (État, collectivités, acteurs de l'économie sociale et solidaire), un dispositif d'observation et de mesure scientifique de l'économie sociale et solidaire qui repose sur les Observatoires régionaux de l'économie sociale et solidaire déjà existants (15 en 2009) et la création d'un Observatoire national de l'économie sociale et solidaire.

Ce dispositif a pour objectifs d'observer et mesurer l'économie sociale et solidaire afin de permettre des comparaisons entre régions et d'agréger les données nationales, comparer l'économie sociale et solidaire avec les organisations hors économie sociale et solidaire, définir et mesurer les richesses générées par l'économie sociale et solidaire à l'aide d'indicateurs spécifiques disponibles ou à créer, constituer un outil d'aide à la décision pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les pouvoirs publics.

Les principales activités de l'Observatoire national permettent l'appui et la dotation de moyens aux observatoires régionaux pour qu'ils puissent se développer, la collecte et le traitement des données disponibles, leur analyse comparative et prospective au niveau national et régional en lien avec les observatoires régionaux, la réalisation d'un panorama annuel de l'économie sociale et solidaire, la réalisation d'études complémentaires sur demande, le développement des partenariats avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire et producteurs d'études déjà existants.

L'Observatoire national comporte un **Comité de pilotage** qui a vocation à proposer ses orientations stratégiques et à assurer le suivi et l'évaluation de son activité, et un **Conseil scientifique**, garant de la qualité de ses productions et permettant la réflexion critique sur toutes les questions qui concernent la mesure et l'observation de l'économie sociale et solidaire.

Les CRES(S) sont les Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire. Elles regroupent les acteurs territoriaux de l'économie sociale et solidaire.

1 - CRES Alsace

3 rue de la Coopérative
67017 Strasbourg Cedex
03 88 45 96 83 / cres@cres-alsace.org

2 - CRESS Aquitaine

Bât.22 – rue des Terres Neuves
33130 Begles
05 56 901 901 / info@cressaquitaine.org

3 - CRES Auvergne

18 rue Rochefoucault
63000 Clermont-Ferrand
04 73 90 29 61 / contact@cres-auvergne.org

4 - CRESS Basse-Normandie

12 rue Alfred Kastler
14000 Caen
02 31 06 09 23 / info@cres-bn.com

5 - CRESS Bourgogne

2 bis cours Fleury
21000 Dijon
03 80 59 96 75 / info@cress-bourgogne.org

6 - CRES Bretagne

6 cours des Alliés
35000 Rennes
02 99 85 89 52 / cres@cres-bretagne.org

7 - CRESS Centre

6 ter rue de l'Abbé Pasty
45401 Fleury-Les-Aubrais
02 38 68 18 90 / contact@cresscentre.org

8 - CRES Champagne-Ardenne

48 rue de Barbâtre
51571 Reims
03 26 07 96 43 / cres-ca@wanadoo.fr

9 - CRESS Corse

Les jardins du centre – Chemin du Loretto
20090 Ajaccio Cedex
09 60 17 01 40 / cress.corse@orange.fr

10 - CRESS Franche-Comté

11 route Gray – Center omnisport Pierre Cropet
25000 Besançon
03 81 50 75 09 / contact@cress-fc.org

11 - CRES Guadeloupe

Rue de la République
97129 Lamentin
05 90 25 68 35

12 - CRESS Guyane

En recherche de locaux

13 - CRES Haute-Normandie

5 rue Malherbe
76100 Rouen
02 35 63 50 05 / contact@cres-haute-normandie.org

14 - CRESS Ile-de-France

24 rue Saint Victor
75005 Paris
01 40 46 10 51 / cressidf@hotmail.fr

15 - CRES La Réunion

14 boulevard Doret – BP 340
97467 Saint Denis Cedex
02 62 21 50 60 / contact@cres-reunion.org

16 - CRES Languedoc-Roussillon

68 rue Pablo Casals
34 000 Montpellier
04 67 60 20 28 / contact@creslr.org

17 - CRES Limousin

14 avenue Adrien Tarrade
87 100 Limoges
05 55 79 09 01 / cres@creslimousin.org

18 - CRES Lorraine

7 rue Lyautey – BP 422
54 001 Nancy Cedex
03 83 36 55 89 / cresl@wanadoo.fr

19 - CRESS Martinique

27 rue Gabriel Péri
97 200 Fort-de-France
05 96 60 27 63 / cress.martinique@wanadoo.fr

20 - CRESS Midi-Pyrénées

39 chemin Lafilaire
31500 Toulouse
05 62 16 65 50 / contact@cress-midipyrenees.org

21 - CRES Nord-Pas-de-Calais

6 rue Jean Roisin
59800 Lille
03 20 06 34 09 / cressnpdc@cressnpdc.org

22 - CRES Pays-de-la-Loire

42 rue des Hauts Pavés
44000 Nantes
02 40 74 02 49 / cres-pdl@wanadoo.fr

23 - CRES Picardie

21 rue de Sully
80000 Amiens
03 22 66 07 65 / crespicardie@crespicardie.com

24 - CRES Poitou-Charentes

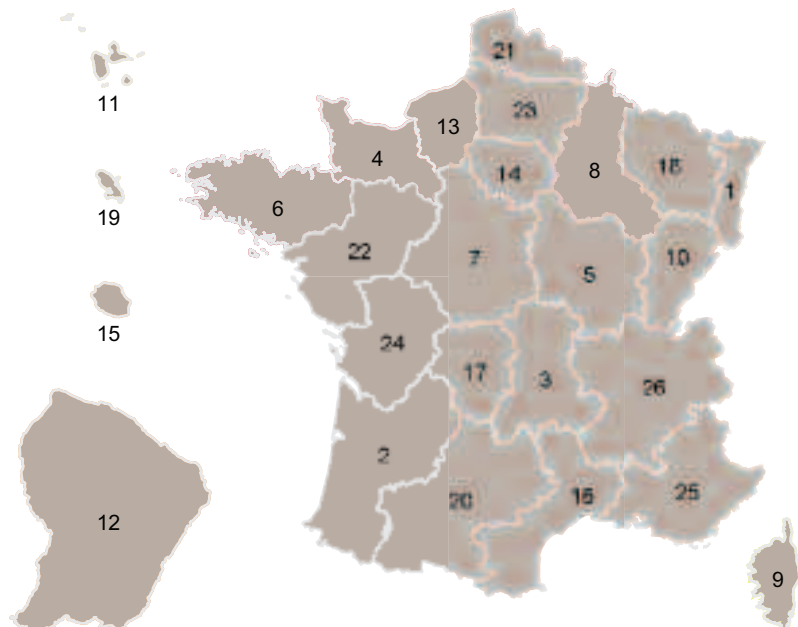
60-68 rue Carnot
86000 Poitiers
05 49 50 71 53 / pch.cres@wanadoo.fr

25 - CRESS Provence-Alpes-Côte-d'Azur

19 rue Roux de Brignoles
13006 Marseille
04 91 54 96 75 / cress@cresspaca.org

26 - CRESS Rhône-Alpes

11 rue Auguste Lacroix
69003 Lyon
04 78 09 11 97 / info@cress-rhone-alpes.org



Publication réalisée sous la direction de François Rousseau, enseignant chercheur à l'École Polytechnique de Paris et président du Conseil scientifique de l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire.

Le CNCREs tient à remercier l'ensemble des personnes qui ont bien voulu donner du temps et des compétences pour mener à terme cette publication :

Toutes les personnes ayant participé à la réalisation du présent document :

- les membres et salariés du Conseil national des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire ;
- les membres et salariés des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire ;
- les partenaires de l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire.

Et les financeurs qui ont permis la réalisation de cette publication :

- l'Association des Régions de France ;
- la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- la Délégation interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale ;
- Chorum-CIDES ;

Avec le soutien du Crédit coopératif et de la Macif.

Date de publication : septembre 2009

Conception et impression : Média Graphic, Rennes
02 99 86 71 86

Dépôt légal septembre 2009

Les publications de l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire sont disponibles auprès du CNCRES ou téléchargeables sur www.cncres.org



CONTACTS

CNCRES : Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale
Bureau D 224 - 255 rue de Vaugirard - 75015 PARIS
Président : Yannick Barbançon : president.cncres@orange.fr
Délégué général : Bernard Mérand - 02 99 85 89 58 - bmerand@cres-bretagne.org
Chargée de mission : Karine Melzer - 01 40 43 33 87/ 06 85 73 91 92 - contact-cncres@orange.fr
Chargée de mission Observatoire : Elisa Braley - 01 40 43 33 17 - observatoire-cncres@orange.fr

Pour plus d'information : www.cncres.org

Date de publication : septembre 2009